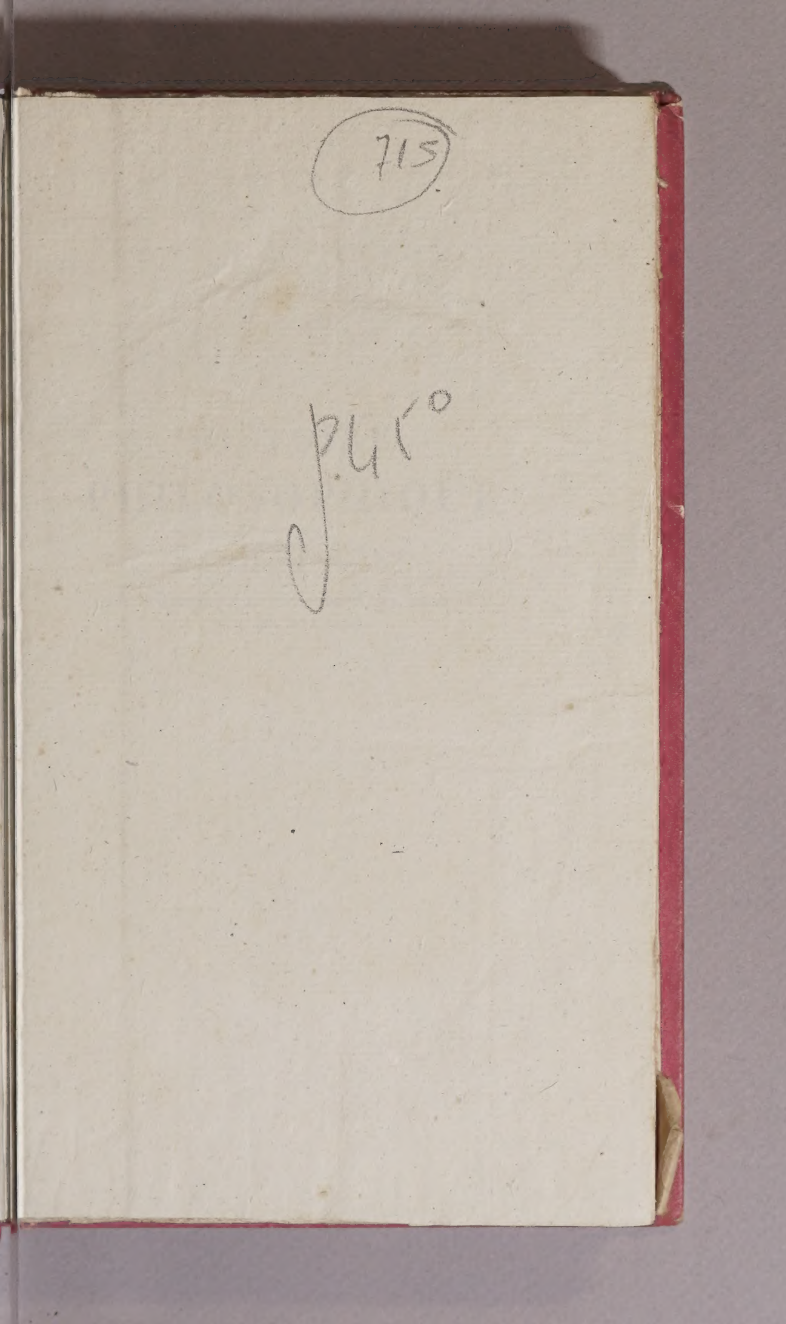
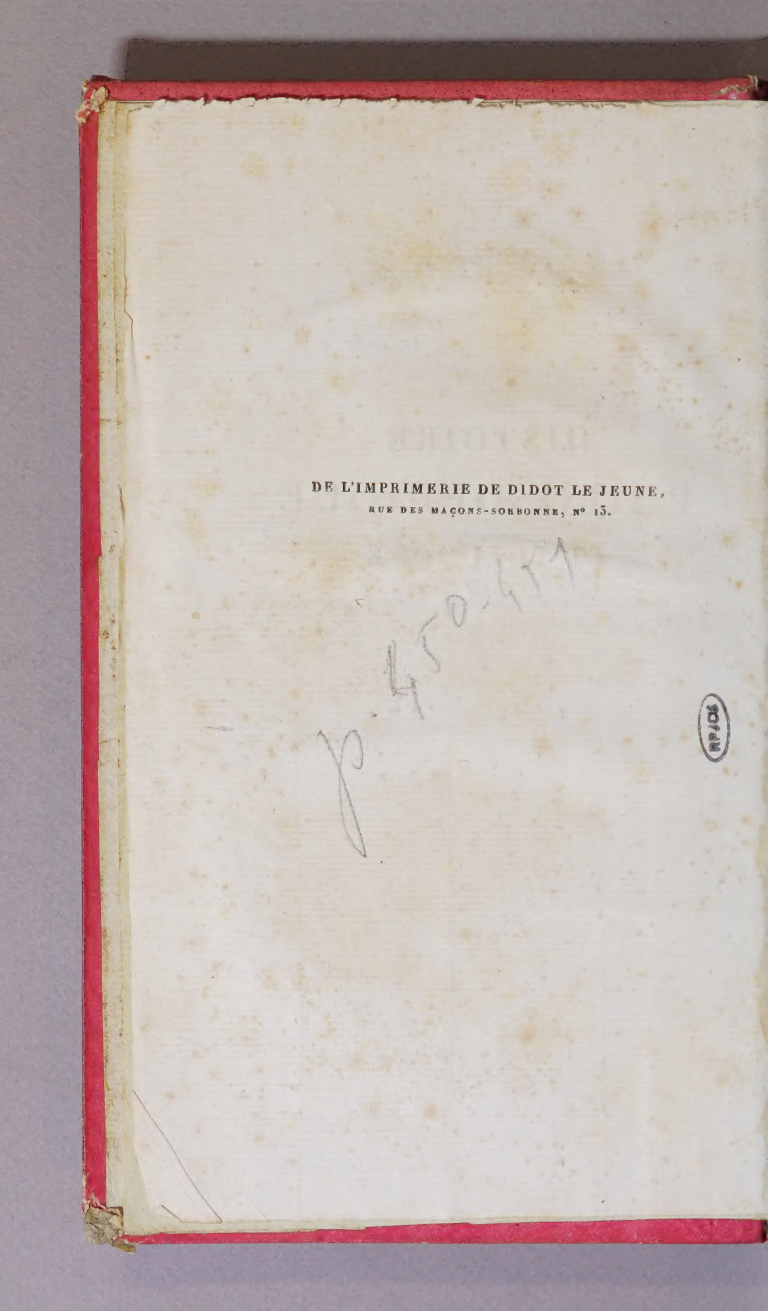



715

HISTOIRE
PHILOSOPHIQUE
ET POLITIQUE

DES ÉTABLISSEMENS ET DU COMMERCE DES EUROPÉENS
DANS LES DEUX INDES.



DE L'IMPRIMERIE DE DIDOT LE JEUNE,
RUE DES MAÇONS-SORBONNE, N° 13.

HISTOIRE PHILOSOPHIQUE ET POLITIQUE

DES ÉTABLISSEMENS ET DU COMMERCE DES EUROPÉENS DANS LES DEUX INDES,

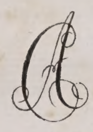
PAR G. T. RAYNAL.

NOUVELLE ÉDITION,

CORRIGÉE ET AUGMENTÉE D'APRÈS LES MANUSCRITS AUTOGRAPHES DE L'AUTEUR;

Précédée d'une Notice biographique et de Considérations sur les écrits de RAYNAL, par M. A. JAY; et terminée par un volume supplémentaire contenant la situation actuelle des colonies, par M. PEUCHET.

TOME DIXIÈME.

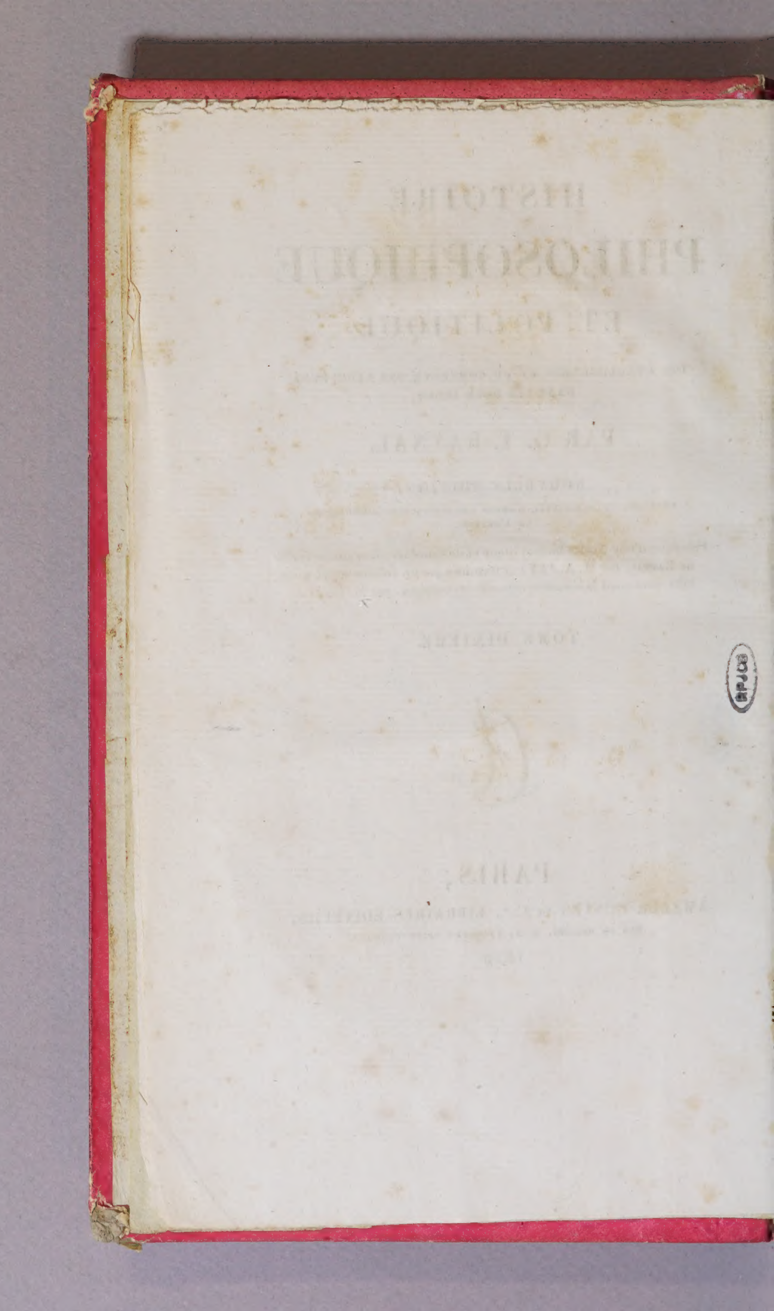


PARIS,

AMABLE COSTES ET C.ie, LIBRAIRES-ÉDITEURS,

RUE DE BEAUNE, N° 2, FAUBOURG SAINT-GERMAIN.

1820.



HISTOIRE
PHILOSOPHIQUE
ET POLITIQUE

DES ÉTABLISSEMENS ET DU COMMERCE DES EUROPÉENS DANS LES DEUX INDES.

LIVRE DIX-NEUVIÈME.

Nous avançons dans une carrière où nous ne nous sommes pas engagé sans en connaître l'étendue, les difficultés, et que nous aurions abandonnée plusieurs fois, si nous n'avions été soutenu par des motifs qui font toujours oublier la disproportion des forces avec la tentative. On ose, et l'on exécute quelquefois dans un incendie des choses qui abattraient le courage, s'il n'était irrité par le péril, et qui l'étonnent quand le péril est passé. Après une bataille gagnée ou perdue, un militaire disait à l'aspect d'une montagne qu'il avait gravie pour aller à l'ennemi : Qui eût jamais fait cela, s'il n'y avait pas eu un coup de fusil à recevoir? J'étais sans doute animé de ce sentiment lorsque je commençai; et il faut bien qu'il m'anime encore, puisque je continue.

D'abord nous avons montré l'état de l'Europe avant la découverte des deux Indes.

Puis nous avons suivi la marche incertaine, tyrannique et sanglante des établissemens formés dans ces contrées lointaines.

Il nous reste à développer l'influence des liaisons du Nouveau-Monde sur les opinions, les gouvernemens, l'industrie, les arts, les mœurs, le bonheur de l'Ancien. Commençons par la religion.

1. Religion. Dieu est, et il est unique. Cette grande vérité, manifestée au premier homme, ne se perpétua que parmi ceux de ses descendans qui formèrent le peuple juif, peuple qui par son étrange insociabilité attira constamment sur lui le mépris ou la haine du petit nombre de nations qui le connurent.

Les générations errantes ou sédentaires qui s'étaient détachées du tronc commun ne tardèrent pas à perdre de vue la dignité de leur origine. Elles oublièrent la création et le Créateur. La structure et l'arrangement de l'univers en auraient facilement rappelé le souvenir à des êtres attentifs et intelligens. Malheureusement des sauvages tels qu'étaient nos pères avant l'origine ou à la formation des sociétés étaient peu sensibles aux beautés si touchantes de la nature. Tout entiers à leurs besoins ou à leurs passions, ils ne songeaient guère à chercher les causes des objets qui leur étaient familiers dès l'enfance. Plus même l'ordre était uniforme, et par conséquent parfait, moins il était propre à fixer leurs méditations.

On doit présumer que l'homme aurait persévéré dans son insouciance, si des événemens fâcheux ne l'en avaient tiré. Mais un sol stérile ne récompensa pas toujours ses travaux. Les torrens ravagèrent les champs qu'il avait cultivés. Un ciel ardent brûla ses moissons. La guerre l'accabla de calamités. Il éprouva la disette; il connut les maladies. Le remède, la consolation à tant d'infortunes n'étaient pas en lui; et il les chercha dans des puissances inconnues et invisibles.

L'être infini, l'être par excellence ne se présenta pas à des esprits grossiers qui en avaient tout-à-fait perdu la trace. Remonter jusqu'à tant de perfections était un trop grand effort pour leur faible intelligence. Leurs premiers vœux dûrent s'adresser au soleil, à la lune, aux étoiles, à tout ce qui frappait le plus leurs regards. Le feu, l'air, la terre, les fleuves, les bois, les fontaines ne tardèrent pas à obtenir un culte. On érigea des autels aux vertus, aux vices, à tout ce qui pouvait être un motif de crainte ou d'espérance. Les animaux les plus terribles comme les plus doux devinrent à leur tour sacrés. L'honneur de l'apothéose fut aussi accordé aux conquérans, aux législateurs, à tous les mortels qui, par des faits éclatans ou par des services signalés avaient mérité l'amour, l'admiration ou la reconnaissance de leurs semblables.

Cette multitude de divinités dut son origine aux vicissitudes physiques et morales qui faisaient

du globe entier un théâtre réel ou apparent de contradictions. La tempête détruisait ce que le soleil avait mûri. Les plantes nourries par la rosée étaient desséchées par des feux ardens. Une nation un jour victorieuse recevait le joug le lendemain. En un clin-d'œil les sceptres passaient d'une race à l'autre. Le citoyen nécessaire à sa patrie devenait la victime d'un tyran ou d'un hypocrite. On voyait le crime sur le trône et la vertu dans les fers. Comment une même intelligence aurait-elle pu varier à ce point dans ses desseins? N'était-ce pas une nécessité d'admettre plusieurs dieux qui avaient des vues opposées, et qui se combattaient perpétuellement?

Chacune de ces divinités avait une autorité plus ou moins importante, plus ou moins étendue. Le respect qu'on leur portait était proportionné au rôle qu'on leur faisait jouer. Quelques-unes étaient assez généralement honorées; d'autres recevaient des hommages limités. On ne voyait guère d'empire, guère même d'individu qui n'eût son génie tutélaire. Comme il était l'ouvrage de ses sectateurs, il en avait les passions et les faiblesses. Aussi le culte qu'il recevait se réduisait-il a des holocaustes. On offrit la gerbe; on immola l'agneau, la chèvre, le taureau. Le sang même de l'homme arrosa le tertre sacré. Le changement du cœur, la réforme des mœurs ne furent jamais la base des superstitions anciennes.

Des dieux assez complaisans pour se contenter

d'une adoration tout extérieure, toute matérielle, devaient être d'un accès facile. Cependant il se trouva des âmes faibles et timides qui pensèrent que leur encens brûlé sur les autels par des mains consacrées à ce saint office serait plus agréable aux objets de leur vénération, apaiserait plus sûrement leur courroux, obtiendrait plus aisément leur bienveillance. Cette conviction donna naissance au sacerdoce. Heureusement cette institution ne produisit pas les maux qu'on en pouvait craindre. Les prêtres ne réussirent que très-rarement à diviser les esprits par la diversité des dogmes. Soit raison, soit indifférence, les peuples ne se passionnèrent pas pour ces frivoles controverses. Chacun préférait assez froidement ses idoles. On en changeait, si leur protection paraissait insuffisante. Souvent même les étrangères étaient associées aux nationales.

Telle fut pendant une longue suite de siècles la marche générale des religions, sans en excepter celle des Égyptiens, des Grecs et des Romains. La critique s'est épuisée pour expliquer comment ces trois nations, les plus éclairées de la terre, avaient pu concilier une mythologie si absurde avec des gouvernemens si bien ordonnés. On n'a pas vu que les cultes avaient été imaginés dans des temps sauvages, et les lois faites après être sorti de la barbarie. On n'a pas vu que les réformateurs, devenus odieux à ce qui était corrompu par le vice, avaient craint de provoquer le ressen-

timent de ce qui était corrompu par la superstition. On n'a pas vu que les docteurs si puissans et si révérés sur les bords du Nil, que Platon, leur disciple chéri, que toutes les sectes philosophiques avaient eu pour maxime invariable que, pour quelque cause que ce pût être, il ne fallait jamais toucher à la religion.

Au sein de ces épaisses ténèbres se formaient de loin en loin quelques sages qui n'étaient pas entraînés par le préjugé universel. Ils croyaient à un être dont la puissance, la sagesse et la bonté n'avaient point de bornes; mais ils ignoraient comment, à quelle époque et pour quelle fin cet être avait tout créé. Ils croyaient à une providence qui s'étend à tous les lieux et à tous les temps : sans pouvoir réfuter plusieurs des argumens qui paraissent déposer contre elle, ils se soumettaient modestement à ses décrets. Ils croyaient à l'immortalité de l'âme : le doute si elle était spirituelle ou matérielle ne diminuait ni leur désir, ni leur espoir. Ils croyaient aux peines et aux récompenses futures : ils trouvaient les unes dignes de la justice divine, et les autres de sa bienfaisance. Malheureusement ces théistes trop peu nombreux défiguraient des vérités si sublimes par des fables extravagantes ; et, plus malheureusement encore, ils n'osaient professer ouvertement une doctrine propre à dissiper beaucoup d'erreurs contraires à la dignité et au bonheur de l'espèce humaine.

L'univers était dans cet aveuglement lorsque le

christianisme apporta aux hommes des lumières que jamais ils n'avaient eues qu'imparfaitement, ou qu'ils avaient tout-à-fait perdues. Il leur enseigna qu'ils étaient tous égaux, et qu'ils étaient tous frères ; qu'ils devaient se supporter, qu'ils devaient s'aimer ; que la charité était la première des vertus, et que le ciel ne serait ouvert qu'à ceux qui auraient bien mérité de leurs semblables ; que cette vie n'était qu'un court passage dont le bon ou le mauvais emploi nous conduirait à un bonheur ou à un malheur sans fin ; que la modération, la patience, la douceur, la modestie, étaient des devoirs qu'on ne pouvait se dispenser de remplir sans crime. Tous les préceptes de la nouvelle religion avaient la même pureté, la même élévation. Ils hâtaient tous le progrès de la société et en perfectionnaient les membres.

La pratique assidue de ces maximes, aussi difficiles que salutaires, rendit vénérables les premiers chrétiens, et fit juger favorablement des dogmes incompréhensibles de leur église. L'asservissement d'une république maîtresse du monde à des monstres à jamais exécrables, la misère effroyable que le luxe d'une cour et la solde des armées répandaient dans un vaste empire, les irruptions successives des barbares qui démembrèrent ce grand corps, la perte des provinces qui se soulevèrent ou qui furent envahies, tous ces maux physiques avaient détaché les peuples du paganisme. Des infortunés qui ne connaissaient plus

que des tyrans sur la terre, cherchèrent des consolations dans le sein d'un dieu vengeur et rémunérateur.

La révolution, qui avait commencé par les classes vouées à l'obscurité et à la misère, s'étendit bientôt plus loin. Des citoyens distingués par leur état et par leurs lumières embrassèrent le nouveau culte. De proche en proche il parvint jusqu'aux oreilles des empereurs. Quelques-uns le tolérèrent par mépris, par crainte, par intérêt, par humanité; d'autres le persécutèrent avec une sévérité impitoyable. Enfin il monta sur le trône un prince qui, baigné dans le sang de sa famille, s'était comme endormi dans des bras impurs; ce prince, qui avait de grands crimes et de grandes faiblesses à expier, embrassa la seule religion qui pouvait le réconcilier avec lui-même et le délivrer de ses remords.

Lorsque Constantin fut chrétien, tout le devint par conviction, ou le parut par politique; et les générations suivantes naquirent toutes chrétiennes. Jusqu'à cette époque la religion n'avait eu pour prosélytes que ceux qui se sentaient le cœur assez droit, l'âme assez élevée pour pratiquer la morale si austère de l'Évangile, pour braver les tourmens imaginés par la barbarie la plus atroce. Un culte qu'on n'embrassait plus par choix, et qui était nécessairement héréditaire, ne pouvait pas espérer de tous ses sectateurs la même pureté, le même héroïsme. Plusieurs négligèrent des devoirs

gênans, et leur relâchement entraîna celui de la multitude. Avec le temps la corruption devint générale. Les adorateurs du vrai dieu ne furent guère moins vicieux que ne l'avaient été ceux des idoles les plus infâmes. Des cérémonies furent substituées à des vertus. L'accessoire prit la place du principal. Quand à certains jours, à certaines heures, on avait assisté à des prières, à des chants, à des sacrifices, on croyait avoir rempli toutes ses obligations. Le comble de la perfection était d'élever des temples et de les doter.

Alors un culte fondé sur les principes invariables de la vérité et de la justice ne fut plus qu'une momerie. Alors l'égalité originelle, si heureusement établie par les Évangiles, passa pour une rêverie ; les grands, les riches reprirent toute leur fierté, toute leur dureté ; ils se crurent trop généreux en se laissant arracher quelques fastueuses et passagères libéralités qui, sans améliorer le sort de l'indigent, ne faisaient qu'entretenir sa paresse. Alors les ministres des autels, ces augustes médiateurs entre la créature et le Créateur, s'approprièrent comme un juste salaire de leurs travaux l'héritage du misérable, et saisirent le moment où un stupide opulent allait expirer pour traiter avec lui de la rançon de ses injustices. Alors des pontifes orgueilleux transformèrent les remontrances d'une correction paternelle en une domination insolente.

Des désordres si crians, si universels, ne s'établirent pas, ne s'affermirent pas sans réclamation.

De loin en loin il parut des hommes éclairés, des hommes austères qui s'élevaient avec force et avec courage contre tout ce qui pouvait blesser l'honnêteté des mœurs ou la majesté de la religion. Malheureusement ces cris impuissans furent toujours étouffés dans l'exil ou dans les supplices. Un réformateur était nécessairement un hérésiarque, et ces jugemens, prononcés par l'intérêt ou par le ressentiment, avaient l'approbation des nations qu'on avait plongées dans l'ignorance ou qu'on empêchait d'en sortir. De ces ténèbres naquit l'empire absolu des papes.

Rome, qui les avait vus simples évêques élus par le peuple même, fut forcée de reconnaître leur autorité dans la décadence de l'empire. Des circonstances favorables donnèrent bientôt un arrondissement à cette première des cités. Ce beau territoire s'agrandit encore, et ne tarda pas à former un état de quelque importance. Aux yeux de la raison, c'était trop d'orgueil et trop de puissance pour les chefs d'une religion dont l'humilité, dont le désintéressement formaient le caractère. Leur ambition n'en jugea pas ainsi, et leur ambition ne fut pas trompée. Ils réussirent à se rendre aussi absolus dans les affaires temporelles qu'ils l'avaient été jusqu'alors des dogmes et des rites. Les démêlés qui s'élevaient entre les couronnes furent évoqués à leur tribunal. On y renversait, on y affermissait les trônes, et les sujets étaient déliés de leur serment de fidélité ou confirmés dans l'obéis-

sance. Les monarques paraissaient peu de chose auprès des pontifes, et les cardinaux marchèrent les égaux des plus grands rois. Des ecclésiastiques italiens allaient s'emparer partout des bénéfices vacans, quels qu'ils fussent ; et souvent même on prévenait la mort du possesseur par d'odieuses survivances. La chrétienté était dévorée sans interruption par des légats violens et rapaces, qui, sans motifs ou sous de vains prétextes, dépouillaient les peuples du peu qu'on leur avait laissé pour leur subsistance.

Il n'était guère possible que des désordres si crians se perpétuassent. Les souverains commencent à sentir la pesanteur du joug qu'on leur a imposé, et ils ont le courage de briser leurs chaînes. Les droits du saint-siége sont discutés dans les universités, et ses usurpations hautement proscrites. De leur côté, les conciles prononcent que les assemblées générales de l'Église sont au-dessus du pape, qu'elles ont le droit incontestable de le juger, de le punir, de le dépouiller même de sa dignité. L'humiliation du chef devient l'humiliation des subalternes. Le clergé se voit enlever la plupart des causes dont l'audace ou l'adresse l'avaient rendu le suprême arbitre. Les évêques, éloignés des tribunaux civils, sont resserrés dans une sphère plus étroite. Les prêtres deviennent citoyens et soumis comme les profanes aux peines décernées contre le crime. D'autres réformes non moins nécessaires sont exécutées.

On remonte aisément aux causes qui amenèrent cette heureuse révolution. L'excès même du mal en fut le premier remède, et l'on désira de rompre des fers qu'il n'était plus possible de porter. Comme les nations s'attachent plus fortement aux mots qu'aux choses, le siége pontifical perdit beaucoup de sa dignité après qu'il eut été transféré de Rome à Avignon. Le grand schisme d'Occident changea aussi assez généralement les idées. Dans cette foule de papes qui s'anathématisaient réciproquement, comment distinguer le véritable, et comment leur conserver à tous une profonde vénération? Eux-mêmes ils relâchaient les liens du respect en sacrifiant les prérogatives de leur place pour attirer à leur obédience et les souverains et les sujets. L'Europe érigeait de tous côtés des tribunaux permanens et perpétuels, spécialement chargés de réprimer avec courage les anciennes usurpations d'une cour trop entreprenante, et de s'opposer avec force aux nouvelles prétentions qu'elle pourrait former. Enfin la critique, qui venait de renaître avec les lettres, porta un regard sévère sur les ouvrages imposteurs qui avaient favorisé la superstition, et par la chaîne de la tradition remonta jusqu'aux temps voisins du berceau de l'Évangile.

Cependant, dépouillée d'une partie de ses usurpations, Rome n'avait rien perdu de ses premiers droits. Les peuples qui avaient anciennement reçu sa doctrine étaient tous restés soumis à sa com-

munion. Luther, Calvin, Zuingle, Munster, Socin, d'autres novateurs, resserrèrent ses limites. Elle se vit ravir la moitié de ses sectateurs, et réduite à des ménagemens infinis, à de grands sacrifices pour retenir le reste.

Les nouvelles sectes ne pouvaient guère manquer de réussir. Leurs dogmes étaient favorables à tous les ordres de la société; favorables aux moines, qu'ils délivraient d'un joug rigoureux imprudemment reçu dans un âge où l'on s'ignore; favorables aux peuples, qu'ils soulageaient d'une infinité de pratiques ou coûteuses ou pénibles; favorables aux pauvres, qui trouvaient dans les monastères qu'on abattait des hôpitaux ouverts à tous leurs besoins; favorables aux grands, qui partageaient entre eux les dépouilles des plus magnifiques églises et des plus riches bénéfices; favorables aux souverains, qu'on délivrait d'une domination trop souvent oppressive de la leur propre. Parmi les cœurs purs et nobles que ces motifs d'utilité n'avaient pas entraînés, plusieurs furent désabusés du culte romain par les désordres des pontifes, qui, à cette époque, déshonoraient la tiare; par les débauches et les cruautés d'un Alexandre; par les guerres et les intrigues d'un Jule; par les mœurs dissolues et voluptueuses d'un Léon; par les inepties et les partialités d'un Clément; par les crimes et les usurpations d'un Paul.

Les controverses pleines de fiel et de mauvaise

foi qui nourrissaient des haines éternelles entre les communions diverses ; les échafauds qu'elles tenaient réciproquement dressés comme les meilleurs argumens de leur doctrine ; les guerres sanglantes et opiniâtres dont leur fureur remplissait le globe : ces raisons, bonnes ou mauvaises, dégoûtèrent de toute révélation quelques esprits modérés. Ils remontèrent à l'origine des choses, et restèrent convaincus qu'il leur suffisait d'admettre un agent universel également puissant et bon ; un agent qui veille sans relâche aux ouvrages de sa création ; un agent qui distingue le bien du mal ; un agent vengeur et rémunérateur ; un agent qui a établi une heureuse fraternité entre ceux de ses ouvrages qu'il a doués de raison et de sentiment. Ces déistes, d'abord peu nombreux, se multiplièrent avec le temps. L'horreur qu'ils inspiraient a diminué à mesure que les discordes religieuses se sont calmées. On les voit aujourd'hui plus ou moins généralement répandus d'une extrémité de la terre à l'autre. Jamais ils n'ont porté le trouble dans aucun état. Leurs principes tendent tous au bonheur de leurs semblables ; et une paix universelle est le terme de leurs affections.

L'incrédulité est malheureusement devenue trop commune pour qu'on puisse espérer avec quelque fondement de rendre aux anciens dogmes l'ascendant qu'ils avaient pris. Qu'on les respecte ; qu'ils soient enseignés comme une religion vraiment divine ; que leurs fortunés sectateurs

continuent à y trouver des consolations et un encouragement à leurs devoirs de citoyens ; que des hommes modérés travaillent avec zèle à y attacher ceux dont la foi serait chancelante, à y ramener ceux qui l'auraient perdue ; mais que toutes les doctrines qui ne contrarient pas l'ordre public trouvent de l'indulgence. On doit combattre sans ménagement les préjugés nuisibles à la société et aux bonnes mœurs ; mais il ne faut pas ranger dans cet ordre les opinions que nous regardons bien ou mal comme des erreurs parce qu'elles sont opposées à notre propre conviction. Ce sont généralement des principes abstraits dont l'influence n'est point dangereuse. Il serait de la dignité comme de la sagesse de tous les gouvernemens d'avoir un même code moral de religion dont il ne serait pas permis de s'écarter, et de livrer le reste à des discussions indifférentes au repos du monde. Ce serait le plus sûr moyen d'éteindre insensiblement le fanatisme des prêtres et l'enthousiasme des peuples.

C'est en partie à la découverte du Nouveau-Monde qu'est dû le commencement de tolérance religieuse qui s'est déjà manifesté dans l'Ancien. Elle a fait même d'assez grands progrès pour qu'on puisse espérer de la voir bientôt universelle. Les gouvernemens qui en ont fait la base de leur politique seront imités avec le temps par ceux qui ont montré jusqu'ici moins de prévoyance. Aucun état ne consentira à s'affaiblir pour donner

plus de force à ses rivaux, peut-être à ses ennemis. Tous abjureront la persécution, contens d'avoir rendu leurs sujets à l'empire de la raison et de la sociabilité.

Tout a concouru depuis deux siècles à épuiser cette fureur de zèle qui dévorait la terre. Les déprédations des Espagnols dans toute l'Amérique ont éclairé le monde sur les excès du fanatisme. En établissant leur religion par le fer et par le feu dans des pays dévastés et dépeuplés, ils l'ont rendue odieuse en Europe, et leurs cruautés ont détaché plus de catholiques de la communion romaine qu'elles n'ont fait de chrétiens parmi les Indiens. L'abord de toutes les sectes dans l'Amérique septentrionale a nécessairement étendu l'esprit de tolérance au loin, et soulagé nos contrées de guerres de religion. Les missions nous ont délivré de ces esprits inquiets qui pouvaient incendier leur patrie, et qui sont allés porter les torches et les glaives de l'Évangile au-delà des mers. La navigation et les longs voyages ont insensiblement détourné une grande partie du peuple des folles idées de la superstition. La différence des cultes et des nations a familiarisé les esprits les plus grossiers avec une sorte d'indifférence pour l'objet qui avait le plus frappé leur imagination. Le commerce entre les sectes les plus opposées a refroidi la haine religieuse qui les divisait. On a vu qu'il y avait partout de la morale et de la bonne foi dans les opinions, partout du dérèglement dans

les mœurs, et de l'avarice dans les âmes; et l'on en a conclu que c'était le climat, le gouvernement et l'intérêt social ou national qui modifiaient les hommes.

Depuis que la communication est établie entre les deux hémisphères de ce monde, on parle et l'on s'occupe moins de cet autre monde qui faisait l'espérance du petit nombre et le tourment de la multitude. La variété, la multiplicité des objets que l'industrie a présentés à l'esprit et aux sens, ont partagé les affections de l'homme et affaibli l'énergie de tous les sentimens. Les caractères se sont émoussés, et le fanatisme a dû s'éteindre comme la chevalerie, comme toutes les grandes manies des peuples désœuvrés. Les causes de cette révolution dans les mœurs ont influé encore plus rapidement sur les gouvernemens.

II. Gouvernement.

La société vient naturellement de la population, et le gouvernement tient à l'état social. En considérant le peu de besoins que la nature donne à l'homme en proportion des ressources qu'elle lui présente; le peu de secours et de biens qu'il trouve dans l'état civil en comparaison des peines et des maux qu'il y entasse; son instinct commun à tous les êtres vivans pour l'indépendance et la liberté; une multitude de raisons prises de sa constitution physique, on a voulu douter si la sociabilité était aussi naturelle à l'espèce humaine qu'on le pense ordinairement.

On a comparé les hommes isolés à des ressorts

épars. Si, dans l'état de nature sans législation, sans gouvernement, sans chefs, sans magistrats, sans tribunaux, sans lois, un de ces ressorts en choquait un autre, ou celui-ci brisait le premier, ou il en était brisé, ou ils se brisaient tous deux. Mais, lorsqu'en les rassemblant et les ordonnant on en eut formé ces énormes machines qu'on appelle sociétés, où, bandés les uns contre les autres, ils agissent et réagissent avec toute la violence de leur énergie particulière, on créa artificiellement un véritable état de guerre, et d'une guerre variée par une multitude innombrable d'intérêts et d'opinions. Ce fut bien un autre désordre lorsque deux, trois, quatre ou cinq de ces terribles machines vinrent à se heurter en même temps; c'est alors qu'on vit dans la durée de quelques heures plus de ressorts brisés, mis en pièces, qu'il n'y en aurait eu pendant la durée de vingt siècles, avant ou sans cette sublime institution. C'est ainsi qu'on fait la satire des premiers fondateurs des nations par la supposition d'un état sauvage, idéal et chimérique. Jamais les hommes ne furent isolés comme on les montre ici. Ils portèrent en eux un germe de sociabilité qui tendait sans cesse à se développer. Ils auraient voulu se séparer, qu'ils ne l'auraient pu; ils l'auraient pu, qu'ils ne l'auraient pas dû, les vices de leur association se compensant par de plus grands avantages.

La faiblesse et la langueur de l'enfance de l'homme; la nudité de son corps sans poil et sans

plume ; la perfectibilité de son esprit, suite nécessaire de la durée de sa vie ; l'amour maternel qui croît avec les soins et les peines, qui, après avoir porté son fruit neuf mois dans ses entrailles, l'allaite et le porte des années entières dans ses bras ; l'attachement réciproque, né de cette habitude entre deux êtres qui se soulagent et se caressent ; la multiplication des signes communicatifs dans une organisation, qui joint aux accens de la voix, communs à tant d'animaux, le langage des doigts et des gestes particuliers à l'espèce humaine ; les événemens naturels qui peuvent rapprocher de cent façons et réunir des individus errans et libres ; les accidens et les besoins imprévus qui les forcent à se rencontrer pour la chasse, la pêche, ou même pour leur défense ; enfin l'exemple de tant d'espèces qui vivent en troupes, telles que les amphibies et les monstres marins, les vols de grues et d'autres animaux, les insectes même qu'on trouve en bandes et en essaims : tous ces faits et ces raisonnemens semblent prouver que l'homme tend de sa nature à la sociabilité, et qu'il y arrive d'autant plus promptement qu'il ne saurait beaucoup peupler sous la zone torride sans se former en hordes errantes ou sédentaires, ni se répandre sous les autres zones sans s'associer à ses semblables pour la proie et le butin qu'exige le besoin de se nourrir et de se vêtir.

De la nécessité de s'associer dérive celle d'avoir

des lois relatives à cet état, c'est-à-dire de former par la combinaison de tous les instincts communs et particuliers une combinaison générale qui maintienne la masse et la pluralité des individus ; car, si la nature pousse l'homme vers l'homme, c'est sans doute par une suite de cette attraction universelle qui tend à la reproduction et à la conservation. Tous les penchans que l'homme porte dans la société, tous les plis qu'il y prend devraient être subordonnés à cette première impulsion. Vivre et peupler étant la destination de toutes les espèces vivantes, il semble que la sociabilité, si c'est une des premières facultés de l'homme, devrait concourir à cette double fin de la nature, et que l'instinct qui le conduit à l'état social devrait diriger nécessairement toutes les lois morales et politiques au résultat d'une existence plus longue et plus heureuse pour la pluralité des hommes Cependant, à ne considérer que l'effet, on dirait que toutes les sociétés n'ont pour principe ou pour suprême loi que la *sûreté de la puissance dominante*. D'où vient ce contraste singulier entre la fin et les moyens, entre les lois de la nature et celles de la politique ?

C'est une question à laquelle il est difficile de répondre solidement sans se former des notions justes de la nature, de la succession des différens gouvernemens ; et l'histoire ne nous est presque d'aucun secours sur ce grand objet. Tous les fondemens de la société actuelle se perdent dans les

ruines de quelque catastrophe ou révolution physique. Partout on voit les hommes chassés par les incendies de la terre ou par les feux de la guerre, par les débordemens des eaux ou par des insectes dévorans, par la disette ou par la famine, se réunir dans un coin du monde inhabité, ou se disperser, se répandre dans des lieux déjà peuplés. Toujours la police commence par le brigandage, et l'ordre par l'anarchie. Mais, pour parvenir à quelque résultat qui satisfasse la raison, il faut négliger ces secousses momentanées et considérer les nations dans un état stationnaire et tranquille, qui laisse un libre cours à la production des phénomènes.

On a dit qu'il y avait deux mondes, le physique et le moral. Plus on aura d'étendue dans l'esprit et d'expérience, plus on sera convaincu qu'il n'y en a qu'un, le physique, qui mène tout lorsqu'il n'est pas contrarié par des causes fortuites, sans lesquelles on eût constamment remarqué le même enchaînement dans les événemens moraux les plus surprenans, tels que l'origine des idées religieuses, les progrès de l'esprit humain, les découvertes des vérités, la naissance et la succession des erreurs, le commencement et la fin des préjugés, la formation des sociétés et l'ordre périodique des différens gouvernemens.

Tous les peuples policés ont été sauvages ; et tous les peuples sauvages, abandonnés à leur impulsion naturelle, étaient destinés à devenir policés. La famille fut la première société, et le

premier gouvernement fut le gouvernement patriarchal, fondé sur l'amour, l'obéissance et le respect. La famille s'étend et se divise. Des intérêts opposés suscitent la guerre entre des frères qui se méconnaissent. Un peuple fond les armes à la main sur un autre. Le vaincu devient l'esclave du vainqueur, qui se partage ses campagnes, ses enfans, ses femmes. La contrée est gouvernée par un chef, par ses lieutenans et par ses soldats, qui représentent la partie libre de la nation, tandis que tout le reste est soumis aux atrocités, aux humiliations de la servitude. Dans cette anarchie, mêlée de jalousie et de férocité, la paix est bientôt troublée. Ces hommes inquiets marchent les uns contre les autres; ils s'exterminent. Avec le temps, il ne reste qu'un monarque ou un despote. Sous le monarque, il est une ombre de justice; la législation fait quelques pas; des idées de propriété se développent; le nom d'esclave est changé en celui de sujet. Sous la suprême volonté du despote, ce n'est que terreur, bassesse, flatterie, stupidité, superstition. Cette situation intolérable cesse, ou par l'assassinat du tyran, ou par la dissolution de l'empire, et la démocratie s'élève sur ce cadavre : alors, pour la première fois, le nom sacré de patrie se fait entendre : alors l'homme courbé relève sa tête et se montre dans toute sa dignité : alors les fastes se remplissent de faits héroïques : alors il y a des pères, des mères, des enfans, des amis, des concitoyens, des vertus

publiques et domestiques : alors les lois règnent, le génie prend son essor, les sciences naissent, les travaux utiles ne sont plus avilis.

Malheureusement cet état de bonheur n'est que momentané. Partout les révolutions dans le gouvernement se succèdent avec une rapidité qu'on a peine à suivre. Il y a peu de contrées qui ne les aient toutes essuyées, et il n'en est aucune qui avec le temps n'achève ce mouvement périodique. Toutes suivront plus ou moins souvent un cercle réglé de malheurs et de prospérités, de liberté et d'esclavage, de mœurs et de corruption, de lumière et d'ignorance, de grandeur et de faiblesse; toutes parcourront tous les points de ce funeste horizon. La loi de la nature, qui veut que toutes les sociétés gravitent vers le despotisme et la dissolution, que les empires naissent et meurent, ne sera suspendue pour aucune. Tandis que, semblables à l'aiguille qui marque la direction constante des vents, elles avancent ou rétrogradent, voyons comment l'Europe est arrivée à l'état de police où nous la voyons.

Un homme d'un profond génie et d'un caractère implacable, quoiqu'il soit appelé dans l'histoire le plus doux des humains, affranchit les Hébreux de l'esclavage par des prodiges, et se sert de l'autorité du ciel, au nom duquel il les opère, pour étouffer en eux tout sentiment de commisération. Les peuples sont impitoyablement exterminés. Les hommes, les femmes, les

enfans, les nouveau-nés, ceux qui sont encore dans le sein de leur mère, les animaux même, sont massacrés. Les fautes de la nation qu'il conduit sont cruellement châtiées. Le moindre signe de révolte, le plus léger murmure enfonce le glaive dans la gorge du coupable, ou entr'ouvre des gouffres sous ses pieds. Ce n'est jamais lui, c'est toujours Dieu qui se venge. Il plonge le peuple dans la misère en le dépouillant du peu d'or qu'il possède. Il laisse en mourant des chefs animés de son esprit. Il avait préparé par la terreur et par la stupidité le gouvernement théocratique, auquel succéda le gouvernement monarchique, si l'on peut donner ce nom à une constitution sous laquelle des rois tyrans de leurs sujets sont les esclaves du sacerdoce. Cette singulière nation garde son caractère primitif sous les vicissitudes de sa destinée. Le Juif vaincu, subjugué, dispersé, haï, méprisé, reste Juif. Avec ses annales sous son bras, il promène la Palestine dans tous les climats. Quelle que soit la région qu'il habite, il vit dans l'attente d'un libérateur, et meurt les regards attachés sur son ancien temple.

La Grèce vit ses états fondés par des brigands qui détruisirent quelques monstres et beaucoup d'hommes, afin d'être rois. C'est là que, pendant une assez courte durée, du moins à dater des temps héroïques, et dans une enceinte assez étroite, on a le spectacle présent de toutes les espèces de gouvernemens, de l'aristocratie, de

la démocratie, de la monarchie, du despotisme, et d'une anarchie que l'approche de l'ennemi commun suspend sans l'éteindre. C'est là que la menace imminente de la servitude fait éclore et perpétue le patriotisme, qui amène à sa suite la naissance de tous les grands talens; des modèles sublimes de tous les vices et de toutes les vertus; une multitude d'écoles de la sagesse au milieu de la débauche, et des exemples dans tous les beaux arts, que l'art imitera dans tous les siècles et n'égalera jamais. Le Grec fut un peuple frivole, plaisant, menteur et ingrat. Le Grec fut le seul peuple original qu'on ait vu et qu'on verra peut-être sur la terre.

Rome fut, dit-on, cimentée des débris échappés aux flammes de Troie, ou ne fut qu'une caverne de bandits de la Grèce et de l'Italie; mais de cette écume du genre humain sortit un peuple de héros, fléau de toutes les nations, vautour de lui-même; un peuple plus étonnant qu'admirable; grand par ses qualités, digne d'exécration par l'usage qu'il en fit au temps de la république; le peuple le plus lâche, le plus corrompu sous ses empereurs; un peuple, dont un des hommes les plus vertueux de son siècle disait : Si les rois sont des bêtes féroces qui dévorent les nations, quelle bête est-ce donc que le peuple romain qui dévore les rois?

La guerre, qui des grands peuples de l'Europe n'avait fait que l'empire des Romains, fit rede-

venir barbares ces Romains si nombreux. Le caractère et les mœurs des conquérans passant presque toujours dans l'âme des vaincus, ceux qui s'étaient éclairés à la lumière de Rome savante retombèrent dans les ténèbres des Scythes stupides et féroces. Durant des siècles d'ignorance, la force faisant toujours la loi, et le hasard ou la faim ayant ouvert aux forces du nord les portes du midi, le flux et le reflux continuel des émigrations empêchèrent les lois de se fixer nulle part. Comme une foule de petits peuples avaient détruit une grande nation, plusieurs chefs ou tyrans dépecèrent en fiefs chaque vaste monarchie. Le peuple, qui n'a rien gagné dans le gouvernement d'un seul homme ou de plusieurs, fut toujours écrasé, mutilé, foulé par ces démembremens de l'anarchie féodale. C'étaient de petites guerres continuelles entre des bourgs voisins, au lieu de nos grandes et superbes guerres de nation à nation.

Cependant une fermentation continuelle conduisait les nations à prendre une forme, une consistance. Les rois voulurent s'élever sur les ruines de ces hommes ou de ces corps puissans qui perpétuaient les troubles, et ils employèrent pour y réussir le secours du peuple. On le mania, on le façonna, on le polit, et on lui donna des lois plus raisonnées qu'il n'en avait eu.

La servitude avait abattu sa vigueur naturelle; la propriété lui rendit du ressort, et le commerce qui suivit la découverte du Nouveau-Monde aug-

menta toutes ses facultés en répandant une émulation universelle.

A ce mouvement général s'en joignit un autre. Les monarques n'avaient pu agrandir leur pouvoir sans diminuer celui du clergé, sans favoriser ou préparer le discrédit des opinions religieuses. Les novateurs qui osèrent attaquer l'Église furent appuyés du trône. Dès-lors l'esprit humain prit des forces en s'exerçant contre les fantômes de l'imagination ; et, rentré dans le chemin de la nature et de la raison, il découvrit les véritables principes du gouvernement. Luther et Colomb étaient nés, l'univers en trembla, toute l'Europe fut agitée ; mais cet orage épura son horizon pour des siècles. L'un de ces hommes ranima tous les esprits, l'autre tous les bras. Depuis qu'ils ont ouvert les routes de l'industrie et de la liberté, la plupart des nations de l'Europe travaillent avec quelque succès à corriger ou à perfectionner la législation, d'où dépend la félicité des hommes. Mais cet esprit de lumière n'est pas arrivé jusqu'au Turc.

Les Turcs, sortis de la Tartarie, et vraisemblablement des rochers du Taurus, vécurent, dans les premiers temps qui suivirent leur émigration, du butin qu'ils pouvaient faire sur les terres de l'empire grec, ou de la solde qu'ils recevaient des princes arabes, qui, ayant secoué le joug du calife, avaient besoin d'un secours étranger pour maintenir leur indépendance. Quelques chefs de

ces hordes sauvages s'emparèrent successivement des châteaux dont on leur avait confié la garde, ou envahirent de faibles possessions mal défendues. Vers l'an 1300, ses membres épars furent réunis en corps de nation par Ottoman, qui ajouta bientôt à la Bythinie, son premier domaine, des provinces assez importantes. Orcan, son fils, son élève, l'héritier de son activité et de son audace, poussa ses conquêtes jusqu'à l'Hellespont. D'autres contrées furent forcées de se soumettre à leurs descendans. Rien ne leur résistait. Des princes formés dans les camps et nés capitaines, des armées accoutumées à la victoire et beaucoup mieux disciplinées que celles qu'on leur opposait, réparaient les vices d'un mauvais gouvernement. La fortune les rendit maîtres de Constantinople en 1453, et ils y établirent le siége de leur puissance.

L'Europe, plongée à cette époque dans l'ignorance et la barbarie, n'aurait opposé qu'une digue impuissante à ce torrent débordé, si les premiers successeurs de Mahomet II, à la tête d'une nation qui conservait encore les mœurs, le génie, les institutions de ses fondateurs, n'eussent été obligés d'interrompre leurs expéditions en Pologne, en Hongrie, sur les domaines de Venise, pour se porter, tantôt en Asie, tantôt en Afrique, ou contre des sujets rebelles, ou contre des voisins inquiets. Leurs progrès se ralentirent aussitôt que les circonstances les eurent réduits à diviser leurs

forces ; et à mesure que les succès devenaient moins brillans ou moins rapides, leurs troupes perdirent un peu de cette confiance qui avait été jusqu'alors l'âme de leurs exploits.

Tandis que les musulmans penchaient vers la décadence, une révolution contraire s'opérait dans la chrétienté. Les esprits commençaient à s'y éclairer. Dans quelques contrées, l'anarchie féodale, source féconde de tant de maux, et qui durait depuis si long-temps, se dénaturait peu à peu par des lois ou des coutumes nouvelles auxquelles le besoin la forçait de se prêter, et dans des états plus sages elle était remplacée par une administration assez régulière. Ce mouvement, qui changeait si heureusement la condition des peuples, et qui leur rendait quelques-uns des droits que la tyrannie leur avait ravis, leur donna du goût pour un travail dont ils étaient assurés de recueillir le fruit. Les souverains partagèrent avec leurs sujets les avantages de cette industrie. Alors à des milices tumultuairement assemblées on put substituer des armées qui, étant toujours sous le drapeau et continuellement exercées, étaient capables de couvrir les frontières confiées à leur vigilance, et de faire offensivement la guerre lorsqu'il le fallait. Enfin il se forma dans le voisinage des Turcs une puissance capable de leur résister. En ajoutant le royaume de Hongrie aux vastes possessions de la maison d'Autriche en Allemagne, Ferdinand II était encore assuré,

par la couronne impériale, de puissans secours contre l'ennemi commun.

C'était un nouvel ordre de choses bien digne de fixer l'attention des sultans : mais tel était leur mépris pour les chrétiens, qu'à peine ils le remarquèrent. Ce fut même vers ce temps-là qu'ils se permirent dans leurs usages une innovation plus que dangereuse. La férocité qu'ils avaient apportée de leurs montagnes, et qu'ils avaient trop bien conservée, les avait souvent poussés jusqu'alors à immoler à leur sûreté les princes de leur sang dont l'ambition leur était suspecte. A cette époque on arrêta qu'aucun d'eux ne pourrait être élevé dans la suite au commandement des armées, au gouvernement des provinces. Ce moyen, imaginé pour ôter tout prétexte aux troubles civils, fit ensevelir dans l'obscure oisiveté d'un sérail tous ceux auxquels leur naissance donnait quelque prétention au trône. Une si mauvaise politique ne fit qu'accroître un mal d'un mal plus grand encore. Les monarques ottomans, corrompus par une molle éducation, portèrent en imbécilles le glaive qui avait fondé, qui avait étendu l'empire. Des souverains ignorans qui n'avaient fréquenté que des femmes, qui n'avaient conversé qu'avec des eunuques, se trouvèrent revêtus d'une autorité sans bornes, dont l'abus ne pouvait manquer de les avilir et de les précipiter dans la dépendance la plus absolue de leurs troupes.

Un gouvernement militaire tend au despotisme;

et dans tout gouvernement despotique le soldat dispose tôt ou tard de l'autorité souveraine. Le prince, affranchi de toute loi qui restreigne son pouvoir, l'emploie toujours mal, et ne commande bientôt qu'à des esclaves qui ne prennent aucun intérêt à sa destinée. Celui qui écrase ne trouve point de défenseur, parce qu'il n'en mérite point. Sa grandeur manque de base. Il craint par la raison même qu'il s'est fait craindre. L'usage de la milice contre ses sujets apprend à cette milice même ce qu'elle peut contre lui. Elle essaie ses forces, elle se mutine, elle se révolte. L'impuissance où l'on est de la réprimer la rend capricieuse. Son esprit devient celui de la sédition ; et c'est alors qu'elle décide et du maître et de ses ministres.

Constantinople met tous les jours sous nos yeux cette grande vérité, si solennellement attestée par l'histoire. L'insolence des janissaires, qui ne pouvait être contenue ou réprimée que par ces braves et fiers sultans qui les menaient de victoire en victoire, s'est portée avec le temps au-delà de tous les excès. Lorsque ces soldats turbulens ont cessé de voir à la tête des armées les successeurs de ces chefs infatigables, ou ne les y ont aperçus qu'avec cet appareil de mollesse qui présage des malheurs, les liens qui les enchaînaient à l'ordre ont tous été rompus. Ils ont disposé à leur gré du trésor public, de la paix et de la guerre, du trône même. On a espéré de mettre des bornes à ces attentats en divisant, en affaiblissant, en cor-

rompant ce corps nombreux, autrefois le soutien et la gloire de l'empire. Ces vues n'ont pas eu le succès qu'une fausse politique s'en était promis. Le gouvernement n'a pas recouvré sa stabilité ; et l'état n'a eu que des défenseurs qui avaient perdu ce qui leur donnait des forces et de la confiance.

Le déclin d'une puissance qui imposait encore à la multitude par l'immensité de son territoire et par une renommée de quatre siècles ne pouvait échapper aux yeux toujours ouverts de l'ambition. Ses voisins n'ont pas tardé à lui faire sentir par leurs hauteurs et par leurs menaces que ce grand secret était pénétré. On a exigé d'elle les cessions les plus importantes ; et son orgueil, se pliant à l'impérieuse loi de la nécessité, s'est enfin résolu aux sacrifices les plus douloureux, les plus humilians, sans même avoir osé tenter le sort des armes. Une conduite si faible a fait penser assez généralement que ce colosse, qui avait écrasé de son énorme poids tant de peuples, ne tardera pas à être renversé, si la jalousie ne divise pas les nations conjurées pour sa ruine, ou si la fortune ne lui donne pas des alliés qui jugent sa conservation favorable à leurs intérêts.

Sans même l'intervention d'aucun ennemi étranger, l'empire ottoman s'écroulera. Il n'est pas vrai, comme on le suppose, que l'autorité y perde de sa vigueur à mesure qu'il s'éloigne du centre de son action : c'est tout le contraire qui

arrive. Le despotisme du sultan, divisé dans les mains de ses délégués, ravage, détruit tout, d'une extrémité de la domination à l'autre. Ces tyrans subalternes se permettent toutes sortes de vexations, toutes sortes d'atrocités, sans en être jamais détournés par la vue de la tête de leurs pareils, qui tombe quelquefois fumante à leurs pieds. De fréquens exemples d'impunité les rassurent. Si une intrigue dans le sérail, si le partage de leurs brigandages avec des favoris ne les faisaient pas trouver d'irréprochables administrateurs, ils soutiendraient les armes à la main, comme ils l'ont fait mille et mille fois avec succès, que leur conduite fut toujours louable. Qu'on calcule combien de temps cinquante peuples dont le climat, les habitudes, l'idiome, les dogmes, les relations n'ont aucun rapport, et qui ne sauraient avoir d'esprit national; qu'on calcule combien de temps ces peuples resteront soumis à une oppression poussée au point de leur rendre l'existence odieuse: seraient-ils retenus sous ce joug de fer par un maître impitoyable? Mais où sont ses forces? Des hommes conduits à la guerre par des chefs ignorans, hébétés, flétris la plupart par les liens de la captivité; des hommes qui ne connaissent ni discipline, ni tactique, ni bonnes armes; des hommes également privés de réflexion et de prévoyance, aussi orgueilleux que stupides, disposés à l'insolence et à l'abjection, unissant tous les excès de la mollesse orientale aux excès de leur

férocité originelle, impatiens et téméraires un jour de fanatisme pour être indolens et faibles le reste d'une campagne, accoutumés à donner la loi à leur général au lieu de la recevoir de lui : de pareils soldats peuvent-ils perpétuer une anarchie extravagante ? Cet appui pouvait être suffisant dans un temps d'illusion. Le masque est tombé.

Quoique la situation des états du grand-seigneur dût lui faire porter un œil attentif sur les démêlés des princes chrétiens, il n'est presque jamais entré pour rien dans le système général de l'Europe. C'est l'effet de l'ignorance du ministère de la Porte, de ses préjugés, de l'immobilité de ses principes, des autres vices qui découlent du despotisme, et qui perpétueront sa mauvaise politique : car le grand épouvantail du tyran, c'est la nouveauté. Il croit que tout est bien ; et en effet rien ne s'avance plus rapidement à la perfection que le despotisme. Le meilleur des princes laisse toujours beaucoup de bien à faire à ses successeurs, un premier despote ne laisse presque jamais de mal à faire à un second. D'ailleurs comment un grand-seigneur abruti dans les voluptés d'un sérail soupçonnerait-il que l'administration de ses états est détestable ? comment n'admirerait-il pas la merveilleuse justesse des ressorts, l'harmonie prodigieuse des principes et des moyens qui tous concourent au but unique, au but par excellence, sa puissance la plus illimitée, et la servitude la plus profonde de ses sujets ? Le sort de tant de

prédécesseurs ou poignardés ou étranglés n'en instruit aucun.

Jamais les sultans n'ont changé de principes. Le cimeterre est toujours à Constantinople l'interprète de l'alcoran. Si le sérail ne voit pas le grand-seigneur entrer et sortir comme le tyran de Maroc, une tête à la main et dégouttante de sang, une nombreuse cohorte de satellites se charge d'exécuter ces meurtres féroces. Le peuple égorgé, par son maître, égorge aussi son bourreau; mais, satisfait de cette vengeance momentanée, il ne songe point à la sûreté de l'avenir, au bonheur de sa postérité. C'est trop de soins pour des Orientaux que de veiller à la sûreté publique par des lois pénibles à concevoir, à discuter, à conserver. Si leur tyran pousse trop loin les vexations et les cruautés, on demande la tête du visir, on fait tomber celle du despote, et tout est à sa place. Cette remontrance, qui devrait être le privilége de la nation entière, n'est que celle des janissaires. Les hommes mêmes les plus puissans de l'empire n'ont pas la première idée du droit des nations. Comme en Turquie la sûreté personnelle est le partage d'un état abject, les familles principales tirent vanité du danger qui les menace de la part du gouvernement. Un pacha vous dira qu'un homme comme lui n'est pas fait pour terminer paisiblement sa carrière dans un lit comme un homme obscur. On voit souvent des veuves se glorifier de ce que leurs maris qu'on vient d'étrangler leur

ont été enlevés par un genre de mort convenable.

C'est à ce point d'extravagance que l'homme est amené lorsque la tyrannie est consacrée par des idées religieuses, et il faut que tôt ou tard elle le soit. Quand l'homme cesse de s'honorer de ses chaînes aux yeux de la Divinité, il les regarde avec mépris, et il ne tarde pas à les briser. Si l'apothéose des tyrans de Rome n'eût pas été une momerie, Tibère n'eût pas été étouffé, les meurtres commis par Néron n'auraient pas été vengés. L'oppression autorisée par le ciel inspire un tel mépris pour la vie, que l'esclave va jusqu'à tirer vanité de sa propre bassesse. Il est fier d'être devenu aux yeux de son maître un être assez important pour qu'on ne dédaigne pas de le faire mourir. Quelle différence de l'homme à l'homme! Le Romain se tuera dans la crainte de devoir la vie à son égal; le musulman se glorifiera d'un arrêt de mort prononcé par son maître. L'imagination qui mesure la distance de la terre au firmament ne mesure pas celle-ci. Mais ce qui achève de la confondre, c'est que l'assassinat d'un despote aussi profondément révéré, loin d'exciter l'horreur, ne fait pas la moindre sensation. Celui qui lui aurait, il n'y a qu'un moment, présenté sa tête avec joie, regarde froidement la sienne abattue par le cimeterre. Il semble vous dire par son indifférence : Que m'importe que ce tyran soit mort ou vivant? l'honneur d'être étranglé ne saurait me manquer sous son successeur.

De toutes les contrées de l'Europe, nulle ne fut connue aussi tard que la Russie. Les Esclavons, Scythes d'origine, se répandirent, dit-on, au cinquième siècle de l'ère chrétienne, dans cette vaste région, et s'y mêlèrent avec les anciens habitans. Quoique cette tradition paraisse assez bien fondée, il est certain que les annales du pays ne remontent pas au-delà de l'an 862. A cette époque se formèrent quelques principautés. Leur nombre se multiplia prodigieusement avec le temps, parce que les districts qui jusqu'alors n'avaient pas eu de souverains s'en donnèrent, et que la succession de ces petits despotes se partageait également entre leurs frères ou leurs descendans. Les états que des épidémies alors fort communes, des guerres barbares, des mariages ou d'autres causes pouvaient réunir sur une même tête, ne tardaient pas à être de nouveau divisés. Ils étaient quelquefois si morcelés, que leur étendue se bornait au territoire d'un village.

Baltéo-Kan, le second fils de Gengis-Kan, surprit la Russie dans cet état d'anarchie, et la subjugua sans beaucoup d'efforts vers le milieu du treizième siècle, mais sans vouloir prendre la peine de la gouverner. On laissa aux différens chefs la direction de leur domaine. Leurs obligations se réduisaient à payer le tribut plus ou moins onéreux qui leur était imposé, à respecter les caprices de leur maître, à mendier sa protection, à aller subir à sa cour des châtimens rigoureux, ou sol-

liciter à ses pieds leur grâce, lorsqu'ils s'étaient permis de l'offenser ou qu'on leur avait rendu de mauvais offices.

Des hasards heureux ayant fait de plusieurs provinces russes un seul état, et les Tartares s'étant affaiblis par leurs divisions, Ivan III battit, extermina ces féroces conquérans, et brisa des chaînes fortifiées par deux siècles d'esclavage.

Délivré de ses oppresseurs et réuni sous les mêmes lois, l'empire étendit successivement sa domination sur Casan, sur Astracan, sur la Sibérie, sur l'Ukraine, sur les bords de la Baltique, sur le Kamtschatka, sur la Crimée, et tous les jours encore il recule ses frontières sans que les peuplades sédentaires ou errantes qu'on veut asservir opposent la moindre résistance à ses volontés suprêmes.

Au milieu de ces succès, la plupart facilement obtenus sur des nations ou sauvages, ou affaiblies, ou divisées, ou auxquelles l'usage des armes à feu était inconnu, la Russie restait dans la barbarie. *Alexis commença enfin à lever un coin du voile qui tenait ses sujets dans les ténèbres; mais il était réservé à Pierre Ier, son fils, de le lever entièrement.* On a travaillé depuis sans interruption à élever la nation au niveau des nations qui ont le plus de lumières. Y parviendra-t-on? Qu'il nous soit permis d'en douter.

D'abord le climat de cette région est-il bien favorable à la civilisation et à la population, qui tantôt en est la cause, et tantôt l'effet? La rigueur du

froid n'y exige-t-elle pas la conservation des grandes forêts, et par conséquent de grands espaces déserts? Une longueur excessive des hivers suspendant les travaux sept ou huit mois de l'année, la nation, durant ce temps d'engourdissement, ne se livre-t-elle pas au jeu, au vin, à la débauche, à l'usage immodéré des liqueurs fortes? Peut-on introduire de bonnes mœurs malgré le climat? Est-il possible que des peuples barbares se civilisent sans avoir de mœurs?

L'immense étendue de l'empire, qui embrasse tous les climats depuis le plus froid jusqu'au plus chaud, n'oppose-t-elle pas un puissant obstacle au législateur? Un même code pourrait-il convenir à tant de régions diverses, et la nécessité de plusieurs codes n'est-elle pas la même chose que l'impossibilité d'un seul? Conçoit-on le moyen d'assujettir à une même règle des peuples qui ne s'entendent pas, qui parlent dix-sept à dix-huit langues différentes, et qui gardent de temps immémorial des coutumes et des superstitions auxquelles ils sont plus attachés qu'à leur vie même?

L'autorité s'affaiblissant à mesure que les sujets s'éloignent du centre de la domination, se fait-on obéir à mille lieues de l'endroit d'où partent les ordres? Si l'on me répond que la chose est possible par l'action des agens du gouvernement, je répliquerai par le mot d'un de ces préposés indiscrets, qui révéla ce qui se passait au fond de l'âme

de tous les autres : *Dieu est bien haut, l'empereur est bien loin, et je suis le maître ici.*

L'empire se trouvant partagé en deux classes d'hommes, celle des maîtres et celle des esclaves, comment rapprocher des intérêts si opposés? Jamais les tyrans ne consentiront librement à l'extinction de la servitude, et, pour les amener à cet ordre de choses, il faudra les ruiner ou les exterminer. Mais, cet obstacle surmonté, comment élever de l'abrutissement de l'esclavage au sentiment et à la dignité de la liberté des peuples qui y sont tellement étrangers, qu'ils deviennent impotens ou féroces quand on brise leurs fers? Ces difficultés donneront sans doute l'idée de créer un tiers-état; mais par quels moyens? Ces moyens fussent-ils trouvés, combien il faudrait de siècles pour en obtenir un effet sensible!

En attendant la formation de ce tiers-état, qu'on pourrait accélérer peut-être par des colons appelés des contrées libres de l'Europe, il faudrait une sûreté entière pour les personnes et les propriétés. Or, se trouve-t-elle dans un pays où les tribunaux sont occupés par les seuls seigneurs, où ces espèces de magistrats se favorisent tous réciproquement, où il n'y a contre eux et contre leurs créatures aucune poursuite dont l'indigène et l'étranger puissent se promettre la réparation des torts qu'on leur a faits, où la vénalité dispose des jugemens dans toutes sortes de contestations? Nous demanderons s'il peut y avoir de civilisation sans

justice, et comment on établira la justice dans un pareil empire.

Les villes y sont éparses sur un terrain immense. Il n'y a point de chemin, et ceux qu'on y pourrait construire seraient bientôt dégradés par le climat. Aussi la désolation est-elle universelle lorsqu'un hiver humide arrête toute communication. Parcourez toutes les contrées de la terre, et partout où vous ne trouverez aucune facilité de commerce d'une cité à un bourg, d'un bourg à un village, d'un village à un hameau, prononcez que les peuples sont barbares, et vous ne vous tromperez que du plus au moins. Dans cet état de choses, le plus grand bonheur qui pût arriver à une contrée énormément étendue, ne serait-ce pas d'être démembrée par quelque grande révolution, et d'être partagée en plusieurs petites souverainetés contiguës, d'où l'ordre introduit dans quelques-unes se répandrait dans les autres? S'il est très-difficile de bien gouverner un grand empire civilisé, ne l'est-il pas davantage de civiliser un grand empire barbare?

La tolérance, il est vrai, subsiste à Pétersbourg, et y subsiste presque sans limites. Le judaïsme en est seul exclu. On a jugé ses sectateurs trop adroits ou trop faux dans le commerce pour livrer à leurs piéges un peuple qui n'était pas assez exercé pour s'en garantir. Cette tolérance dans la capitale serait un grand acheminement à la civilisation, si dans le reste de l'empire les peuples ne croupissaient pas dans les plus grossières su-

perstitions; si ces superstitions n'étaient pas fomentées par un clergé nombreux plongé dans la crapule et dans l'ignorance sans en être moins respecté. Comment civilise-t-on un état sans l'intervention des prêtres, qui sont nécessairement nuisibles, s'ils ne sont utiles ?

La haute opinion qu'à l'exemple des Chinois, les Russes ont d'eux-mêmes, est un nouvel obstacle à la réformation. Ils se regardent de bonne foi comme le peuple le plus sensé de la terre, et sont confirmés dans ce fol orgueil par ceux d'entre eux qui ont visité le reste de l'Europe. Ces voyageurs rapportent ou feignent de rapporter dans leur patrie le préjugé de sa supériorité, et ne l'enrichissent que des vices qu'ils ont ramassés dans les diverses régions où le hasard les a conduits. Aussi un observateur étranger qui avait parcouru la plus grande partie de l'empire disait-il que *le Russe était pourri avant d'avoir été mûr.*

Dans cet empire l'autorité est toujours chancelante. Le sceptre y semble à l'encan. De tout temps les révolutions y furent comme journalières. Quelques centaines de gardes, mis en action par un petit nombre d'intrigans, disposent à leur gré du trône. En une nuit, et plus vite encore, on présente un nouveau maître aux peuples, qui le reçoivent aveuglément sans jamais examiner ses titres. S'il règne avec moins de sûreté que le plus méprisable des sultans, d'un autre côté son despotisme est plus absolu, parce que la religion n'y

met point de frein ainsi qu'elle le fait à Constantinople.

On pourrait s'étendre davantage sur les difficultés que la nature et les habitudes opposent opiniâtrément à la civilisation de la Russie. Examinons les moyens imaginés pour y parvenir.

Il est impossible d'en douter, Catherine a très-bien senti que la liberté était l'unique source du bonheur public. Cependant a-t-elle véritablement abdiqué l'autorité despotique ? En lisant avec attention ses instructions aux députés de l'empire chargés en apparence de la confection des lois, y reconnaît-on quelque chose de plus que le désir de changer les dénominations, d'être appelée monarque au lieu d'autocratrice, d'appeler ses peuples sujets au lieu d'esclaves ? Les Russes, tout aveugles qu'ils sont, prendront-ils long-temps le nom pour la chose ? et leur caractère sera-t-il élevé par cette comédie à cette grande énergie qu'on s'était proposé de leur donner ?

Un souverain, quel que soit son génie, fait seul rarement des changemens de quelque importance, et plus rarement encore leur donne-t-il de la stabilité. Il lui faut des secours, et la Russie n'en offre que pour les combats. Le soldat y est dur, sobre, infatigable. L'esclavage qui lui a inspiré le mépris de la vie s'est réuni à la superstition qui lui a inspiré le mépris de la mort. Il est persuadé que, quelques forfaits qu'il ait commis, son âme d'un champ de bataille s'élèvera au ciel. Mais les

gens de guerre, s'ils défendent des provinces, ne les civilisent pas. On cherche autour de Catherine des hommes d'état, et l'on n'en trouve point. Ce qu'elle a fait seule peut étonner ; mais, quand elle ne sera plus, qui la remplacera ?

Cette princesse fait élever dans des maisons qu'elle a fondées de jeunes enfans des deux sexes avec le sentiment de la liberté. Il en sortira sans doute une race différente de la race présente. Mais ces établissemens ont-ils une base solide ? Se soutiennent-ils par eux-mêmes ou par les secours qu'on ne cesse de leur prodiguer ? Si le règne présent les a vus naître, le règne suivant ne les verra-t-il pas tomber ? Sont-ils bien agréables aux grands qui en voient la destination ? Le climat, qui dispose de tout, ne prévaudra-t-il pas à la longue sur les bons principes ? La corruption épargnera-t-elle cette tendre jeunesse perdue dans l'immensité de l'empire, et assaillie de tous les côtés par l'exemple des mauvaises mœurs ?

On voit dans la capitale des académies de tous les genres, et des étrangers qui les remplissent. Ne seraient-ce pas d'inutiles et ruineux établissemens dans une région où les savans ne sont pas entendus, où il n'y a point d'occupation pour les artistes ? Pour que les talens et les connaissances pussent prospérer, il faudrait qu'enfans du sol, ils fussent l'effet d'une population surabondante. Quand cette population parviendra-t-elle à ce degré d'accroissement dans un pays où l'esclave,

pour se consoler de la misère de sa condition, doit à la vérité produire le plus qu'il peut d'enfans, mais se soucier peu de les conserver ?

Tous ceux qui sont reçus, qui sont élevés dans l'hôpital récemment fondé des enfans-trouvés sortent pour toujours de la servitude. Leurs descendans ne reprendront pas des fers ; et de même qu'en Espagne il y a de vieux et de nouveaux chrétiens, il y aura en Russie les vieux et les nouveaux libres. Mais le produit de cette innovation n'en peut être proportionné qu'à la durée ; et peut-on compter sur quelque établissement durable là où la succession à l'empire n'est point encore inviolablement assurée, et où l'inconstance naturelle aux peuples esclaves amène de fréquentes et subites révolutions ? Si les auteurs de ces complots n'y font pas corps comme en Turquie, s'ils sont isolés, une sourde fermentation et une haine commune les rassemblent.

Il fut créé durant la dernière guerre une caisse de dépôt à l'usage de tous les membres de l'empire, même des esclaves. Par cette idée d'une politique saine et profonde le gouvernement eut des fonds dont on avait un besoin pressant, et il mit autant qu'il était possible les serfs à l'abri des vexations de leurs tyrans. Il est dans la nature des choses que la confiance accordée à ce papier-monnaie s'altère et tombe. Un despote ne doit pas obtenir du crédit ; et si quelques événemens singuliers lui en ont procuré, c'est une nécessité que

les événemens qui suivent le lui fassent perdre.

Telles sont les difficultés qui nous ont paru s'opposer à la civilisation de l'empire russe. Si Catherine II parvient à les surmonter, nous aurons fait de son courage et de son génie le plus magnifique éloge, et peut-être la meilleure des apologies, si elle succombait dans ce grand projet.

Au voisinage de la Russie est la Suède. Voici son histoire, et démêlez-y si vous pouvez sa constitution.

Une nation pauvre est presque nécessairement belliqueuse, parce que sa pauvreté même, dont le fardeau l'importune sans cesse, lui inspire tôt ou tard le désir de s'en délivrer, et ce désir devient avec le temps l'esprit général de la nation et le ressort du gouvernement.

Pour que le gouvernement d'un tel pays passe rapidement de l'état d'une monarchie tempérée à l'état du despotisme le plus illimité, il ne lui faut qu'une suite de souverains heureux à la guerre. Le maître, fier de ses triomphes, se croit tout permis, ne connaît plus de loi que sa volonté ; et ses soldats qu'il a conduits tant de fois à la victoire, prêts à le servir envers et contre tous, ils deviennent par leur attachement la terreur de leurs concitoyens. Les peuples, de leur côté, n'osent refuser leurs bras à des chaînes qui leur sont présentées par celui qui joint à l'autorité de son rang celle qu'il tient de l'admiration et de la reconnaissance.

Le joug imposé par le monarque victorieux des ennemis de l'état pèse sans doute : mais on n'ose le secouer. Il s'appesantit même sous des successeurs qui n'ont pas le même droit à la patience de leurs sujets. Il ne faut alors qu'un grand revers pour abandonner le despote à la merci de son peuple. Alors ce peuple, indigné de sa longue souffrance, ne manque guère de profiter de l'occasion pour rentrer dans ses droits. Mais comme il n'a ni vues, ni projets, il passe en un clin-d'œil de l'esclavage à l'anarchie. Au milieu de ce tumulte général on n'entend qu'un cri ; c'est *liberté*. Mais comment s'assurer de ce bien précieux ? On l'ignore ; et voilà la nation divisée en diverses factions, mues par différens intérêts.

Entre ces factions, s'il en est une qui désespère de prévaloir sur les autres, elle se détache, elle oublie le bien général ; et, plus jalouse de nuire à ses rivales que de servir la patrie, elle se range autour du souverain. A l'instant il n'y a plus que deux partis dans l'état, distingués par deux noms, qui, quels qu'ils soient, ne signifient jamais que royalistes et anti-royalistes. C'est le moment des grandes secousses, c'est le moment des complots.

Quel est alors le rôle des puissances voisines ? Tel qu'il a été dans tous les temps et dans toutes les contrées ; c'est de semer des ombrages entre les peuples et leur chef ; c'est de suggérer aux sujets tous les moyens d'avilir, d'abaisser, d'anéantir la souveraineté ; c'est de corrompre ceux mêmes qui

sont rassemblés autour du trône; c'est de faire adopter quelque forme d'administration également nuisible à tout le corps national, qu'elle appauvrit sous prétexte de travailler à sa liberté, et au souverain, dont elle anéantit toutes les prérogatives.

Alors le monarque trouve autant d'autorités opposées à la sienne qu'il y a d'ordres différens dans l'état. Alors sa volonté n'est rien sans le concours de ces différentes volontés. Alors il faut qu'il assemble, qu'il propose, qu'on délibère sur les choses de la moindre importance. Alors on lui donne des tuteurs comme à un pupille imbécille; et ces tuteurs sont des hommes sur la malveillance desquels il peut compter.

Mais quel est alors l'état de la nation? Qu'a produit l'influence des puissances voisines? Elle a tout confondu, tout bouleversé, tout séduit par son argent et par ses menées. Il n'y a plus qu'un parti, c'est le parti de l'étranger. Il n'y a plus que des factionnaires hypocrites. Le royalisme est une hypocrisie; l'anti-royalisme est une autre hypocrisie. Ce sont deux masques divers de l'ambition et de la cupidité. La nation n'est plus qu'un amas d'âmes scélérates et vénales.

Ce qui doit arriver alors n'est pas difficile à deviner. Il faut que les puissances étrangères qui ont corrompu la nation soient trompées dans leurs espérances. Elles ne se sont pas aperçues qu'elles en faisaient trop; que peut-être même elles fai-

saient tout le contraire de ce qu'une politique plus profonde leur aurait dicté ; qu'elles coupaient le nerf national, tandis que leurs efforts ne faisaient que tenir courbé le nerf de la souveraineté, et que ce nerf venant un jour à se détendre avec toute l'impétuosité de son ressort, il ne se trouverait aucun obstacle capable de l'arrêter; qu'il ne fallait qu'un homme et un instant pour produire cet effet inattendu.

Il est venu cet instant; il s'est montré cet homme; et tous ces lâches de la création des puissances ennemies se sont prosternés devant lui. Il a dit à ces hommes qui se croyaient tout : Vous n'êtes rien; et ils ont dit : Nous ne sommes rien. Il leur a dit : Je suis le maître ; et ils ont dit unanimement : Vous êtes le maître. Il leur a dit : Voilà les conditions sous lesquelles je veux vous soumettre; et ils ont dit : Nous les acceptons. A peine s'est-il élevé une voix qui ait réclamé. Quelle sera la suite de cette révolution? On l'ignore. Si le maître veut user des circonstances, jamais la Suède n'aura été gouvernée par un despote plus absolu. S'il est sage ; s'il conçoit que la souveraineté illimitée ne peut avoir des sujets, parce qu'elle ne peut avoir des propriétaires, qu'on ne commande qu'à ceux qui ont quelque chose, et que l'autorité cesse sur ceux qui ne possèdent rien ; la nation reprendra peut-être son premier esprit. Quels que soient ses projets et son caractère, la

Suède ne sera jamais plus malheureuse qu'elle ne l'était.

Un gouvernement mixte, formé comme au hasard, fit long-temps, très-long-temps le malheur du Danemark. Les troubles sans cesse renaissans qui le tourmentaient lui firent désirer des institutions moins orageuses. Il s'en serait présenté sans nombre à des esprits assez éclairés pour les combiner. Des peuples à demi-barbares ne virent que le despotisme qui pût les délivrer de l'anarchie ; et dans un moment de délire ils remirent tous leurs droits au chef de l'état, dont jusqu'alors les prérogatives n'avaient pas été suffisantes pour maintenir ou pour établir l'ordre.

Cet abandon, qui n'avait point d'exemple dans l'histoire, devait être suivi plus tôt ou plus tard d'un vif repentir, et ce repentir pouvait amener une révolution nouvelle. Pour la prévenir, l'arbitre suprême de la nation jugea convenable d'appeler dans un état devenu le domaine de sa famille des étrangers qu'on établit dans tous les postes qui exigeaient une confiance de quelque étendue ou des talens un peu distingués. Avec cette précaution, qui n'a jamais été interrompue, se sont successivement opérés, sans le plus léger mouvement, sans la moindre réclamation, tous les changemens indispensables pour faire passer des hommes originairement libres dans les liens d'un esclavage entier.

On croyait la servitude montée à son comble, lorsqu'une loi de 1784 a prouvé qu'il était possible d'y ajouter encore. Par cet acte remarquable il est défendu à tous les sujets de la domination danoise de sortir du royaume pour quelque raison que ce puisse être, même pour la navigation et pour le commerce, sans avoir donné une caution de dix mille francs au moins, qui assure le souverain de leur retour, ou qui le dédommage de leur perte.

L'emprisonnement de tout un peuple dans la sombre enceinte de son territoire! La tyrannie imagina-t-elle jamais rien de plus accablant? Telle sera toutefois ou pourra être le sort des sociétés soumises au pouvoir arbitraire. Dès que le prince institue les lois et les abolit, les étend et les restreint, en permet ou en suspend l'exercice à son gré; dès que l'intérêt de ses passions est la seule règle de sa conduite; dès qu'il devient un être unique et central où tout aboutit; dès qu'il crée le juste et l'injuste, alors ses seuls caprices, quelque bizarres, quelque cruels qu'ils puissent être, décident de la destinée de ses malheureux esclaves.

Dans cet état de dégradation, que sont les hommes? Leurs regards contraints n'osent se lever vers la voûte des cieux. Ils manquent également et de lumière pour voir leurs chaînes, et d'âme pour en sentir la honte. Éteint dans les entraves de la servitude, leur esprit n'a pas assez d'énergie

pour saisir les droits inséparables de leur être. On pourrait douter si ces esclaves ne sont pas aussi coupables que leurs tyrans ; et si la liberté a plus à se plaindre de ceux qui ont l'insolence de l'envahir que de l'imbécillité de ceux qui ne la savent pas défendre.

Cependant vous entendrez dire que le gouvernement le plus heureux serait celui d'un despote juste, ferme, éclairé. Quelle extravagance! Ne peut-il pas arriver que la volonté de ce maître absolu soit en contradiction avec la volonté de ses sujets? Alors, malgré toute sa justice et toutes ses lumières, n'aurait-il pas tort de les dépouiller de leurs droits, même pour leur avantage? Est-il jamais permis à un homme, quel qu'il soit, de traiter ses commettans comme un troupeau de bêtes? On force celles-ci à quitter un mauvais pâturage pour passer dans un plus gras; mais ne serait-ce pas une tyrannie d'employer la même violence avec une société d'hommes? S'ils disent nous sommes bien ici; s'ils disent, même d'accord, nous y sommes mal, mais nous voulons y rester, il faut tâcher de les éclairer, de les détromper, de les amener à des vues saines par la voie de la persuasion, mais jamais par celle de la force. Le meilleur des princes qui aurait fait le bien contre la volonté générale serait criminel, par la seule raison qu'il aurait outre-passé ses droits. Il serait criminel pour le présent et pour l'avenir; car, s'il est éclairé et juste, son successeur, sans

être héritier de sa raison et de sa vertu, héritera sûrement de son autorité, dont la nation sera la victime. Un premier despote juste, ferme, éclairé, est un grand mal; un second despote juste, ferme, éclairé, serait un plus grand mal; un troisième qui leur succéderait avec ces grandes qualités serait le plus terrible fléau dont une nation pourrait être frappée. On sort de l'esclavage où l'on est précipité par la violence; on ne sort point de celui où l'on a été conduit par le temps et par la justice. Si le sommeil d'un peuple est l'avant-coureur de la perte de sa liberté, quel sommeil plus doux, plus profond et plus perfide que celui qui a duré trois règnes, pendant lesquels on a été bercé des mains de la bonté?

Peuples, ne permettez donc pas à vos prétendus maîtres de faire même le bien contre votre volonté générale. Songez que la condition de celui qui vous gouverne n'est pas autre que celle de ce cacique à qui l'on demandait s'il avait des esclaves, et qui répondit : *Des esclaves! je n'en connais qu'un dans la contrée; et cet esclave-là, c'est moi.*

La Pologne, qui, n'ayant qu'un peuple esclave au-dedans, mérite de ne trouver au-dehors que des oppresseurs, conserve pourtant l'ombre et le nom de liberté. Elle est encore aujourd'hui ce qu'étaient tous les états de l'Europe il y a dix siècles, soumise à de grands aristocrates qui nomment un roi pour en faire l'instrument de leurs

volontés. Chaque noble y tient de son fief, qu'il conserve par son épée, comme ses aïeux l'acquirent, une autorité personnelle et héréditaire sur ses vassaux. Le gouvernement féodal y domine dans toute la force de son institution primitive. C'est un empire composé d'autant d'états qu'il y a de terres. Ce n'est point à la pluralité, mais par l'unanimité des suffrages qu'on y fait les lois, qu'on y prend les résolutions. Sur de fausses idées de droit et de perfection on a supposé qu'une loi n'était juste qu'autant qu'elle était adoptée d'un consentement unanime, parce qu'on a cru sans doute que tous verraient le bien, et tous le voudraient; deux choses impossibles dans une assemblée nationale. Mais peut-on même prêter des intentions si pures à une poignée de tyrans? Car cette constitution qui s'honore du nom de république et qui le profane, qu'est-elle autre chose qu'une ligue de petits despotes contre le peuple? Là, tout le monde a de la force pour empêcher, et personne pour agir. Là, le vœu de chacun peut s'opposer au vœu général; et là seulement un sot, un méchant, un insensé est sûr de prévaloir sur une nation entière.

Dans cette anarchie s'établit une lutte perpétuelle entre les grands et le monarque. Les premiers tourmentent le chef de l'état par leur avidité, leur ambition et leurs défiances; ils l'irritent contre la liberté; ils le réduisent à l'intrigue. De son côté le prince divise pour commander, séduit

pour se défendre, oppose la ruse à la ruse pour se maintenir. Les factions s'aigrissent, la discorde met partout le trouble, et les provinces sont livrées au fer, au feu, à la dévastation. Si la confédération triomphe, celui qui devait conduire la nation est renversé du trône, ou réduit à la plus honteuse dépendance. Si elle succombe, le souverain ne règne que sur des cadavres. Quoi qu'il arrive, le sort de la multitude n'éprouve aucune révolution heureuse. Ceux de ces malheureux qui ont échappé à la famine et au carnage continuent à porter les fers qui les écrasaient.

Parcourez ces vastes régions : qu'y verrez-vous? La dignité royale avec le nom de république ; le faste du trône avec l'impuissance de se faire obéir; l'amour outré de l'indépendance avec toutes les bassesses de la servitude ; la liberté avec la cupidité ; les lois avec l'anarchie ; le luxe le plus outré avec la plus grande indigence ; un sol fertile avec des campagnes en friche ; le goût pour tous les arts sans aucun art. Voilà les contrastes étonnans que vous offrira la Pologne.

Vous la trouverez exposée à tous les périls. Le plus faible de ses ennemis peut impunément et sans précaution entrer sur son territoire, y lever des contributions, détruire ses villes, ravager ses campagnes, massacrer ses habitans ou les enlever. Sans troupes, sans forteresses, sans artillerie, sans munitions, sans argent, sans généraux, sans connaissance des principes militaires, quelle

résistance pourrait-elle songer à faire? Avec une population suffisante, assez de génie et de ressources pour jouer un rôle, la Pologne est devenue l'opprobre et le jouet des nations.

Si des voisins inquiets et entreprenans n'avaient pas envahi jusqu'ici ses possessions ; s'ils s'étaient contentés de la dévaster, de lui dicter des ordres, de lui donner des rois, c'est qu'ils étaient dans une défiance continuelle les uns des autres. Des circonstances particulières les ont réunis. Il était réservé à nos jours de voir cet état déchiré par trois puissances rivales qui se sont approprié les provinces qui étaient le plus à leur bienséance, sans qu'aucun trône de l'Europe s'agitât pour traverser cette invasion. C'est dans la sécurité de la paix, c'est sans droits, sans prétexte, sans griefs, sans une ombre de justice que la révolution a été opérée par le terrible principe de la force, qui est malheureusement le meilleur argument des rois. Que Poniatouski se serait montré grand, si, voyant les apprêts de déchirement, il se fût présenté au milieu de la diète, y eût abdiqué les marques de sa dignité, et dit fièrement à sa noblesse assemblée : « C'est votre choix qui m'a fait roi. Vous en « repentez-vous? je cesse de l'être. La couronne « que vous aviez mise sur ma tête, faites-la passer « sur celui que vous en jugerez plus digne que « moi ; nommez-le, et je me retire. Mais, si vous « persistez dans vos premiers sermens, combat- « tons ensemble pour sauver la patrie, ou péris-

« sons avec elle ! » J'en atteste les puissances copartageantes si cette généreuse démarche n'eût pas sauvé la Pologne de sa ruine, et son prince de la honte d'en avoir été le dernier souverain. Le sort en a décidé autrement. Fasse le ciel que le crime de l'ambition tourne au profit de l'humanité, et que, par un sage retour aux bons principes d'une politique saine, les usurpateurs brisent les chaînes de la partie la plus laborieuse de leurs nouveaux sujets ! Ces peuples, devenus moins malheureux, seront plus intelligens, plus actifs, plus affectionnés et plus fidèles.

On ne saurait espérer cette amélioration dans la destinée des habitans restés soumis à la Pologne. Ils continueront d'être esclaves, d'être les plus malheureux des esclaves. L'esclavage est partout un état contre nature ; mais il est plus supportable dans les gouvernemens absolus que dans les autres gouvernemens. Sous un despote il n'y a de liberté pour personne ; et cette égalité console le serf d'une privation dont tous les membres de la société sont forcés de partager avec lui l'injustice. La tyrannie qu'éprouvent ses oppresseurs le venge en quelque manière de la tyrannie sous laquelle il gémit lui-même. Il n'en est pas ainsi dans l'aristocratie. L'indépendance de la noblesse redouble chez le paysan l'horreur des fers qui l'accablent. La comparaison qu'il ne peut s'empêcher de faire de sa situation avec celle de son seigneur excite au fond de son cœur le sentiment du plus cruel

désespoir. Il ne pense pas sans frémir qu'il n'est qu'un objet de propriété comme les troupeaux qu'il conduit, comme les terres qu'il cultive.

L'opprobre des derniers sujets de la république est devenu l'opprobre de la république même. Ce n'est pas la perte d'une partie de ses provinces qui a réduit la Pologne à cet état d'humiliation; il lui reste un territoire suffisant pour la faire compter au nombre des grandes puissances. Son néant tient à d'autres causes. Les rois, qui ont partagé ses dépouilles, ont voulu s'assurer à jamais leurs usurpations. Le plus sûr moyen était d'empêcher que la nation pût se régénérer. Aussi n'a-t-on rien oublié pour prévenir son amélioration intérieure, son influence au-dehors. Quel courage, quels talens, quels efforts, quel concert ne faudrait-il pas pour se débarrasser de tant d'entraves? Malheureusement tout ce qui s'est passé depuis la révolution a paru prouver que l'esprit public était éteint, et qu'il l'était peut-être pour toujours.

Le globe entier fut un théâtre de révolutions. Ces grands changemens ne se répétèrent pas également partout, mais partout ils se répétèrent; partout ils eurent des influences funestes. Les îles les plus resserrées comme les états les plus étendus devinrent successivement la victime de ces fléaux terribles. Pressés par leurs besoins ou leur inquiétude, les peuples se jetaient sur une contrée et en chassaient ou en exterminaient les habitans.

pour être à leur tour chassés ou exterminés. Bientôt on ne vit nulle part de nation aborigène.

La Germanie aurait été seule exempte du malheur commun, si l'on voulait s'en rapporter à quelques auteurs allemands, trop zélés peut-être pour leur patrie. Ils conviennent, à la vérité, que toutes leurs frontières furent ravagées et conquises à des époques différentes; ils conviennent que l'intérieur de leur pays fut traversé, fut détruit par des nuées de barbares qui allaient chercher des climats plus doux; mais ils soutiennent que ces torrens s'écoulèrent vite, et que les Germains furent toujours Germains. Ces écrivains regardent même comme un idiome primitif celui dont on se sert encore, mais avec les heureuses altérations que le cours des siècles, le progrès des lumières, le génie des bons écrivains ont dû amener.

Lorsque les Romains portèrent leurs armes partout victorieuses dans la Germanie, l'état de société était fort peu avancé dans cette grande partie de l'Europe. On y connaissait à peine l'agriculture; et la chasse, le pâturage fournissaient à la subsistance. Quelques vieillards terminaient les différends qui s'élevaient dans leur district; les affaires d'un intérêt plus général étaient soumises au jugement des assemblées nationales. L'autorité des chefs se bornait à conduire au combat ceux qui consentaient à les suivre. L'indépendance personnelle était poussée si loin, qu'aucun

tribunal n'avait le droit d'emprisonner un homme libre, pour quelque délit que ce pût être. Chaque individu était le maître de poursuivre aussi loin qu'il le voulait la vengeance des affronts qu'on lui avait faits, qu'on avait faits à ses amis ou à ses proches; et l'honneur l'obligeait à ne s'arrêter qu'après la plus sévère punition des coupables, qu'après une satisfaction égale à l'injure. Tels étaient les Germains du temps de César; tels ils étaient du temps de Tacite; tels ils furent longtemps après, quoique les nombreuses et faibles peuplades qui couvraient le pays se fussent fondues dans un petit nombre qu'on pouvait regarder comme des nations.

Si le gouvernement ne se formait pas, c'est que ces sauvages se faisaient habituellement la guerre; c'est que les Scandinaves et d'autres barbares traversaient sans cesse cette région pour aller chercher des établissemens au midi de l'Europe; c'est que les Francs qui avaient conquis la Gaule repassaient souvent le Rhin, pour conserver ou pour étendre les possessions qu'ils avaient anciennement occupées dans le pays de leur origine.

Charlemagne donna à ces dernières expéditions un éclat inconnu avant lui. Son ambition le décida à la conquête de la Germanie entière. Ses succès furent d'autant plus rapides qu'il attaquait avec les forces réunies d'une puissante monarchie des peuples isolés et dont la résistance n'était jamais concertée. Mais aussitôt qu'il était éloigné

cessait l'obéissance qui lui avait été jurée. Ces retours fréquens vers la liberté l'aigrirent. Il fit massacrer beaucoup de ces hommes qu'il lui plaisait d'appeler rebelles; un plus grand nombre furent transplantés sous un nouveau ciel. Aux uns et aux autres furent substituées des nations ennemies de celles qui avaient été expatriées ou exterminées. Ces atrocités n'ayant pas eu le succès qu'on s'en était promis, la religion fut appelée au secours de la politique. Les idoles furent renversées, et il fallut que tous les Germains, sous peine de mort, devinssent et restassent chrétiens. Alors le sang coula avec plus d'abondance qu'il ne l'avait fait encore, ou parce qu'on se refusait au baptême, ou parce qu'après l'avoir reçu, on revenait aux anciennes superstitions. Le dernier moyen imaginé pour donner quelque stabilité à tant d'usurpations, ce fut l'érection des villes inconnues dans la Germanie jusqu'à cette époque. Les mœurs furent un peu adoucies par cet heureux expédient; le joug parut plus tolérable; et l'autorité de Charlemagne fut moins contestée depuis les bords du Rhin jusqu'aux rivages de la mer Baltique.

Le partage de l'immense succession de cet homme extraordinaire devait diviser ses descendans. Une des branches de sa famille occupa le trône de France, où elle ne tarda pas à s'avilir. Celle qui régna dans la Germanie montra plus d'intelligence et de vigueur. Les progrès de la civilisation ne furent pas à la vérité tels qu'on au-

rait pu les désirer ; mais les souverains disposèrent toujours à leur gré des grands offices de l'empire ; mais la noblesse ne s'écarta que rarement et impunément des règles de la subordination ; mais les fiefs ne devinrent pas héréditaires dans les maisons où ils étaient une fois entrés. La branche des Carlovingiens s'éteignit dans la Germanie. On n'y fit aucune attention aux droits ou aux prétentions des autres branches dégénérées de cette race autrefois si féconde en grands hommes, et la nation choisit pour son chef Conrad, duc de Franconie.

Les princes saxons qui tinrent après lui le sceptre étaient très-puissans. Le plus belliqueux d'entre eux, Othon le grand, eut l'ambition de faire revivre l'autorité que Charlemagne avait exercée en Italie. Un projet si hardi ne put s'exécuter, ne put se soutenir qu'avec le secours des grands de l'empire, et l'on fut obligé, pour l'obtenir, de fermer les yeux sur les usurpations qu'ils se permettaient. Les empereurs espérèrent balancer ce pouvoir qui paraissait excessif, et qui l'était, en ajoutant des prérogatives aux prérogatives trop considérables dont jouissait le haut clergé. Ce remède, dont l'expérience n'avait pas encore démontré les inconvéniens, causa des ravages inexprimables dans le corps politique.

L'ascendant des pontifes de Rome avait été longtemps borné à une influence absolue sur les opinions des hommes. Les dons que quelques conqué-

rans leur prodiguèrent par religion ou par d'autres motifs leur inspirèrent le désir d'une domination moins noble. Ils aspiraient à régner sur les royaumes comme ils régnaient sur les consciences, lorsque l'autorité que les Césars recommençaient à exercer en Italie leur fit désirer plus vivement que jamais de pouvoir manifester leurs vues, et ce qui se passait en Allemagne leur fit voir la possibilité de les réaliser. Les ecclésiastiques italiens et les ecclésiastiques allemands secondèrent avec chaleur les intérêts du chef de l'Église, et les firent adopter par une partie du peuple et par la plupart des grands. On nomma *guelfes* ceux qui s'étaient déclarés pour le saint-siége, et *gibelins* ceux qui suivaient le parti des empereurs. Les deux factions continuèrent trois siècles, et se combattirent avec une animosité, avec un acharnement dont on ne retrouverait pas d'exemple dans l'histoire.

Durant ce long période, les empereurs perdirent successivement leurs droits; et de tout ce qu'ils avaient possédé il ne leur resta qu'un titre onéreux, puisque la réalité de la puissance était passée tout entière dans les seigneurs spirituels ou temporels qui possédaient les terres. Le peuple, qui malheureusement a toujours été partout asservi, dépouillé, tenu dans la misère par l'ignorance, et dans l'ignorance par la misère, n'avait aucune part au bienfait de la législation. De ce renversement de l'équilibre social, qui tend, non à l'égalité des conditions et des fortunes, mais à

la plus grande répartition des biens, se forma le gouvernement féodal, dont le caractère est l'anarchie. Chaque seigneur vécut dans une entière indépendance, et chaque peuple sous la tyrannie la plus absolue. C'était l'effet inévitable d'un gouvernement où la monarchie était élective. Dans les états où elle était héréditaire, les peuples avaient du moins une digue, un recours permanent contre l'oppression. L'autorité royale ne pouvait s'étendre sans adoucir pour quelque temps le sort des vassaux en affaiblissant le pouvoir des seigneurs.

Mais en Allemagne, comme les grands profitaient de chaque interrègne pour envahir et pour restreindre les droits de la puissance impériale, le gouvernement ne put que dégénérer. La force décida de tout entre ceux qui portaient l'épée. Les terres et les hommes ne furent que des instrumens ou des sujets de guerre entre les propriétaires. Les crimes furent les armes de l'injustice. La rapine, le meurtre et l'incendie passèrent non-seulement en usage, mais en droit. La superstition, qui avait consacré la tyrannie, fut obligée d'y mettre un frein. L'Église, qui donnait un asile à tous les brigands, établit une trève entre eux. On se mit sous la protection des saints pour se soustraire à la fureur des nobles. Les cendres des morts pouvaient seules imposer à la férocité : tant le tombeau fait peur, même aux âmes sanguinaires.

Quand les esprits, toujours effarouchés, furent

disposés au calme par la frayeur, la politique, qui se sert également de la raison et des passions, des ténèbres et des lumières pour gouverner les hommes, hasarda quelque amélioration dans le gouvernement. D'un côté, l'on affranchit plusieurs habitans dans les campagnes ; de l'autre, on accorda des exemptions aux villes. Il y eut partout plus d'hommes libres. Les empereurs, qui, pour être choisis même par des princes ignorans et féroces, devaient montrer des talens et des vertus, préparèrent les voies à la réforme de la législation.

Maximilien profita de tous les germes de bonheur que le temps et les événemens avaient amenés dans son siècle. Il abattit l'anarchie des grands. En France, en Espagne on les avait soumis aux rois ; en Allemagne, un empereur les soumit aux lois. Sous le nom de paix publique, tout prince peut être cité en justice. A la vérité, ces lois établies entre des lions ne sauvent point les agneaux ; le peuple est toujours à la merci de ses maîtres, qui ne se sont obligés que les uns envers les autres. Mais, comme on ne peut ni violer la paix publique, ni faire la guerre sans encourir les peines d'un tribunal toujours ouvert et appuyé de toutes les forces de l'empire, les peuples sont moins sujets à ces irruptions subites, à ces hostilités imprévues qui, troublant la propriété des souverains, menaçaient continuellement la vie et la sûreté des sujets.

Pourquoi l'Europe entière ne serait-elle pas un jour soumise à la même forme de gouvernement ? Pourquoi n'y aurait-il pas le banc de l'Europe comme il y a le banc de l'Empire ? Pourquoi, les princes composant un pareil tribunal, dont l'autorité serait consentie par tous, et maintenue par l'universalité contre un seul rebelle, le beau rêve de l'abbé de Saint-Pierre ne se réaliserait-il pas ? Pourquoi les plaintes des sujets contre leurs souverains n'y seraient-elles pas portées, ainsi que les plaintes d'un souverain contre un autre ? C'est alors que la sagesse régnerait sur la terre.

En attendant cette paix perpétuelle, si désirée et si éloignée, la guerre, qui faisait le droit, a été soumise à des conditions qui tempèrent le carnage. Les cris de l'humanité ont percé jusque dans l'effusion du sang. C'est à l'Allemagne que l'Europe doit les progrès de la législation dans tous les états ; des règles et des procédés dans la vengeance des nations ; une certaine équité dans l'abus de la force ; la modération au sein de la victoire ; un frein à l'ambition de tous les potentats ; enfin de nouveaux obstacles à la guerre, et de nouvelles facilités à la paix.

Cette heureuse constitution de l'empire germanique s'est perfectionnée avec la raison depuis le règne de Maximilien. Cependant les Allemands eux-mêmes se plaignent de ce que, formant un corps de nation, ayant le même nom, parlant la même langue, vivant sous un même chef, jouis-

sant des mêmes droits, étant liés par le même intérêt, leur empire ne jouit ni de la tranquillité, ni de la force, ni de la considération qu'il devrait avoir.

Les causes de ce malheur se présentent d'elles-mêmes. La première est l'obscurité des lois. Les écrits sur le droit public de l'Allemagne sont sans nombre; et il n'y a que peu d'Allemands qui connaissent la constitution de leur patrie. Les membres de l'Empire se font tous représenter dans l'assemblée nationale, au lieu qu'ils y siégeaient autrefois eux-mêmes. L'esprit militaire, qui est devenu général, a banni toute application des affaires, tout sentiment généreux de patriotisme, tout amour de ses concitoyens. Il n'y a pas de prince qui n'ait monté la magnificence de sa cour sur un ton plus grand que ses moyens, et qui ne se permette les vexations les plus criantes pour soutenir ce faste insensé. Après tout, rien ne contribue à la décadence de l'Empire autant que l'agrandissement démesuré de quelques-uns de ses membres. Ces souverains, devenus trop puissans, détachent leur intérêt particulier de l'intérêt général. Cette désunion mutuelle des états fait que, dans les dangers communs, chaque province reste abandonnée à elle-même. Elle est obligée de plier sous la loi du plus fort, quel qu'il soit; et la constitution allemande dégénère insensiblement en esclavage ou en tyrannie.

La Grande-Bretagne était peu connue avant

que les Romains y eussent porté leurs armes. Après que ces conquérans superbes l'eurent abandonnée, ainsi que les autres provinces éloignées de leur domination, pour défendre le centre de l'empire contre les barbares, elle devint la proie des peuples de la mer Baltique. Les naturels du pays furent massacrés, et sur leurs cadavres s'élevèrent plusieurs souverainetés, qui, avec le temps, n'en formèrent qu'une. Les principes qui conduisaient les Anglo-Saxons ne sont pas venus jusqu'à nous. Ce qu'on n'ignore pas, c'est que, comme toutes les nations du nord, ils avaient un roi et un corps de noblesse.

Guillaume subjugua le midi de l'île, qu'on nommait dès-lors Angleterre, et y établit un gouvernement féodal, mais très-différent de celui qu'on voyait dans le reste de l'Europe. Ailleurs ce n'était qu'un labyrinthe sans issue, qu'une anarchie continuelle, que le droit du plus fort. Ce terrible vainqueur lui donna une marche respectable, régulière et suivie, en se réservant exclusivement le droit de la chasse et de la guerre, le pouvoir d'imposer des taxes, l'avantage d'une cour de justice où les causes civiles, où les causes criminelles de tous les ordres de l'état étaient jugées en dernier ressort par lui et par les grands officiers de sa couronne, qu'il choisissait et qu'il destituait à sa volonté.

Tant que le tyran vécut, les peuples assujettis et les étrangers dont il s'était servi pour les subjuguer se soumirent comme de concert et sans murmurer

trop ouvertement, à un joug si dur. Dans la suite, les uns et les autres, accoutumés à une autorité plus tempérée, voulurent recouvrer quelques-uns de leurs premiers droits. Le despotisme était si bien affermi, qu'il eût été impossible de l'ébranler sans le plus grand concert. Aussi se forma-t-il une ligue où tous les citoyens, sans distinction de nobles et de roturiers, d'habitans de la ville et de la campagne, unirent leurs ressentimens et leurs intérêts. Cette confédération universelle adoucit un peu le sort de la nation sous les deux premiers Henri; mais ce ne fut que durant le règne de Jean Sans-Terre qu'elle recouvra véritablement sa liberté. A ce monarque inquiet, cruel, malhabile et dissipateur, fut heureusement arrachée, les armes à la main, cette fameuse charte qui abolissait les lois féodales les plus onéreuses, et assurait aux vassaux, vis-à-vis de leurs seigneurs, les mêmes droits qu'aux seigneurs vis-à-vis des rois; qui mettait toutes les personnes, toutes les propriétés sous la protection des pairs et des jurés; qui même, en faveur des serfs, diminuait l'oppression de la servitude.

Cet arrangement suspendit pour un peu de temps les jalousies des barons et des princes, sans en étouffer entièrement le germe. Les guerres recommencèrent, et le peuple profita de l'opinion qu'il avait donnée de ses forces et de son courage durant ces troubles pour se faire admettre dans le parlement sous Édouard 1er. Ses députés n'eu-

rent d'abord, à la vérité, dans cette assemblée que le droit de représentation ; mais ce succès devait amener d'autres avantages. Et en effet, les communes ne tardèrent pas à décider des subsides et à faire partie de la législation. Bientôt même elles acquirent la prérogative d'accuser et de faire condamner ceux des ministres qui avaient abusé de l'autorité qu'on leur avait confiée.

La nation avait réduit peu à peu le pouvoir des chefs de l'état à ce qu'il devait être, lorsqu'elle fut engagée dans des guerres longues et opiniâtres contre la France, lorsque les prétentions des maisons d'York et de Lancastre firent de l'Angleterre entière un théâtre de carnage et de désolation. Durant ces terribles crises le bruit seul des armes se fit entendre ; les lois se turent. Elles ne recouvrèrent pas même la moindre partie de leur force après la fin des orages. La tyrannie se fit sentir avec tant d'atrocité, que les citoyens des divers ordres abandonnèrent toute idée de liberté générale pour s'occuper uniquement de leur sûreté personnelle. Ce despotisme cruel dura plus d'un siècle. Élisabeth même, dont à beaucoup d'égards l'administration pourrait servir de modèle, se conduisit toujours par des principes entièrement arbitraires.

Jacques Ier parut rappeler aux peuples des droits qui semblaient oubliés. Moins sage que ses prédécesseurs, qui s'étaient contentés de jouir en secret, et pour ainsi dire sous les voiles du mystère, d'un

pouvoir illimité, ce prince, trompé par le mot de monarchie, confirmé dans son illusion par ses courtisans et par son clergé, manifesta ses prétentions avec une aveugle simplicité dont il n'y avait point d'exemple. La doctrine d'une obéissance passive émanée du haut du trône, et enseignée dans les temples, répandit une alarme universelle.

A cette époque la liberté, cette idole des âmes fortes, qui les rend féroces dans l'état sauvage, et fières dans l'état civil, la liberté, qui avait régné dans le cœur des Anglais lors même qu'ils ne connaissaient qu'imparfaitement ses avantages, enflamma tous les esprits. Ce ne fut cependant sous ce premier des Stuarts qu'une lutte continuelle entre les prérogatives de la couronne et les priviléges des citoyens. L'opposition prit un autre caractère sous l'opiniâtre successeur de ce faible despote. Les armes devinrent le seul arbitre de ces grands intérêts, et la nation montra qu'en combattant autrefois pour le choix de ses tyrans, elle s'était préparée à les abattre un jour, à les punir et à les chasser. Pour mettre fin aux défiances et aux vengeances qui, tant que les Stuarts auraient régné, se seraient éternisées entre le trône et les peuples, elle choisit dans une race étrangère un prince qui dut accepter enfin ce pacte social que tous les rois héréditaires affectent de méconnaître. Guillaume III reçut des conditions avec le sceptre, et se contenta d'une autorité établie sur la même base que les

droits de la nation. Depuis qu'un titre parlementaire est le seul fondement de la royauté, les conventions n'ont pas été violées. Tout Anglais a paisiblement joui d'une sûreté entière pour sa personne, de l'avantage de n'être taxé que de son aveu, du droit d'être jugé par ses pairs en matière criminelle, et dans tous les cas par les termes précis de la loi; de la liberté de professer le culte qui lui convenait le mieux, de tous les priviléges compatibles avec la tranquillité d'une société bien ordonnée. Ces grandes prérogatives ont même été étendues à l'étranger qui se fixerait dans l'empire britannique, à celui que sa curiosité ou ses affaires y amèneraient.

Le gouvernement, placé entre la monarchie absolue, qui est une tyrannie; la démocratie, qui penche à l'anarchie, et l'aristocratie, qui, flottant de l'une à l'autre, tombe dans les écueils de toutes les deux : le gouvernement mixte des Anglais, saisissant les avantages de ces trois pouvoirs, qui s'observent, se tempèrent, s'entr'aident et se répriment, va de lui-même au bien national. Par leur action, par leur réaction ses différens ressorts forment un équilibre d'où naît la liberté. Cette constitution qui, sans exemple dans l'antiquité, devrait servir de modèle à tous les peuples auxquels leur position géographique la permettrait, durera longtemps, parce qu'à son origine, ouvrage des troubles, des mœurs et des opinions passagères, elle est devenue celui de la raison et de l'expérience.

La première singularité heureuse de la Grande-Bretagne est d'avoir un roi. La plupart des états républicains connus dans l'histoire avaient anciennement des chefs annuels. Ce changement continuel de magistrats était une source inépuisable d'intrigues et de désordres ; il entretenait les esprits dans une convulsion continuelle. En créant un très-grand citoyen, l'Angleterre a empêché qu'il ne s'en élevât plusieurs. Par ce trait de sagesse on a prévenu les dissensions qui, dans toutes les associations populaires, ont amené la ruine de la liberté, et ôté la jouissance réelle de ce premier des biens avant qu'il eût été perdu.

L'autorité royale n'est pas seulement à vie, elle est encore héréditaire. Rien, au premier coup-d'œil, n'est si avantageux pour une nation que le droit d'élire ses maîtres. On croit voir dans cette brillante prérogative un germe inépuisable de talens et de vertus. Il en serait en effet ainsi, si la couronne devait tomber sur le citoyen le plus digne de la porter; mais c'est une chimère démentie par les expériences de tous les peuples et de tous les âges. Un trône a toujours paru à l'ambition d'un trop grand prix pour être l'apanage du seul mérite. Ceux qui y aspiraient ont eu constamment recours à l'intrigue, à la corruption, à la force. Leur rivalité a allumé à chaque vacance une guerre civile, le plus grand des fléaux politiques; et celui qui a obtenu la préférence sur ses concurrens n'a été durant le cours de son règne que le tyran

des peuples ou l'esclave de ceux auxquels il devait son élévation. On doit donc louer les Bretons d'avoir écarté loin d'eux ces calamités en fixant les rênes du gouvernement dans une famille qui avait mérité ou obtenu leur confiance.

Il convenait d'assurer au chef de l'état un revenu suffisant pour soutenir la dignité de son rang. Aussi, à son avénement au trône, lui accorde-t-on pour sa vie entière un subside annuel digne d'un grand roi, et digne d'une nation riche. Mais cette concession ne doit être faite qu'après un examen rigoureux des affaires publiques, qu'après que les abus qui avaient pu s'introduire sous le règne précédent ont été réformés, qu'après que la constitution a été ramenée à ses vrais principes. Par cet arrangement l'Angleterre est arrivée à un avantage que tous les gouvernemens libres avaient cherché à se procurer, c'est-à-dire à une réformation périodique.

Le genre d'autorité qu'il fallait assigner au monarque pour le bien des peuples n'était pas si facile à régler. Toutes les histoires attestent que partout où le pouvoir exécutif a été partagé, des jalousies, des haines interminables ont agité les esprits, et qu'une lutte sanglante a toujours abouti à la ruine des lois, à l'établissement du plus fort. Cette considération détermina les Anglais à conférer au roi seul cette espèce de puissance, qui n'est rien lorsqu'elle est divisée, parce qu'il n'y a plus alors ni cet accord, ni ce secret, ni cette cé-

lérité qui peuvent seuls lui donner de l'énergie.

De cette grande prérogative suit nécessairement la disposition des forces de la république. L'abus en eût été difficile dans les siècles où on n'assemblait que rarement et pour quelques mois des milices qui n'avaient pas le temps de perdre l'attachement qu'elles devaient à leur patrie. Mais, depuis que tous les princes de l'Europe ont contracté la ruineuse habitude d'avoir sur pied, même en temps de paix, des troupes mercenaires, et que la sûreté de la Grande-Bretagne a exigé qu'elle se conformât à ce funeste usage, le danger est devenu plus grand, et il a fallu multiplier les précautions. Il n'y a que la nation qui puisse assembler des armées; elle ne les forme jamais que pour un an, et les impôts établis pour les soudoyer ne doivent avoir que la même durée. De sorte que, si ce moyen de défense, que les circonstances ont fait juger nécessaires, menaçait la liberté, il ne faudrait jamais attendre long-temps pour mettre fin aux inquiétudes.

Un plus grand appui encore pour la liberté anglaise, c'est le partage du pouvoir législatif. Partout où le monarque n'a besoin que de sa volonté pour établir des lois, que de sa volonté pour les abolir, il n'y a point de gouvernement; le prince est despote, et le peuple esclave. Divisez la puissance législative, et une constitution bien ordonnée ne s'altérera que rarement et pour peu de temps. Dans la crainte d'être soupçonnée d'igno-

rance et de corruption, aucune des parties ne se permettra des ouvertures dangereuses ; et si quelqu'une l'osait, elle s'avilirait sans utilité. Dans cet ordre de choses le plus grand inconvénient qui puisse arriver, c'est qu'une bonne loi soit rejetée ou qu'elle ne soit pas adoptée aussitôt que le plus grand bien l'aurait exigé.

La portion du pouvoir législatif qu'a recouvrée le peuple lui est assurée par la disposition qu'il a exclusivement des taxes. Tout état a des besoins habituels, il a des besoins extraordinaires. On ne saurait pourvoir aux uns et aux autres autrement que par des impôts; et dans la Grande-Bretagne le monarque n'en peut exiger aucun. Son rôle se réduit à s'adresser aux communes, qui ordonnent ce qu'elles jugent le plus convenable à l'intérêt national; et qui, après avoir réglé les tributs, se font rendre compte de l'emploi qui en a été fait.

Ce n'est pas la multitude qui exerce les prérogatives inappréciables que son courage et sa persévérance lui ont procurées. Cet ordre de choses, qui peut convenir à de faibles associations, aurait tout bouleversé nécessairement dans un grand état. Des agens choisis par le peuple même, et dont le sort est lié au sien, réfléchissent, parlent et agissent pour lui. Cependant, comme il était possible que, par indolence, par faiblesse ou par corruption, ces représentans manquassent au plus auguste, au plus important des ministères, on a trouvé dans le droit d'élection le remède à un si

grand mal. Aussitôt que le temps de la commission expire, les électeurs se rassemblent. De nouveau ils accordent leur confiance à ceux qui s'en sont montrés dignes, et rejettent honteusement ceux qui l'ont trahie. Comme un pareil discernement n'est pas au-dessus des hommes du commun, parce qu'il porte sur des faits ordinairement fort simples, on coupe court à des désordres qui ne tiraient pas leur source des vices du gouvernement, mais des dispositions particulières de ceux qui en dirigeaient les opérations.

Cependant il pouvait résulter du partage de pouvoir entre le roi et le peuple une lutte continuelle, qui avec le temps aurait amené ou une république, ou la servitude. Pour prévenir cet inconvénient, on a établi un corps intermédiaire, qui doit également redouter les deux révolutions. C'est l'ordre de la noblesse, destiné à se jeter du côté qui pourrait devenir faible, et à maintenir toujours l'équilibre. La constitution, il est vrai, ne lui a pas donné le même degré d'autorité qu'aux communes : mais l'éclat d'une dignité héréditaire, l'avantage de siéger pour son propre compte et sans élection, quelques autres droits honorifiques remplacent, autant qu'il se pouvait, ce qui lui manque du côté des forces réelles.

Mais enfin, si malgré tant de précautions il arrivait qu'un monarque ambitieux et entreprenant voulût régner sans son parlement, ou le forcer de souscrire à ses volontés arbitraires, quelle

ressource resterait-il à la nation? La résistance.

C'étaitsur un système d'obéissance passive, de droit divin, de pouvoir indestructible, que s'appuyait autrefois l'autorité royale. Ces absurdes et funestes préjugés avaient subjugué l'Europe entière, lorsqu'en 1688 les Anglais précipitèrent du trône un prince superstitieux, persécuteur et despote. Alors on comprit que les peuples n'appartenaient pas à leurs chefs; alors la nécessité d'un gouvernement juste parmi les hommes passa pour incontestable; alors furent posés les fondemens des sociétés; alors le droit d'une défense légitime, ce dernier moyen des nations que l'on opprime, fut mis à l'abri de tout doute. A cette époque mémorable la doctrine de la résistance, qui n'avait été jusque-là qu'une voie de fait opposée à des voies de fait, fut avouée en Angleterre par la loi elle-même.

Mais comment rendre utile et fécond ce grand principe? Un citoyen isolé, abandonné à sa force individuelle, osera-t-il jamais lutter contre la puissance toujours redoutable de ceux qui gouvernent? Ne doit-il pas être nécessairement écrasé par leurs intrigues ou par leur violence? Il en serait sans doute ainsi sans la liberté indéfinie de la presse. Par cet heureux expédient les actions des dépositaires de l'autorité deviennent publiques. On est rapidement instruit des vexations ou des outrages qu'ils se sont permis contre l'homme le plus obscur. Sa cause devient celle de tous; et

les oppresseurs sont punis, ou les torts seulement réparés, selon la nature du délit ou la disposition des peuples. Ce que la nation a de savoir, de génie et d'éloquence prendrait un essor bien plus noble, bien plus véhément, si la liberté générale était menacée. Des écrits publics, répandus d'une extrémité de l'empire à l'autre, convaincraient les moins clairvoyans des vues ambitieuses d'un monarque entreprenant, et déconcerteraient infailliblement les mesures les plus profondément combinées de ses agens. Et ce grand succès, on l'obtiendrait sans exciter des troubles. A Athènes et à Rome les démagogues remuaient à leur gré une multitude crédule, et l'entretenaient dans des séditions sans cesse renaissantes. Les livres, dépouillés de cette voix, de ce geste, de cet appareil qui ont tant de force dans les tribunes, éclairent plus qu'ils n'échauffent. Le ressentiment qu'ils peuvent inspirer s'exhale dans la solitude du cabinet, et ne saurait se communiquer à un degré capable de troubler l'ordre. Ils occasionnent seulement des réclamations amères; et le magistrat est averti assez à temps de la disposition des esprits pour calmer des inquiétudes dont tôt ou tard il serait ou pourrait être la victime.

De ces grandes combinaisons il est résulté que les intérêts les plus importans des peuples ont pu être publiquement discutés sans aucun danger. Les autres puissances croient avoir besoin de couvrir leurs opérations des voiles du mystère. Le

secret leur paraît essentiel à leur conservation ou à leur prospérité. Elles cherchent à dérober leur situation, leurs projets, leurs alliances à leurs ennemis, à leurs rivaux, à leurs amis même. La qualité d'impénétrables est la plus grande louange qu'on croie pouvoir y donner aux hommes d'état. En Angleterre, la marche intérieure, la marche extérieure du gouvernement sont à découvert. Tout y est exposé au grand jour. Qu'il est noble et sûr d'admettre l'univers à ses délibérations ! qu'il est honnête et utile d'y admettre tous les citoyens ! Jamais on n'a dit à l'Europe d'une manière plus énergique : *Nous ne vous craignons pas.* Jamais avec plus de confiance et de justice on n'a dit à sa nation : *Jugez-nous, et voyez si nous sommes de fidèles dépositaires de votre bonheur et de votre gloire.*

Cette publicité a fait jouir la Grande-Bretagne de l'avantage inappréciable de voir constamment à la tête des affaires des hommes capables de les bien conduire. Des intrigues obscures, des menées secrètes, la bassesse ou la flatterie élèvent ailleurs aux premiers emplois des courtisans sans esprit, sans expérience, sans application ; et ils se soutiennent dans ces postes importans par les mêmes moyens qui les y ont élevés. La satisfaction du maître, l'appui des favoris leur suffisent. Si le peuple se permettait de murmurer trop ouvertement contre leurs prodigalités, leur despotisme ou leurs vexations, ces réclamations seraient traitées de révolte et sévèrement punies, comme

un attentat à l'autorité. La faveur du monarque ne conduit à rien en Angleterre. Il faut avoir montré de grands talens dans l'une des deux chambres pour oser prétendre à quelque chose. Est-on devenu membre de l'administration, c'est une nouvelle carrière à parcourir sous les attaques sans cesse renaissantes d'une forte opposition, sous les yeux d'une nation très-sévère et très-éclairée. Comment l'ineptie, ou même la médiocrité, se soutiendraient-elles contre ces combats de chaque jour? Les Anglais peuvent avoir eu à gémir des erreurs ou des passions de leurs ministres, quelquefois plus éloquens que judicieux, mais jamais à rougir de leur incapacité.

Ce tableau, tracé sans art, de la constitution britannique, doit avoir convaincu tous les bons esprits qu'il n'y en eut jamais d'aussi bien ordonnée sur le globe. Mais est-elle parfaite? Non, parce qu'il n'y a rien et qu'il ne peut rien y avoir de parfait dans le monde.

Le premier reproche qu'on fait à ce meilleur des gouvernemens, c'est d'avoir souffert que celui qu'on en constituait le chef conservât des domaines dans le continent. Ces possessions n'ont, il est vrai, entraîné jusqu'ici aucun inconvénient. Protégées par les lois de l'empire, éloignées des royaumes qui pourraient être tentés de les envahir, environnées de puissances qui, pour leur avantage, en doivent assurer la tranquillité, elles n'ont engagé l'Angleterre dans aucune guerre, elles n'ont

pas été onéreuses à ses finances ; elles lui ont même fourni dans l'occasion des troupes nombreuses et aguerries. Mais jamais le passé ne fut un garant sûr pour l'avenir. Les intérêts d'une contrée et les intérêts de l'autre contrée peuvent se croiser. On cherchera à intimider le maître de l'Angleterre en menaçant le maître d'Hanovre. Qui sait si le bien de la souveraineté précaire ne sera pas sacrifié au bien de la souveraineté héréditaire? Qui sait si de généreux insulaires ne croiront pas de leur dignité d'épouser des querelles qui leur seront étrangères, et de les soutenir aux dépens de leurs trésors, de leur population et de leur commerce? Dans cette incertitude, qu'aurait de mieux à faire la nation britannique que de dire à son roi : *Cesse d'être notre souverain, ou cesse d'être électeur; abdique ces états que tu tiens de tes aïeux, si tu veux garder ceux que tu tiens de nous?*

Un second reproche, c'est l'inégalité dans la représentation. Dans les règles d'une justice exacte, le nombre des députés au parlement aurait dû être originairement réglé sur la portion que chaque lieu supportait de charges publiques, parce que, généralement parlant, la valeur des propriétés est la mesure du patriotisme. Quelle qu'en soit la raison, il n'en fut pas ainsi. Les cités les plus renommées n'obtinrent aucune supériorité sur les bourgs les plus obscurs. Cette première faute a été aggravée par les révolutions du temps. Des villes opulentes formées par la navigation, par l'indus-

trie et par le commerce sont restées sans représentans ; et des hameaux réduits par des circonstances particulières à quelques cabanes ont conservé les leurs. On s'est vivement élevé contre ce désordre. Les plaintes ont été appuyées par des citoyens éloquens, mais sans aucun succès. Ceux auxquels il convenait de combattre la réforme proposée ont soutenu que la machine politique avait toujours bien marché, malgré cette imperfection, et qu'il était plus sage de l'y souffrir que de faire naître, en y touchant pour la corriger, l'envie d'y toucher encore et de l'altérer. Des sénateurs timides et trop aveuglément asservis à tout ce qu'ils trouvaient établi ont été arrêtés par cette crainte chimérique, imaginée par des intérêts privés. Leurs yeux s'ouvriront un jour; et alors tombera, du moins en partie, cette corruption, le troisième des reproches qu'on fait au gouvernement anglais.

Lorsque l'élection des magistrats approchait à Rome, on voyait constamment les grands aux pieds de la multitude, dont la faveur seule pouvait les conduire au terme de leur ambition. Ce n'était qu'en flattant ses caprices qu'on obtenait le droit de lui commander ; ce n'était qu'en s'humiliant devant elle qu'on parvenait à s'élever au-dessus d'elle à chaque formation de parlement : c'est en Angleterre le même spectacle. Ceux qui aspirent à l'honneur de représenter leurs concitoyens dans les communes briguent publique-

ment le suffrage des bourgeois qui ont droit de voter. Les sollicitations, les promesses, souvent des moyens proscrits par la loi, tout est employé pour obtenir la préférence sur des concurrens redoutables qui marchent dans les mêmes voies. Les uns et les autres sont appuyés, sont traversés par des hommes puissans qui veulent se donner de l'influence dans les affaires; les uns et les autres sont appuyés, sont traversés par le ministère, qui cherche à multiplier ses partisans dans la chambre. Du choc de tant d'intérêts divers sort une fermentation qui ferait croire tous les ordres de l'état en délire. L'élection finie, ce sont d'autres scènes dans l'assemblée nationale. Les factions s'y forment. Rarement les inclinations entrent-elles pour beaucoup dans le parti qu'on prend. Comme la plupart des membres ont leur fortune détruite, ou au moins diminuée par les dépenses où un usage devenu indispensable les a entraînés, ils ne songent guère qu'à se dédommager des sacrifices qu'ils ont été contraints de faire. Si par principe, par humeur, par ressentiment, quelques-uns restent fidèles à leurs commettans, combien se vouent à la cour, qui a toujours sous sa main de quoi payer, et très-bien payer leurs complaisances!

Jacques Ier avait offert en 1624 de renoncer au maniement des deniers publics, et de laisser à des commissaires du parlement l'emploi des subsides qui lui seraient accordés par les communes. Pourquoi cette ouverture ne devint-elle pas une loi

formelle lorsque le gouvernement fut réformé? Les Anglais ignoraient-ils à l'époque de la révolution le pouvoir de l'or? Ignoraient-ils que tout citoyen soudoyé se croit serviteur de celui qui le paie? du monarque, s'il en reçoit son salaire? de la nation, si c'est par ses mains que passe la récompense due à ses services?

Lorsqu'en 1640 le parlement se rendit triennal, il arrêta que le chancelier, sous peine d'amende, enverrait tous les trois ans des lettres de convocation; que, s'il y manquait, douze pairs pourraient remplir cet office; qu'à leur défaut les shérifs donneraient des ordres; et que, si ces officiers gardaient le silence, les électeurs s'assembleraient eux-mêmes et procéderaient au choix de leurs députés. Par le même bill, ce grand corps, une fois assemblé, ne pouvait être ajourné, dissous, prorogé, même pendant quinze jours, sans le consentement de ses membres. La nation n'aurait-elle pas dû rétablir en 1689 une loi qu'elle trouvait dans ses archives, et qui devait rendre la puissance exécutrice moins entreprenante? Cet ordre de choses n'était-il pas préférable à celui qui s'est établi? Un monarque n'a qu'à dire : Je veux que la chambre des communes ne soit plus, et elle n'est plus. L'existence de cette branche si importante de la confédération, les prérogatives si précieuses de ceux qui la composaient, tout est anéanti aussitôt que les intérêts ou les caprices du chef de la république paraissent l'exiger. Jus-

qu'à ce que cette partie nécessaire du gouvernement ait été de nouveau formée, les grands ressorts de la machine politique sont sans mouvement.

Le parlement avait demandé en 1641 qu'il ne pût y avoir dans la suite de nouveaux pairs que ceux qui seraient approuvés des deux chambres. C'était un moyen sûr pour que les citoyens qui seraient élevés à cette dignité devinssent les défenseurs du peuple, au lieu de se regarder comme les créatures du chef de la république. L'expulsion des Stuarts était le moment qu'il fallait saisir pour établir ce nouvel ordre de choses. Peut-être craignit-on d'offenser le prince d'Orange, qui était à la tête d'une armée étrangère? Mais cette innovation et beaucoup d'autres réformes nécessaires auraient-elles pu souffrir quelque difficulté lorsque la maison d'Hanovre fut appelée au trône?

On a aussi voulu placer parmi les vices de la constitution britannique le droit accordé au roi de rejeter les lois arrêtées par les pairs et par les communes. Si cette prérogative s'étendait jusqu'à pouvoir interdire la proposition d'un bill, elle serait incontestablement destructive de toute liberté; mais, postérieure aux délibérations, cette négative n'est rien, absolument rien. Quel est le monarque qui oserait s'opposer au désir unanime de la nation, solennellement exprimé par les résolutions des deux chambres?

Quoi qu'il en soit des objections bien ou mal

fondées contre le gouvernement anglais, on peut assurer que, depuis environ un siècle qu'il a reçu ses dernières combinaisons, les prospérités de la Grande-Bretagne ont égalé ou surpassé tout ce que l'histoire nous a transmis de plus éclatant.

Les opinions, même sur des objets importans, ont souvent été diverses, sans que l'harmonie entre la multitude, le parlement et le chef de l'état, ait jamais été dangereusement troublée. Nul homme n'a dépendu d'un homme; depuis le premier jusqu'au dernier des citoyens, tout a été soumis à la loi, et n'a été soumis qu'à elle. Le peuple n'a été ni avili, ni opprimé, et c'est spécialement vers son bonheur qu'ont été dirigés les soins de l'autorité. Point de branche d'industrie qui ait été négligée, point de branche d'industrie qui n'ait obtenu des encouragemens proportionnés à son importance. Le commerce s'est étendu d'un pole à l'autre; toutes les mers, toutes les plages en ont été le théâtre. Aucun ordre de la république n'a été vexé, aucun n'a été favorisé : tous ont contribué à la force publique dans la juste mesure de leurs facultés particulières. Malgré l'énormité des besoins, malgré la contagion des mauvais exemples, le fisc a rempli ses engagemens avec une fidélité inviolable. Les pas dans la carrière de la philosophie et des sciences exactes ont été des pas de géant. Les principes de tolérance ont été si bien combinés, que toutes les sectes se sont vues réduites à déposer leur animosité mutuelle. La

gloire de la nation a égalé sa félicité. Ses armées, ses trésors, ses flottes lui ont donné une influence décisive ou principale dans les événemens de quelque importance qui ont agité le globe. Peut-être la dignité de la nature humaine ne fut-elle jamais soutenue avec plus de noblesse et plus d'énergie.

Ne serait-ce point là le puissant attrait qui attire tous les regards, qui les tient constamment fixés sur cette première des îles? Il se passe ailleurs des scènes, et de grandes scènes. Si elles excitent pour quelques momens une vaine curiosité, ces momens sont toujours fort courts. Que nous importent des révolutions, des tragédies arrivées dans des gouvernemens absolus? elles n'ont jamais pour objet le bien de nos semblables. Tout s'y réduit au bonheur ou au malheur d'un individu, à la mort ou à la chute d'un despote ou d'un esclave. Combien sont plus digne d'attention les moindres discussions qui agitent l'Angleterre! Avec quel intérêt l'Europe entière s'en occupe! Quelles traces elles laissent dans le cœur et dans la mémoire! Tout homme qui réfléchit un peu, tout homme que l'habitude d'une obéissance servile n'a pas abruti, n'est pas sans consolation lorsqu'il pense que tout n'est pas encore avili sur la terre, que la liberté peut triompher de la tyrannie, et que sa postérité, lui-même, peuvent être un jour rétablis dans leur splendeur originaire.

Déjà toutes les nations doivent à la Grande-

Bretagne un sort plus doux que celui dont elles jouissaient. L'exemple d'un peuple libre, riche, magnanime et heureux au milieu de l'Europe, a frappé tous les esprits. Les principes d'où découlaient tant de biens ont été saisis, discutés, présentés aux monarques et à leurs délégués, qui, pour éviter l'accusation de tyrannie, se sont vus contraints de les adopter avec plus ou moins de modification. Les anciennes maximes revivraient bientôt, s'il n'existait pas pour ainsi dire au milieu de nous un tribunal perpétuel qui en démontrât la dépravation et l'absurdité.

Cependant, si les jouissances du luxe venaient à pervertir entièrement les mœurs nationales; si l'amour des plaisirs amollissait le courage des chefs et des officiers dans les flottes et dans les armées; si l'ivresse des succès momentanés, si les vaines idées d'une fausse grandeur exposaient la nation à des entreprises plus vastes que ses forces; si elle se trompait dans le choix de ses ennemis ou de ses alliés; si elle perdait ses colonies à force de les étendre ou de les gêner; si l'amour du patriotisme ne s'exaltait pas chez elle jusqu'à l'amour de l'humanité, elle serait tôt ou tard asservie elle-même, et retomberait dans ce néant des choses et des hommes d'où elle n'est sortie qu'à travers des torrens de sang et par les calamités de deux siècles de fanatisme et de guerre. Ce peuple ressemblerait à tant d'autres qu'il méprise, et l'Europe ne pourrait montrer à l'univers une nation

dont elle osât s'honorer. Le despotisme, qui s'appesantit universellement sur les âmes affaissées et dégradées, leverait seul la tête au milieu de la ruine des arts, des mœurs, de la raison et de la liberté.

L'histoire des Provinces-Unies offre de grandes singularités. Le désespoir forma leur union. L'Europe presque entière favorisa leur établissement. Elles avaient à peine triomphé des longs et puissans efforts de la cour de Madrid pour les remettre sous le joug, qu'elles mesurèrent leurs efforts avec ceux des Bretons, et qu'elles déconcertèrent les projets de la France. Elles donnèrent ensuite un roi à l'Angleterre, et dépouillèrent l'Espagne des possessions qu'elle avait en Italie et dans les Pays-Bas pour les donner à l'Autriche. Depuis cette époque la république s'est dégoûtée d'une politique militaire. Elle ne s'occupe plus que de sa conservation, mais peut-être avec trop peu d'énergie, de précaution et de vertu.

Son gouvernement, quoique tracé d'avance sur un plan réfléchi, n'est pas moins défectueux que ceux qui sont l'ouvrage du hasard. Un de ses principaux vices, c'est que la souveraineté y est trop dispersée.

C'est une erreur de croire que l'autorité réside dans les états-généraux fixés à la Haye. Dans la vérité, le pouvoir des membres qui composent cette assemblée se réduit à décider dans les matières de formes ou de police, et à entretenir les

affaires dans leur cours ordinaire. S'agit-il de guerre, de paix, d'alliances, d'impositions nouvelles, d'un objet de quelque importance, chacun des députés doit demander des ordres à sa province, qui elle-même est obligée d'obtenir le consentement des villes. Il résulte d'un ordre de choses si compliqué que les résolutions qui exigeraient le plus de secret et de célérité sont nécessairement lentes et publiques.

Il semble que, dans l'union contractée par cette foule de petits états indépendans les uns des autres, et liés seulement par un intérêt commun, chacun aurait dû avoir une influence proportionnée à son étendue, à sa population, à ses richesses. Cette heureuse base, qu'une raison éclairée aurait dû poser, n'est pas celle de la confédération. La province qui porte au-delà de la moitié des charges publiques n'a pas plus de voix que celle qui ne contribue que d'un centième ; et dans cette province, une ville pauvre, déserte et inconnue a légalement le même pouvoir que cette cité unique, dont l'activité et l'industrie sont un sujet d'étonnement et de jalousie pour toutes les nations.

L'unanimité des villes et des provinces requise pour toutes les résolutions, même les moins importantes, n'est pas d'une politique plus judicieuse. Si les membres les plus considérables de la république se déterminent à se passer de l'adhésion des plus faibles, c'est un attentat manifeste contre les principes de l'union ; s'ils mettent un

grand intérêt à obtenir leur suffrage, ils n'y parviennent que par des complaisances ou des sacrifices. Auquel des deux expédiens qu'on se soit arrêté, lorsque les esprits étaient partagés, l'harmonie des co-états a été ordinairement troublée, et l'a été souvent d'une manière violente et durable.

Les imperfections d'une constitution pareille n'échappèrent point vraisemblablement au prince d'Orange, fondateur de la république. Si ce grand homme permit qu'elles servissent de base au gouvernement qu'on établissait, ce fut sans doute dans l'espérance qu'elles rendraient un stathouder nécessaire, et qu'on le prendrait toujours dans sa famille. Cette vue d'une ambition profonde n'a pas été suivie d'un succès constant; et deux fois on a aboli une magistrature singulière, qui, à la disposition absolue des forces de terre et de mer, réunissait beaucoup d'autres prérogatives très-importantes.

A ces époques, remarquables dans l'histoire d'un état unique, dans les annales de l'Ancien et du Nouveau-Monde, sont arrivés de grands changemens. Les auteurs de la révolution se sont hardiment partagé tous les pouvoirs. Une tyrannie intolérable s'est partout établie avec plus ou moins d'audace. Sous prétexte que les assemblées générales étaient tumultueuses, fatigantes et dangereuses, la multitude n'a plus été appelée à l'élection des dépositaires de l'autorité publique. Les

bourgmestres ont choisi leurs échevins et se sont emparés des finances, dont ils n'ont rendu compte qu'à leurs égaux et à leurs cliens. Les sénateurs se sont arrogé le droit de compléter leur corps. La magistrature s'est resserrée dans quelques familles qui se sont attribué un droit presque exclusif de députation aux états-généraux. Chaque province, chaque ville est tombée à la discrétion d'un petit nombre de citoyens qui, partageant les droits et la dépouille du peuple, ont eu l'art d'éluder ses plaintes, ou de prévenir la fureur de son mécontentement. Le gouvernement est devenu presque aristocratique. Si l'on se fût borné à réformer ce que la constitution avait de défectueux, la maison d'Orange pouvait craindre de n'être plus rappelée au degré de splendeur dont on l'avait fait descendre. Une conduite moins désintéressée a fait désirer le rétablissement du stathoudérat, et on l'a rendu héréditaire même aux femmes.

Les hommes éclairés qui ont le plus sérieusement réfléchi sur la nature des sociétés politiques ont assez généralement jugé le stathoudérat essentiel à la république. C'est à leurs yeux la clef de tout l'édifice; c'est sur cette base que porte l'état entier. Anéantissez, disent-ils, cette magistrature, et il n'y aura ni tranquillité au-dedans, ni sécurité au-dehors. Une anarchie continuelle bouleversera les provinces; ces troubles les exposeront à l'invasion.

Mais cette dignité doit-elle devenir avec le

temps un instrument d'oppression ? Des citoyens très-sensés n'en voient pas la possibilité, et leur confiance paraît fondée.

La république eut à soutenir des guerres longues et sanglantes pour acquérir d'abord sa liberté, et pour maintenir ensuite son indépendance. Ce ne fut pas sans de grands efforts qu'elle parvint à rendre son existence plus sûre ou plus utile en soumettant à sa domination des possessions lointaines. Sa position et sa dignité la mêlèrent avec le temps dans les hostilités qui troublent trop souvent la paix de ses voisins. Sans les travaux les plus suivis et les mieux ordonnés, elle n'eût pas préservé un territoire qui coûte plus qu'il ne rend de l'invasion de l'Océan, de l'inondation des rivières. Ces opérations, toutes indispensables, ne purent s'exécuter sans des dépenses prodigieuses. Ces dépenses occasionnèrent des dettes, et les dettes des impôts plus onéreux qu'on n'en ait jamais trouvé établis dans aucun coin du globe. Le sentiment de sa liberté peut seul donner à la Hollande une industrie proportionnée au poids de ces contributions, et la patience d'en soutenir le fardeau. S'il fallait ajouter aux dépenses énormes de l'état celles qu'exige le faste d'une cour ; si le prince employait à soudoyer les suppôts de la tyrannie ce qu'il doit aux fondemens d'une terre bâtie sur la mer, il pousserait bientôt les peuples au désespoir.

L'habitant hollandais, placé sur ses toits, et dé-

couvrant au loin la mer s'élevant au-dessus du niveau des terres de dix-huit à vingt pieds, qui la voit s'avancer en mugissant contre ces digues qu'il a élevées, rêve, et se dit secrètement en lui-même : Tôt ou tard cette bête féroce sera la plus forte. Il prend en dédain un domicile aussi précaire, et sa maison, en bois ou en pierre à Amsterdam, n'est plus sa maison, c'est son vaisseau qui est son asile, et peu à peu il prend une indifférence et des mœurs conformes à cette idée. L'eau est pour lui ce qu'est le voisinage des volcans pour d'autres peuples.

Si à ces causes physiques de l'affaiblissement de l'esprit patriotique se joignait la perte de la liberté, les Hollandais ne quitteraient-ils pas un pays qui ne peut être cultivé que par des hommes libres? Ce peuple négociant porterait ailleurs son esprit de commerce avec son argent. Ses îles de l'Asie, ses comptoirs d'Afrique, ses colonies du Nouveau-Monde, tous les ports de l'Europe lui ouvriraient un asile. Quel stathouder, quel prince révéré chez un tel peuple voudrait, oserait en être le tyran?

Un ambitieux insensé, un guerrier féroce, si l'on veut. Mais, parmi ceux qui sont préposés au gouvernement des nations, cette espèce d'hommes est-elle donc si rare? Tout semble conspirer pour donner sur ce point important les plus vives inquiétudes à la république. A l'exception de quelques officiers, il n'y a sur ses flottes que peu de nationaux. Ses armées sont composées, recrutées

et commandées par des étrangers dévoués à un chef qui ne les armera jamais assez tôt à leur gré contre des peuples auxquels nul lien ne les attache. Les forteresses de l'état sont toutes soumises à des généraux qui ne reconnaissent de lois que celles du prince. On ne cesse d'élever aux places les plus importantes des courtisans perdus de réputation, écrasés de dettes, dénués de toute vertu, et intéressés au renversement de l'ordre établi. C'est la protection qui a placé, c'est la protection qui maintient dans les colonies des commandans sans pudeur et sans talent, que la reconnaissance, que la cupidité inclinent à l'asservissement de ces contrées éloignées.

Contre tant de dangers que pourront l'assoupissement, la soif de la richesse, le goût des commodités qui commence à s'introduire, l'esprit de commerce, des condescendances perpétuelles pour une autorité héréditaire? Selon toutes les probabilités, ne faut-il pas qu'insensiblement, sans effusion de sang, sans violence, les Provinces-Unies tombent sous la monarchie? Comme le désir de n'être contrarié dans aucune de ses volontés, ou le despotisme, est au fond de toutes les âmes plus ou moins exalté, il naîtra, et peut-être bientôt, quelque stathouder qui, sans calculer les suites funestes de son entreprise, jettera la nation dans les chaînes. C'est aux Hollandais à peser ces observations.

L'empire romain croulait de toutes parts lors-

que des Germains connus sous le nom de *Francs* entrèrent dans les Gaules sous la direction d'un chef de leur choix, dont ils étaient moins les sujets que les compagnons. Ce n'était pas une armée qui bornât son ambition à s'emparer de quelques places fortes; ce fut l'irruption d'un peuple qui cherchait des établissemens. Comme on n'attaquait que des esclaves mécontens de leur sort, que des maîtres amollis par les délices d'une longue paix, la résistance ne fut pas opiniâtre. Les conquérans s'approprièrent les terres qui leur convenaient, et les partagèrent avec assez d'équité pour que l'harmonie qui régnait entre eux ne fût pas troublée.

Le gouvernement qu'ils établirent fut celui-là même qu'ils avaient apporté de leurs forêts. C'était une espèce de démocratie. Tous les soldats se réunissaient à une époque fixe et dans un lieu ouvert pour réformer ou porter des lois, pour décider de la paix et de la guerre, pour ordonner les tributs passagers qu'exigeaient les besoins publics, pour régler ce qui pouvait intéresser la nation victorieuse ou ses nouveaux sujets. Les rois ne devaient avoir leur voix que comme les autres membres de l'assemblée. On peut penser que ces monarques n'auraient pas tardé à acquérir plus d'influence que ne leur en donnait l'ordre établi, si, après la mort de Clovis, après la mort de ses successeurs, l'état n'eût été constamment partagé en autant de souverainetés qu'il y avait de princes. Ces prin-

ces même étaient excessivement multipliés, parce que la plupart de ceux qui occupaient un trône se permettaient d'avoir plusieurs femmes à la fois, et que tous leurs enfans, sans distinction, étaient regardés comme légitimes.

Cette division, cette subdivision des provinces réduisaient quelquefois à rien, à presque rien les apanages. Pour les accroître, les divers concurrens avaient recours à l'intrigue, aux armes, et plus souvent encore au poison, à l'assassinat. C'était dans la famille royale une suite d'atrocités dont les âmes les plus saiguinaires n'entendraient pas sans frémir les affreux détails. Les peuples étaient complices, étaient victimes de tant de forfaits, et chaque jour ajoutait à leur férocité, à leurs infortunes. La république ne sortait d'une crise que pour retomber dans une crise plus déplorable.

Durant ces époques désastreuses, les rois contractèrent l'habitude de se décharger du poids des affaires sur une espèce de visir qu'on appelait *maire du palais*. Le poste fut d'abord glissant. Ceux qui l'occupaient pouvaient être destitués, et l'étaient souvent. Ils aspirèrent à l'inamovibilité, et ils y parvinrent. Mais c'était la cour qui les choisissait. Ils voulurent être élus par la multitude. Cette ambition leur réussit encore, et ils cessèrent d'être les hommes du monarque pour devenir les hommes de la nation.

Ce dernier changement fit passer l'autorité tout

entière dans les mains du maire. Les princes ne furent plus que des fantômes couronnés qui végétaient en imbécilles au fond de leur palais ou de leur sérail. Si leur nom se voyait encore au bas des lois et des ordonnances, c'était par une vieille habitude, c'était par un reste d'attachement pour le sang de Clovis. Pépin de Héristal se permit le premier de supprimer cette formalité, regardée jusqu'alors comme nécessaire. Après lui, Charles Martel laissa le trône vacant. Plus hardi, plus entreprenant que son père et que son aïeul, Pépin-le-Bref s'empara du sceptre.

Son fils Charlemagne donna à la couronne dont il avait hérité un éclat qu'elle n'avait pas eu encore, et qu'elle n'a peut-être pas recouvré depuis. Il ne manqua à ce prince, si supérieur à son siècle, que les vues qui auraient pu perpétuer son heureuse et brillante administration. Malheureusement il ne fut pas assez éclairé pour sentir qu'un état, quelque vaste qu'il soit, doit être conservé entier; que toutes les divisions qu'on en peut faire sont une source nécessaire de discordes et de guerres interminables; que l'indivisibilité y peut seule maintenir la paix, et par conséquent assurer le bonheur des peuples; que, quoique le partage des successions particulières soit l'arrangement le plus conforme à la nature, il est le plus infaillible destructeur des empires. Son attention ne se fixa pas sur ces grands principes. Par préjugé, par orgueil, par faiblesse pour sa famille ou par indifférence

pour ses sujets, il disposa en faveur de ses enfans des provinces que la naissance lui avait données ou qu'il avait conquises comme il l'aurait fait d'un simple patrimoine; et, pour avoir voulu créer plusieurs rois dans sa maison, il prépara la ruine de tous et celle de la monarchie. La décadence fut même très-rapide, et des esprits observateurs en ont démêlé les causes au travers du chaos qui règne dans les annales de ces temps obscurs.

L'héritage de Charlemagne fut très-inégalement partagé. Ceux de ses descendans qui n'étaient pas satisfaits du territoire qui leur était échu ne tardèrent pas à revendiquer les armes à la main ce qu'ils croyaient ou feignaient croire leur appartenir. L'harmonie n'était pas mieux établie dans la même branche que dans les différentes branches de la famille royale. Des fils dénaturés faisaient la guerre à leur père pour l'obliger à descendre du trône, ou pour le forcer à le démembrer.

Ce n'était pas toujours par le carnage que se terminaient ces grands différends. Lorsque les peuples épuisés se refusaient à des combats opiniâtres et sanglans, c'était une nécessité que les concurrens soumissent à une assemblée nationale leurs prétentions, bien ou mal fondées. Cette assemblée, trop négligée peut-être vers la fin de la première race, fit plus que recouvrer sa dignité première: du rôle d'arbitre elle s'éleva au rôle de souverain, et se mit ou se remit en possession de disposer à son gré des couronnes.

Une autorité que les grands donnaient, que les grands ôtaient selon leurs caprices, ne pouvait pas les contenir dans l'obéissance, et moins encore les y ramener lorsqu'ils s'étaient permis de s'en écarter. Aussi ces hommes hautains et farouches méprisèrent-ils bientôt les tribunaux impuissans du prince, et n'en appelèrent-ils qu'à leur épée des torts réels ou imaginaires qu'on leur avait faits. Peut-être n'y avait-il pas un seul baron qui ne fît la guerre à ses voisins, ou qui ne la soutînt contre eux. C'était d'une extrémité du royaume à l'autre une suite non interrompue de querelles particulières soutenues avec l'acharnement inséparable des mœurs les plus sauvages, des plus violentes passions. Tant de calamités ne purent dégoûter les seigneurs de la funeste habitude de se faire justice eux-mêmes, et la loi elle-même se vit forcée de donner sa sanction à un système incompatible avec l'ordre social.

Une usurpation enfante des usurpations. Les fiefs n'avaient été d'abord accordés que pour un an. Ce terme se prolongea peu à peu, et s'étendit avec le temps à toute la vie. Les ressorts du gouvernement se relâchèrent encore, et l'hérédité s'établit généralement. Cette innovation, qui avait réduit successivement le domaine royal à deux villes de peu d'importance, et à leur territoire excessivement borné, fut consacrée par une convention formelle à l'élévation de Hugues Capet

au trône, et le plus destructeur de tous les droits, le droit féodal, régna dans toute sa force.

La France ne fut plus alors qu'un assemblage de petites souverainetés placées à côté les unes des autres, mais sans aucun lien. Dans cette anarchie, les seigneurs, entièrement indépendans du chef apparent de la nation, opprimaient à leur gré leurs sujets ou leurs esclaves. Si le monarque voulait s'intéresser pour ces malheureux, on lui faisait la guerre. Si ces malheureux eux-mêmes osaient quelquefois réclamer les droits de l'humanité, ce n'était que pour voir s'appesantir les fers qui les écrasaient.

Cependant l'extinction de quelques maisons puissantes, des traités ou des conquêtes ajoutaient successivement au domaine royal des territoires plus ou moins étendus. Cette acquisition de plusieurs provinces forma à la couronne une masse de puissance qui lui donna de l'activité. Une lutte perpétuelle entre les rois et la noblesse, une alternative de prépondérance entre le pouvoir d'un seul et celui de plusieurs : cette sorte de confusion dura presque sans intervalle jusque vers le milieu du quinzième siècle.

Alors changea le caractère des Français par une suite d'événemens qui avaient changé la forme du gouvernement. La guerre que les Anglais, unis ou soumis aux Normands, n'avaient cessé de faire à ce royaume depuis deux ou trois cents ans, y

répandit l'alarme, et fit de grands ravages. Les victoires de l'ennemi, la tyrannie des grands, tout fit désirer à la nation que le prince devînt assez puissant pour chasser les étrangers et soumettre les seigneurs. Pendant que des rois sages et belliqueux travaillaient à ce grand ouvrage, il naquit une nouvelle génération. Chacun, après le danger, se crut assez riche des droits qui étaient restés à son père. On ne remonta pas jusqu'à l'origine du pouvoir des rois, qui dérivait de la nation; et la constitution de l'état, qui avait été comme démocratique sous la première race, mais qui était devenue aristocratique sous la seconde, finit par être une pure monarchie sous la troisième. Une armée mercenaire et toujours sur pied, substituée à la milice féodale, donna de la stabilité à toutes les usurpations que les monarques avaient faites successivement sur les droits des peuples.

Avant cette époque, l'histoire de France offre la complication d'un grand nombre de souverainetés tantôt divisées et tantôt unies. Depuis Louis XI, c'est l'histoire d'une grande monarchie. L'autorité de plusieurs tyrans est concentrée dans une même main. Le peuple n'en est pas plus libre; mais c'est une autre police. La paix est plus sûre au-dedans, et la guerre plus vigoureuse au-dehors,

Les guerres civiles, qui mènent les peuples libres à l'esclavage, et les peuples esclaves à la liberté, n'ont fait en France qu'abaisser les grands sans relever le peuple. Les ministres, qui seront tou-

jours les hommes du prince tant que la nation n'influera pas dans le gouvernement, ont tous vendu leurs concitoyens à leur maître ; et comme le peuple, qui n'avait rien, ne pouvait rien perdre à cet asservissement, les rois y ont trouvé d'autant plus de facilité qu'il a toujours été coloré d'un prétexte de police, ou même de soulagement. L'antipathie que produit une excessive inégalité des conditions et des fortunes a favorisé tous les projets qui devaient agrandir l'autorité royale. Les princes ont eu la politique d'occuper la nation tantôt de guerres au-dehors, tantôt de disputes religieuses au-dedans ; de laisser diviser les esprits par les opinions, et les cœurs par les intérêts ; de semer et d'entretenir des rivalités entre les divers ordres de l'état ; de caresser tour à tour chaque ambition par une apparence de faveur, et de consoler l'envie naturelle du peuple par l'humiliation de toutes. La multitude, pauvre, dédaignée, en voyant successivement abattre tous les corps puissans, a du moins aimé dans le monarque l'ennemi de ses ennemis.

La nation, déchue par son inadvertance du privilége de se gouverner, n'a pas cependant encore subi tous les outrages du despotisme. C'est que la perte de sa liberté n'est pas l'ouvrage d'une révolution orageuse et subite, mais de la lime de plusieurs siècles. Le caractère national, qui a toujours influé dans l'esprit des princes et des cours, ne fût-ce que par les femmes, a formé comme un

balancement de puissance, qui, tempérant par les mœurs l'action de la force et la réaction des volontés, a prévenu ces éclats, ces violences, d'où résulte ou la tyrannie monarchique, ou la liberté populaire.

L'inconséquence naturelle à l'esprit d'une nation gaie et vive comme les enfans a heureusement prévalu sur les systèmes de quelques ministres despotes. Les rois ont trop aimé les plaisirs, et en ont trop bien connu la source pour ne pas déposer souvent ce sceptre de fer qui aurait effrayé la société et dissipé les frivoles amusemens dont ils étaient idolâtres. L'intrigue, qui les a toujours assiégés depuis qu'ils ont appelé les grands à la cour, n'a point cessé de renverser les gens en place avec leurs projets. Comme le gouvernement s'est altéré d'une manière insensible, les sujets ont conservé une sorte de dignité dans laquelle le monarque même semblait respecter la source ou l'effet de la sienne propre. Il s'est trouvé long-temps le suprême législateur sans vouloir ou pouvoir abuser de toute sa puissance. Arrêté par le seul nom des lois fondamentales de sa nation, il a craint souvent d'en choquer les maximes. Il a senti qu'on avait des droits à lui opposer. En un mot, il n'y a point eu de tyran lors même qu'il n'y avait plus de liberté.

Tels et plus absolus encore ont été les gouvernemens d'Espagne et de Portugal, de Naples et de Piémont ; toutes les petites principautés d'Ita-

lie. Les peuples du midi, soit paresse d'esprit ou faiblesse de corps, semblent être nés pour le despotisme. L'Espagne avec beaucoup d'orgueil, l'Italie, malgré tous les dons du génie, ont perdu tous les droits, toutes les traces de la liberté. Partout où la monarchie est illimitée, on ne peut assigner la forme du gouvernement, puisqu'elle varie non-seulement avec le caractère de chaque souverain, mais à chaque âge du même prince. Ces états ont des lois écrites, ont des usages et des corps privilégiés : mais, quand le législateur peut bouleverser les lois et les tribunaux ; quand son autorité n'a plus d'autre base que la force, et qu'il invoque Dieu pour se faire craindre, au lieu de l'imiter pour se faire aimer ; quand le droit originel de la société, le droit inaliénable de la propriété des citoyens, les conventions nationales, les engagemens du prince sont en vain réclamés ; enfin quand le gouvernement est arbitraire, il n'y a plus d'état ; ce n'est plus que la terre d'un seul homme.

Dans ces sortes de pays il ne se formera point des hommes d'état. Loin que ce soit un devoir de s'instruire des affaires publiques, c'est un crime, un danger d'être éclairé sur l'administration. Là, comme dans le ministère de l'Église, la vocation s'appelle grâce ; on l'obtient par des prières. La faveur de la cour, le choix du prince suppléent aux talens. Ce n'est pas qu'ils ne soient utiles ; on en a besoin quelquefois pour servir, jamais pour

commander : aussi dans ces contrées le peuple finit par se laisser gouverner, pourvu qu'on le laisse dormir. Une seule législation mérite d'être observée dans ces belles régions de l'Europe ; c'est le gouvernement de Venise. Cet état présente trois grands phénomènes ; sa fondation première ; sa puissance au temps des croisades, et son administration actuelle.

Une ville grande, magnifique, riche, inexpugnable, sans enceinte et sans forteresses, domine sur soixante-douze îles. Ce ne sont pas des rochers et des montagnes élevés par le temps au sein d'une vaste mer : c'est plutôt une plaine morcelée et coupée en lagunes par les stagnations d'un petit golfe sur la pente d'un terrain bas. Ces îles, séparées par des canaux, sont jointes aujourd'hui par des ponts. Les ravages de la mer les ont formées, les ravages de la guerre les ont peuplées vers le milieu du cinquième siècle. Les habitans de l'Italie, fuyant devant Attila, cherchèrent un asile dans l'élément des tempêtes.

Les lagunes vénitiennes ne composaient dans les premiers temps ni la même ville, ni la même république. Unies par un intérêt commun de commerce, ou plutôt par le besoin de se défendre, elles étaient du reste divisées en autant de gouvernemens que d'îles soumises chacune à son tribun.

De la pluralité des chefs naquit la division des esprits et la destruction du bien public. Ces peuples élurent donc, pour ne faire qu'un corps, un

prince qui, sous le nom de *duc* ou de *doge*, jouit long-temps de tous les droits de la souveraineté, dont il ne lui reste aujourd'hui que les marques. Les doges furent élus par le peuple jusqu'en 1173. A cette époque les nobles s'approprièrent le droit exclusif de nommer le chef de la république ; ils s'emparèrent de l'autorité et formèrent une aristocratie.

On distingue deux sortes d'aristocratie. Dans l'une chaque noble a sur ses vassaux un pouvoir arbitraire qu'il exerce librement sans trouver d'obstacle. Dans l'autre la puissance souveraine réside dans le corps entier de la noblesse, et aucun individu n'y jouit d'aucune prérogative qui lui soit propre. Le premier de ces gouvernemens, qui est celui de la Pologne, n'a trouvé jusqu'ici aucun approbateur éclairé. Il n'en est pas ainsi du second, établi de temps immémorial à Venise : on a jugé que l'intérêt de tous étant qu'il ne dégénérât jamais en tyrannie, les intérêts privés y seraient toujours aisément étouffés.

Ceux des écrivains politiques qui ont donné la préférence à cette espèce de gouvernement ont dit, avec une apparence de raison, que toutes les sociétés, de quelque manière qu'elles se soient formées, ont été ainsi régies. Si dans les états démocratiques le peuple voulait régler lui-même son administration, il tomberait nécessairement dans le délire, et le soin de sa conservation le force de se livrer à un sénat plus ou moins nombreux.

Si dans les monarchies les rois prétendaient tout voir, tout faire eux-mêmes, rien ne se verrait, rien ne se ferait ; et il a fallu recourir à des conseils pour préserver les empires d'une stagnation plus funeste peut-être qu'une activité mal dirigée. Tout ramène donc à l'autorité de plusieurs et d'un petit nombre ; tout se conduit aristocratiquement.

Mais dans cet ordre de choses, le commandement n'est pas fixe dans une classe de citoyens, et l'obéissance dans les autres : mais la carrière de l'honneur et des emplois n'est pas fermée à quiconque a les talens nécessaires pour y parvenir; mais les nobles ne sont pas tout et le peuple rien. Substituez l'aristocratie, et vous ne trouverez que l'esclavage et le despotisme.

Dans l'origine, Venise tempéra autant qu'il était possible les vices de cet odieux et injuste gouvernement. On y distribua, on y balança les branches du pouvoir avec une harmonie remarquable. Des lois sages et sévères furent portées pour réprimer, pour épouvanter l'ambition des nobles. Les grands régnèrent sans bruit avec une sorte d'égalité, comme les étoiles brillent au firmament dans le silence de la nuit. Ils dûrent se conformer extérieurement aux usages de tous les ordres de la république pour que la distinction entre les patriciens et les plébéiens devînt moins choquante. L'espoir même de partager avec le temps la souveraineté fut conservé à ceux qui en étaient exclus,

si par leurs services ou leur industrie ils acquéraient un jour de la considération et des richesses.

C'était le seul gouvernement stable et bien ordonné qui fût alors dans nos régions ; les autres états d'Italie, la plupart très-faibles, étaient un théâtre continuel des plus horribles troubles. Les révolutions y étaient presque journalières ; elles étaient plus souvent l'ouvrage du poison, de l'assassinat, des conspirations que de la guerre. Des mouvemens populaires élevaient un prince, des mouvemens populaires le faisaient tomber, le reste de l'Europe croupissait dans les horreurs de l'anarchie féodale.

Lorsque la découverte du Nouveau-Monde et du passage aux Indes par le cap de Bonne-Espérance eût ruiné le commerce de la république, elle se vit privée de tout ce qui lui avait donné de la grandeur, de la force, du courage. A ces illusions, qui consolaient en quelque sorte ses sujets de la perte de la libertè, fut substituée la séduction des voluptés, des plaisirs et de la mollesse. Les grands se corrompirent comme le peuple, les femmes comme les hommes, les prêtres comme les laïques, et la licence ne connut plus de bornes. Venise devint le pays de la terre où il y avait le plus de vices éclatans et le moins de vertus factices.

D'autres moyens non moins puissans furent encore employés pour assurer la tranquillité. Les immenses domaines dont jouissait le fisc lui per-

mirent de porter de la modération dans les impôts, et de les rendre comme invariables. Pour tenir le citoyen toujours paisible et toujours gai, le culte fut tourné vers les cérémonies, et il n'y eut point de fête sans spectacle et sans musique. Le régnicole, comme l'étranger, eut la liberté de tout dire et de tout faire, pourvu que dans le public il ne parlât ni de religion ni de politique. L'éloge du gouvernement était proscrit avec autant de sévérité que sa censure. Les dépositaires de l'autorité n'ignoraient pas que l'administration ne tarde point à être censurée partout où il est permis de l'exalter. On statua qu'un patricien qui se vouerait à l'Église ne serait plus qu'un sujet. Il fut permis aux moines et aux prêtres de se masquer et de partager avec la multitude les plaisirs les plus profanes ou les plus honteux. L'état savait qu'un ecclésiastique avili ne peut rien.

A mesure qu'on énervait les bras, les esprits, les cœurs au-dedans, c'était une nécessité qu'on montrât moins de vigueur, moins d'action au-dehors. Aussi la république tomba-t-elle dans une circonspection pusillanime. Elle prit, elle renforça le caractère national de toute l'Italie ombrageuse et défiante. Avec la moitié des trésors et des veilles que lui a coûté depuis deux siècles sa neutralité, elle se serait peut-être à jamais délivrée des dangers dont à force de précautions elle s'environne.

Au milieu de tant de soins pour sa sûreté, la

république ne paraît pas tranquille. Son inquiétude se manifeste par les principes de son gouvernement toujours plus sévères ; par une horreur extrême de tout ce qui a quelque élévation ; par l'éloignement qu'elle montre pour la raison, dont l'usage lui paraît un crime ; par les voiles mystérieux et sombres dont elle couvre ses opérations ; par la précaution qu'elle prend constamment de ne placer que des chefs étrangers à la tête de ses faibles troupes, et de leur donner des surveillans ; par la défense qu'elle fait indistinctement à tous ceux qui lui sont soumis d'aller se former aux combats sur le théâtre de la guerre ; par l'usage où elle est d'entretenir dans toutes les cours des agens obscurs qui l'instruisent du caractère des hommes en faveur, et du genre de séduction propre à les gagner ; par l'espionnage, les raffinemens d'une politique insidieuse, mille autres moyens qui décèlent des craintes et des alarmes continuelles. Sa plus grande confiance paraît être dans un inquisiteur qui rôde perpétuellement entre les individus, la hache levée contre quiconque pourrait, par ses actions ou par ses discours, troubler l'ordre public.

Cette magistrature, unique sur le globe, existe depuis deux siècles et demi. L'autorité de ceux qui l'exercent ne dure que dix-huit mois ; mais elle est sans bornes. Ils tutoient tout le monde, ils tutoieraient le doge. Quand on est appelé devant eux, il faut comparaître sans délai : un se-

crétaire d'état ne fut point excusé par la nécessité de finir ses dépêches. Leurs procédures sont toujours secrètes, et ils ne doivent compte à personne de leurs jugemens, quelque capitales que soient les peines qu'ils ont infligées. Un ancien préjugé a fait penser à la multitude que, si on la privait de cet appui, elle serait sans cesse exposée aux vexations d'une foule de patriciens qui languissent dans l'indigence.

Cette crainte paraît mal fondée aux hommes les plus éclairés de la république. Aussi proposèrent-ils en 1762 au grand conseil, qui est le vrai souverain, l'abolition d'un tribunal qui leur paraissait étouffer tous les talens, abrutir tous les esprits, menacer sans interruption la fortune, l'honneur, la vie des citoyens de tous les ordres, des étrangers même que la curiosité ou d'autres motifs peuvent attirer à Venise.

Cette question importante occupa pendant onze mois. Les sentimens furent si partagés, qu'il n'était guère possible de deviner lequel prévaudrait. A la fin une voix de plus fit conserver les inquisiteurs, mais avec cette modification, que ces tribuns ne se mêleraient plus des affaires civiles, dont jusqu'alors ils ne s'étaient que trop souvent emparés.

Nous avons eu occasion de nous entretenir avec de nobles vénitiens qui avaient de l'âme et du génie. Tel est le progrès des vraies lumières dans notre patrie, nous ont-ils dit, que si le redoutable

tribunal est de nouveau attaqué, il sera presque unanimement proscrit avec l'horreur qu'il doit inspirer ; et ce temps ne nous paraît pas éloigné. Dans l'opinion de ces sages, la république, débarrassée de ce monument d'ignorance et de tyrannie, recouvrera quelque chose de son ancienne activité, de sa première gloire. L'espoir d'une révolution si vivement désirée peut être augmenté par des mesures qu'on vient de prendre.

Venise fut long-temps l'état le plus commerçant du globe. Elle dut au négoce l'avantage de connaître la politesse et l'opulence à l'époque où toutes les nations étaient pauvres et grossières. Ces prospérités lui donnèrent un degré de force qui alarmait ses voisins, et qui causait de la jalousie aux nations éloignées. Des événemens que la politique ne pouvait ni prévoir ni empêcher firent couler dans d'autres canaux les sources qui jusqu'alors avaient amené dans son sein tant de richesses. Peut-être avec plus d'énergie aurait-elle pu diminuer ses pertes ; mais elle se découragea, et l'industrie des citoyens les plus distingués devint le partage des dernières classes de la société. C'était vouloir l'avilir, c'était vouloir l'anéantir.

Pour redonner de la vigueur au commerce, le gouvernement s'est élevé avec éclat contre un préjugé qui durait depuis trois siècles. Il employait tout ce que la raison a de plus pressant pour rappeler ses patriciens aux occupations qui avaient distingué, qui avaient illustré leurs pères. Par un

décret du 2 septembre 1784, il promet des distinctions à ceux des nobles qui, par leurs spéculations de terre ou de mer, auront avancé la fortune de leur patrie. La république se promet beaucoup de ces sages encouragemens; et il est à désirer qu'elle ne soit pas trompée dans son attente.

La nature ne forma jamais peut-être dans aucune partie du globe quelque chose d'aussi pittoresque que la Suisse. Ses formes étonnent par leur majesté, et surtout par leur variété. On n'y voit pas un torrent, une chute d'eau, un roc, un précipice, une montagne qui ne diffèrent des autres objets du même genre par une infinité de modifications. L'œil le moins attentif saisit ces nuances : mais elles ne seront jamais bien rendues par les couleurs du meilleur peintre, par la plume de l'écrivain le plus éloquent.

Comme c'est la contrée la plus élevée de l'Europe, elle dut être habitée avant toutes les autres. Dans les premiers âges, où la pente des montagnes était plus douce, où les vallées étaient moins profondes, où les communications n'étaient pas interceptées par les glaces, où le sol moins dégradé se prêtait mieux à la culture; dans ces premiers âges la population était, selon toutes les probabilités, plus considérable qu'elle ne l'a été depuis.

Les Helvétiens se trouvaient sans doute trop pressés dans leur pays lorsqu'ils en sortirent pour

aller occuper de nouveaux climats. César, le plus grand des Romains, s'il eût plus aimé Rome, César les surprit dans leur marche, les obligea à rétrograder, et les força de rentrer dans la terre qu'ils venaient d'abandonner.

Les légions de ce conquérant s'emparèrent d'abord de la plaine. Celles qui les remplacèrent étendirent avec le temps une domination qui engloutissait l'univers entier. Mais tout porte à penser que les Hautes-Alpes ne s'abaissèrent pas devant ces maîtres du monde. Leurs historiens parlent de ces montagnes comme de pays absolument inconnus. Des voies consulaires ne les traversent pas. Aucune ne porte ces noms latins qui ont généralement gravé en caractères ineffaçables le souvenir d'une grandeur qui n'existe plus.

Les Bourguignons poussèrent leur invasion plus loin au cinquième siècle. Cette conjecture est fondée sur les traces du gouvernement féodal qu'ils apportaient du nord, ou qu'ils avaient pris en traversant la Germanie, et qu'ils établirent dans quelques parties de l'Helvétie supérieure, où il paraît que les aigles romaines n'avaient pas volé. Cependant on entrevoit que les habitans des plus hautes montagnes ne reculèrent pas devant ce déluge de barbares. Le peuple qui habite ces rocs sourcilleux est indigène, sous quelque point de vue qu'on l'envisage. Une sorte d'immutabilité caractérise son genre de vie, ses mœurs et ses habitudes. Depuis qu'on le connaît il n'a pas changé,

et l'on est en droit de conclure qu'il y avait longtemps qu'il ne changeait point.

Les révolutions faciles et fréquentes dans un pays tel que les Alpes divisèrent avec le temps les peuplades séparées par de grands lacs ou de grandes montagnes, en différentes seigneuries républicaines, quoiqu'elles eussent des maîtres. La plus considérable, occupée par la maison d'Autriche, s'empara à la longue de toutes les autres. La conquête entraîna la servitude, l'oppression amena la révolte, et de l'excès de la tyrannie sortit la liberté.

Ce furent les habitans de Schwitz, d'Uri et d'Underval qui secouèrent les premiers un joug devenu insupportable. Le reste du pays suivit successivement un si noble exemple. Deux grandes puissances formèrent le projet d'asservir de nouveau la contrée entière; mais leurs armées, quoique nombreuses, quoique aguerries, furent détruites par une poignée de braves dont les actions héroïques rendirent croyables ce qui jusqu'alors avait paru le plus fabuleux dans l'histoire ancienne.

Les nouvelles républiques n'adoptèrent pas la même forme de gouvernement. La démocratie parut favorable à celles qui n'occupaient que des montagnes. Les autres se décidèrent bien ou mal pour l'aristocratie. Au centre de toutes ou sur les frontières de quelques-unes se trouvaient des territoires plus ou moins bornés qui n'avaient pas

osé ou qui n'avaient pas voulu secouer une domination étrangère. Ces faibles peuplades furent attaquées par plusieurs ou par toutes les associations, et elles ont été depuis alternativement régies par les corps qui les asservirent.

Dans l'etat actuel des choses, treize cantons remplis d'hommes robustes qui gardent presque tous les rois de l'Europe et n'en craignent aucun, qui sont mieux instruits de leurs vrais intérêts qu'aucune autre nation, qui forment le peuple le plus sensé de notre politique moderne, ces treize cantons composent entre eux, non pas une république comme les sept provinces de la Hollande, ni une simple confédération comme le corps germanique, mais plutôt une ligue, une association naturelle d'autant d'états indépendans. Chaque canton a sa souveraineté, ses alliances, ses traités à part. La diète générale ne peut faire des lois ni des règlemens pour aucun.

Les trois plus anciens se trouvent liés directement avec chacun des autres. C'est par cette liaison de convenance, non de constitution, que, si l'un des treize cantons se trouvait attaqué, tous marcheraient à son secours. Mais il n'y a point d'alliance commune entre tous et chacun d'eux. Ainsi les branches d'un arbre se trouvent liées entre elles sans tenir immédiatement au tronc commun.

Cependant l'union des Suisses fut inaltérable jusqu'au commencement du seizième siècle. Alors la religion, ce lien de paix, de charité, vint les

diviser. La réformation fendit en deux le corps helvétique. L'état fut scié par l'Église. Toutes les affaires publiques se traitent dans les diètes particulières des deux communions, catholique et protestante. Les diètes générales ne s'assemblent que pour conserver une apparence d'union. Malgré ce germe de dissension, la Suisse a joui de la paix bien plus qu'aucune contrée de l'Europe.

Sous le gouvernement autrichien l'oppression, et les levées de la milice empêchèrent la population de fleurir. Après la révolution, les hommes se multiplièrent trop en raison de la stérilité des rochers. Le corps helvétique ne pouvait grossir sans crever, à moins qu'il ne fît des excursions au-dehors. Les habitans de ses montagnes devaient, comme les fleuves qui en descendent, s'épancher dans les plaines qui bordent les Alpes. Ces peuples se seraient détruits eux-mêmes, s'ils fussent restés isolés. Mais l'ignorance des arts, le manque de matières pour les fabriques, le défaut d'argent pour attirer chez eux les denrées, ne leur ouvraient aucune issue pour l'aisance et l'industrie. Au lieu de devenir conquérans, comme tant de circonstances réunies semblaient les y porter, ils tirèrent de leur population même un moyen de subsistance et de richesses, une source et une matière de commerce.

Le duc de Milan, maître d'un pays riche, qui était ouvert à l'invasion et difficile à défendre, avait besoin de soldats. Les Suisses, comme ses

voisins les plus forts, devaient être ses ennemis, s'ils n'étaient ses alliés, ou plutôt ses gardiens. Il s'établit donc entre ce peuple et le Milanais une sorte de trafic où la force devint l'échange de la richesse. La nation engagea successivement des troupes à la France, à l'empereur, au pape, au duc de Savoie, à tous les potentats d'Italie. Elle vendit son sang à des puissances éloignées, aux nations les plus ennemies, à la Hollande, à l'Espagne, au Portugal, comme si ses montagnes n'étaient qu'une minière d'armes et de soldats ouverte à quiconque voudrait acheter des instrumens de guerre.

Chaque canton traite avec la puissance qui lui offre les meilleures capitulations. Il est libre aux sujets du pays d'aller faire la guerre au loin chez quelque nation alliée. Le Hollandais est par état un citoyen du monde; le Suisse est par état un destructeur de l'Europe. Plus on cultive, plus on consomme de denrées, plus la Hollande gagne; plus il y a de batailles et de carnage, et plus la Suisse prospère.

C'est de la guerre, ce fléau inséparable du genre humain, sauvage ou policé, que les républiques du corps helvétique sont forcées de vivre et de subsister. C'est par là qu'elles tiennent au-dedans le nombre des habitans en proportion avec l'étendue et le rapport de leurs terres, sans forcer aucun des ressorts du gouvernement, sans gêner l'inclination d'aucun individu. C'est par ce com-

merce de troupes avec les puissances belligérantes que la Suisse s'est préservée de la nécessité des émigrations subites, qui font les invasions, et de la tentation des conquêtes, qui eût causé la ruine de la liberté de ces républiques, comme elle perdit toutes les républiques de la Grèce.

Autant que la prévoyance humaine peut lire dans l'avenir, la situation de ce peuple doit être plus permanente que celle de tous les autres, si des variétés dans le culte ne deviennent pour lui un instrument fatal de discorde. Du haut de ses stériles montagnes il voit gémir sous l'oppression de la tyrannie des nations entières que la nature a placées dans les contrées les plus abondantes, tandis qu'il jouit en paix de son travail, de sa frugalité, de sa modération, de toutes les vertus qui accompagnent la liberté. Si l'habitude pouvait émousser sa sensibilité pour un sort si doux, il y serait sans cesse ramené par cette foule de voyageurs qui vont chercher dans son sein le spectacle d'une félicité qu'on ne voit pas ailleurs. Sans doute que l'amour des richesses a un peu altéré cette aimable simplicité de mœurs dans ceux des cantons où les arts et le commerce ont fait des progrès assez considérables ; mais les traits de leur caractère primitif ne sont pas entièrement effacés ; et il leur reste toujours une sorte de bonheur inconnue aux autres hommes. Peut-on craindre qu'une nation puisse se lasser d'une pareille existence ?

Le poids des impôts ne saurait corrompre les avantages de cette destinée. Ces fléaux du genre humain sont ignorés dans la plupart des cantons, et ne sont rien ou presque rien dans les autres. Seulement en quelques endroits s'est introduit un abus bien dangereux. Des administrateurs connus sous le nom de baillis se permettent d'ordonner arbitrairement des amendes dans leur juridiction, et de les détourner à leur utilité particulière. Ce délire des lois féodales ne peut durer ; et l'on perdra bientôt jusqu'à la trace d'un usage odieux qui avec le temps altérerait la félicité publique.

Le génie de la nation ne la troublera jamais. Ses penchans la portent à l'ordre, à la tranquillité, à l'harmonie. Ce qui pourrait s'y trouver de caractères inquiets et dangereux, amis des factions et des orages, va chercher dans les guerres étrangères des alimens à leur inquiétude.

Il n'est pas possible que les divers cantons cherchent à se subjuguer réciproquement. Ceux où la démocratie est établie sont évidemment trop faibles pour concevoir un projet si déraisonnable ; et dans les autres les patriciens et les plébéiens ne réuniront jamais leurs vœux et leurs forces pour un agrandissement dont les suites pourraient devenir funestes à l'un des ordres.

La tranquillité du corps helvétique est encore moins menacée par ses voisins que par ses citoyens. Comme dans les démêlés des couronnes les Suisses observent une neutralité très-impar-

tiale, comme ils ne se rendent garans d'aucun engagement, on ne leur connaît point d'ennemis. Une puissance crût-elle avoir à se plaindre d'eux, elle étoufferait son ressentiment, dans la crainte bien fondée d'échouer dans ses projets de vengeance contre un pays tout militaire et qui compte autant de soldats que d'hommes. Fût-on même assuré de le conquérir, il ne serait pas encore attaqué, parce que la politique la plus aveugle et la plus violente n'égorge pas un peuple pour n'occuper que des rochers. Tels sont les motifs qui peuvent faire croire à la stabilité de la république des Suisses.

Il nous reste à parler du gouvernement ecclésiastique. Si la fondation du christianisme présente à l'esprit un tableau qui l'étonne, l'histoire des révolutions du gouvernement de l'Église n'est pas moins surprenante. Quelle énorme distance de Pierre pauvre pêcheur sur les bords du lac de Génésareth, et serviteur des serviteurs de Dieu, à quelques-uns de ses orgueilleux successeurs, le front ceint d'un triple diadème, maîtres de Rome, d'une grande partie de l'Italie, et se disant les rois des rois de la terre ! Prenons les choses à leur origine; suivons rapidement les progrès de la splendeur et de la corruption de l'Église; voyons ce que son gouvernement est devenu dans l'intervalle de dix-huit siècles; et que les souverains présens et à venir s'instruisent de ce qu'ils doivent attendre du sacerdoce, dont l'unique principe est



de subordonner l'autorité des magistrats à l'autorité divine dont il est le dépositaire.

Dans une bourgade obscure de la Judée, au fond de l'atelier d'un pauvre charpentier, s'élevait un homme d'un caractère austère. L'hypocrisie des prêtres de son temps révoltait sa candeur. Il avait reconnu la vanité des cérémonies légales et le vice des expiations. A l'âge de trente ans ce vertueux personnage quitte les instrumens de son métier, et se met à prêcher ses opinions. La populace des bourgs et des campagnes s'attroupe autour de lui, l'écoute et le suit. Il s'associe un petit nombre de coopérateurs ignorans, pusillanimes, et tirés des conditions abjectes. Il erre quelque temps autour de la capitale. Il ose enfin s'y montrer. Un des siens le trahit; un autre le renie. Il est pris, accusé de blasphème, et supplicié entre deux voleurs. Après sa mort ses disciples paraissent sur les places publiques, dans les grandes villes, à Antioche, à Alexandrie, à Rome. Ils annoncent aux barbares et aux peuples policés, dans Athènes, à Corinthe, la résurrection de leur maître. Partout on croit à une doctrine qui révolte la raison. Partout des hommes corrompus embrassent une morale austère dans ses principes, insociable dans ses conseils. La persécution s'élève. Les prédicateurs et leurs prosélytes sont emprisonnés, flagellés, égorgés. Plus on verse de sang, plus la secte s'étend. En moins de trois siècles les temples de l'idolâtrie sont renversés ou dé-

serts ; et, malgré les haines, les hérésies, les schismes et les querelles sanglantes qui ont déchiré le christianisme depuis son origine jusqu'à nos derniers temps, il ne reste presque d'autres autels élevés qu'à l'homme-Dieu mort sur une croix.

Il n'était pas difficile de démontrer aux païens l'absurdité de leur culte ; et dans toutes les disputes en général, dans celles de religion en particulier, si l'on parvient à prouver à son adversaire qu'il se trompe, il en conclut aussitôt que vous avez raison. La Providence, qui tend à ses fins par toutes sortes de moyens, voulut que cette mauvaise logique conduisît les hommes dans la voie du salut. Le fondateur du christianisme ne s'arrogea aucune autorité ni sur les associés de sa mission, ni sur ses sectateurs, ni sur ses concitoyens. Il respecta l'autorité de César. En sauvant la vie à la femme adultère, il se garda bien d'attaquer la loi qui la condamnait à mort. Il renvoie deux frères divisés sur le partage d'une succession au tribunal civil. Persécuté, il souffre la persécution. Au milieu des intolérans il recommande la tolérance. *Vous ne ferez point*, dit-il à ses disciples, *descendre le feu du ciel sur la tête de l'incrédule ; vous secouerez la poussière de vos sandales et vous vous éloignerez.* Attaché sur la croix, la tête couronnée d'épines, le côté percé d'une lance, il dit à Dieu son père : *Pardonne-leur, Seigneur ; car ils ne savent ce qu'ils font.* Instruire les nations et les baptiser, voilà l'objet de la mis-

sion des apôtres. Employer la persuasion, s'interdire la violence, aller comme Dieu avait envoyé son fils, voilà les moyens. Dans aucun temps le sacerdoce ne s'est conformé à ces maximes, et la religion n'en a pas moins prospéré.

A mesure que la doctrine nouvelle fait des progrès, il s'institue entre ses ministres une sorte d'hiérarchie, des évêques, des prêtres, des acolytes, des sacristains ou portiers. L'objet de l'administration est déterminé. Il embrasse le dogme, la discipline et les mœurs. Conférer les ordres sacrés fut le premier acte de la juridiction de l'Église. Lier, délier, ou assigner aux fautes une expiation spirituelle et volontaire, ce fut le second. Excommunier le pécheur rebelle ou hérétique, ce fut le troisième; et le quatrième, commun à toute association, d'instituer des règlemens de discipline. Ces règlemens, secrets d'abord, principalement sur l'administration des sacremens, deviennent publics. Il y eut des assemblées ou conciles. Les évêques sont les représentans des apôtres; le reste du clergé leur est subordonné. Rien ne se décide sans l'intervention des fidèles. C'est une véritable DÉMOCRATIE. Dans les affaires civiles on s'en rapportait à l'arbitrage des évêques. On blâmait les chrétiens d'avoir des procès; on les blâmait encore davantage de se traduire devant le magistrat. Il est probable que les biens étaient en commun, et que l'évêque en disposait à son gré.

Jusqu'ici tout se passe sans l'intervention de la

puissance séculière. Mais sous Aurélien les chrétiens demandent main forte à l'empereur contre Paul de Samosate; Constantin exile Arius et condamne au feu ses écrits; Théodose sévit contre Nestorius, et ces innovations fixent l'époque d'un second état de la juridiction ecclésiastique, un écart de sa simplicité primitive, un mélange de puissance spirituelle et d'autorité coactive. Les fidèles, en nombre prodigieux dès le second siècle, sont distribués en différentes églises soumises à la même administration. Entre ces églises il y en avait de plus ou moins importantes; l'autorité séculière se mêle de l'élection des évêques, et la confusion des deux puissance s'accroît. Il y en avait de pauvres et de riches; et voilà la première origine de l'ambition des pasteurs. Dans chacun il y avait des fidèles indigens; les évêques furent les dépositaires des aumônes : et voilà la source la plus ancienne de la corruption de l'Église.

Que les progrès de l'autorité ecclésiastique depuis la fin du troisième siècle sont rapides! On plaide devant les évêques. Ils sont arbitres en matières civiles. La sentence arbitrale de l'évêque est sans appel, et son exécution renvoyée aux magistrats. Le procès d'un clerc ne peut être porté hors de la province. La distinction du crime civil et du crime ecclésiastique, et avec cette distinction celle du privilége clérical naissent. L'appel au souverain est permis, s'il arrive que la sentence de l'évêque soit infirmée au tribunal du magistrat. Long-temps

avant ces concessions, les évêques ont obtenu l'inspection sur la police et les mœurs; ils connaissent de la prostitution, des enfans trouvés, des curatelles, des insensés, des mineurs; ils visitent les prisons; ils pressent les élargissemens; ils défèrent au souverain la négligence des juges; ils s'immiscent de l'emploi des deniers publics, de la construction et réparation des grandes routes et d'autres édifices; et c'est ainsi que, sous prétexte de s'entr'aider, les deux autorités se mêlaient et préparaient les dissensions qui devaient un jour s'élever entre elles. Tel fut dans les premiers siècles, dans les beaux jours de l'Église, le troisième état de son gouvernement, MOITIÉ CIVIL, MOITIÉ ECCLÉSIASTIQUE, auquel on ne sait plus quel nom donner. Est-ce par la faiblesse des empereurs? est-ce par leur crainte? est-ce par l'intrigue? est-ce par la sainteté des mœurs que les chefs du christianisme se concilièrent tant et de si importantes prérogatives? Alors la terreur religieuse avait peuplé les déserts de solitaires. On en comptait plus de soixante-seize mille. C'était une pépinière de diacres, de prêtres et d'évêques.

Constantin a transféré le siége de l'empire à Bizance. Rome n'en est plus la capitale. Les barbares qui l'ont prise, reprise et pillée, se convertissent. La destinée du christianisme vainqueur des dieux du Capitole était de s'emparer des destructeurs du trône des Césars. Mais, en changeant de religion, ces chefs de horde ne changèrent pas

de mœurs. Les étranges chrétiens, s'écrie l'historien de l'Église, que Clovis et ses successeurs! Malgré l'analogie du régime ecclésiastique avec le régime féodal, ce serait une vision que de faire de l'un le modèle de l'autre. Les études tombent, les prêtres emploient le peu de lumières qu'ils ont conservées à forger des titres et à fabriquer des légendes. Le concert des deux puissances s'altère. La naissance et la richesse des évêques attachent les Romains, qui n'ont et ne peuvent avoir que du mépris et de l'aversion pour de nouveaux maîtres, les uns païens, les autres hérétiques, tous féroces. Personne ne doute de la donation de Constantin. Charlemagne confirme celle de Pepin. La grandeur de l'évêque de Rome s'accroît sous Louis le Débonnaire et sous Othon. Il s'attribue une souveraineté que les bienfaiteurs s'étaient réservée. La prescription fait son titre comme celui des autres potentats. L'Église était déjà infectée de maximes pernicieuses; et l'opinion que l'évêque de Rome pouvait déposer les rois était générale. Originairement la primauté de ce siége sur les autres n'était fondée que sur un jeu de mots : *Tu es Pierre, et sur cette pierre j'édifierai mon église.* Différentes causes concoururent dans la suite à cimenter cette prérogative. Le prince des apôtres avait été le premier évêque de Rome. Rome était le centre de réunion de toutes les autres églises dont elle soulageait l'indigence. Elle avait été la capitale du monde, et le nombre des chrétiens

n'était nulle part aussi grand. Le titre de *pape* était un titre commun à tous les évêques, sur lesquels celui de Rome n'obtint la supériorité qu'au bout de onze siècles. Alors le gouvernement ecclésiastique ne penche pas seulement vers la MONARCHIE, il a fait des pas vers LA MONARCHIE UNIVERSELLE.

Sur la fin du huitième siècle paraissent les fameuses décrétales d'Isidore de Séville. Le pape s'annonce comme infaillible. Il s'affranchit de la soumission aux conciles. Il tient dans sa main deux glaives, l'un symbolique de la puissance spirituelle, l'autre de la puissance temporelle. Il n'y a plus de discipline. Les prêtres sont les esclaves du pape, les rois sont ses vassaux. Il leur impose des tributs; il anéantit les anciens juges; il en crée de nouveaux. Il fait des primats. Le clerc est soustrait à toute juridiction civile. Le décret du moine Gratien comble le mal causé par les décrétales. Le clergé s'occupe du soin d'accroître ses revenus par toute voie. La possession de ses biens est déclarée immuable et sacrée. On effraya par des menaces spirituelles et temporelles. La dixme fut imposée. On trafiqua des reliques; on encouragea les pélerinages. Ce fut la ruine des mœurs et le dernier coup porté à la discipline de l'Église. On expiait une vie criminelle par une vie vagabonde. On imagina les jugemens de Dieu ou les décisions par l'eau, par le feu, par le sort des saints. Aux opinions superstitieuses se joignit la folie de l'astrologie judiciaire. Tel fut l'état de

l'église d'Occident, UN DESPOTISME ABSOLU avec toutes ses atrocités.

L'église d'Orient eut aussi ses calamités. L'empire grec avait été démembré par les Arabes musulmans, les Scythes modernes, les Bulgares et les Russes. Ces derniers n'étaient pas sortis meilleurs des eaux du baptême. Le mahométisme ravit au christianisme une partie de ses sectateurs et jeta l'autre dans l'esclavage. En Occident, le barbare christianisé avait porté ses mœurs dans l'Église. En Orient, le Grec s'était dépravé par le commerce avec une race d'hommes toute semblable. Cependant les études parurent se réveiller sous le savant et scélérat Photius. Tandis que ce clergé lutte contre les ténèbres, le nôtre devient chasseur et guerrier, et possède des seigneuries à la charge du service militaire; des évêques et des moines marchent sous des drapeaux, massacrent et sont massacrés. Les priviléges de leurs domaines les ont engagés dans les affaires publiques. Ils errent avec les cours ambulantes; ils assistent aux assemblées nationales devenues parlemens et conciles, et voilà l'époque de l'entière confusion des deux puissances. C'est alors que les évêques se prétendent nettement juges des souverains; que Vamba est mis en pénitence revêtu d'un froc et déposé; que le droit de régner est contesté à Louis le Débonnaire; que les papes s'immiscent des querelles de nation à nation, non comme médiateurs, mais comme despotes; qu'Adrien II défend

à Charles-le-Chauve d'envahir les états de Clotaire son neveu ; et que Grégoire IX écrit à saint Louis : *Nous avons condamné Frédéric* II, *soi-disant empereur ; nous l'avons déposé, et élu à sa place le comte Robert votre frère.*

Mais, si les clercs empiètent sur les droits de la puissance temporelle, des seigneurs laïques nomment et installent des pasteurs sans la participation des évêques; des bénéfices réguliers passent à des séculiers; les cloîtres sont mis au pillage. On ne rougit ni de l'incontinence ni de la simonie. Les évêchés sont vendus, les abbayes sont achetées. Le prêtre a sa femme ou sa concubine. Les temples publics sont abandonnés. Ce désordre amène l'abus et le mépris des censures. Elles pleuvent sur les rois, sur leurs sujets, et le sang coule dans toutes les contrées. L'Église et l'empire sont dans L'ANARCHIE. Les pélerinages servent de prélude aux croisades ou à l'expiation des crimes par des assassinats. Des ecclésiastiques de tous les ordres, des fidèles de toutes les conditions s'enrôlent. Des gens écrasés de dettes sont dispensés de les payer. Des malfaiteurs échappent à la poursuite des lois. Des moines pervers rompent la clôture de leur solitude. Des maris dissolus quittent leurs femmes. Des courtisannes vont exercer leur infâme métier au pied du sépulcre de leur dieu et proche de la tente de leur roi. Mais il est impossible de suffire à ces expéditions et aux suivantes sans finance. On lève un impôt, et de là naît la pré-

tention du pape sur tous les biens de l'Église, l'institution d'une multitude d'ordres militaires, l'alternative pour les vaincus, de l'esclavage ou du christianisme, de la mort ou du baptême; et pour consoler le lecteur de tant de maux, l'accroissement de la navigation et du commerce qui enrichirent Venise, Gênes, Pise, Florence; la décadence du gouvernement féodal par le dérangement de la fortune des seigneurs, et l'habitude de la mer, qui peut-être prépara de loin la découverte du Nouveau-Monde. Mais je n'ai pas le courage de suivre plus loin la peinture des désordres et l'accroissement exorbitant de l'autorité papale. Sous Innocent III il n'y a plus qu'un tribunal au monde, il est à Rome. Il n'y a plus qu'un maître, il est à Rome, d'où il règne sur l'Europe par ses légats. L'hiérarchie ecclésiastique s'étend d'un degré par la création des cardinaux. Il ne manquait plus au despote que des janissaires; il en eut par la création d'une multitude d'ordres monastiques. Rome, autrefois la maîtresse du monde par les armes, l'est devenue par l'opinion. Et pourquoi les papes, tout-puissans sur les esprits, oublièrent-ils de conserver aux foudres spirituelles leur terreur en ne les lançant que contre les souverains ambitieux et injustes? Qui sait si ce tribunal tant désiré, où les têtes couronnées pussent être citées, n'aurait pas existé dans Rome, et si la menace d'un père commun, appuyée d'une superstition générale, n'aurait pas amené la fin des guerres?

La milice papale est laborieuse et sévère dans son origine, les moines se corrompent. Les évêques, excédés des entreprises des légats, des magistrats séculiers et des moines sur leur juridiction, attentent de leur côté sur la juridiction séculière avec une audace dont il est difficile de se faire une idée. Si le clerc eût pu se résoudre à faire élever des gibets, nous serions peut-être à présent sous un gouvernement tout-à-fait sacerdotal. C'est la maxime que *l'Église abhorre le sang* qui nous en a garantis. Il y avait des écoles en France et en Italie. Celles de Paris étaient célèbres vers la fin du onzième siècle. Les colléges se multipliaient, et toutefois cet état de l'Église que nous avons exposé sans fiel et sans exagération se perpétue dans tous les pays chrétiens depuis le neuvième jusqu'au quatorzième siècle, intervalle de quatre à cinq cents ans. Les empereurs ont perdu l'Italie. Les papes y ont acquis une grande puissance temporelle. Personne ne s'est encore élevé contre leur puissance spirituelle. Les intérêts de ce souverain sont embrassés par tous les Italiens. La dignité de l'épiscopat reste éclipsée par le cardinalat. Le clergé séculier est toujours dominé par le clergé régulier. Venise seule a connu et défendu ses droits. L'irruption des Maures en Espagne y a jeté le christianisme dans une abjection dont il s'est à peine relevé depuis deux cents ans, et l'inquisition l'y montre jusqu'à nos jours sous l'aspect le plus hideux. L'inquisition, tribunal ter-

rible, tribunal insultant à l'esprit de Jésus-Christ, tribunal qui doit être détesté et des souverains et des évêques, et des magistrats et des sujets: des souverains, qu'il ose menacer, et contre lesquels il a quelquefois cruellement sévi; des évêques, dont il anéantit la juridiction; des magistrats, dont il usurpe l'autorité légitime; des sujets, qu'il tient dans une continuelle terreur, qu'il réduit au silence, et qu'il condamne à la stupidité par le péril de s'instruire, de lire, d'écrire et de parler: tribunal qui n'a dû son institution et qui ne doit sa durée dans les contrées où il s'est maintenu qu'à une politique sacrilége et jalouse d'éterniser des préjugés et des prérogatives qui ne pourraient être discutés sans s'évanouir.

Avant le schisme de Henri VIII, l'Angleterre était soumise au pape, même pour le temporel. Londres á secoué le joug de Rome, mais on voit moins dans la réforme l'ouvrage de la raison que de la passion. L'Allemagne a opposé des excès à des excès; et, depuis Luther, les catholiques et les schismatiques s'y sont montrés également ivres, les uns de la tyrannie papale, les autres de l'indépendance. Le christianisme s'établit en Pologne avec toutes les prétentions de l'autorité papale. En France, on regardait la puissance temporelle comme subordonnée à la puissance spirituelle. Au sentiment des fauteurs des opinions ultramontaines, ce royaume, ainsi que tous ceux de la terre, relevait de l'église de Rome; les princes pouvaient

être excommuniés, et les sujets déliés du serment de fidélité. Mais le colosse papal y chancelait, et dès le quatorzième siècle il touchait au moment de sa chute. Alors les études se renouvellent. On s'applique aux langues anciennes. La première grammaire hébraïque est publiée; le collége royal est fondé. Vers le milieu du quinzième, l'art de l'imprimerie est inventé. Une multitude d'ouvrages en tout genre sortent de la poussière des bibliothèques monastiques pour passer dans les mains des peuples. La langue vulgaire se perfectionne. On traduit. Le souverain et des particuliers forment d'amples collections de livres. Les conciles, les pères, l'Écriture sainte sont lus. On s'occupe du droit canonique. On s'instruit de l'histoire de l'Église. L'esprit de critique naît. Les apocryphes sont démasqués; les originaux restitués dans leur pureté. Les yeux des souverains et des ecclésiastiques s'ouvrent; les disputes de religion les éclairent. On recherche l'origine des immunités, des exemptions, des priviléges, et l'on s'en démontre la vanité. On remonte aux temps anciens, et l'on en compare la discipline avec les usages modernes. L'ordre hiérarchique de l'Église se relève; les deux puissances rentrent dans leurs limites. Les décisions de l'Église reprennent leur vigueur; et si la tyrannie papale n'a pas été étouffée en France, elle y gémit sous des chaînes très-étroites. Notre clergé, en 1681, décida que la puissance temporelle était indépendante de la spiri-

tuelle, et que le pape était soumis aux canons de l'Église. Si la mission du prêtre est de droit divin, s'il lui appartient de lier et de délier, peut-il ne pas excommunier l'impénitent et l'hérétique, souverain ou particulier? Dans nos principes, c'est un pouvoir qu'on ne saurait lui refuser; mais les hommes sages voient à cette procédure violente de si fâcheuses conséquences, qu'ils ont déclaré qu'il n'y fallait presque jamais recourir. L'excommunication entraîne-t-elle la déposition du souverain? et délie-t-elle les sujets du serment de fidélité? Ce serait un crime de lèse-majesté de le penser. D'où l'on voit que le gouvernement ecclésiastique, du moins en France, a passé de la TYRANNIE ANARCHIQUE à une sorte D'ARISTOCRATIE TEMPÉRÉE.

Mais, s'il m'était permis de m'expliquer sur une matière aussi importante, j'oserais assurer que ni en Angleterre, ni dans les contrées hérétiques de l'Allemagne, des Provinces-Unies et du nord, on n'est remonté aux véritables principes. Mieux connus, que de sang et de troubles ils auraient épargnés; de sang païen, de sang hérétique, de sang chrétien, depuis la première origine des cultes nationaux jusqu'à ce jour! et combien ils en épargneraient dans l'avenir, si les maîtres de la terre étaient assez sages et assez fermes pour s'y conformer!

L'état, ce me semble, n'est point fait pour la

religion, mais la religion est faite pour l'état : premier principe.

L'intérêt général est la règle de tout ce qui doit subsister dans l'état : second principe.

Le peuple, ou l'autorité souveraine dépositaire de la sienne, a seul le droit de juger de la conformité de quelque institution que ce soit avec l'intérêt général : troisième principe.

Ces trois principes me paraissent d'une évidence incontestable, et les propositions qui suivent n'en sont que des corollaires.

C'est donc à cette autorité, et à cette autorité seule qu'il appartient d'examiner les dogmes et la discipline d'une religion : les dogmes, pour s'assurer si, contraires au sens commun, ils n'exposeraient point la tranquillité à des troubles d'autant plus dangereux que les idées d'un bonheur à venir s'y compliqueront avec le zèle pour la gloire de Dieu et la soumission à des vérités qu'on regardera comme révélées : la discipline, pour voir si elle ne choque pas les mœurs régnantes, n'éteint pas l'esprit patriotique, n'affaiblit pas le courage, ne dégoûte point de l'industrie, du mariage et des affaires publiques, ne nuit pas à la population et à la sociabilité, n'inspire pas le fanatisme et l'intolérance, ne sème point la division entre les proches de la même famille, entre les familles de la même cité, entre les cités du même royaume, entre les différens royaumes de

la terre, ne diminue point le respect dû au souverain et aux magistrats, et ne prêche ni des maximes d'une austérité qui attriste, ni des conseils qui mènent à la folie.

Cette autorité, et cette autorité seule, peut donc proscrire le culte établi, en adopter un nouveau, ou même se passer de culte, si cela lui convient. La forme générale du gouvernement en étant toujours au premier instant de son adoption, comment la religion pourrait-elle prescrire par sa durée ?

L'état a la suprématie en tout. La distinction d'une puissance temporelle et d'une puissance spirituelle est une absurdité palpable ; et il ne peut et ne doit y avoir qu'une seule et unique juridiction partout où il ne convient qu'à l'utilité publique d'ordonner ou de défendre.

Pour quelque délit que ce soit il n'y aura qu'un tribunal ; pour quelque coupable, qu'une prison ; pour quelque action illicite, qu'une loi. Toute prétention contraire blesse l'égalité des citoyens ; toute possession est une usurpation du prétendant aux dépens de l'intérêt commun.

Point d'autre concile que l'assemblée des ministres du souverain. Quand les administrateurs de l'état sont assemblés, l'Église est assemblée. Quant l'état a prononcé, l'Église n'a plus rien à dire.

Point d'autres canons que les édits des princes et les arrêts des cours de judicature.

Qu'est-ce qu'un délit commun et un délit privilégié où il n'y a qu'une loi, une chose publique, des citoyens ?

Les immunités et autres priviléges exclusifs sont autant d'injustices commises envers les autres conditions de la société qui en sont privées.

Un évêque, un prêtre, un clerc peut s'expatrier, s'il lui plaît : mais alors il n'est plus rien. C'est à l'état à veiller à sa conduite ; c'est à l'état à l'installer et à le déplacer.

Si l'on entend par bénéfice autre chose que le salaire que tout citoyen doit recueillir de son travail, c'est un abus à réformer promptement. Celui qui ne fait rien n'a pas le droit de manger.

Et pourquoi le prêtre ne pourrait-il pas acquérir, s'enrichir, jouir, vendre, acheter et tester comme un autre citoyen ?

Qu'il soit chaste, docile, humble, indigent même, s'il n'aime pas les femmes, s'il est d'un caractère abject, et s'il préfère du pain et de l'eau à toutes les commodités de la vie. Mais qu'il lui soit défendu d'en faire le vœu. Le vœu de chasteté répugne à la nature et nuit à la population ; le vœu de pauvreté n'est que d'un inepte ou d'un paresseux ; le vœu d'obéissance à quelque autre puissance qu'à la dominante et à la loi est d'un esclave ou d'un rebelle.

S'il existait donc dans un recoin d'une contrée soixante mille citoyens enchaînés par ces vœux, qu'aurait à faire de mieux le souverain que de s'y

transporter avec un nombre suffisant de satellites armés de fouets, et de leur dire : Sortez, canaille fainéante, sortez : aux champs, à l'agriculture, aux ateliers, à la milice !

L'aumône est le devoir commun de tous ceux qui ont au-delà du besoin absolu.

Le soulagement des vieillards et des infirmes indigens, celui de l'état qu'ils ont servi.

Point d'autres apôtres que le législateur et les magistrats.

Point d'autres livres sacrés que ceux qu'ils auront reconnus pour tels.

Rien de droit divin que le bien de la république.

Je pourrais étendre ces conséquences à beaucoup d'autres objets : mais je m'arrête ici, protestant que, si dans ce que j'ai dit il y a quelque chose de contraire au bon ordre d'une société raisonnable et à la félicité des citoyens, je le rétracte ; quoique j'aie peine à me persuader que les nations puissent s'éclairer et ne pas sentir un jour la vérité de mes principes. Au reste, je préviens mon lecteur que je n'ai parlé que de la religion extérieure. Quant à l'intérieure, l'homme n'en doit compte qu'à Dieu. C'est un secret entre lui et celui qui l'a tiré du néant, et qui peut l'y replonger.

Maintenant, si nous revenons sur nos pas, nous trouverons que tous les gouvernemens sont compris sous quelqu'une des formes que nous avons décrites, et qui sont diversement modifiées par

la situation locale, la masse de la population, l'étendue du territoire, l'influence des opinions et des occupations, les relations extérieures et la vicissitude des événemens qui agissent sur l'organisation des corps politiques, comme l'impression des fluides environnans agit sur les corps physiques.

Ne croyez pas, comme on le dit souvent, que les gouvernemens soient à peu près les mêmes, sans autre différence que celle du caractère des hommes qui gouvernent. Cette maxime est peut-être vraie dans les gouvernemens absolus, chez les nations qui n'ont pas en elles-mêmes le principe de leur volonté. Elles prennent le pli que le prince leur donne : élevées, fières et courageuses sous un monarque actif, amoureux de la gloire : indolentes et mornes sous un roi superstitieux : pleines d'espérance ou de crainte sous un jeune prince ; de faiblesse et de corruption sous un vieux despote : ou plutôt alternativement confiantes et lâches sous les ministres que l'intrigue suscite. Dans ces états le gouvernement prend le caractère de l'administration ; mais dans les états libres l'administration prend le caractère du gouvernement.

Quoi qu'il en soit de la nature et du ressort des constitutions qui gouvernent les hommes, l'art de la législation étant celui qui demande le plus de perfection, est aussi le plus digne d'occuper les meilleurs génies. La science du gouvernement

ne contient pas des vérités isolées, ou plutôt elle n'a pas un seul principe qui ne tienne à toutes les branches d'administration.

L'état est une machine très-compliquée qu'on ne peut monter ni faire agir sans en connaître toutes les pièces. On n'en saurait presser ou relâcher une seule que toutes les autres n'en soient dérangées. Tout projet utile pour une classe de citoyens ou pour un moment de crise peut devenir funeste à toute la nation, et nuisible pour un long avenir. Détruisez ou dénaturez un grand corps, ces mouvemens convulsifs qu'on appelle coups d'état agiteront la masse nationale, qui s'en ressentira peut-être durant des siècles. Toutes les innovations doivent être insensibles, naître du besoin, être inspirées par une sorte de cri public, ou du moins s'accorder avec le vœu général. Anéantir ou créer tout à coup, c'est empirer le mal et corrompre le bien. Agir sans consulter la volonté générale, sans recueillir pour ainsi dire la pluralité des suffrages dans l'opinion publique, c'est aliéner les cœurs et les esprits, tout décréditer, même le bon et l'honnête.

L'Europe aurait à désirer que les souverains, convaincus de la nécessité de perfectionner la science du gouvernement, voulussent imiter un établissement de la Chine. Dans cet empire on distingue les ministres en deux classes, celle des *penseurs*, et celle des *signeurs*. Tandis que la dernière est occupée du détail et de l'expédition des

affaires, la première n'a d'autre travail que de former des projets ou d'examiner ceux qu'on lui présente. Au sentiment des admirateurs du gouvernement chinois, c'est la source de tous les règlemens judicieux qui font régner dans ces régions la législation la plus savante par l'administration la plus sage. Toute l'Asie est sous le despotisme; mais en Turquie, en Perse, c'est le despotisme de l'opinion par la religion; à la Chine, c'est le despotisme des lois par la raison. Chez les mahométans on croit à l'autorité divine du prince; chez les Chinois on croit à l'autorité naturelle de la loi raisonnée. Mais dans ces empires c'est la persuasion qui meut les volontés.

Dans l'heureux état de police et de lumière où l'Europe est parvenue on sent bien que cette conviction des esprits, qui opère une obéissance libre, aisée et générale, ne peut venir que d'une certaine évidence de l'utilité des lois. Si les gouvernemens ne veulent pas soudoyer des *penseurs*, qui peut-être deviendraient suspects ou corrompus dès qu'ils seraient mercenaires, qu'ils permettent du moins aux esprits supérieurs de veiller en quelque sorte sur le bien public. Tout écrivain de génie est magistrat né de sa patrie. Il doit l'éclairer, s'il le peut. Son droit, c'est son talent. Citoyen obscur ou distingué, quels que soient son rang ou sa naissance, son esprit toujours noble prend ses titres dans ses lumières. Son tribunal, c'est la nation entière; son juge est le public, non

le despote qui ne l'entend pas, ou le ministre qui ne veut pas l'écouter.

Toutes ces vérités ont leurs limites sans doute; mais il est toujours plus dangereux d'étouffer la liberté de penser que de l'abandonner à sa pente, à sa fougue. La raison et la vérité triomphent de l'audace des esprits ardens, qui ne s'emportent que dans la contrainte et ne s'irritent que de la persécution. Rois et ministres, aimez le peuple, aimez les hommes, et vous serez heureux. Ne craignez alors ni les esprits libres et chagrins, ni la révolte des méchans. Celle des cœurs est bien plus dangereuse; car la vertu s'aigrit et s'indigne jusqu'à l'atrocité. Caton et Brutus étaient vertueux; ils n'eurent à choisir qu'entre deux grands attentats, le suicide ou la mort de César.

Souvenez-vous que l'intérêt du gouvernement n'est que celui de la nation. Quiconque divise en deux cet intérêt si simple, le connaît mal, et ne peut qu'y préjudicier.

L'autorité divise ce grand intérêt lorsque les volontés particulières sont substituées à l'ordre établi. Les lois et les lois seules doivent régner. Cette règle universelle n'est pas un joug pour le citoyen, mais une force qui le protége, une vigilance qui assure sa tranquillité. Il se croit libre; et cette opinion, qui fait son bonheur, décide de sa soumission. Les fantaisies arbitraires d'un administrateur inquiet et entreprenant viennent-elles renverser cet heureux système, les peuples, qui,

par habitude, par préjugé ou par amour-propre, sont assez généralement portés à regarder le gouvernement sous lequel ils vivent comme le meilleur de tous, perdent une illusion que rien ne peut remplacer.

L'autorité divise ce grand intérêt lorsqu'elle persévère opiniâtrément dans une erreur où elle est tombée. Qu'un fol orgueil ne l'aveugle pas, et elle verra que des variations qui la ramèneront au vrai et au bon, loin d'affaiblir ses ressorts, les fortifieront. Revenir d'une méprise dangereuse, ce n'est pas se démentir, ce n'est pas étaler aux peuples l'inconstance du gouvernement; c'est leur en démontrer la sagesse et la droiture. Si leur respect devait diminuer, ce serait pour la puissance qui ne connaîtrait jamais ses torts ou les justifierait toujours, et non pour celle qui les avouerait et s'en corrigerait.

L'autorité divise ce grand intérêt lorsquelle sacrifie à l'éclat terrible et passager des exploits guerriers la tranquillité, l'aisance et le sang des peuples. Vainement cherche-t-on à justifier ces penchans destructeurs par des statues et des inscriptions. Ces monumens de l'arrogance et de la flatterie seront détruits un jour par le temps, ou renversés par la haine. Il n'y aura de mémoire respectée que celle du prince qui aura préféré la paix, qui devait rendre ses sujets heureux, à des victoires qui n'eussent été que pour lui; qui aura regardé son empire comme sa famille; qui n'aura

usé de son pouvoir que pour l'avantage de ceux qui le lui avaient confié. Son nom et son caractère seront généralement chéris. Les pères instruiront leur postérité du bonheur dont ils ont joui ; leurs enfans le rediront à leurs neveux ; et ce délicieux souvenir, conservé d'âge en âge, se perpétuera dans chaque foyer et dans tous les siècles.

L'autorité divise ce grand intérêt lorsque celui aux mains de qui la naissance ou l'élection ont mis les rênes du gouvernement les laisse flotter au gré d'un hasard aveugle ; lorsqu'il préfère un lâche repos à la dignité, à l'importance des fonctions dont il a été chargé. Son inaction est un crime, est une infamie. L'indulgence qu'on aurait eue pour ses fautes, on la refusera justement à son indolence. Cette sévérité sera d'autant plus légitime, que son caractère l'aura décidé à se laisser remplacer par les premiers ambitieux qui se seront offerts, et presque nécessairement par des hommes incapables. Eût-il eu le bonheur infiniment rare de faire un bon choix, il serait encore impardonnable, parce qu'il n'est pas permis de se décharger de ses devoirs sur d'autres. Il mourra sans avoir vécu. Son nom sera oublié ; ou si l'on se souvient de lui, ce sera comme de ces rois fainéans dont l'histoire a dédaigné avec raison de compter les années.

L'autorité divise ce grand intérêt lorsque les places qui décident du repos public sont confiées

à des intrigans vils et corrompus, lorque la faveur obtient les récompenses dues aux services. Alors sont brisés ces ressorts puissans qui assurent la grandeur et la durée des empires. Toute émulation s'éteint. Les citoyens éclairés et laborieux se cachent ou se retirent. Les méchans, les audacieux se montrent insolemment et prospèrent. La présomption, l'intérêt, les passions les plus désordonnées mènent tout, décident de tout. On compte pour rien la justice. La vertu tombe dans l'avilissement; et les bienséances, qui pourraient en quelque sorte la remplacer, sont regardées comme des préjugés antiques, comme des usages ridicules. Le découragement au-dedans, l'opprobre au-dehors; voilà ce qui reste à une nation autrefois puissante et respectée.

L'homme était originairement maître de lui-même. Ses forces étaient à lui. Il était son premier moteur et son unique objet. Seul, il faisait un tout. Le temps amena un nouvel ordre de choses. Ces êtres isolés mirent leurs facultés en commun. Ils renoncèrent aux mouvemens d'une volonté particulière pour être conduits sur le plan d'une raison universelle. Le gouvernement fut substitué à l'instinct, et le bonheur des associés dut être l'ouvrage des lois. Quel caractère, quelle vertu devaient avoir les premiers qui osèrent se charger du fardeau de la félicité publique, renoncer à leur repos pour assurer celui de leurs semblables, et composer par artifice aux peuples un

bonheur que la nature semblait leur avoir refusé? Telles furent les obligations des chefs des sociétés. Il ne fut plus permis au magistrat de se regarder lui-même. Ses yeux ne devaient s'arrêter que sur la patrie. Ce devoir est toujours le même; et jamais un prince ne s'écartera sans crime d'un si généreux dévouement.

Dominateurs du monde, dites-vous donc souvent à vous-mêmes ce que les philosophes persans annonçaient à leur monarque le jour de son inauguration, que son autorité cesserait d'être légitime à l'époque où il cesserait de faire le bonheur de ses sujets. Dites-vous souvent ce que Trajan ne cessait de répéter, que, quand le ciel a placé un mortel sur le trône, il n'a pas voulu surcharger la terre d'un despote; mais que c'est un père qu'il a placé à la tête d'une famille nombreuse pour la rendre bonne, sage et vertueuse. Dites-vous souvent avec cet excellent Léopold de Lorraine, qu'un prince doit abdiquer l'empire, s'il lui est impossible de rendre la souveraineté utile aux peuples.

Le gouvernement peut se diviser en législation et en politique. La législation agit au-dedans, et la politique au-dehors.

On s'est fait trop long-temps et trop communément une fausse idée de la politique. Elle a été malheureusement confondue avec la finesse, qui est presque toujours ou un crime ou une bassesse. Rien ne manque à la vraie politique de ce qui peut concilier l'estime, le respect et l'amour des

peuples. C'est une connaissance exacte des intérêts, de la force des ressources de l'état dont on tient les rênes ; et une connaissance non moins approfondie des moyens d'attaque et de défense propres aux empires avec lesquels il a ou peut avoir des rapports plus ou moins importans, plus ou moins suivis. Cette instruction, plus difficile à acquérir que les esprits superficiels ne le pensent ordinairement, doit être accompagnée d'une sagacité qui, perçant au loin dans l'avenir, calcule d'avance les événemens qui peuvent changer la situation actuelle des choses, et donner lieu un peu plus tôt, un peu plus tard à de nouvelles combinaisons. Il faut surtout un génie hardi, liant, infatigable, qui sache écarter ou former à propos des nuages, réunir à un système commun les puissances qui, soit inertie, soit ignorance, soit ressentiment, y seraient le moins favorablement disposées ; assurer la prospérité de sa nation sans troubler inutilement le bonheur de ses voisins ou de ses rivaux. Qu'on y réfléchisse bien, et l'on sentira qu'il n'est point de science plus nécessaire, plus noble et plus étendue. Aussi n'a-t-il été donné qu'à un très-petit nombre d'hommes de la posséder. Ceux qui en ont parcouru la carrière ont été presque tous intrigans ou dupes. Les négociateurs qui y portaient des lumières et des vertus ont même échoué la plupart, parce qu'ils avaient ou des passions ou des préjugés.

III. Politique.

Les peuples sauvages, chasseurs ou pêcheurs,

ont plutôt une politique qu'une législation. Gouvernés chez eux par les mœurs et par l'exemple, ils ont quelquefois des conventions avec des voisins dont ils pourraient troubler la tranquillité ou qui pourraient troubler la leur.

Telles furent à peu près les sociétés dans les temps anciens. Séparés par des déserts, sans communication de commerce ou de voyages, ces peuples n'avaient que des intérêts du moment à démêler. Finir des hostilités, régler des limites, voilà toutes leurs négociations. Comme il s'agissait de persuader une nation et non de corrompre une cour gouvernée par des favoris ou par des maîtresses, ils employaient des hommes éloquens; et le nom d'*orateur* était synonyme de celui d'*ambassadeur*.

Autant qu'on peut le démêler dans le chaos des traditions antiques, les Perses et les Mèdes furent les premiers qui dònnèrent occasion à une politique un peu compliquée. Les entreprises des deux monarchies forcèrent leurs voisins à se réunir pour leur résister.

Dans la Grèce, les négociations devinrent plus vives et plus compliquées. Les intérêts des nombreuses républiques formées sur son territoire étaient trop mêlés pour ne se pas heurter souvent; et le caractère turbulent de la nation ajoutait encore aux discordes qui naissaient de l'état des choses. Aussi vit-on rarement, très-rarement cette contrée jouir d'une ombre même de tran-

quillité. C'était un flux, c'était un reflux continuel de querelles et de rapprochemens. La supériorité qu'obtinrent successivement Athènes, Sparte, Thèbes, multiplia de plus en plus et les ombrages et les ligues. On voulait débaucher à ces fières cités leurs anciens amis, on voulait leur susciter des ennemis nouveaux; et tous les moyens de séduction étaient employés pour y réussir. La jalousie et la haine s'exaltèrent au point de contracter des alliances offensives ou défensives avec des monarques oppresseurs de toute liberté.

Les lieutenans d'Alexandre firent prendre un plus noble essor à la politique. Une inquiétude vague ne dicta jamais leurs traités. Le but de toutes les liaisons qu'ils formaient était d'empêcher que les dépouilles du conquérant qu'on s'était partagées ne se réunissent encore dans une seule main. Les événemens parurent vouloir une ou deux fois tromper leur prudence; mais enfin des soins redoublés maintinrent un équilibre que la fortune semblait vouloir déranger.

Cet esprit de prévoyance se perdit. Les Romains marchèrent ouvertement à l'empire du monde, sans qu'on songeât à se réunir pour s'opposer à leur ambition. Chaque nation voyait ce qui se passait sur ses frontières avec autant d'indifférence que si un autre hémisphère avait été le théâtre des révolutions. Il se trouva même des rois et des états libres assez aveuglés par leurs préjugés ou par l'espoir d'un agrandissement passager pour

seconder un pouvoir qui opprimait tout. Les aveugles ne voyaient pas qu'en avançant la perte de leurs rivaux, de leurs ennemis, ils se forgeaient des fers à eux-mêmes, à leurs femmes et à leurs enfans ; ils en forgeaient aux générations futures.

Dans le moyen âge, où tout, jusqu'à la justice, se décidait par la force ; où le gouvernement gothique divisait par les intérêts tous les petits états qu'il multipliait par sa constitution, les négociations n'avaient guère d'influence sur des peuples isolés et farouches qui ne connaissaient d'autre droit que la guerre, ni des traités que pour des trèves ou des rançons.

Durant ce long période d'ignorance et de férocité, la politique fut toute concentrée à la cour de Rome. Elle y était née des artifices qui avaient fondé le gouvernement des papes. Comme les pontifes influaient par les lois de la religion et par les règles de la hiérarchie sur un clergé très-nombreux que le prosélytisme étendait sans cesse au loin dans tous les états chrétiens, la correspondance qu'ils entretenaient avec les évêques établit de bonne heure à Rome un centre de communication de toutes ces églises ou de ces nations. Tous les droits étaient subordonnés à une religion qui dominait exclusivement sur les esprits; elle entrait dans presque toutes les entreprises ou comme motif, ou comme moyen; et les papes ne manquaient jamais, par les émissaires italiens qu'ils avaient placés dans les prélatures de la chré-

tienté, d'être instruits de tous les mouvemens et de profiter de tous les événemens. Ils y avaient le plus grand intérêt; celui de parvenir à la monarchie universelle. La barbarie des siècles où ce projet fut conçu n'en obscurcit point l'éclat et la sublimité. Quelle audace d'esprit pour soumettre sans troupes des nations toujours armées! Quel art de rendre respectable et sacrée la faiblesse même du clergé ! Quelle adresse à remuer, à secouer les trônes les uns après les autres pour les tenir tous dans la dépendance ! Un dessein si profond et si vaste, ne pouvant s'exécuter qu'autant qu'il n'est pas manifesté, ne saurait convenir à une monarchie héréditaire, où les passions des rois et les intrigues des ministres mettent tant d'instabilité dans les affaires. Ce projet, et le plan général de conduite qu'il exige, ne pouvaient naître que dans un gouvernement électif, où le chef est pris dans un corps toujours animé du même esprit, imbu des mêmes maximes; où une cour aristocratique gouverne le prince plutôt qu'elle ne se laisse gouverner par lui.

Pendant que la politique italienne épiait dans toute l'Europe et saisissait les occasions d'agrandir et d'affermir le pouvoir ecclésiastique, chaque souverain voyait avec indifférence les révolutions qui se passaient au-dehors. La plupart étaient trop occupés à cimenter leur autorité dans leurs propres états, à disputer les branches du pouvoir aux différens corps qui en étaient en possession,

ou qui luttaient contre la pente naturelle de la monarchie au despotisme : ils n'étaient pas assez maîtres de leur propre héritage pour s'occuper des affaires de leurs voisins.

Le quinzième siècle fit éclore un autre ordre de choses. Quand les princes eurent rassemblé leurs forces, ils voulurent les mesurer. Jusqu'alors les nations ne s'étaient fait la guerre que sur leurs frontières. Le temps de la campagne se passait à assembler les troupes que chaque baron levait toujours lentement. C'étaient des escarmouches entre des partis, et non des batailles entre des armées. Quand un prince, par des alliances ou des héritages, eut acquis des domaines en différens états, les intérêts se confondirent, et les peuples se brouillèrent. Il fallut des troupes réglées à la solde du monarque pour aller défendre au loin des possessions qui n'appartenaient pas à l'état. La couronne d'Angleterre cessa d'avoir des provinces au cœur de la France ; mais celle d'Espagne acquit des droits en Allemagne, et celle de France forma des prétentions en Italie. Dès-lors toute l'Europe fut dans une alternative perpétuelle de guerre et de négociation.

L'ambition, les talens, les rivalités de Charles-Quint et de François 1er, donnèrent naissance au système actuel de la politique moderne. Avant ces deux rois, les deux nations espagnole et française s'étaient disputé le royaume de Naples au nom des maisons d'Aragon et d'Anjou. Leurs querelles

avaient excité une fermentation dans toute l'Italie, et la république de Venise était l'âme de cette réaction intestine contre deux puissances étrangères. Les Allemands prirent part à ces mouvemens, ou comme auxiliaires, ou comme intéressés. L'empereur et le pape s'y engagèrent avec presque toute la chrétienté. Mais François Ier et Charles-Quint attachèrent à leur sort les regards, les inquiétudes et la destinée de l'Europe. Toutes les puissances semblèrent se partager entre deux maisons rivales pour affaiblir tour à tour la dominante. La fortune seconda l'habileté, la force et la ruse de Charles-Quint. Plus ambitieux et moins voluptueux que François Ier, son caractère emporta l'équilibre, et l'Europe pencha de son côté, mais ne plia pas sans retour.

Philippe II, qui avait bien toutes les intrigues, mais non les vertus militaires de son père, hérita des projets et des vues de son ambition, et trouva des temps favorables à son agrandissement. Il épuisa son royaume d'hommes et de vaisseaux, même d'argent, lui qui avait les mines du Nouveau-Monde, et laissa une monarchie plus vaste, mais l'Espagne plus faible qu'elle n'avait été sous son père.

Son fils crut renouer les chaînes de l'Europe en s'alliant à la branche de sa maison qui régnait en Allemagne. Philippe II s'en était détaché par négligence ; Philippe III reprit ce fil de politique. Mais il suivit du reste les principes erronés, étroits,

superstitieux et pédantesques de son prédécesseur. Au-dedans, beaucoup de formalités, mais point de règle, point d'économie. L'Église ne cessa de dévorer l'état. L'inquisition, ce monstre informe qui cache sa tête dans les cieux et ses pieds dans les enfers, tarit la population dans sa racine, tandis que les guerres et les colonies en moissonnaient la fleur. Au-dehors, toujours la même ambition, avec des moyens plus maladroits. Téméraire et précipité dans ses entreprises, lent et opiniâtre dans l'exécution, Philippe III réunit tous les défauts qui se nuisent et font tout avorter, tout échouer. Il épuisa le peu de vie et de vigueur qui restait au tronc de la monarchie. Richelieu profita de cette faiblesse de l'Espagne, de la faiblesse du roi qu'il maîtrisait, pour remplir son siècle de ses intrigues et la postérité de son nom. L'Allemagne et l'Espagne étaient comme liées par la maison d'Autriche : à cette ligue il opposa par contre-poids celle de la France avec la Suède. Ce système aurait été l'ouvrage de son temps, s'il n'avait pas été celui de son génie. Gustave Adolphe enchaîna tout le nord à la suite de ses victoires. L'Europe entière concourut à l'abaissement de l'orgueil autrichien, et la paix des Pyrénées fit passer les honneurs de la prépondérance de l'Espagne à la France.

On avait accusé Charles-Quint d'aspirer à la monarchie universelle ; on accusa Louis XIV de la même ambition : mais ni l'un ni l'autre ne conçut

un projet si haut, si téméraire. Ils avaient tous les deux passionnément à cœur d'étendre leur empire en élevant leurs familles. Cette ambition est également naturelle aux princes ordinaires, nés sans aucun talent, et aux monarques d'un esprit supérieur, qui n'ont point de vertus ou de morale. Mais ni Charles-Quint ni Louis XIV n'avaient cette détermination, cette impulsion de l'âme à tout braver, qui fait les héros conquérans; ils n'avaient rien d'Alexandre. Cependant on prit, l'on sema des alarmes utiles. On ne saurait les concevoir, les répandre trop tôt, quand il s'élève des puissances formidables à leurs voisins. C'est entre les nations surtout, c'est à l'égard des rois que la crainte opère la sûreté.

Quand Louis XIV voulut regarder autour de lui, peut-être dut-il être étonné de se voir plus puissant qu'il ne le croyait. Sa grandeur venait en partie du peu de concert qui régnait entre les forces et les mesures de ses ennemis. L'Europe avait bien senti le besoin d'un lien commun, mais n'en avait pas trouvé le moyen. En traitant avec ce monarque, fier des succès et vains des éloges, on croyait gagner beaucoup que de ne pas tout perdre. Enfin les insultes de la France multipliées avec ses victoires; la pente de ses intrigues à diviser tout pour dominer seule; le mépris pour la foi des traités; son ton de hauteur et d'autorité, achevèrent de changer l'envie en haine, de répandre l'inquiétude. Les princes mêmes qui avaient vu

sans ombrage ou favorisé l'accroissement de sa puissance sentirent la nécessité de réparer cette erreur de politique, et comprirent qu'il fallait combiner et réunir entre eux une masse de forces supérieures à la sienne pour l'empêcher de tyranniser les nations.

Des ligues se formèrent, mais long-temps sans effet. Un seul homme sut les conduire et les animer. Echauffé de cet esprit public qui ne peut entrer que dans les âmes grandes et vertueuses, ce fut un prince, mais né dans une république, qui se pénétra pour l'Europe entière de l'amour de la liberté, si naturel aux esprits justes. Cet homme tourna son ambition vers l'objet le plus élevé, le plus digne du temps où il vivait. Jamais son intérêt ne put le détourner de l'intérêt public. Avec un courage qui était tout à lui, il sut braver les défaites qu'il prévoyait; attendant moins de succès de ses talens militaires qu'une heureuse issue de sa patience et de son activité politique. Telle était la situation des choses lorsque la succession au trône d'Espagne mit l'Europe en feu.

Depuis l'empire des Perses et celui des Romains, jamais une si riche proie n'avait tenté l'ambition. Le prince qui aurait pu la joindre à sa couronne serait monté naturellement à cette monarchie universelle dont le fantôme épouvantait tous les esprits. Il fallait donc empêcher que ce trône n'échût à une puissance déjà formidable, et tenir la balance égale entre les maisons d'Autriche et de

Bourbon, qui seules y pouvaient aspirer par le droit du sang.

Des hommes versés dans la connaissance des mœurs et des affaires de l'Espagne ont prétendu, si l'on en croit Bolingbrock, que, sans les hostilités que l'Angleterre et la Hollande excitèrent alors, on eût vu Philippe v aussi bon Espagnol que les Philippe ses prédécesseurs, et que le conseil de France n'aurait eu aucune influence sur l'administration d'Espagne; mais que la guerre faite aux Espagnols pour leur donner un maître les obligea de recourir aux flottes et aux armées d'une couronne qui seule pouvait les aider à prendre un roi qui leur convînt. Cette idée profonde et juste a été confirmée par un demi-siècle d'expérience. Jamais le génie espagnol n'a pu s'accommoder au goût français. L'Espagne, par le caractère de ses habitans, semble moins appartenir à l'Europe qu'à l'Afrique.

Cependant les événemens répondirent au vœu général. Les armées et les conseils de la quadruple alliance prirent un égal ascendant sur l'ennemi commun. Au lieu de ces campagnes languissantes et malheureuses qui avaient éprouvé, mais non rebuté le prince d'Orange, on vit toutes les opérations réussir aux confédérés. La France, à son tour, partout humiliée et défaite, touchait à sa ruine lorsque la mort de l'empereur la releva.

Alors on sentit que, l'archiduc Charles venant à hériter de tous les états de la maison d'Autriche,

s'il joignait les Espagnes et les Indes à ce grand héritage surmonté de la couronne impériale, aurait dans ses mains cette même puissance exorbitante que la guerre arrachait à la maison de Bourbon. Les ennemis de la France s'obstinaient cependant à détrôner Philippe v, sans songer à celui qui remplirait sa place; tandis que les vrais politiques, malgré leurs triomphes, se lassaient d'une guerre dont les succès devenaient toujours des maux quand ils cessaient d'être des remèdes.

Cette diversité d'opinions brouilla les alliés, et cette dissension empêcha que la paix d'Utrecht n'eût pour eux tous les fruits qu'ils devaient se promettre de leurs prospérités. Les meilleures barrières dont on pouvait couvrir les provinces des alliés était de découvrir les frontières de la France. Louis xiv avait employé quarante ans à les fortifier, et ses voisins avaient vu tranquillement élever ces boulevards qui les menaçaient à jamais. Il fallait les démolir; car toute puissance forte qui se met en défense projette d'attaquer. Philippe resta sur le trône d'Espagne; et les bords du Rhin, la Flandre, restèrent fortifiés.

Depuis cette époque, aucune occasion ne s'est présentée pour réparer l'imprudence commise à la paix d'Utrecht. La France a toujours conservé sa supériorité dans le continent, et en aurait vraisemblablement abusé, sans les obstacles insurmontables qu'y a mis obstinément l'Angleterre.

Cette nation avait créé par son génie un commerce immense, et lui avait donné pour base une excellente agriculture, des manufactures florissantes, des possessions étendues dans toutes les parties du globe où il était possible de faire des échanges avantageux. Les états qui défendaient difficilement leurs droits contre la puissance dominante tournèrent leurs regards vers un peuple auquel d'heureux travaux avaient donné de la force et de la richesse. On le jugea propre à devenir le point de réunion des efforts communs ; et ce rôle lui parut assez beau pour n'être pas dédaigné.

La Grande-Bretagne entra noblement dans la carrière de gloire qui lui était ouverte, et y marcha toujours d'un pas assuré. Quelquefois même sa générosité ne fut pas assez réfléchie. Assurés de n'être pas abandonnés, ses alliés engagèrent des querelles inutiles, et n'employèrent pas pour les soutenir tous les moyens que la nature leur avait donnés. Le fardeau, qui aurait dû être partagé, tomba ainsi à la longue sur les seuls Anglais. Eux-mêmes, par haine contre la France, ils prolongèrent souvent des hostilités qu'il leur eût été facile et convenable de finir plus tôt.

Les énormes sacrifices faits à la cause générale par l'Angleterre ne devaient pas être oubliés, lorsqu'elle se vit engagée dans une guerre dangereuse contre ses colonies d'Amérique, contre les cours de Versailles et de Madrid, contre la Hollande.

Soit faiblesse, soit corruption, soit aveuglement, ses faux amis ne firent rien pour elle, devinrent même en quelque sorte ses adversaires par le système jusqu'alors inconnu de la neutralité armée. Si la nation ne succomba pas entièrement sous les coups redoublés de la redoutable confédération formée contre elle, c'est qu'on l'attaqua mal, c'est qu'elle trouva en elle-même plus de ressources qu'on ne lui en croyait.

Affaiblie par la perte de ses provinces éloignées, plus énervée peut-être encore par l'épuisement de ses finances, la fière Bretagne travaille à guérir ses plaies. Le remède sera long; et il est possible qu'uniquement occupée de ses intérêts particuliers, elle abandonne le continent de l'Europe à sa destinée. S'il en était ainsi, on serait réduit à chercher de nouvelles combinaisons pour trouver un contre-poids au pouvoir exorbitant de la maison de Bourbon.

Cependant la prévoyance humaine ne parviendra jamais à déterminer avec précision le degré de force qu'il convient de laisser à chaque nation. Ce parfait équilibre est une chimère. La balance ne pourrait s'établir que par des traités, et les traités n'auront aucune solidité tant qu'ils ne seront faits qu'entre des souverains absolus. Ces actes pourraient subsister de peuple à peuple, parce qu'ils ont pour objet la paix et la sûreté, les plus grands biens des nations libres; mais un despote sacrifiera toujours ses sujets à son in-

quiétude, et ses engagemens à son ambition.

La politique avait autrefois une action fort reserrée. Rarement, très-rarement passait-elle les frontières de chaque état. Sa sphère s'est singulièrement agrandie à mesure que les nations les plus éloignées les unes des autres ont formé des liaisons entre elles. Elle a surtout reçu un accroissement immense, lorsque par des découvertes heureuses ou malheureuses toutes les parties de l'univers ont été subordonnées à celle que nous habitons.

Comme l'étendue qu'acquérait la politique multipliait ses opérations, chaque puissance crut convenable à ses intérêts de fixer dans les cours étrangères des agens qui n'y avaient été employés que pour un temps fort court. L'habitude de traiter sans interruption donna naissance à des maximes inconnues jusqu'à cette époque. A la franchise, à la célérité des négociations passagères succédèrent des longueurs et des ruses. On se tâta, on s'étudia, on chercha à se lasser, à se surprendre réciproquement. Les secrets qui n'avaient pu être pénétrés devinrent le prix de l'or; et la corruption acheva ce que l'intrigue avait commencé.

Il paraissait nécessaire d'offrir des alimens continuels à cet esprit d'inquiétude qu'on avait versé dans l'âme de tous les ambassadeurs. Semblable à l'insecte insidieux qui fabrique ses filets dans l'obscurité, la politique tendit sa toile au milieu

de l'Europe, et l'attacha en quelque manière à toutes les cours. On n'en peut toucher aujourd'hui un seul fil sans les tirer tous. Le moindre souverain a quelque intérêt caché dans les traités entre les grandes puissances. Deux petits princes d'Allemagne ne peuvent faire l'échange d'un fief ou d'un domaine sans être croisés ou secondés par les cours de Vienne, de Versailles ou de Londres. Il faut négocier des années entières dans tous les cabinets pour un léger arrondissement de terrain. Le sang des peuples est la seule chose qu'on ne marchande pas. Une guerre est décidée en deux jours, une paix traîne des années entières. Cette lenteur dans les négociations, qui vient de la nature des affaires, tient encore au caractère des négociateurs.

La plupart sont des ignorans qui traitent avec quelques hommes instruits. Le chancelier Oxenstiern ordonnait à son fils de se disposer à partir pour la Westphalie, où devait se pacifier les troubles de l'Empire....... *Mais*, répondit le jeune homme, *je n'ai fait aucune étude préliminaire à cette importante commission..... Je vous y préparerai*, lui répliqua son père. Quinze jours après, sans avoir parlé depuis à son fils, Oxenstiern lui dit : *Mon fils, vous partirez demain....... Mais, mon père, vous m'aviez promis de m'instruire, et vous n'en avez rien fait?.... Allez toujours*, ajouta l'expérimenté ministre en haussant les épaules, *et vous verrez par quels hommes le monde est gouverné.*

Il y a peut-être deux ou trois cabinets sages et judicieux en Europe. Tout le reste est livré à des intrigans, parvenus au maniement des affaires par les passions et les plaisirs honteux d'un maître et de ses maîtresses. Un homme arrive à l'administration sans la connaître ; prend le premier système qu'on offre à son caprice; le suit sans l'entendre avec d'autant plus d'entêtement qu'il y apporte moins de lumières ; renverse tout l'édifice de ses prédécesseurs pour jeter les fondemens du sien, qui n'ira pas à hauteur d'appui. Le premier mot de Richelieu, ministre, fut : *Le conseil a changé de maximes*. Ce mot, qui se trouva bon une fois dans la bouche d'un seul homme, peut-être n'est-il pas un des successeurs de Richelieu qui ne l'ait dit ou pensé. Tous les hommes publics ont la vanité, non-seulement de mesurer le faste de leur dépense, de leur ton et de leur air, à la hauteur de leur place, mais aussi d'enfler l'opinion qu'ils ont de leur esprit par l'influence de leur autorité.

Quand une nation est grande et puissante, que doivent être ceux qui la gouvernent? La cour et le peuple le disent, mais en deux sens bien opposés. Les ministres ne voient dans leur place que l'étendue de leurs droits; le peuple n'y voit que l'étendue de leurs devoirs. Le peuple a raison, parce qu'enfin les devoirs et les droits de chaque gouvernement devraient être réglés par les besoins et les volontés de chaque nation. Mais ce principe

de droit naturel n'est point applicable à l'état social. Comme les sociétés, quelle que soit leur origine, sont gouvernées presque toutes par l'autorité d'un seul homme, les mesures de la politique sont subordonnées au caractère des princes.

Qu'un roi soit faible et changeant, son gouvernement variera comme ses ministres, et sa politique avec son gouvernement. Il aura tour à tour des ministres aveugles, éclairés, fermes, légers, fourbes ou sincères, durs ou humains, enclins à la guerre ou à la paix; tels, en un mot, que la vicissitude des intrigues les lui donnera. Un tel gouvernement n'aura ni système ni suite dans sa politique. Avec un tel gouvernement tous les autres ne pourront asseoir des vues et des mesures constantes; la politique alors ne peut qu'aller selon le vent du jour et du moment, c'est-à-dire selon l'humeur du prince. On ne doit avoir que des intérêts momentanés et des liaisons subordonnées à l'instabilité du ministère, sous un règne faible et changeant.

Une autre cause de cette instabilité, c'est la jalousie réciproque des dépositaires de l'autorité royale. L'un, contre le témoignage de sa conscience et de ses lumières, croise par une basse jalousie une opération utile dont la gloire appartiendrait à son rival; le lendemain celui-ci joue un rôle aussi infâme. Le souverain accorde alternativement ce qu'il avait refusé, ou refuse ce qu'il avait accordé. Il sera toujours facile au

négociateur de deviner quel est de ses ministres le dernier qu'il a consulté, mais il lui est impossible de pressentir quel sera son dernier avis. Dans cette perplexité, à qui s'adressera-t-il ? A l'avarice et aux femmes, s'il est envoyé dans une contrée gouvernée par un homme ; à l'avarice et aux hommes, s'il est envoyé dans une contrée gouvernée par une femme. Il abdiquera le rôle d'ambassadeur ou de député pour prendre celui de corrupteur, le seul qui puisse lui réussir. C'est l'or, et quoi encore ? l'or qu'il substituera à la plus profonde politique. Mais si, par un hasard dont il n'y a peut-être aucun exemple, l'or manque son effet, que fera-t-il ? Il ne lui reste qu'à solliciter son rappel.

Mais le sort des nations et l'intérêt politique sont bien différens dans les gouvernemens républicains. Là, comme l'autorité réside dans la masse ou dans le corps du peuple, il y a des principes et des intérêts publics qui dominent dans les négociations. Il ne faut pas alors borner l'étendue d'un système à la durée d'un ministère, ou à la vie d'un seul homme. L'esprit général qui vit et se perpétue dans la nation est la seule règle des négociations. Ce n'est pas qu'un citoyen puissant, un démagogue éloquent, ne puisse entraîner quelquefois un gouvernement populaire dans un écart politique ; mais on en revient aisément. Là les fautes sont des leçons, comme les succès. Ce sont de grands événemens, et non

des hommes qui font époque dans l'histoire des républiques. Il est inutile de vouloir surprendre un traité de paix ou d'alliance par la ruse ou par l'intrigue avec un peuple libre ; ses maximes le ramènent toujours à ses intérêts permanens, et tous les engagemens y cèdent à la loi suprême. Là c'est le salut du peuple qui fait tout, tandis qu'ailleurs c'est le bon plaisir du maître.

Ce contraste de maximes politiques a rendu suspectes ou odieuses les constitutions populaires à tous les souverains absolus. Ils ont craint que l'esprit républicain n'arrivât jusqu'à leurs sujets, dont tous les jours ils appesantissent de plus en plus les fers ; aussi s'aperçoit-on d'une conspiration secrète entre toutes les monarchies pour détruire et saper insensiblement les états libres. Mais la liberté naîtra du sein de l'oppression. Elle est dans tous les cœurs : elle passera, par les écrits publics, dans les âmes éclairées ; et par la tyrannie, dans l'âme du peuple. Tous les hommes sentiront enfin, et le jour du réveil n'est pas loin, ils sentiront que la liberté est le premier don du ciel comme le premier germe de la vertu. Les instrumens du despotisme en deviendront les destructeurs ; et les ennemis de l'humanité, ceux qui semblent aujourd'hui n'être armés que pour l'exterminer, combattront un jour pour sa défense.

Ici j'allais parler de la guerre, ou de cette fureur qui, allumée par l'injustice, par l'ambition IV. Guerre.

ou par la vengeance, rassemble autour de deux chefs ennemis une multitude d'hommes armés, les précipite les uns sur les autres, trempe la terre de leur sang, la jonche de leurs cadavres, et prépare la pâture aux animaux qui les suivent, mais qui sont moins féroces qu'eux.

Tout à coup je me suis arrêté, et me suis demandé, qu'est-ce que la paix ? existe-t-elle ? Ici, au centre de ma propre cité, une multitude d'intérêts opposés aux miens me pressent, et je les repousse. J'ai passé les limites de l'espace que j'appelle ma patrie ; on me regarde avec inquiétude ; on s'approche de moi ; on m'interroge ; qui es-tu ? d'où viens-tu ? où vas-tu ? J'obtiens un lit, et j'allais prendre un peu de repos, lorsqu'un cri subit me force de m'éloigner. Je suis proscrit, si je reste ; et demain des assassins, qui parlent ma langue, incendieront l'asile où je fus reçu, égorgeront celui qui me traita comme un concitoyen. La curiosité ou le désir de m'instruire me promène dans une autre contrée ; je l'observe, je deviens suspect, et un espion s'attache à mes pas. Ai-je le malheur d'adorer Dieu à ma manière, qui n'est pas celle du pays ? le prêtre et le bourreau m'environnent ; je m'enfuis en disant avec douleur : la paix, cette paix si désirée, n'existe donc nulle part !

Cependant l'homme de bien a ses rêves, et j'avouerai que, témoin des progrès des connaissances qui ont affaibli tant de préjugés, et porté

dans les mœurs tant de douceur, je m'écriai : Que l'esprit de discorde cesse ou se perpétue entre les nations, non, il n'est pas possible que l'art infernal des combats s'éternise ; il tombera dans l'oubli. Les peuples qui le perfectionnèrent seront maudits ; et le moment où ces redoutables instrumens de mort seront généralement brisés ne saurait être fort éloigné. L'univers aura enfin en exécration ces odieux conquérans qui aimaient mieux être la terreur de leurs voisins que les pères de leurs sujets, et envahir des provinces que de gagner des cœurs ; qui voulaient que les cris de la douleur fussent le seul hymne qui accompagnât leurs victoires ; qui élevaient les monumens lugubres destinés à immortaliser leur fureur et leur vanité sur des campagnes qu'ils avaient dépouillées, sur des cités qu'ils avaient réduites en cendres, sur des cadavres que leur glaive avait entassés ; qui prétendaient que l'histoire de leur règne ne fût que le souvenir des maux qu'ils auraient faits. On ne trompera pas davantage l'humanité sur les sujets de son admiration. Aveugle et rampante, elle ne se prosternera plus devant ceux qui la foulaient aux pieds. Les fléaux seront regardés comme des fléaux ; et des crimes éclatans cesseront d'occuper les veilles ou les talens des grands artistes. Les princes eux-mêmes partageront la sagesse de leur siècle. La voix de la philosophie ira réveiller au fond de leurs âmes des sentimens trop long-temps assoupis, et leur

inspirera de l'horreur et du mépris pour une gloire sanguinaire. Ils seront affermis dans ces idées par les ministres de la religion, qui, usant du privilége sacré de leur état, les traîneront au tribunal du grand juge, où ils auraient à répondre des milliers de malheureux immolés à leurs haines ou à leurs caprices. S'il était arrêté dans les décrets du ciel que les souverains persévéreront dans leur frénésie, ces innombrables hordes d'assassins qu'on soudoie jetteront leurs armes loin d'eux. Remplis d'une juste horreur pour leur détestable métier, d'une profonde indignation pour l'abus cruel qu'on faisait de leurs bras et de leur courage, ils enverront leurs insensés despotes vider eux-mêmes leurs querelles.

Mon illusion dura peu. Bientôt je pensai que les disputes des rois ne finiraient non plus que leurs passions, et qu'elles ne pourraient se décider que par le fer. Je pensai qu'on ne dégoûterait jamais des horreurs de la guerre des peuples qui, tandis que toutes les cruautés, toutes les dévastations possibles s'exerçaient sans scrupule et sans remords sur le théâtre des discordes, trouvaient encore dans leurs paisibles foyers qu'il n'y avait pas assez de siéges, assez de batailles, assez de catastrophes pour satisfaire leur curiosité, pour amuser leur oisiveté. Je pensai qu'il n'y avait rien de raisonnable et d'humain à se promettre d'un troupeau de bouchers subalternes qui, loin de s'abandonner au désespoir, de s'arracher les

cheveux, de se détester et de verser des ruisseaux de larmes à l'aspect d'une vaste plaine semée de membres déchirés, la traversaient d'un air triomphant, trempant leurs pieds dans le sang, marchant sur les cadavres de leurs amis, de leurs ennemis, et mêlant des chants d'allégresse aux accens plaintifs des moribonds. Il me sembla que j'entendais le discours d'un de ces tigres qui, mêlant la flatterie à la férocité, disait à un monarque consterné à l'aspect d'un champ de bataille jonché de membres déchirés, palpitans et encore chauds : *Seigneur, ce n'est pas nous, ce sont ceux-là qui sont trop heureux ;* et arrêta dans les yeux du jeune prince des larmes prêtes à couler, des larmes qu'il aurait dû hâter en lui disant : « Tiens, regarde les effets de ton ambition, de « ta folie, de tes fureurs, des nôtres; et sens « descendre sur tes joues les gouttes de sang qui « tombent du laurier dont nous venons de ceindre « ton front. » D'affligeantes réflexions me plongèrent dans la tristesse; et ce ne fut pas sur-le-champ que je repris le fil de mes idées et que je dis :

La guerre fut de tous les temps et de tous les pays ; elle commença avant même que nos pères eussent cultivé leurs champs, embelli leurs demeures, créé les beaux-arts, demandé à la mer de nouvelles jouissances, amélioré de toutes les manières leur condition originairement sauvage. A cette époque plus ou moins reculée ils étaient

encore obligés de défendre leurs cabanes, leur liberté, leur vie contre l'avidité, contre l'inquiétude, contre la soif du sang. Partout on combattait; mais l'art militaire ne se trouve que dans certains siècles et chez quelques peuples. Les Grecs l'instituèrent, et vainquirent toutes les forces de l'Asie; les Romains le perfectionnèrent, et conquirent le monde. Chez ces peuples, les cœurs les plus glacés étaient impérieusement poussés aux entreprises héroïques par les trophées, les pyramides, les couronnes civiques, les chars de triomphe, les largesses publiques, le partage des dépouilles; par tout cet appareil de gloire qu'on ne retrouve que dans l'histoire des anciennes républiques, parce que, dans nos gouvernemens absolus, on croirait dangereux de détourner quelques regards du trône. Ces deux nations, dignes de commander à toutes les autres, puisqu'elles s'élevèrent par le génie et la vertu, dûrent leur supériorité à l'infanterie, où l'homme seul est dans toute sa force. Les phalanges et les légions menèrent partout la victoire sur leurs pas.

Lorsque la mollesse eut fait prévaloir la cavalerie dans les armées, Rome perdit de sa gloire et de ses succès. Malgré la discipline de ses troupes, elle ne put résister à des nations barbares qui combattaient à pied.

Cependant ces hommes demi-sauvages, qui, avec les seules armes et les seules forces de la nature, avaient soumis l'empire le plus étendu

et le plus policé de l'univers, ne tardèrent pas à changer aussi leur infanterie en cavalerie. Celle-ci fut proprement appelée *la bataille*, ou l'armée. La noblesse, qui possédait seule les terres et les droits, ces apanages de la victoire, voulut monter à cheval; et la populace esclave fut laissée à pied, presque sans armes et sans honneur.

Dans un temps où le cheval faisait la distinction du gentilhomme; où l'homme n'était rien, et le cavalier était tout; où les guerres n'étaient que des irruptions, et les campagnes qu'une journée; où l'avantage était dans la célérité des marches, alors la cavalerie décidait du sort des armées. Durant le treizième et le quatorzième siècle, l'Europe n'avait, pour ainsi dire, que de la cavalerie. L'adresse et la force des hommes ne se montraient plus à la lutte, au ceste, dans l'exercice des bras et dans tous les muscles du corps, mais dans les tournois, à manier un cheval, à pousser une lance au galop. Ce genre de guerre, plus convenable à des Tartares errans qu'à des sociétés fixes et sédentaires, était un des vices du gouvernement féodal. Une race de conquérans qui portait partout ses droits dans son épée, qui mettait sa gloire et son mérite dans ses armes, qui n'avait d'autre occupation que la chasse, ne pouvait guère aller qu'à cheval, avec tout cet attirail d'orgueil et d'empire dont un esprit grossier devait la surcharger. Mais des troupes d'une cavalerie pesamment armée, que pouvaient-elles pour

attaquer et défendre des châteaux et des villes où l'on était gardé par des murs et des eaux ?

C'est cette imperfection de l'art militaire qui fit durer pendant des siècles une guerre sans interruption entre la France et l'Angleterre ; c'est faute de combattans qu'on combattait sans cesse. Il fallait des mois pour assembler, pour armer, pour mener en campagne des troupes qui n'y devaient rester que des semaines. Les rois ne pouvaient convoquer qu'un certain nombre de vassaux, et à des temps marqués. Les seigneurs n'avaient droit d'appeler à leur bannière que quelques tenanciers, à de certaines conditions. Les formes et les règles emportaient tout le temps à la guerre, comme elles consument tout l'argent dans les tribunaux de justice. Enfin les Français, las d'avoir éternellement à repousser les Anglais, semblables au cheval qui implore le secours de l'homme contre le cerf, se laissèrent imposer le joug et le fardeau qu'ils portent aujourd'hui. Les rois levèrent à leur solde des troupes toujours subsistantes. Charles VII, après avoir chassé les Anglais avec des mercenaires, quand il licencia son armée, conserva neuf mille hommes de cavalerie et seize mille hommes d'infanterie.

Ce fut là l'origine de l'abaissement de la noblesse, et de l'accroissement de la monarchie ; de la liberté politique de la nation au-dehors, mais de sa servitude civile au-dedans. Le peuple ne sortit de la tyrannie féodale que pour tomber un

jour sous le despotisme des rois : tant le genre humain semble né pour l'esclavage ! Il fallut assigner des fonds à la solde d'une milice ; et les impôts devinrent arbitraires, illimités comme le nombre des soldats. Ceux-ci furent distribués dans les différentes places du royaume, sous prétexte de couvrir les frontières contre l'ennemi, mais, au fond, pour contenir et opprimer les sujets. Les officiers, les commandans, les gouverneurs furent des instrumens toujours armés contre la nation même. Ils cessèrent de se regarder eux et leurs soldats comme des citoyens de l'état dévoués uniquement à la défense des biens et des droits du peuple. Ils ne connurent plus dans le royaume que le roi, prêts à égorger en son nom et leurs pères et leurs frères. Enfin la milice nationale ne fut plus qu'une milice royale.

L'invention de la poudre, qui demanda de grandes dépenses et de grands préparatifs, des forges, des magasins, des arsenaux, mit plus que jamais les armes dans la dépendance des rois, et acheva de donner l'avantage à l'infanterie sur la cavalerie. Celle-ci prêtait au feu de l'autre le flanc de l'homme et du cheval. Un cavalier démonté était un homme nul ou perdu ; un cheval sans guide portait le trouble et le désordre par tous les rangs. L'artillerie et la mousqueterie faisaient dans les escadrons un ravage plus difficile à réparer que dans les bataillons. Enfin les hommes pouvaient s'acheter et se discipliner à moins de frais que les

chevaux; c'est ce qui fit que les rois eurent aisément des soldats.

C'est ainsi que l'innovation de Charles VII, funeste à ses sujets, du moins pour l'avenir, préjudicia, par son exemple, à la liberté de tous les peuples de l'Europe. Chaque nation eut besoin de se tenir en défense contre une nation toujours armée. La politique, s'il y en eût eu dans un temps où les arts, les lettres et le commerce n'avaient point encore ouvert la communication entre les peuples, la politique était que les princes eussent attaqué tous à la fois celui qui s'était mis dans un état de guerre continuel. Mais, au lieu de l'obliger à poser les armes, ils les prirent eux-mêmes. Cette contagion gagna d'autant plus vite qu'elle paraissait le seul remède au danger d'une invasion, le seul garant de la sécurité des nations.

Cependant on manquait partout des connaissances nécessaires pour discipliner une infanterie, dont l'importance commençait à se faire sentir. La manière de combattre que les Suisses avaient employée contre les Bourguignons les avait rendus aussi fameux que formidables. Avec de pesantes épées et de longues hallebardes ils avaient toujours renversé les chevaux et les hommes de la milice féodale. Impénétrables eux-mêmes, marchant en colonnes épaisses, ils abattaient tout ce qui les attaquait, tout ce qu'ils rencontraient. Chaque puissance voulut avoir de ces soldats. Mais les Suisses, sentant le besoin qu'on avait de leurs

bras, et se faisant acheter trop cher, il fallût se résoudre à s'en passer, et composer partout une infanterie nationale pour ne pas dépendre de ces troupes auxiliaires.

Les Allemands furent les premiers à recevoir une discipline qui ne demandait que la force du corps et la subordination des esprits. Sortis d'une terre féconde en hommes et en chevaux, ils atteignirent presqu'à la réputation de l'infanterie suisse, sans perdre l'avantage de leur cavalerie.

Les Français, plus vifs, adoptèrent avec plus de peine et de lenteur un genre de milice qui contraignait tous les mouvemens, et qui semblait exiger plus de patience que de fougue. Mais le goût de l'imitation et de la nouveauté prévalut chez une nation légère sur cette vanité qui est amoureuse de ses usages.

Les Espagnols, malgré l'orgueil qu'on leur reproche, enchérirent sur les Suisses, en perfectionnant la discipline de ce peuple guerrier. Ils composèrent une infanterie qui fut tour à tour la terreur et l'admiration de l'Europe.

A mesure que l'infanterie augmentait, cessaient partout l'usage et le service de la milice féodale, et la guerre s'étendait de plus en plus. La constitution nationale n'avait guère permis durant des siècles aux différens peuples de franchir les barrières de leurs états pour aller s'égorger. La guerre ne se faisait que sur les frontières, entre les peuples limitrophes. Quand la France et l'Espagne

eurent essayé leurs armes à l'extrémité la plus reculée de l'Italie, il ne fut plus possible de convoquer le ban et l'arrière-ban des nations, parce que ce n'étaient pas réellement les peuples qui se faisaient la guerre, mais les rois avec leurs troupes, pour la gloire de leur personne ou de leur famille, sans aucun égard au bien de leurs sujets. Ce n'est pas que les princes ne tâchassent d'engager dans leurs querelles l'orgueil national des peuples, mais uniquement pour affaiblir ou pour soumettre cette indépendance qui luttait encore dans quelques corps contre l'autorité absolue où ils s'étaient élevés par degrès.

Toute l'Europe fut en combustion. On vit les Allemands en Italie; les Italiens en Allemagne; les Français dans l'une et l'autre de ces régions, les Turcs devant Naples et devant Nice; les Espagnols tout à la fois en Afrique, en Hongrie, en Italie, en Allemagne, en France, et dans les Pays-Bas. Toutes ces nations, en aiguisant, en trempant leurs armes dans leur sang, se formèrent dans la science de se battre et de se détruire avec un ordre, une mesure infaillibles.

La religion mit aux prises les Allemands contre les Allemands, les Français contre les Français, mais surtout la Flandre avec l'Espagne. C'est dans les marais de la Hollande qu'échoua toute la fureur d'un roi bigot et despote, d'un prince superstitieux et sanguinaire, de deux Philippe et d'un duc d'Albe. C'est dans les Pays-Bas qu'on

vit une république sortir des gibets de la tyrannie et des bûchers de l'inquisition. Après que la liberté eut rompu ses chaînes, qu'elle eut trouvé son asile dans l'Océan, elle éleva ses remparts sur le continent. Les Hollandais imaginèrent les premiers l'art de fortifier les places : tant le génie et la création appartiennent aux âmes libres ! Leur exemple fut imité partout. Les grands états n'avaient besoin que de fortifier leurs frontières. L'Allemagne et l'Italie, partagées entre plusieurs princes, furent hérissées d'un bout à l'autre de fortes citadelles. On n'y voyage point sans trouver chaque soir des portes fermées et des ponts-levis à l'entrée des villes.

Tandis que Nassau, armé pour assurer l'indépendance de sa patrie, renouvelait la science des fortifications, la passion de la gloire poussait Gustave à chercher sur les traces des anciens les principes presque entièrement perdus de la guerre de campagne. Il eut la gloire de les trouver, de les appliquer, de les répandre ; mais, s'il en faut croire les juges les plus expérimentés, il n'y mit pas les modifications qu'aurait exigées la différence des esprits, des constitutions et des armes. Ses élèves, tout grands capitaines qu'ils étaient, n'osèrent pas être plus hardis ou plus éclairés que lui ; et cette timide circonspection empêcha les changemens, arrêta les progrès qu'on aurait dû faire. Seulement Cohorn et Vauban ouvrirent les yeux à l'Europe sur l'art de défendre, mais surtout

d'attaquer les places. Par une de ces contradictions qui se remarquent quelquefois dans les nations comme parmi les individus, il arriva que, malgré son caractère bouillant et impétueux, le Français se montra plus propre qu'aucun peuple aux siéges, et qu'il parut acquérir au pied des murailles la patience et le sang-froid qui lui manquent le plus souvent dans les autres opérations militaires.

Le roi de Prusse parut, et avec lui naquit un ordre inconnu de choses. Sans se laisser imposer par l'exemple ou l'autorité de ceux qui l'avaient précédé, ce prince créa une tactique presque entièrement nouvelle. Il fit voir que des troupes, en quelque nombre qu'elles fussent, pouvaient être disciplinées et manœuvrières; que les mouvemens des plus grandes armées n'étaient pas assujettis à des calculs plus compliqués ni moins certains que les plus faibles corps; et que les mêmes ressorts qui mettaient en action un bataillon pouvaient, bien maniés, combinés par un grand général, faire mouvoir cent mille hommes. Son génie lui fit imaginer des développemens savans dont personne n'avait eu l'idée; et, donnant en quelque sorte l'avantage aux jambes sur les bras, il introduisit dans ses évolutions, dans ses marches, une célérité devenue nécessaire et presque décisive depuis que les armées ont été si malheureusement multipliées, et qu'il a fallu leur faire occuper un front extrêmement étendu.

Ce prince, qui, depuis Alexandre, n'a point eu son égal dans l'histoire pour l'étendue et la variété des talens; lui qui, sans avoir été formé par des Grecs, a su former des Lacédémoniens; enfin ce monarque, qui mérita plus que tout autre d'attacher son nom à son siècle, et qui aura la gloire, puisque c'en est une, d'avoir élevé la guerre à un degré de perfection dont elle ne peut heureusement que descendre, Frédéric a vu l'Europe entière se jeter avec enthousiasme sur ses institutions. A l'exemple du peuple romain, qui, en s'instruisant à l'école de ses ennemis, s'était mis en état de leur résister, de les vaincre, de les asservir, les nations modernes ont voulu copier un voisin redoutable par sa capacité militaire, et qui pouvait devenir dangereux par ses succès. Ont-elles atteint leur but? sans doute on a réussi à imiter quelques pratiques extérieures de sa discipline; mais ses grands principes ont-ils été bien saisis, bien approfondis, bien combinés? Il serait peut-être permis d'en douter.

Quand même cette doctrine sublime et terrible serait devenue commune aux puissances, l'usage en serait-il égal pour toutes? Les Prussiens ne la perdent pas un moment de vue. Ils ne connaissent ni les intrigues des cours, ni les délices des villes, ni l'oisiveté des campagnes. Leurs drapeaux sont leur toit, des chants guerriers leur amusement, les récits de leurs premiers exploits leur conversation, de nouveaux lauriers le motif de

leurs espérances. Sans cesse sous les armes, sans cesse dans les exercices, ils ont continuellement sous les yeux l'image, presque la réalité d'une guerre savante et opiniâtre, soit qu'ils soient réunis dans des camps, soit qu'ils soient dispersés dans des garnisons.

Militaires de tous les pays, opposez à ce tableau celui de votre éducation, de vos lois, de vos mœurs; et comparez-vous à de tels hommes, si vous l'osez. Le son des trompettes vous tirera, j'y consens, de votre assoupissement. Du bal, des spectacles, du sein de vos maîtresses vous volerez avec ardeur au péril. Mais une fougue passagère tiendra-t-elle lieu de cette vigilance, de cette activité, de cette application, de cette prévoyance qui seules peuvent décider des opérations d'une guerre ou d'une campagne? Un corps énervé par de molles habitudes résistera-t-il aux horreurs de la disette, à la rigueur des saisons, à la diversité des climats? Un esprit dominé par le goût des plaisirs se pliera-t-il à des méditations suivies, profondes et sérieuses? Dans un cœur rempli d'objets frivoles et divers, ne s'en trouvera-t-il aucun qui soit l'écueil du courage? Sur les bords du Pô, du Rhin, du Danube; au milieu de ces destructions, de ces ravages qui suivent toujours ses pas, un Français, couvert de poussière, épuisé de forces, dénué de tout, ne tournera-t-il pas ses tristes regards vers les bords rians de la Loire ou de la Seine? Ne soupirera-t-il pas après ces fêtes ingé-

nieuses, ces douces liaisons, ces sociétés charmantes; après tant de voluptés qu'il y a laissées et qui l'y attendent? Imbu de l'absurde et malheureux préjugé que la guerre, qui est un métier pour les autres nations, n'est qu'un état pour lui, ne quittera-t-il pas les camps aussitôt qu'il croira le pouvoir sans exposer trop ouvertement sa réputation? Si l'exemple ou les circonstances ne lui permettent pas de suivre son inclination, n'épuisera-t-il pas en quelques mois le revenu de dix années pour métamorphoser un fourrage en amusement, ou pour étaler son luxe à la tête d'une tranchée? Le dégoût de ses devoirs et son indifférence pour la chose publique ne le rendront-ils pas le jouet d'un ennemi qui aura des principes différens et une autre conduite?

Ce n'est pas au roi de Prusse, c'est à Louis XIV qu'il faut attribuer cette excessive multiplication de troupes qui nous offre le spectacle de la guerre jusque dans le sein de la paix. En tenant toujours sur pied des armées prodigieuses, l'orgueilleux monarque réduisit ses voisins ou ses ennemis à des efforts à peu près semblables. La contagion gagna même les princes trop faibles pour allumer des incendies, trop pauvres pour les entretenir. Ils vendirent le sang de leurs légions aux grandes puissances; et le nombre des soldats s'éleva peu à peu en Europe jusqu'à deux millions.

On parle avec horreur des siècles de barbarie, et cependant la guerre était alors un état violent,

un temps d'orage : aujourd'hui c'est presqu'un état naturel. La plupart des gouvernemens sont ou deviennent militaires. La perfection même de la discipline en est une preuve. La sûreté dans les campagnes, la tranquillité dans les villes, soit que les troupes y passent ou qu'elles y séjournent, la police qui règne autour des camps et dans les places de garnisons, annoncent bien que les armes ont un frein, mais que tout est soumis au pouvoir des armes.

Heureusement les hostilités, de nos jours, ne ressemblent pas à celles des temps anciens. A ces époques éloignées les provinces conquises étaient dévastées, les villes prises réduites en cendres, les citoyens vaincus égorgés ou réduits en servitude. La guerre est aujourd'hui beaucoup moins cruelle. Après le combat il n'y a plus d'atrocités. On respecte les prisonniers. Les cités ne sont plus détruites, ni les campagnes ravagées. Ce qu'on exige des peuples assujettis en contributions équivaut à peine à ce qu'ils payaient d'impôts avant leur désastre. Rentrent-ils à la paix dans leurs premiers liens, leur état se trouve n'avoir pas changé. Des traités assurent-ils au vainqueur leur soumission, ils jouissent des mêmes avantages que tous ses sujets, quelquefois même de plusieurs prérogatives très-importantes. Aussi les nations, même les moins éclairées, s'occupent-elles peu de ces dissensions des princes; aussi regardent-elles ces querelles comme des démêlés de gouverne-

ment à gouvernement; aussi verraient-elles ces événemens d'un œil tout-à-fait indifférent, sans l'obligation de soudoyer les mercenaires chargés d'appuyer l'ambition, l'inquiétude ou les caprices d'un maître tyrannique.

Ces mercenaires sont fort mal payés. Ils coûtent quatre ou cinq fois moins que le plus abject manœuvre. On ne leur donne que ce qui est précisément nécessaire pour les empêcher de mourir de faim. Cependant on a multiplié à tel point les troupes, les généraux, les places fortes, l'artillerie, tous les instrumens de guerre, que leur entretien a fait le désespoir des peuples. Pour subvenir à ces dépenses, il a fallu surcharger toutes les classes de la société, qui, refoulant les unes sur les autres, écrasent la dernière, la plus nécessaire, celle des cultivateurs. L'accroissement des impôts et la difficulté des recouvremens font mourir de faim et de misère ces mêmes familles qui sont les mères et les nourrices des armées.

Si une oppression universelle est le premier inconvénient de la multiplication de soldats, leur oisiveté en est le second. Qu'on les occupe sans excès, mais sans relâche, aussitôt que le bruit des armes aura cessé de se faire entendre, et leurs mœurs seront moins dissolues, moins contagieuses; les forces pour supporter les fatigues de leur profession ne leur manqueront plus, et leur santé sera rarement altérée; on ne les verra plus consumés par la faim, par l'ennui et par le chagrin;

la désertion et les querelles cesseront d'être communes parmi eux ; après le temps de leur service, ils pourront être encore utiles à la société. Pour une modique augmentation de solde, ils feront gaîment les chemins par lesquels ils doivent marcher ; ils aplaniront les montagnes qu'ils doivent gravir ; ils fortifieront les villes qu'ils doivent défendre ; ils creuseront les canaux qui doivent porter leurs subsistances ; ils perfectionneront les ports dans lesquels ils doivent s'embarquer ; ils délivreront le peuple de la plus cruelle, de la plus ignominieuse des vexations, la corvée. Après avoir expié dans des travaux utiles le malheur d'être dévoués par état à désoler la terre, à en massacrer les habitans, peut-être cesseront-ils d'être détestés ; peut-être parviendront-ils un jour à l'honneur d'être comptés parmi les citoyens.

Les Romains avaient saisi ces vérités, et en avaient fait la base de leur conduite. Comment est-il arrivé que nous, autrefois les esclaves, et aujourd'hui les disciples de ces maîtres du monde, nous nous soyons si fort écartés sur ce point important de leurs principes ? C'est que l'Europe a cru, c'est que l'Europe croit encore que des mains destinées à manier des armes, à cueillir des lauriers seraient avilies par des instrumens uniquement maniés par les dernières classes du peuple. Jusques à quand cet absurde préjugé formé dans des temps barbares subsistera-t-il ? jusques à quand serons-nous au douzième siècle ?

Troisième inconvénient : augmentation de soldats, diminution de courage. Peu d'hommes naissent propres à la guerre. Si l'on en excepte Lacédémone et Rome, où des citoyens, des femmes libres enfantaient des soldats ; où les enfans s'endormaient et s'éveillaient au bruit des fanfares et des chansons guerrières ; où l'éducation dénaturait les hommes, faisait d'eux des êtres d'une nouvelle espèce, tous les peuples n'ont jamais eu qu'un petit nombre de braves. Aussi moins on en lève, plus ils valent. Autrefois chez nos pères, moins policés et plus forts que nous, les armées étaient beaucoup moins nombreuses que les nôtres, et les guerres plus décisives. Il fallait être noble ou riche pour faire le service militaire. C'était un droit, un honneur que de prendre les armes. On ne voyait sous les drapeaux que des volontaires. Les engagemens finissaient avec la campagne. Un homme qui n'aurait pas aimé la guerre pouvait s'en retirer. D'ailleurs il y avait plus de cette chaleur de sang et de cette fierté de sentimens qui fait le vrai courage. Aujourd'hui quelle gloire de servir des despotes qui mesurent les hommes à la toise, les prisent par leur paie, les enrôlent par force ou par subtilité, les retiennent, les congédient comme ils les ont pris, sans leur consentement ? Quel honneur d'aspirer au commandement des armées sous la maligne influence des cours, où l'on donne et l'on ôte tout pour rien ; où l'on élève et l'on dégrade par ca-

price des hommes sans mérite et sans crime ; où l'on confie le ministère de la guerre à un protégé qui ne s'est distingué dans aucune occasion, et à qui l'art n'est connu ni par la pratique ni par la méditation ; où une favorite trace d'une main faible, sur une carte étendue sur sa toilette, la marche que suivront les armées ; où, pour livrer une bataille, il faut envoyer solliciter la permission de la cour, délai funeste pendant lequel l'ennemi a changé de position, et le moment de la victoire s'est perdu ; où, à l'insu du prince, on a quelquefois ordonné à un général, sous peine de disgrâce, de se laisser battre ; où la jalousie, la haine, mille autres motifs détestables font échouer les espérances d'une campagne heureuse ; où, par négligence ou par faiblesse, on laisse manquer les camps de vivres, de fourrages et de munitions ; où celui qui doit obéir, s'arrêter ou marcher, exécuter des mouvemens combinés, trahit son chef et brave la discipline sans compromettre sa tête ? Aussi, hormis les empires naissans et les momens de crise, plus il y a de soldats dans un état, plus la nation s'affaiblit ; et plus un état s'affaiblit, plus on multiplie les soldats.

Quatrième inconvénient : la multiplication de la milice achemine au despotisme. Les troupes nombreuses, les places fortes, les magasins et les arsenaux, peuvent empêcher les invasions ; mais, en préservant un peuple des irruptions d'un conquérant, ils ne le sauvent pas des attentats d'un

despote. Tant de soldats ne font que tenir à la chaîne des esclaves tout faits. L'homme le plus faible est alors le plus fort. Comme il peut tout, il veut tout. Par les seules armes il brave l'opinion et force les volontés. Avec des soldats il lève des impôts; avec des impôts il lève des soldats. Il croit exercer et manifester sa puissance en détruisant ce qu'il a créé; mais il travaille dans le néant et pour le néant. Il refond perpétuellement sa milice, sans jamais retrouver une force nationale. C'est en vain qu'il arme des bras toujours levés sur la tête du peuple. Si ses sujets tremblent devant ses troupes, ses troupes fuiront devant l'ennemi. Mais alors la perte d'une bataille est celle d'un royaume. Tous les cœurs aliénés volent d'eux-mêmes sous un joug étranger, parce qu'avec un conquérant il reste de l'espérance, et qu'avec un despote on ne sent que la crainte. Quand les progrès du gouvernement militaire ont amené le despotisme, alors il n'y a plus de nation. Les troupes sont bientôt insolentes et détestées; les familles se dessèchent et dépérissent dans la stérilité de la misère et du libertinage. L'esprit de désunion et de haine gagne entre tous les états, alternativement corrompus et flétris. Les corps se trahissent, se vendent, se dépouillent, et se livrent tour à tour les uns les autres aux verges du despote. Il les crible tous, il les vanne, il les pressure dans sa main, les dévore et les anéantit. Telle est la fin de cet art de la guerre qui mène au

gouvernement militaire. On n'a pas encore dit tout ce qui devrait dégoûter de la fureur des combats les conducteurs des empires, et nous oserons les conjurer au nom de l'humanité de peser les considérations suivantes.

Dans les premiers âges, lorsque la force tenait lieu de droit, et qu'on ne vivait presque que de brigandage, il était tout simple que les exploits guerriers conduisissent seuls à la considération et à la gloire. L'opinion changea peu à peu à mesure que les sociétés se formèrent, mais pour reprendre son ancien ascendant sous l'anarchie féodale. Le progrès des lumières a dissipé avec le temps cette illusion funeste. Ce n'est plus le nom d'Alexandre, de César, de Gengis-Kan, qui est prononcé avec respect. Les hommages se sont tournés vers Trajan, vers Marc-Aurelle, vers Henri IV. Les bienfaiteurs des nations l'ont enfin emporté sur ceux qui en avaient été la terreur. Vous vivez dans le siècle heureux où la philosophie a opéré la révolution. Choisissez. Il dépend de vous de laisser une mémoire odieuse ou un souvenir cher à tous les peuples.

Les anciens faisaient la guerre pour conquérir des royaumes, pour asservir des nations. Une seule victoire leur donnait souvent d'immenses provinces, des millions d'esclaves. L'importance de l'objet pouvait les aveugler sur l'injustice des moyens employés pour l'obtenir. Une pareille ambition serait de nos jours une extravagance. Celui

qui s'y abandonnerait ne tarderait pas à être puni de sa témérité par les efforts réunis d'une confédération générale. A quoi se réduit donc votre inquiétude? A jeter sous le plus léger prétexte d'innombrables légions sur un terrain quelquefois stérile et toujours borné. Vous en rendrez-vous le maître? Le conserverez-vous à la paix? Le posséderez-vous sans inquiétude? Vous dédommagera-t-il jamais des dépenses faites pour l'acquérir? C'est à vous à résoudre le problème.

Ne vous laissez pas aveugler par l'éclat trompeur qui séduisit tant de nations et tant de siècles. Le soleil a repris sa course majestueuse et tranquille. Ses rayons bienfaisans raniment la nature engourdie. Un doux printemps a chassé les noirs frimats. L'œil charmé se repose avec complaisance sur le tendre vert des prairies. On prête une oreille attentive aux accens délicieux du chantre des bois. L'émail des fleurs embellit la terre, et les campagnes promettent des fruits délicieux, des moissons abondantes. Nul trouble sur le globe; il y règne l'harmonie la plus parfaite. Tout entier à l'émotion que ces objets séduisans doivent inspirer, j'aperçois deux grandes armées qui avancent l'une contre l'autre. Le bruit des clairons et des trompettes les annonce. Elles sont formées des hommes les plus distingués, des hommes les mieux constituées de leur pays. L'or et la pourpre couvrent ces fiers athlètes; des coursiers superbes partagent leur ardeur; leur armure est éblouis-

sante. Une artillerie nombreuse les suit ou les précède. A leur approche le laboureur effrayé quitte les sillons qu'il a tracés. Des mères tremblantes vont cacher leurs enfans dans des antres et dans des forêts. Ceux qui n'ont pas pu ou voulu fuir voient leurs champs ravagés, leurs troupeaux dévorés, leurs habitations brulées ou détruites. C'est partout l'image désespérante du chaos ou du néant. Tant de calamités ne sont encore que le prélude de plus grands désastres. Après avoir porté la terreur et la désolation sur leur passage, les redoutables cohortes se menacent et se heurtent. Sans se haïr, sans se connaître, sans même être instruites des causes de la querelle, elles s'occupent de leur destruction mutuelle avec une ardeur, avec un acharnement qu'on aurait cru particuliers aux tigres. En peu d'heures, en quelques momens le théâtre de ces funestes débats est couvert de morts, de mourans, de corps mutilés, de membres épars; il retentit des cris de la rage et du désespoir, des plus amères imprécations contre les coupables auteurs de tant de maux. Ces scènes de désolation se répètent d'une extrémité de l'empire à l'autre. Le père redemande son fils, l'épouse redemande son époux, la maîtresse redemande son amant. O vous que le sort avait destinés à être nos guides, nos amis, nos consolateurs, jusques à quand préférerez-vous les acclamations d'une multitude égarée, les chants harmonieux mais intéressés de vos

poëtes à des devoirs si sublimes et si importans ?

Vous savez, je n'en doute pas, qu'une agriculture florissante, de nombreuses manufactures, tous les genres d'industrie, sont la base de votre puissance. Ces travaux nécessaires n'existeront jamais sans une grande population; et vous sacrifiez les plus jeunes, les plus robustes, les mieux faits de vos sujets à de vains caprices. Peut-être vous êtes-vous promis de ménager leur sang en évitant avec soin les engagemens; mais ignoreriez-vous que, dans les campagnes les plus meurtrières, la dixième partie de ce qui périt ne tombe pas sous le fer de l'ennemi ? C'est la faim, c'est la misère, c'est la fatigue, c'est la débauche, c'est l'inclémence des saisons; ce sont ces causes réunies qui détruisent vos armées.

Les mœurs sont les meilleurs gardiens des lois. C'est la corruption qui précipite les empires dans l'abîme; et des expériences innombrables ont démontré que le vice ne régnait nulle part plus impérieusement que dans les camps. On n'y trouve qu'un amas d'indociles, de fainéans, de dissipateurs, qui ont voulu se soustraire à l'autorité paternelle, à des occupations pénibles, à une économie raisonnable. Dans nos constitutions modernes, où un soldat ne peut espérer ni fortune, ni avancement, ni gloire, il ne peut être déterminé à cet état que par l'espoir de la licence ou du brigandage. Vous prendrez, je le veux, les plus sûrs moyens pour contenir dans l'ordre cette

multitude que ses penchans entraînent au crime, et qui est dénuée de tous les principes; mais la garantirez-vous de la contagion des mauvais exemples que lui donneront ces vagabonds que les premières hostilités attireront en foule sous vos drapeaux? Que faites-vous donc avec vos armées? Vous énervez vos peuples, vous les entraînez dans tous les désordres. Douteriez-vous de cette trop funeste vérité? voyez ce qui se passe dans les villes et dans les campagnes où vos troupes sont ou réunies ou dispersées.

Votre penchant pour la guerre s'appuie de l'autorité de quelques écrivains célèbres, et très-célèbres, qui ont pensé que vous pouviez attaquer sans remords les puissances qui avec le temps pourraient se rendre redoutables. Quoi! sur un soupçon bien ou mal fondé il vous serait permis de tenter la ruine d'une contrée limitrophe de vos états, d'accabler vos peuples d'impôts, d'exposer vos provinces aux ravages, à l'invasion, aux plus grands fléaux, de mettre l'univers en feu? Si votre voisin contracte des alliances, que n'en contractez-vous? S'il encourage les travaux utiles, que ne les encouragez-vous? S'il appelle des étrangers, que n'en appelez-vous? S'il porte l'économie dans ses dépenses, que ne l'y portez-vous? S'il exerce ses soldats et ses matelots, que n'exercez-vous les vôtres? S'il n'accorde sa confiance qu'à des hommes intelligens, honnêtes et infatigables, que ne suivez-vous un si bel exemple? Opposez une saine politique

à une saine politique, une bonne administration à une bonne administration, une vigilance continuelle à une vigilance continuelle, et ces dangers qu'on vous peint comme si pressans, que votre propre inquiétude s'exagère, s'évanouiront sans que la félicité publique ait été un instant altérée.

La navigation est, de toutes les inventions, la plus étonnante. L'élément qui lui sert de base est toujours agité, et l'est souvent avec une violence extrême. Tantôt il élève ses flots orgueilleux jusqu'aux cieux, et tantôt il oúvre dans son sein de profonds abîmes. Son étendue suffirait pour glacer d'effroi les cœurs les plus intrépides. On conçoit à peine comment des besoins toujours renaissans purent déterminer un homme à se jeter sur des pirogues pour trouver dans la pêche sa subsistance, quoiqu'il ne s'éloignât pas des côtes, quoiqu'il conservât la facilité de s'en rapprocher à la vue du moindre orage. Comment comprendre qu'habituellement témoin des caprices et des tempêtes de l'Océan, il ait pu lui confier sa patrie, sa fortune, sa famille, sa vie même, sans aucun espoir raisonnablement fondé de trouver au-delà un dédommagement à des sacrifices aussi considérables ?

Cette témérité dut prendre son origine dans une île. Ses habitans, ou opprimés par la tyrannie, ou forcés par une population surabondante, ou poussés par la curiosité qui nous est si naturelle, ou tourmentés par cette espèce d'ennui qu'on ne manque guère d'éprouver dans une prison qu'il faut re-

garder comme perpétuelle; ses habitans se livrèrent à des dangers inconnus pour se délivrer de maux dont ils ne pouvaient plus supporter ni la violence ni la durée. Le succès de leur audace enhardit les peuples du continent, et les mers se couvrirent peu à peu de navigateurs.

V. Marine. Les anciens nous transmirent presque tous les arts, qui sont ressuscités avec les lettres; mais nous l'emportons sur eux dans la marine militaire. Tyr et Sidon, Carthage et Rome n'ont presque vu que la Méditerranée; et, pour courir cette mer, il ne fallait que des radeaux, des galères et des rameurs. Les combats alors pouvaient être sanglans, mais l'art de la construction et de l'armement des flottes ne devait pas être savant. Pour traverser de l'Europe en Afrique, il ne fallait pour ainsi dire que des bateaux plats, qui débarquaient des Carthaginois ou des Romains; car ce furent presque les seuls peuples qui rougirent la mer de leur sang. Les Athéniens et les républiques de l'Asie firent heureusement plus de commerce que de carnage.

Après que ces nations fameuses eurent laissé la terre et la mer à des brigands et à des pirates, la marine resta durant douze siècles dans le néant où étaient tombés tous les autres arts. Ces essaims de barbares qui dévorèrent le cadavre et le squelette de Rome vinrent de la mer Baltique, sur des radeaux ou des pirogues, ravager et piller nos côtes de l'Océan, mais sans s'écarter du continent.

Ce n'étaient point des voyages, mais des descentes qui se renouvelaient chaque jour. Les Danois et les Normands n'étaient point armés en course, et ne savaient guère se battre que sur terre.

Enfin le hasard ou la Chine donna la boussole à l'Europe, et la boussole lui donna l'Amérique. L'aiguille aimantée, montrant aux navigateurs de combien ils s'approchaient ou s'éloignaient du nord, les enhardit à tenter les plus longues courses, à perdre la terre de vue durant des mois entiers. La géométrie et l'astronomie apprirent à mesurer la marche des astres, à fixer par eux les longitudes, et à estimer à peu près de combien on avançait à l'est ou à l'ouest. Dès-lors on devait savoir à quelle hauteur, à quelle distance on se trouvait de toutes les côtes de la terre. Quoique la connaissance des longitudes soit beaucoup plus inexacte que celle des latitudes, l'une et l'autre eurent bientôt assez hâté les progrès de la navigation pour faire éclore l'art de la guerre navale. Cependant elle débuta par des galères qui étaient en possession de la Méditerranée. La plus fameuse bataille de la marine moderne fut celle de Lepante, qui fut livrée il y a deux cents ans entre deux cent cinq galères des chrétiens et deux cent soixante des Turcs. L'Italie, qui a tout trouvé et n'a rien gardé, l'Italie seule avait construit ce prodigieux armement; mais alors elle avait le double du commerce, des richesses, de la population qui lui restent aujourd'hui. D'ailleurs ces galères n'étaient

ni si longues ni si larges que celles de nos jours, comme l'attestent encore d'anciennes carcasses qui se conservent dans l'arsenal de Venise. La chiourme consistait en cent cinquante rameurs, et les troupes n'étaient que de quatre-vingts hommes par bâtiment. Aujourd'hui Venise a de plus belles galères, et moins de puissance sur cette mer qu'elle épouse, et que d'autres sillonnent et labourent.

Mais les galères étaient bonnes pour des forçats; il fallait de plus forts vaisseaux pour des soldats. L'art de la construction s'accrut avec celui de la navigation. Philippe II, roi de toutes les Espagnes et des deux Indes, employa tous les chantiers d'Espagne et de Portugal, de Naples et de Sicile, qu'il possédait alors, à construire des navires d'une grandeur, d'une force extraordinaires; et sa flotte prit le nom de *l'invincible armada*. Elle était composée de cent trente vaisseaux, dont près de cent étaient les plus gros qu'on eût encore vus sur l'Océan. Vingt caravelles ou petits bâtimens suivaient cette flotte, voguaient et combattaient sous ses ailes. L'enflure espagnole du seizième siècle s'est prodigieusement appesantie sur une description exagérée et pompeuse de cet armement si formidable. Mais ce qui répandit la terreur et l'admiration il y a deux siècles servirait de risée aujourd'hui. Les plus grands de ces vaisseaux ne seraient que du troisième rang dans nos escadres. Ils étaient si pesamment armés et si mal

gouvernés, qu'ils ne pouvaient presque se remuer, ni prendre le vent, ni venir à l'abordage, ni obéir à la manœuvre dans des temps orageux. Les matelots étaient aussi lourds que les vaisseaux étaient massifs, les pilotes presque aussi ignorans que les matelots.

Les Anglais, qui connaissaient déjà toute la faiblesse et le peu d'habileté de leurs ennemis sur la mer, se reposèrent du soin de leur défaite sur leur inexpérience. Contens d'éviter l'abordage de ces pesantes machines, ils en brulèrent une partie. Quelques-uns de ces énormes galions furent pris, d'autres désemparés. Une tempête survint. La plupart avaient perdu leurs ancres; ils furent abandonnés par l'équipage à la fureur des vagues, et jetés, les uns sur les côtes occidentales de l'Écosse, les autres sur les côtes d'Irlande. A peine la moitié de cette invincible flotte put retourner en Espagne, où son délabrement, joint à l'effroi des matelots, répandit une consternation dont la nation ne se releva plus, abattue à jamais par la perte d'un armement qui lui avait coûté trois ans de préparatifs, où ses forces et ses revenus s'étaient comme épuisés.

La chute de la marine espagnole fit passer le sceptre de la mer aux mains des Hollandais. L'orgueil de leurs anciens tyrans ne pouvait être mieux puni que par la prospérité d'un peuple forcé par l'oppression à briser le joug des rois. Lorsque cette république levait la tête hors de ses

marais, le reste de l'Europe était plongé dans les guerres civiles par le fanatisme. Dans tous les états, la persécution lui préparait des citoyens. L'inquisition que la maison d'Autriche voulait étendre dans les pays de sa domination ; les bûchers qu'Henri II allumait en France ; les émissaires de Rome que Marie appuyait en Angleterre, tout concourut à donner à la Hollande un peuple immense de réfugiés. Elle n'avait ni terres, ni moissons pour les nourrir. Il leur fallut chercher une subsistance par mer dans le monde entier. Lisbonne, Séville, Anvers, faisaient preque tout le commerce de l'Europe sous un même souverain, que sa puissance et son ambition rendaient l'objet de la haine et de l'envie. Les nouveaux républicains, échappés à sa tyrannie, excités par le ressentiment et le besoin, se firent corsaires, et se formèrent une marine aux dépens des Espagnols et des Portugais, qu'ils détestaient. La France et l'Angleterre, qui ne voyaient que l'humiliation de la maison d'Autriche dans les progrès de la république naissante, l'aidèrent à garder des conquêtes et des dépouilles dont elles ne connaissaient pas encore tout le prix. Ainsi les Hollandais s'assurèrent des établissemens partout où ils voulurent porter leurs armes, s'affermirent dans leurs acquisitions avant qu'on pût en être jaloux, et se rendirent insensiblement les maîtres de tout le commerce par leur industrie, et de toutes les mers par la force de leurs escadres.

Les troubles domestiques de l'Angleterre favorisèrent quelque temps cette prospérité, sourdement acquise dans des pays éloignés. Mais enfin Cromwel éveilla dans sa patrie la jalousie du commerce. Elle était naturelle à un peuple insulaire. Partager avec lui l'empire de la mer, c'était le lui céder. Les Hollandais résolurent de le garder. Au lieu de s'allier avec l'Angleterre, ils s'exposèrent courageusement à la guerre. Ils combattirent longtemps avec des forces inégales; et cette opiniâtreté contre les revers leur conserva du moins une honorable rivalité. La supériorité dans la construction, dans la forme des vaisseaux, donna souvent la victoire à leurs ennemis; mais les vaincus ne firent point de pertes décisives.

Cependant ces longs et terribles combats avaient épuisé, du moins ralenti la vigueur des deux nations, lorsque Louis XIV, voulant profiter de leur affaiblissement réciproque, aspira à l'empire des mers. En prenant les rênes de son royaume, ce prince n'avait trouvé dans ses ports que huit ou neuf vaisseaux demi-pourris; encore n'étaient-ils ni du premier ni du second rang. Richelieu avait su jeter une digue devant la Rochelle, mais non créer une marine, dont Henri IV et son ami Sully devaient pourtant avoir conçu le projet : mais tout ne pouvait naître à la fois que dans le beau siècle de la nation française. Louis, qui saisissait du moins toutes les idées de grandeur qu'il n'enfantait pas, fit passer dans l'âme de ses sujets la

passion qui le dévorait. Cinq ports furent ouverts à la marine militaire. On créa des chantiers et des arsenaux, également commodes et magnifiques. L'art des constructions, encore très-imparfait partout, reçut des règles moins incertaines. Un code fort supérieur à celui des autres nations, et qui depuis leur servit de guide, obtint la sanction des lois. Des hommes de mer sortirent, pour ainsi dire, comme tout formés du sein de l'Océan. En moins de vingt ans, les rades du royaume comptèrent cent vaisseaux de ligne.

Ces forces s'essayèrent d'abord contre les barbaresques, qui furent châtiés. Ensuite elles firent baisser le pavillon à l'Espagne. De là, se mesurant avec les flottes, tantôt séparées, tantôt combinées, de l'Angleterre et de la Hollande, presque toujours elles emportèrent l'honneur et l'avantage du combat. La première défaite mémorable qu'essuya la marine française fut en 1692, lorsque avec quarante vaisseaux elle attaqua vis-à-vis de la Hogue quatre-vingt-dix vaisseaux anglais et hollandais, pour donner à l'Angleterre un roi qu'elle ne voulait pas, et qui ne souhaitait pas trop de l'être. Le parti le plus nombreux eut la victoire. Jacques II sentit un plaisir involontaire en voyant triompher le peuple qui le repoussait ; comme si dans ce moment l'amour aveugle de la patrie l'eût emporté contre lui dans son cœur sur l'ambition du trône. Depuis cette journée, la France vit décliner ses forces na-

vales, et il était impossible qu'il en fût autrement.

Accoutumé à mettre plus de fierté que de méthode dans ses entreprises, plus jaloux de paraître puissant que de l'être en effet, Louis XIV avait commencé par poser le faîte de sa marine guerrière avant d'en avoir assuré les fondemens. L'unique base solide qu'on eût pu lui donner, c'eût été une navigation marchande, vive, étendue; et il n'en existait presque pas un commencement dans le royaume. Le commerce des Indes orientales ne faisait que de naître. Les Hollandais s'étaient approprié le peu de denrées que produisaient alors les îles de l'Amérique. On n'avait pas songé à donner aux grandes pêcheries l'extension dont elles étaient susceptibles. Les rades du nord ne recevaient pas un navire français, et celles du sud n'en voyaient que rarement. L'état avait abandonné jusqu'à son cabotage à des étrangers. N'était-ce donc pas une nécessité qu'au premier échec remarquable que recevrait cet orgueilleux étalage de puissance le colosse croulât, et que l'illusion fût dissipée?

L'Angleterre prit dès-lors une supériorité qui l'a portée au comble de la prospérité. Une nation qui se voit aujourd'hui la première sur toutes les mers s'imagine aisément qu'elle y a eu toujours de l'empire. Tantôt elle fait remonter sa puissance maritime jusqu'au temps de César; tantôt elle veut avoir régné sur l'Océan, du moins au neuvième siècle. Peut-être un jour les Corses, qui ne sont

rien, quand ils seront devenus un peuple maritime, écriront et liront dans leurs fastes qu'ils ont toujours dominé sur la Méditerranée. Telle est la vanité de l'homme; il a besoin d'agrandir son néant dans le passé comme dans l'avenir. La vérité seule, qui subsiste avant et après les nations, dit qu'il n'y a point eu de marine en Europe depuis l'ère chrétienne jusqu'au seizième siècle. Les Anglais eux-mêmes n'en avaient pas besoin tant qu'ils furent les maîtres de la Normandie et des côtes de la France.

Lorsque Henri VIII voulut équiper une flotte, il fut obligé de louer des vaisseaux de Hambourg, de Lubeck, de Dantzick, mais surtout de Gênes et de Venise, qui savaient seules construire et conduire une marine; qui fournissaient les navigateurs et les amiraux; qui donnaient à l'Europe un Colomb, un Améric, un Cabot, un Verezani, ces hommes divins par qui le monde est devenu si grand. Élisabeth eut besoin d'une force navale contre l'Espagne. Elle permit à des citoyens d'armer des vaisseaux pour courir sur les ennemis de l'état. Cette permission forma des soldats matelots. La reine alla voir un vaisseau qui avait fait le tour du monde; elle y embrassa Drake, en le créant chevalier. Elle laissa quarante-deux vaisseaux de guerre à ses successeurs. Jacques Ier et Charles Ier ajoutèrent quelques navires aux forces navales qu'ils avaient reçues avec le trône; mais les commandans de cette marine étaient pris dans

la noblesse, qui, contente des honneurs, laissait les travaux à des pilotes. L'art ne faisait point de progrès.

Le parti qui détrôna les Stuarts avait peu de nobles. Les vaisseaux de ligne furent donnés à des capitaines d'une naissance commune, mais d'une habileté rare dans la navigation. Ils perfectionnèrent, ils illustrèrent la marine anglaise.

Charles II, en remontant sur le trône, la trouva forte de cinquante-six vaisseaux. Elle s'augmenta sous son règne jusqu'au nombre de quatre-vingt-trois bâtimens, dont cinquante-huit étaient de ligne. Cependant elle déclina vers les derniers jours de ce prince. Mais Jacques II, son frère, la rétablit dans son premier éclat, l'eleva même à plus de splendeur. Grand amiral avant d'être roi, il avait inventé l'art de commander la manœuvre sur les flottes par les signaux des pavillons. Heureux s'il avait mieux entendu l'art de gouverner un peuple libre! Quand le prince d'Orange, son gendre, prit sa couronne, la marine anglaise était composée de cent soixante-trois vaisseaux de toute grandeur, armés de sept mille canons, et montés par quarante-deux mille hommes d'équipage. Cette force doubla pendant la guerre pour la succession d'Espagne. Elle a fait depuis des progrès tels, que l'Angleterre se croit en état de balancer seule par ses forces navales toute la marine de l'univers. Cette puissance est

sur mer ce qu'était Rome sur la terre quand elle tomba de sa grandeur.

La nation anglaise regarde sa marine comme le rempart de sa sûreté, comme la source de ses richesses. C'est, dans la paix comme dans la guerre. le pivot de ses espérances. Aussi lève-t-elle et plus volontiers et plus promptement une flotte qu'un bataillon. Elle n'épargne aucun moyen de dépense, aucune ressource de politique pour avoir des hommes de mer.

Les fondemens de cette puissance furent jetés, au milieu du dernier siècle, par ce fameux acte de navigation qui assurait aux Anglais toutes les productions de leur vaste empire, et qui leur promettait une grande partie de celles des autres régions. Par cette loi on semblait dire à chaque peuple de ne penser qu'à soi. Cependant cette leçon a été inutile jusqu'à nos jours, et aucun gouvernement ne l'a prise pour règle de sa conduite. Il est possible que les yeux s'ouvrent et qu'ils s'ouvrent bientôt; mais la Grande-Bretagne aura toujours joui pendant plus d'un siècle des fruits de sa prévoyance, et peut-être acquis dans ce long intervalle assez de force pour perpétuer ses avantages. On doit la croire disposée à employer tous les moyens possibles pour arrêter l'explosion de cette mine que le temps creuse d'une main lente sous les fondemens de sa fortune, et à déclarer la guerre au premier qui tentera d'y mettre le feu.

Ses flottes redoutables attendent avec impatience le signal des hostilités. Leur activité et leur vigilance ont redoublé depuis qu'il a été décidé que les prises appartiendraient en totalité aux officiers et à l'équipage du vaisseau vainqueur ; depuis que l'état a accordé une gratification de cent trente-deux livres dix sols à chacun des combattans qui s'élancerait sur un navire ennemi pris ou coulé à fond. Cet appât du gain sera, s'il le faut, augmenté par d'autres récompenses. Les nations, si habituellement divisées par leurs intérêts et leurs jalousies, se concerteront-elles pour réprimer tant d'audace ? et si une seule l'entreprend séparément, sortira-t-elle avec succès de cette terrible lutte ?

La marine est un nouveau genre de puissance qui a donné en quelque sorte l'univers à l'Europe. Cette partie si bornée du globe a acquis par ses escadres un empire absolu sur les autres beaucoup plus étendues. Elle s'y est emparée des contrées qui étaient à sa bienséance, et a mis dans sa dépendance les habitans et les productions de toutes. Une supériorité si avantageuse durera toujours, à moins que quelque événement qu'il est impossible de prévoir ne dégoûtât nos descendans d'un élément fécond en naufrages. Tant qu'il leur restera des flottes, elles prépareront les révolutions, elles promèneront les destins des peuples, elles seront le levier du monde.

Mais ce n'est pas seulement aux extrémités de

la terre ou dans des régions barbares que les vaisseaux ont porté la terreur et dicté des lois. Leur action s'est fait vivement sentir même au milieu de nous, et a dérangé les anciens systèmes. Il s'est formé un nouvel équilibre. Du continent, la balance du pouvoir a passé aux nations maritimes. Comme la nature de leurs forces les rapprochait de tous les pays qui bordaient l'Océan et ses différens golfes, il leur a été possible de faire du bien ou du mal à plus d'états ; elles ont donc dû avoir plus d'alliés, plus de considération, et plus d'influence. Ces avantages ont frappé les gouvernemens que leur situation mettait à portée de les partager ; et il n'en est presque aucun qui n'ait fait plus ou moins d'efforts, des efforts plus ou moins heureux pour y réussir.

Puisque la nature a décidé que les hommes s'agiteraient éternellement sur notre planète, et qu'ils la fatigueraient sans cesse par leur inquiétude, c'est un bonheur pour les temps modernes que les forces de la mer fassent une diversion à celles de la terre. Une puissance qui a des côtes à garder ne peut aisément franchir les barrières de ses voisins. Il lui faut des préparatifs immenses, des troupes innombrables, des arsenaux de toute espèce, une double provision de moyens et de ressources pour exécuter ses projets de conquête. Depuis que l'Europe navigue, elle jouit d'une plus grande sécurité. Ses guerres sont peut-être aussi fréquentes, aussi sanglantes ; mais elle

en est moins ravagée, moins affaiblie. Les opérations y sont conduites avec plus de concert, de combinaison, et moins de ces grands effets qui dérangent tous les systèmes. Il y a plus d'efforts et moins de secousses. Toutes les passions y sont entraînées vers un certain bien général, un grand but politique, un heureux emploi de toutes les facultés physiques et morales, qui est le commerce.

L'importance où s'est élevée la marine conduira avec le temps tout ce qui y a un rapport plus ou moins prochain au degré de perfection dont il est susceptible. Jusqu'au milieu du dernier siècle, des routines vagues présidaient à la construction des vaisseaux. *On ne sait ce que la mer veut*, était encore un proverbe. A cette époque la géométrie porta son attention sur cet art, qui devenait tous les jours plus intéressant, et y appliqua quelques-uns de ses principes. Depuis elle s'en est occupée plus sérieusement, et toujours avec succès. Cependant on est bien éloigné des démonstrations, puisqu'il règne tant de variété dans les dimensions que suivent les différens ateliers.

A mesure que la marine devenait une science, c'était une nécessité qu'elle fût étudiée par ceux qui suivaient cette profession. On parvint lentement, mais enfin on parvint à leur faire comprendre que les commandans qui auraient des idées générales fondées sur des règles mathématiques,

auraient une grande supériorité sur des officiers qui, n'ayant que des habitudes, ne pourraient juger des choses qu'ils auraient à faire que par leur analogie avec celles qu'ils auraient déjà vues. Des écoles s'ouvrirent de tous les côtés, et de jeunes gens y furent instruits dans la tactique navale et dans d'autres connaissances aussi importantes.

C'était quelque chose ; mais ce n'était pas tout. Dans un métier où la disposition de la mer et des courans, le mouvement des vaisseaux, la force et la variété des vents, les fréquens accidens du feu, la rupture ordinaire des voiles et des cordages, cent autres circonstances multiplient à l'infini les combinaisons ; où, sous le tonnerre du canon et au milieu des plus grands dangers, il faut prendre sur-le-champ un parti qui décide de la victoire ou de la fuite ; où les résolutions doivent être si rapides, qu'elles paraissent plutôt l'effet du sentiment que le fruit de la réflexion : dans une telle profession, la théorie la plus savante ne saurait suffire. Dénuée de ce coup-d'œil sûr et rapide que la pratique seule, et la pratique la plus suivie, peut donner, elle perdrait en méditations le temps de l'action. Il faut donc que l'expérience achève l'homme de mer que l'étude des sciences exactes aura commencé. Cette réunion doit se faire avec le temps partout où il y a des navigateurs, mais nulle part aussi promptement que dans une île, parce que les arts se perfectionnent plus

tôt où ils sont d'une nécessité plus indispensable.

Par la même raison il y aura de meilleurs et plus de matelots ; mais seront-ils traités avec la justice et l'humanité qui leur sont dues? Un d'eux qui a heureusement échappé aux feux dévorans de la ligne, à l'horreur des tempêtes, à l'intempérie des climats, revient d'un voyage de plusieurs années et des extrémités du globe. Son épouse l'attend avec impatience ; ses enfans soupirent après la vue d'un père dont on leur a cent fois répété le nom ; lui-même il charme ses ennuis par le doux espoir de revoir bientôt ce qu'il a de plus cher au monde ; il hâte par ses désirs le moment délicieux où il soulagera son cœur dans les tendres embrassemens de sa famille. Tout à coup, à l'approche du rivage, à la vue de sa patrie, on l'arrache avec violence du navire où, pour enrichir ses concitoyens, il vient de braver les flots, et il se voit précipité par d'infâmes satellites dans une flotte où trente, quarante mille de ses braves compagnons doivent partager son infortune jusqu'à la fin des hostilités. C'est vainement que leurs larmes couleront, c'est vainement qu'ils réclameront les lois ; leur destinée est irrévocablement fixée. Voilà une faible image des atrocités de la presse anglaise.

Dans nos gouvernemens absolus c'est une autre méthode, plus cruelle peut-être en effet, quoiqu'en apparence plus modérée. Le matelot y est enrôlé, et enrôlé pour sa vie. On le met en mou-

vement, on le retient dans l'inaction, quand on veut, et comme on veut. Un caprice décide de sa solde, un caprice règle l'époque où elle lui sera payée. Durant la paix, durant la guerre il n'a jamais de volonté qui lui soit propre; sans cesse il est sous la verge d'un despote subalterne le plus souvent injuste, féroce et intéressé. La plus grande différence que j'observerais entre la presse et les classes, c'est que l'une est une servitude passagère, et que l'esclavage des autres n'a point de terme.

Cependant vous trouverez des apologistes, des admirateurs peut-être de ces usages inhumains. Il faut, vous dira-t-on, que dans l'état de société les volontés particulières soient soumises à la volonté générale, et que les convenances des individus soient sacrifiées aux besoins publics. Telle a été la pratique de toutes les nations et de tous les âges. C'est sur cette base unique que les institutions, bien ou mal conçues, ont été fondées. Jamais elles ne s'écarteront de ce point central sans précipiter l'époque inévitable de leur ruine.

Sans doute la république doit être servie, et doit l'être par ses citoyens; mais n'est-il pas de la justice que chacun y contribue selon ses moyens? Faut-il que, pour conserver à un millionnaire souvent injuste la jouissance entière de sa fortune et de ses délices, on réduise l'infortuné matelot au sacrifice des deux tiers de son salaire, des besoins de sa famille, du plus précieux des biens, la liberté?

La patrie ne serait-elle pas servie avec plus de zèle, de vigueur et d'intelligence par des hommes qui lui voueraient volontairement les facultés physiques et morales qu'ils ont acquises ou exercées sur toutes les mers, que par des esclaves nécessairement et sans cesse occupés du soin de briser leurs chaînes? Mal à propos les administrateurs des empires diraient-ils pour justifier leur conduite atroce que ces navigateurs refuseraient aux combats leurs bras et leur courage, si on ne les y traînait contre leurs penchans. Tout assure qu'ils ne demanderaient pas mieux que d'exercer leur profession; et il est démontré que, quand ils y auraient quelque répugnance, des nécessités toujours renaissantes les y forceraient.

Le dirons-nous? et pourquoi ne le dirions-nous pas? les gouvernemens sont aussi convaincus que ceux qui les censurent du tort qu'ils font à leurs matelots: mais ils aiment mieux ériger la tyrannie en principe que de convenir de l'impossibilité où ils sont d'être justes. Dans l'état actuel des choses, tous, quelques-uns principalement, ont élevé leurs forces navales plus haut que leur fortune ne le permettait. Jusqu'ici leur orgueil n'a pu se résoudre à descendre de cette grandeur exagérée dont ils s'étaient enivrés, dont ils avaient enivré leurs voisins. Le moment arrivera pourtant, et il ne doit pas être éloigné, où ce sera une nécessité de proportionner les armemens aux ressources d'un fisc obéré. Ce sera une époque heu-

reuse pour l'Europe si elle suit un si bel exemple. Cette partie du monde, qui compte aujourd'hui trois cent quatre-vingt-douze vaisseaux de ligne, et quatre fois plus de bâtimens de guerre d'un ordre inférieur, tirera de grands avantages de cette révolution. L'Océan sera sillonné alors par moins de flottes, et surtout par des flottes moins nombreuses. La navigation marchande s'enrichira des débris de la marine militaire. Cet espoir est principalement augmenté par les fréquens voyages aux terres australes.

Après que Magellan eut découvert l'Océan pacifique en 1520, d'autres navigateurs parcoururent cette mer immense, et y découvrirent tous quelques-unes des îles dont elle est remplie. C'était leur unique ambition. Pierre-Fernand Quiros fut le premier qui eut l'idée d'un continent austral, et le 21 décembre 1605 il partit de Callao pour le chercher. Son opinion entraîna les physiciens et les géographes, qui pensèrent assez généralement que cet autre hémisphère était nécessaire pour balancer les terres du nord. Subjuguées par ces autorités, les nations maritimes de l'Europe ordonnèrent à des époques différentes des expéditions dont aucune n'eut le succès qu'on en attendait. Plus habile, plus patient, plus courageux que tous ceux qui étaient entrés dans la carrière, le capitaine Cook a enfin démontré ou que le continent austral n'existait pas, ou qu'il était impossible d'y aborder.

Les travaux de ce grand homme ne se sont pas bornés à nous désabuser d'une chimère. Il a constaté l'existence, jusqu'à nos jours douteuse, de quelques îles ; il a donné des lumières certaines sur d'autres qui étaient très-imparfaitement connues ; il a abordé dans un assez grand nombre d'autres où nul pavillon ne s'était jamais montré.

Ces îles multipliées, qui couvrent un vaste océan, ont plus ou moins d'étendue. Peu sont grandes. La plupart sont fort bornées. Il y en a même beaucoup qui ne sont guère que des bancs de sable ou de corail, couverts de cocotiers et d'autres plantes utiles ou nuisibles.

Ces îles sont presque généralement plus ou moins peuplées. Comment et par qui l'ont-elles été, si leurs habitans ne sont pas aborigènes?

Les mers qui baignent tant de divers archipels sont bornées à l'est par l'Amérique, au sud par la Nouvelle-Hollande, à l'ouest par l'Asie, au nord par les îles de l'Inde.

Les vents d'est, qui soufflent le plus régulièrement dans ces parages, feraient soupçonner que les habitans des îles qui nous occupent y sont venus originairement du Nouveau-Monde ; mais cet hémisphère, avant l'arrivée des Européens, était trop désert pour qu'il pût s'y faire des émigrations ; mais la couleur, les traits, les formes, le tempérament, l'idiome, les usages des Américains n'ont aucun rapport prochain ou même éloigné avec ceux de ces insulaires ; mais sur les

frêles pirogues qu'avaient le Chili, le Pérou, le Mexique, il n'était pas possible de traverser l'espace de six cent à mille lieues qui sépare le continent de la plus orientale de ces îles.

A l'ouest, la Nouvelle-Hollande n'est guère moins étendue que l'Europe entière. Il est possible que cette île, qu'on appellera ou qu'on n'appellera pas un continent, devienne avec le temps de quelque importance ; mais elle n'est rien actuellement. On n'y voit que très-peu de sauvages petits et mal faits. Rien n'égale leur stupidité ! Leurs mœurs sont atroces, et leur anthropophagie est démontrée. Ils ne connaissent aucun arbre utile, aucun animal domestique, aucun genre de culture, et ne trouvent leur subsistance que dans la pêche. Leurs vêtemens, leurs huttes, leurs bateaux, tout porte l'empreinte de l'extrême barbarie. C'est une des plus misérables contrées du globe. Comment supposer que les habitans des îles tropiques, que rien ne rapproche de cet état d'infortune et de dégradation, puissent avoir de pareils ancêtres ?

Il est sans vraisemblance que les habitans des îles de la mer du Sud soient sortis immédiatement du continent d'Asie. Quand les distances ne défendraient pas de le penser, on en serait détourné par le défaut de ressemblance entre ces nations.

Du côté du nord, les îles de la mer du Sud se trouvent presque contiguës à celles des Indes orientales. Rarement la chaîne en est-elle inter-

rompue de plus de cent lieues. Dans les unes et dans les autres on voit deux espèces d'hommes, dont l'une a les cheveux longs, et l'autre les a crépus. Beaucoup d'autres rapprochemens plus ou moins marqués, joints à la facilité des communications, ne permettent guère de douter que les îles de la mer du Sud n'aient été peuplées par les îles des Indes orientales, qui plus anciennement l'avaient été par la terre ferme la plus voisine.

Les îles de la mer du Sud diffèrent beaucoup entre elles. Celles de la Société et des Amis, Taïti, les Marquises, quelques autres situées dans les tropiques, jouissent d'un beau ciel, d'un climat délicieux, d'un sol excellent, de plusieurs animaux domestiques, d'un grand nombre d'arbres à fruits, de légumes d'un goût exquis. Ces dons, d'une nature libérale, diminuent dans les Nouvelles-Hébrides, dans la Nouvelle-Calédonie, dans la Nouvelle-Zélande. Ils cessent entièrement à mesure qu'on va vers la Terre-de-Feu, vers la Nouvelle-Géorgie.

Le moral éprouve la même dégradation que le physique. On a démêlé une sorte de gouvernement, quelque police, des qualités sociales sous les zones fortunées, et dans les pays de glace des hommes que leur stupidité rapprochait des brutes.

Voyez combien il faut de siècles pour opérer des révolutions essentielles dans les idées du peuple le plus favorablement disposé, et vous serez assuré que les Européens qui ont depuis peu visité les

îles de la mer du Sud, dont même ils n'entendaient pas la langue, n'en ont guère pu avancer la civilisation. La bienfaisance de ces intrépides navigateurs s'est bornée à enrichir les plages qu'ils découvraient de quelques-uns de nos quadrupèdes, de quelques-unes de nos plantes nourricières, de quelques-uns de nos instrumens de fer ou d'acier. Il n'est pas impossible que ces actes d'humanité tournent un jour à notre avantage. Si jamais les colonies que nous avons fondées sur presque tout le globe venaient à se détacher de leur métropole, l'inquiétude qui nous tourmente porterait vraisemblablement nos descendans à former de nouveaux établissemens dans des régions qui ne nous offrent rien actuellement qui puisse tenter notre avarice. Ce serait une nouvelle direction pour le commerce.

VI. Commerce.

Le commerce ne produit rien lui-même; il n'est pas créateur. Ses fonctions se réduisent à des échanges. Par son ministère, une ville, une province, une nation, une partie du globe sont débarrassées de ce qui leur est inutile; par son ministère, elles reçoivent ce qui leur manque. Les besoins respectifs de la société des hommes l'occupent sans cesse. Ses lumières, ses fonds, ses veilles, tout est consacré à cet office honorable et nécessaire. Son action n'existerait pas sans les arts et la culture; mais sans son action la culture et les arts seraient peu de chose. En parcourant la terre, en franchissant les mers, en levant

les obstacles qui s'opposaient à la communication des peuples, en étendant la sphère des besoins et le désir des jouissances, il multiplie les travaux, il encourage l'industrie, il devient en quelque sorte le moteur du monde.

Les Phéniciens furent les premiers négocians dont l'histoire ait conservé le souvenir. Situés sur les bords de la mer aux confins de l'Asie et de l'Afrique, pour recevoir et pour répandre toutes les richesses de ces vastes contrées, ils ne fondèrent des colonies, ne bâtirent des villes que pour le commerce. A Tyr, ils étaient les maîtres de la Méditerranée; à Carthage, ils jetèrent les fondemens d'une république qui commerca par l'Océan sur les meilleures côtes de l'Europe.

Les Grecs succédèrent aux Phéniciens; les Romains aux Carthaginois et aux Grecs. Ils furent les maîtres de la mer comme de la terre; mais ils ne firent d'autre commerce que celui d'apporter pour eux, en Italie, toutes les richesses de l'Afrique, de l'Asie et du monde conquis. Quand Rome eut tout envahi, tout perdu, le commerce retourna pour ainsi dire à sa source, vers l'Orient. C'est là qu'il se fixa, tandis que les barbares inondaient l'Europe. L'empire fut divisé. Les armes et la guerre restèrent dans l'Occident; mais l'Italie conserva du moins une communication avec le Levant, où coulaient toujours les trésors de l'Inde.

Les croisades épuisèrent en Asie toutes les fureurs de zèle et d'ambition, de guerre et de fana-

tisme qui circulaient dans les veines des Européens ; mais elles rapportèrent dans nos climats le goût du luxe asiatique, et elles rachetèrent par un germe de commerce et d'industrie le sang et la population qu'elles avaient coûté. Trois siècles de guerre et de voyages en Orient donnèrent à l'inquiétude de l'Europe un aliment dont elle avait besoin pour ne pas périr d'une sorte de consomption interne ; ils préparèrent cette effervescence de génie et d'activité qui depuis s'exhala et se déploya dans la conquête des Indes orientales et de l'Amérique.

Les Portugais tentèrent de doubler l'Afrique, mais avec lenteur et circonspection. Ce ne fut qu'après quatre-vingts ans de travaux et de combats, qu'après s'être rendus les maîtres de toute la côte occidentale de cette vaste région qu'ils se hasardèrent à doubler le Cap de Bonne-Espérance. L'honneur de franchir cette barrière redoutable était réservé à Vasco de Gama, qui en 1497 atteignit enfin le Malabar, où devaient se porter les riches productions des plus fertiles contrées de l'Asie. Tel fut le théâtre de la grandeur portugaise.

Tandis que cette nation avait les marchandises, l'Espagne s'emparait de ce qui les achète, des mines d'or et d'argent. Ces métaux devinrent non-seulememt un véhicule, mais encore une matière de commerce. Ils attirèrent d'abord tout le reste, et comme signe, et comme marchan-

dise. Toutes les nations en avaient besoin pour faciliter l'échange de leurs denrées, pour s'approprier les jouissances qui leur manquaient. L'épanchement du luxe et de l'argent du midi de l'Europe changea la face et la direction du commerce en même temps qu'il en étendit les limites.

Cependant les nations conquérantes des deux Indes négligèrent les arts et la culture. Pensant que l'or devait tout leur donner, sans songer au travail qui seul attire l'or, elles apprirent un peu tard, mais à leurs dépens, que l'industrie qu'elles perdaient valait mieux que les richesses qu'elles acquéraient, et ce fut la Hollande qui leur fit cette dure leçon.

Les Espagnols et les Portugais devinrent ou restèrent pauvres avec tout l'or du monde; les Hollandais furent bientôt riches, sans terres et sans mines. Aussitôt que ces intrépides républicains se furent réfugiés au sein de l'Océan avec leur divinité tutélaire, la liberté, ils s'aperçurent que leurs marais ne seraient jamais que le siége de leur domicile, et qu'il leur faudrait chercher ailleurs des ressources et des subsistances. Leur vue se promena sur la face du globe, et ils se dirent : « Notre domaine est le monde entier : « nous en jouirons par la navigation et par le « commerce. Les révolutions qui se passeront sur « ce théâtre immense et continuellement agité « ne nous seront jamais étrangères. L'indolence « et l'activité, l'esclavage et l'indépendance, la

« barbarie et la civilisation, l'opulence et la pau-« vreté, la culture et l'industrie, les achats et les « ventes, les vices et les vertus des hommes, tout « tournera à notre avantage. Nous encouragerons « les travaux des nations ou nous arrêterons leur « fortune ; nous les pousserons à la guerre ou « nous travaillerons à rétablir le calme entre elles, « selon qu'il conviendra à nos intérêts. »

Jusqu'à cette époque, la Flandre avait été le lien de communication entre le nord et le midi de l'Europe. Les Provinces-Unies, qui s'en étaient détachées pour n'appartenir qu'à elles-mêmes, prirent sa place, et devinrent à leur tour l'entrepôt de toutes les puissances qui avaient à faire plus ou moins d'échanges.

Ce premier succès ne borna pas l'ambition de la nouvelle république. Après avoir appelé dans ses ports les productions des autres contrées, ses navigateurs allèrent les chercher eux-mêmes. Bientôt la Hollande fut un magasin immense, où ce que fournissaient les divers climats se trouvait réuni; et cette réunion de tant d'objets importans augmenta toujours à mesure que les besoins des peuples se multipliaient avec les moyens de les satisfaire. Une marchandise attirait une marchandise. Les denrées de l'Ancien-Monde appelaient celle du Nouveau. Un acheteur amenait des acheteurs; et les trésors acquis étaient une voie assurée pour en acquérir encore.

Tout favorisa la naissance et les progrès du

commerce de la république : sa position sur les bords de la mer à l'embouchure de plusieurs grandes rivières ; sa proximité des terres les plus abondantes et les mieux cultivées de l'Europe ; ses liaisons naturelles avec l'Angleterre et l'Allemagne qui la défendaient contre la France ; le peu d'étendue et de fertilité de son terrain qui forçait ses habitans à devenir pêcheurs, navigateurs, courtiers, banquiers, voituriers, commissionnaires ; à vivre, en un mot, d'industrie au défaut de domaine. Les causes morales se joignirent à celles du climat et du sol pour établir et hâter sa prospérité : la liberté de son gouvernement, qui ouvrit un asile à tous les étrangers mécontens du leur ; la liberté de sa religion, qui laissait à toutes les autres un exercice public et tranquille, c'est-à-dire l'accord du cri de la nature avec celui de la conscience, des intérêts avec les devoirs ; en un mot, la tolérance, cette religion universelle de toutes les âmes justes et éclairées, amies du ciel et de la terre, de Dieu comme leur père, des hommes comme leurs frères. Enfin la république commerçante sut tourner à son profit tous les événemens, et faire concourir à son bonheur les calamités et les vices des autres nations ; les guerres civiles que le fanatisme allumait chez un peuple ardent, que le patriotisme excitait chez un peuple libre ; l'ignorance et l'indolence que le bigotisme nourrissait chez deux peuples soumis à l'empire de l'imagination.

L'industrie de la Hollande, où se mêla beaucoup de cette finesse politique qui sème la jalousie et les différends entre les nations, ouvrit enfin les yeux à d'autres puissances. L'Angleterre fut la première à s'apercevoir qu'on n'avait pas besoin de l'entremise des Hollandais pour trafiquer. Cette nation, chez qui les attentats du despotisme avaient enfanté la liberté, parce qu'ils précédèrent la corruption et la mollesse, voulut acheter les richesses par le travail qui en est le contre-poison. Ce fut elle qui la première envisagea le commerce comme la science et le soutien d'un peuple éclairé, puissant, et même vertueux. Elle y vit moins une acquisition de jouissances qu'une augmentation d'industrie ; plus d'encouragement et d'activité pour la population que de luxe et de magnificence pour la représentation. Appelée à commercer par sa situation, ce fut là l'esprit de son gouvernement et le levier de son ambition. Tous ses ressorts tendirent à ce grand objet. Mais dans les autres monarchies, c'est le peuple qui fait le commerce ; dans cette heureuse constitution, c'est l'état ou la nation entière : toujours sans doute avec le désir de dominer qui renfermé celui d'asservir, mais du moins avec des moyens qui font le bonheur du monde avant de le soumettre. Par la guerre le vainqueur n'est guère plus heureux que le vaincu, puisqu'il ne s'agit entre eux que de sang et de plaies ; mais, par le commerce, le peuple conquérant introduit nécessairement l'in-

dustrie dans un pays qu'il n'aurait pas conquis, si elle y avait été, où qu'il ne garderait pas, si elle n'y était point entrée avec lui. C'est sur ces principes que l'Angleterre a fondé son commerce et sa domination, et qu'elle a réciproquement et tour à tour étendu l'un par l'autre.

Les Français, situés sous un ciel et sur un sol également heureux, se sont long-temps flattés d'avoir beaucoup à donner aux autre nations, et presque rien à leur demander. Mais Colbert sentit que, dans la fermentation où l'Europe se trouvait de son temps, il y aurait un gain évident pour la culture et les productions d'un pays qui travaillerait sur celles du monde entier. Par ses soins s'élevèrent de tous côtés des manufactures. Les laines, les soieries, les teintures, les broderies, les étoffes d'or et d'argent, tout acquit dans les établissemens dont il dirigeait les opérations une perfection que les autres ateliers ne pouvaient atteindre. Pour augmenter l'utilité de ces arts, il en fallait posséder les matériaux. La culture en fut encouragée selon la diversité des climats et du territoire. On en demanda quelques-uns aux provinces mêmes du royaume, et les autres aux colonies que le hasard lui avait données dans le Nouveau-Monde, comme à tous les navigateurs, qui depuis un siècle infestaient la mer de leurs brigandages. La nation dut faire alors un double profit, et sur les matières premières, et sur la main-d'œuvre. Elle poussa cette branche précaire et

momentanée avec une vigueur, une émulation qui devaient laisser long-temps ses rivaux en arrière; et la France jouit encore de sa supériorité sur les autres peuples dans tous les ouvrages de luxe et de décoration qui attirent les richesses à l'industrie.

La mobilité naturelle du caractère national, sa frivolité même, ont valu des trésors à l'état par l'heureuse contagion de ses modes. Semblable à ce sexe délicat et léger qui nous montre et nous inspire le goût de la parure, le Français domine sur toutes les cours, dans toutes les régions pour ce qui est d'agrément ou de magnificence; et son art de plaire est un des secrets de sa fortune et de sa puissance. D'autres peuples ont maîtrisé le monde par les mœurs simples et rustiques qui font les vertus guerrières; lui seul y devait régner par ses vices. Son empire durera jusqu'à ce qu'avili sous les pieds de ses maîtres par des coups d'autorité sans principes et sans bornes, il devienne méprisable à ses propres yeux. Alors avec sa confiance en lui-même il perdra cette industrie qui est une des ressources de son opulence et des ressorts de son activité.

L'Allemagne, qui n'a que peu et de mauvais ports, a été réduite à voir d'un œil indifférent ou jaloux ses ambitieux voisins s'enrichir des dépouilles de la mer et des deux Indes. Son action a été gênée même sur ses frontières, continuellement ravagées par des guerres destructives, et jusque dans l'intérieur de ses provinces, par la

nature d'une constitution singulièrement compliquée. Il fallait beaucoup de temps, des lumières étendues et de grands efforts pour établir un commerce de quelque importance dans une région que tout semblait en repousser. Cette époque approche. Déjà le lin et le chanvre sont vivement cultivés, et reçoivent une forme agréable. On travaille la laine et le coton avec intelligence. D'autres fabriques commencent ou sont perfectionnées. Si, comme le caractère laborieux et solide de ses habitans permet de l'espérer, l'empire parvient jamais à payer avec ses productions, avec ses manufactures, les manufactures, les productions qu'il est réduit à tirer d'ailleurs, et à retenir dans son sein l'argent qui sort de ses mines, il ne tardera pas à devenir une des plus opulentes contrées de l'Europe.

Il serait absurde d'annoncer aux nations du nord une destinée aussi brillante, quoique le commerce ait aussi commencé d'améliorer leur sort. Le fer de leur âpre climat, qui ne servait autrefois qu'à leur destruction mutuelle, a été converti en des usages utiles au genre humain; et une partie de celui qu'ils livraient brut n'est vendu aujourd'hui qu'après avoir été travaillé. Leurs munitions navales ont trouvé un cours, un prix qu'elles n'avaient pas avant que la navigation eût reçu cette prodigieuse extension qui nous étonne. Si quelques-uns de ces peuples attendent négligemment les acheteurs dans leurs ports, d'autres les vont

porter eux-mêmes dans des rades étrangères, et cette activité étend leurs idées, leurs opérations et leurs bénéfices.

Cette nouvelle âme du monde moral s'est insinuée de proche en proche jusqu'à devenir comme essentielle à l'organisation ou à l'existence des corps politiques. Le goût du luxe et des commodités a donné l'amour du travail, qui fait aujourd'hui la principale force des états. A la vérité, les occupations sédentaires des arts mécaniques rendent les hommes plus sensibles aux injures des saisons, moins propres au grand air, qui est le premier aliment de la vie. Mais enfin on est encore plus heureux d'énerver l'espèce humaine sous les toits des ateliers que de l'aguerrir sous les tentes, puisque la guerre détruit quand le commerce crée. Par cette utile révolution dans les mœurs, les maximes générales de la politique ont changé l'Europe. Ce n'est plus un peuple pauvre qui devient redoutable à une nation riche. La force est aujourd'hui du côté des richesses, parce qu'elles ne sont plus le fruit de la conquête, mais l'ouvrage des travaux assidus et d'une vie entièrement occupée. L'or et l'argent ne corrompent que les âmes oisives qui jouissent des délices du luxe au séjour des intrigues et des bassesses, qu'on appelle grandeur. Mais ces métaux occupent les bras et les doigts du peuple; mais ils excitent dans les campagnes à reproduire; dans les villes maritimes à naviguer; dans le centre d'un

état à fabriquer des armes, des habits, des meubles, des édifices. L'homme est aux prises avec la nature : sans cesse il la modifie, et sans cesse il en est modifié. Les peuples sont taillés et façonnés par les arts qu'ils exercent. Si quelques métiers amollissent et dégradent l'espèce, elle s'endurcit et se répare dans d'autres. S'il est vrai que l'art la dénature, du moins elle ne se repeuple pas pour se détruire, comme chez les nations barbares des temps héroïques. Sans doute il est facile, il est beau de peindre les Romains, avec le seul art de la guerre, subjuguant tous les autres arts, toutes les nations oisives ou commerçantes, policées ou féroces; brisant ou méprisant les vases de Corinthe; plus heureux sous des dieux d'argile qu'avec les statues d'or de leurs empereurs de boue. Mais il est encore plus doux et plus beau peut-être de voir toute l'Europe peuplée de nations laborieuses, qui roulent sans cesse autour du globe pour le défricher et l'approprier à l'homme; agiter par le souffle vivifiant de l'industrie tous les germes reproductifs de la nature; demander aux abîmes de l'Océan, aux entrailles des rochers, ou de nouveaux soutiens, ou de nouvelles jouissances; remuer et soulever la terre avec tous les leviers du génie; établir entre les deux hémisphères, par les progrès heureux de l'art de naviguer, comme des ponts volans de communication qui rejoignent un continent à l'autre; suivre toutes les routes du soleil, franchir les bar-

rières annuelles, et passer des tropiques aux pôles sous les ailes des vents; ouvrir, en un mot, toutes les sources de la population et de la volupté pour les verser par mille canaux sur la face du monde. C'est alors peut être que la Divinité contemple avec plaisir son ouvrage et ne se repent pas d'avoir fait l'homme.

Telle est l'image du commerce. Admirez ici le génie du négociant. Le même esprit qu'avait Newton pour calculer la marche des astres, il l'emploie à suivre la marche des peuples commerçans qui fécondent la terre. Ses problèmes sont d'autant plus difficiles à résoudre, que les conditions n'en sont pas simples, abstraites et déterminées comme en géométrie, mais dépendent des caprices des hommes et de l'instabilité de mille événemens compliqués. Cette justesse de combinaisons que devaient avoir Cromwel et Richelieu, l'un pour détruire, l'autre pour cimenter le despotisme des rois, il la possède, et va plus loin; car il embrasse les deux mondes dans son coup-d'œil, et dirige ses opérations sur une infinité de rapports qu'il n'est donné que rarement à l'homme d'état, ou même au philosophe, de saisir et d'apprécier. Rien ne doit échapper à sa vue. Il doit prévoir l'influence des saisons sur l'abondance, la disette, la qualité des denrées, sur le départ ou le retour des vaisseaux; l'influence des affaires politiques sur celles du commerce; les révolutions que la guerre ou la paix doivent opérer

dans le prix et le cours des marchandises, dans la masse et le choix des approvisionnemens, dans la fortune des places et des ports du monde entier; les suites que peut avoir sous la zone torride l'alliance de deux nations du nord; les progrès, soit de grandeur ou de décadence des différentes compagnies de commerce; le contre-coup que portera sur l'Afrique et sur l'Amérique la chute d'une puissance d'Europe dans l'Inde; les stagnations que produira dans certains pays l'engorgement de quelques canaux d'industrie; la dépendance réciproque entre la plupart des branches de commerce, et le secours qu'elles se prêtent par les torts passagers qu'elles semblent se faire; le moment de commercer, et celui de s'arrêter dans toutes les entreprises nouvelles; en un mot, l'art de rendre toutes les nations tributaires de la sienne, et de faire sa fortune avec celle de sa patrie, ou plutôt de s'enrichir en étendant la prospérité générale des hommes. Tels sont les objets qu'embrasse la profession du négociant, et ce n'est pas toute son étendue.

Le commerce est une science qui demande encore plus la connaissance des hommes que des choses. Sa difficulté vient moins de la multiplicité des affaires que de l'avidité de ceux qui les conduisent. Il faut donc traiter avec eux, en apparence, comme si l'on était assuré de leur bonne foi, et prendre cependant des précautions comme s'ils étaient dénués de tous les principes.

Presque tous les hommes sont honnêtes hors de leur état ; mais il n'y en a que peu qui, dans l'exercice de leur profession, se conforment aux règles d'une probité scrupuleuse. Ce vice, qui règne depuis la première jusqu'à la dernière des conditions, naît du grand nombre des malversations introduites par les temps, excusées par l'usage. L'intérêt personnel et l'habitude générale en dérobent le crime et la bassesse. *Je fais*, dit-on, *comme font les autres ;* et l'on se plie à des actions contre lesquelles la conscience cesse bientôt de réclamer.

Ces espèces de tromperies n'ont aucun inconvénient aux yeux de ceux qui se les permettent. Communes à toutes les professions, ne s'expientelles pas les unes par les autres ? Je reprends dans la bourse de ceux qui traitent avec moi ce que ceux avec lesquels j'ai traité ont pris de trop dans la mienne. Exigerez-vous qu'un marchand, un ouvrier, un particulier, quel qu'il soit, souffre la vexation sourde et secrète de tous ceux à qui ses besoins journaliers l'adressent, sans avoir jamais son recours sur aucun d'eux ? Puisque tout se compense par une injustice générale, tout est aussi bien que sous un état de justice rigoureuse.

Mais peut-il y avoir aucune sorte de compensation entre ces rapines de détail d'une classe de citoyens sur toutes les autres, et celle-ci sur la première ? Toutes les professions ont-elles un besoin égal des autres ? Plusieurs, exposées à

des vexations qui se renouvellent sans cesse, ne manquent-elles pas la plupart d'occasions de vexer à leur tour ? Les circonstances ne font-elles pas changer d'un jour à l'autre la proportion de ces vexations ? Ces observations paraîtront peut-être minutieuses. Arrêtons-nous donc à une réflexion plus importante. Aucun homme sage pourra-t-il penser qu'il soit indifférent que l'iniquité s'exerce impunément et presque d'un consentement universel dans tous les états ; que la masse d'une nation soit corrompue, et d'une corruption qui n'a ni frein ni limite ; et qu'il y ait bien loin d'un larcin autorisé et journellement répété à quelque injustice que ce puisse être ?

Cependant il faut bien qu'on croie le mal sans remède, au moins pour les industries de détail, puisque toute la morale applicable à ceux qui les exercent se réduit à ces maximes. « Tâchez de « n'être point décrié dans votre profession. Si vous « vendez plus cher que les autres, ayez au moins « la réputation de vendre de meilleures marchan- « dises. Gagnez le plus que vous pourrez ; surtout « n'ayez pas deux prix. Faites votre fortune, et « faites-la le plus promptement. Si vous n'êtes ni « mal famé, ni déshonoré, tout est bien. » On pourrait substituer à ces principes des principes plus honnêtes, mais ce serait inutilement. Les petits profits journaliers, ces économies mesquines qui font la ressource essentielle de quelques professions, abaissent l'âme, l'avilissent, y étei-

gnent tout sentiment de dignité ; et il n'y a rien de vraiment louable à recommander ni à attendre d'une espèce d'hommes conduite à ce point de dégradation.

Il n'en est pas ainsi de ceux dont les spéculations embrassent toutes les contrées de la terre, dont les opérations compliquées lient les nations les plus éloignées ; par qui l'univers entier devient une famille. Ces hommes peuvent avoir une idée noble de leur profession, et il est presque inutile de dire à la plupart d'entre eux : Ayez de la bonne foi, parce que la mauvaise foi, en vous nuisant à vous-mêmes, nuirait aussi à vos concitoyens et calomnierait votre nation.

N'abusez point de votre crédit, c'est-à-dire qu'en cas de revers inattendus, vos propres fonds puissent remplacer les fonds que vous avez obtenus de la confiance qu'ont eue vos correspondans dans vos lumières, dans vos talens, dans votre probité. Qu'on vous voie, au milieu du renversement de votre fortune, comme ces grands arbres que la foudre a frappés, et qui conservent cependant toute leur majesté.

Vous vous méfierez d'autant plus de vous-mêmes, que presque toujours vous êtes les seuls juges de votre probité.

Je sais bien que, si vous êtes opulens, vous serez toujours honorés aux yeux de la multitude ; mais aux vôtres ? Si votre propre estime vous touche peu, entassez des monceaux d'or sur des mon-

ceaux d'or, et soyez heureux, si l'homme immoral peut l'être.

Il vous reste et il doit vous rester des principes religieux. Songez donc qu'il viendra un moment où vous vous reprocherez des richesses mal acquises qu'il faudra restituer, à moins que vous ne braviez en insensés un juge prêt à vous en demander un compte sévère.

Servez toutes les nations; mais quelque avantage qu'une spéculation vous présente, renoncez-y, si vous nuisez à la votre.

Que votre parole soit sacrée. Ruinez-vous, s'il le faut, plutôt que d'y manquer; et montrez que l'honneur vous est plus précieux que l'or.

N'embrassez pás trop d'objets à la fois. Quelque forte que soit vôtre tête, quelque étendue de génie que vous ayez, songez que la journée commune de l'homme laborieux n'a guère plus de six heures, et que toutes les affaires qui l'exigeraient plus longue seraient abandonnées nécessairement à vos coopérateurs subalternes. Bientôt il se formerait autour de vous un chaos au débrouillement duquel vous pourriez vous trouver précipités, du sommet de la prospérité où vous vous croyez, dans l'abîme sans fond de l'infortune.

Je ne cesserai de vous crier, *de l'ordre! de l'ordre!* Sans ordre, tout devient incertain. Rien ne se fait, ou tout se fait à la hâte et mal. La négligence et la précipitation rendent également les entreprises ruineuses.

Quoiqu'il n'y ait peut-être aucun gouvernement assez honnête pour qu'un particulier doive le secourir de son crédit, je vous exhorte à en courir les hasards ; mais que ce secours n'excède pas votre propre fortune. Ruinez-vous pour votre pays, mais ne ruinez que vous. L'amour de la patrie doit être subordonné aux lois de l'honneur et de la justice.

Ne vous mettez jamais dans le cas d'aller montrer vos larmes et votre désespoir à une cour qui vous paiera froidement du motif de la nécessité publique et de l'offre honteuse d'un sauf-conduit. Ce n'est pas dans le ministère d'une nation, c'est en vous que l'étranger et le citoyen ont eu confiance ; c'est dans vos mains qu'ils ont déposé leurs fonds, et rien ne peut vous sauver de leurs reproches et de ceux de votre conscience, si vous en avez une.

Vous serez bien sages si vous ne formez d'autres entreprises que celles qui peuvent échouer, sans attrister votre famille et sans troubler votre repos.

Ne soyez ni pusillanimes, ni téméraires. La pusillanimité vous fixerait dans la médiocrité ; la témérité vous ravirait en un jour le fruit du travail de plusieurs années.

Il n'y a nulle comparaison entre la fortune et le crédit. La fortune sans crédit est peu de chose. Le crédit sans fortune n'a point de limites. Tant que le crédit reste, la ruine n'est pas consommée.

Le moindre ébranlement en crédit peut être suivi du dernier désastre. J'ai vu qu'au bout de vingt années on n'avait pas encore oublié que la caisse d'une compagnie opulente avait été fermée vingt-quatre heures.

Le crédit d'un commerçant renaît plus difficilement encore que l'honneur d'une femme. Il n'y a qu'une espèce de miracle qui puisse faire cesser une alarme qui se répand en un clin-d'œil d'un hémisphère de la terre à l'autre.

Le commerçant ne doit pas être moins jaloux de son crédit que le militaire de son honneur.

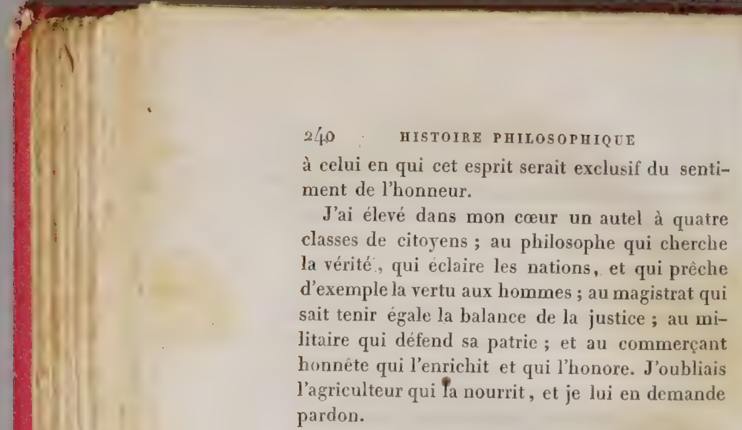
Si vous avez de l'élévation dans l'âme, vous aimerez mieux servir vos concitoyens avec moins d'avantage que l'étranger avec moins de hasards, moins de peines et plus de profits.

Suivez une spéculation honnête de préférence à une spéculation plus lucrative.

On a dit que le négociant, le banquier, le commissionnaire, cosmopolites par état, n'étaient citoyens d'aucun pays. Faites cesser ce propos injurieux.

Si, quand vous quitterez le commerce, vous ne jouissez parmi vos concitoyens que de la considération accordée à de grandes richesses, vous n'aurez pas acquis tout ce que le commerce pouvait vous rendre.

Le mépris de la richesse est peut-être incompatible avec l'esprit du commerce ; mais malheur



à celui en qui cet esprit serait exclusif du sentiment de l'honneur.

J'ai élevé dans mon cœur un autel à quatre classes de citoyens ; au philosophe qui cherche la vérité, qui éclaire les nations, et qui prêche d'exemple la vertu aux hommes ; au magistrat qui sait tenir égale la balance de la justice ; au militaire qui défend sa patrie ; et au commerçant honnête qui l'enrichit et qui l'honore. J'oubliais l'agriculteur qui la nourrit, et je lui en demande pardon.

Si le négociant ne se voit pas lui-même dans ce rang distingué des citoyens, il ne s'estime pas assez. Il oublie que, dans sa matinée, quelques traits de sa plume mettent en mouvement les quatre coins du monde pour leur bonheur mutuel.

Loin de vous toute basse jalousie de la prospérité d'un autre ! Si vous traversez ses opérations sans motif, vous êtes un pervers. Si vous parvenez à découvrir ses opérations et que vous vous les appropriiez, vous l'aurez volé.

L'influence de l'or est aussi funeste aux particuliers qu'aux nations. Si vous n'y prenez garde, vous en aurez l'ivresse. Après avoir entassé, vous voudrez entasser encore, et vous deviendrez avares ou dissipateurs. Avares, vous serez durs, et le sentiment de la commisération, de la bienfaisance s'éteindra en vous. Dissipateurs, après avoir consumé vos belles années à acquérir la richesse,

vous serez jetés dans l'indigence par des dépenses extravagantes ; et si vous échappez à ce malheur, vous n'échapperez pas au mépris.

Ouvrez quelquefois votre bourse à l'homme industrieux et malheureux.

Voulez-vous être honoré pendant votre vie et après votre mort, consacrez une portion de votre fortune à quelques monumens d'une utilité publique. Malheur à vos héritiers si cette dépense les afflige !

Songez que, quand celui qui n'a que de la richesse vient à mourir, il n'y a rien de perdu.

Ces maximes, que nous nous sommes permis de rappeler, ont toujours été, seront toujours vraies. S'il arrivait qu'elles parussent problématiques à quelques-uns de ceux dont elles doivent diriger les actions, il faudrait s'en prendre à l'autorité publique. Partout le fisc avide et rampant encourage à des injustices particulières, par les injustices générales qu'on lui voit commettre. Il opprime le commerce par les impôts sans nombre dont il le surcharge. Il dégrade les négocians par les soupçons injurieux qu'il ne cesse de jeter sur leur probité. Il rend en quelque sorte la fraude nécessaire par la funeste invention des monopoles.

Qu'est-ce donc que le monopole ? c'est le privilége exclusif d'un citoyen sur tout autre de vendre ou d'acheter. A cette définition tout homme sensé s'arrête et dit : Entre des citoyens, tous égaux, tous servant la société, tous contribuant à

ses charges à proportion de leurs moyens, comment un d'entre eux peut-il avoir un droit dont un autre soit légitimement privé? Quelle est donc cette chose si sacrée par sa nature, qu'un homme, quel qu'il soit, ne puisse l'acquérir si elle lui manque, ou s'en défaire si elle lui appartient?

Si quelqu'un pouvait prétendre à ce privilége, ce serait sans doute le souverain. Cependant il ne le peut pas; car il n'est que le premier des citoyens. Le corps de la nation peut l'en gratifier; mais alors c'est un acte de déférence, et non la conséquence d'une prérogative qui serait nécessairement tyrannique. Que si le souverain ne peut se l'arroger à lui-même, bien moins encore le peut-il conférer à un autre. On ne donne point ce dont on n'a pas la propriété légitime.

Mais si, contre la nature des choses il existe un peuple qui ait quelque prétention à la liberté, et où le chef se soit toutefois arrogé à lui-même ou ait conféré le monopole à un autre, quelle a été la suite de cette infraction au droit général? La révolte sans doute? Non; cela aurait dû être, mais n'a pas été. Et pourquoi? C'est qu'une société est un assemblage d'hommes occupés de différentes fonctions, divisés d'intérêt, jaloux, pusillanimes, préférant la jouissance paisible de ce qu'on leur laisse à la défense armée de ce qu'on leur enlève, vivant à côté les uns des autres, se pressant sans aucun concours de volontés : c'est que ce concert si raisonnable, si utile, quand il subsisterait

entre eux, ne leur donnerait ni le courage, ni la force qui leur manquent, ni par conséquent ou l'espoir de vaincre, ou la résolution de périr; c'est qu'ils verraient pour eux un danger éminent dans une tentative infructueuse, et qu'ils ne verraient dans le succès que l'avantage de leurs descendans, qu'ils aiment moins qu'eux..... Cependant il est arrivé quelquefois..... Oui, par l'enthousiasme du fanatisme.....

Mais en quelque contrée que le monopole ait eu lieu, qu'y a-t-il produit? Ce qu'il y a produit? la dévastation. Les priviléges exclusifs ont ruiné l'Ancien et le Nouveau-Monde. Aucune colonie naissante dans l'autre hémisphère dont ils n'aient prolongé la faiblesse, ou qu'ils n'aient étouffée au berceau. Sous le nôtre, aucune contrée florissante dont ils n'aient détruit la splendeur; aucune entreprise, quelque brillante qu'elle fût, qu'ils n'aient détériorée; aucune circonstance plus ou moins flatteuse qu'ils n'aient tournée au détriment général.

Mais par quelle fatalité tout cela est-il arrivé? Ce n'était point une fatalité, c'était une nécessité. Cela s'est fait parce qu'il fallait que cela se fît. Et pourquoi? C'est qu'un possesseur privilegié, quelque puissant qu'il soit, ne peut jamais avoir ni le crédit, ni les ressources d'une nation entière. C'est que, son monopole ne pouvant toujours durer, il en tire parti le plus rapidement qu'il peut; il ne voit que le moment. Tout ce qui est au-delà

du terme de son exclusif n'est rien à ses yeux. Il aime mieux être moins riche sans attendre, que plus riche en attendant. Par un instinct naturel à l'homme dont la jouissance est fondée sur l'injustice, la tyrannie et les vexations, il craint sans cesse la suppression d'un droit fatal à tous. C'est que son intérêt est tout pour lui, et que l'intérêt de la nation ne lui est rien. C'est que pour un petit bien, pour un avantage momentané, mais sûr, il ne balance pas à faire un grand mal, un mal durable. C'est qu'en mettant le pied dans le lieu de son exercice, le privilége exclusif y introduit avec lui le cortége de toutes les sortes de persécutions. C'est que par la folie, le vague, l'étendue ou l'extension des conditions de son octroi, et par la puissance de celui qui l'a accordé ou qui le protége, maître de tout, il s'immisce de tout, il gêne tout, il détruit tout ; il découragera, il anéantira un genre d'industrie qui sert à tous, pour y forcer un genre d'industrie qui nuit à tous, mais qui lui sert ; il prétendra commander au sol comme il a commandé aux bras ; et il faudra qu'il cesse de produire ce qui lui est propre, pour ne produire que ce qui convient au monopole ou pour devenir stérile : car il préférera la stérilité à une fertilité qui le croise, la disette qu'il ne sentira pas à l'abondance qui diminuerait ses rentrées. C'est que, selon la nature de la chose dont il a le commerce exclusif, si elle est de première nécessité, il affamera tout à coup une con-

trée, ou la mettra toute nue; si elle n'est pas de première nécessité, il parviendra à la rendre telle par des contre-coups, et affamera, mettra encore toute nue la contrée, à laquelle il saura bien ôter les moyens de se la procurer. C'est qu'il est presque toujours possible à celui qui est vendeur unique de se rendre, par des opérations aussi subtiles, aussi profondes qu'atroces, le seul acheteur; et qu'alors il met à la chose qu'il vend un prix aussi exorbitant, à celle qu'on est forcé de lui vendre un prix aussi bas qu'il lui plaît. C'est qu'alors, le vendeur se dégoûtant d'une industrie, d'une culture, d'un travail qui ne lui rend pas l'équivalent de ses dépenses, tout périt. La nation tombe dans la misère.

Le terme de l'exclusif expire, et son possesseur se retire opulent. Mais que produit l'opulence d'un seul élevé sur la ruine de la multitude? Un grand mal. Si c'est un grand mal, pourquoi n'y a-t-on pas obvié? pourquoi ne s'y oppose-t-on pas? Par le préjugé aussi *cruel* qu'*absurde*, qu'il est indifférent pour l'état que la richesse soit dans la bourse de celui-ci ou de celui-là, dans une ou plusieurs bourses. *Absurde*, parce que, dans tous les cas, dans les grandes nécessités principalement, le souverain s'adresse à la nation, c'est-à-dire à un grand nombre d'hommes qui n'ont presque rien, et qu'on achève d'écraser par le peu qu'on en arrache, et à un très-petit nombre qui ont beaucoup, qui donnent peu, ou qui ne don-

nent jamais en proportion de ce qu'ils ont, et dont la contribution, fût-elle au niveau de leur richesse, ne rendrait jamais la centième partie de ce qu'on aurait obtenu sans exaction, sans plainte d'un peuple nombreux et aisé. *Cruel*, parce qu'à égalité d'avantages, il y aurait de l'inhumanité à condamner la multitude à manquer et à souffrir.

Mais le privilége exclusif se donne-t-il pour rien? Quelquefois. C'est alors une marque de reconnaissance ou pour de grands services, ou pour de longues bassesses, ou le résultat des intrigues d'une chaîne de subalternes achetés, vendus, dont une des extrémités part des dernières conditions de la société, l'autre touche au trône; et c'est ce qu'on appelle *la protection*. Lorsqu'il se vend, est-il vendu son prix? Jamais. Non, jamais, et pour plusieurs raisons. Il est impossible que le prix qu'on en tire puisse compenser le ravage qu'il fait. Sa valeur n'en peut encore être connue, ni du chef de la nation, qui ne s'entend à rien, ni de son représentant, souvent aussi peu instruit, et quelquefois traître à son maître et à la patrie; ni de l'acquereur lui-même, qui calcule toujours son acquisition d'après son moindre produit. Enfin ces honteux marchés se faisant le plus souvent dans des temps de crise, l'administration accepte une somme peu proportionnée à la valeur réelle de la chose, mais avancée dans le moment d'un besoin, ou, ce qui est plus ordinaire, d'une fantaisie urgente.

Et quel est, en dernière analyse, le résultat de ces opérations réitérées, des désastres qui les suivent? Là ruine de l'état, le mépris de la foi publique. Après ces infidélités, dont le nom même ne peut se prononcer sans rougir, la nation est plongée dans la désolation. Au milieu de plusieurs millions de malheureux s'élève la tête altière de quelques concussionnaires, gorgés de richesses et insultant à la misère de tous. L'empire énervé chancelle quelque temps au bord de l'abîme dans lequel il tombe, aux éclats du mépris et de la risée de ses voisins; à moins que le ciel ne lui suscite un sauveur qu'il attend et qui ne vient pas toujours, ou que la persécution générale des scélérats qui le redoutent a bientôt dégoûté.

Les obstacles que les divers gouvernemens mettent au commerce que leurs sujets font ou devraient faire entre eux sont bien plus multipliés encore dans celui d'un état avec les autres. On prendrait cette jalousie presque moderne des puissances pour une conspiration secrète de se ruiner toutes, sans avantage pour aucune. Ceux qui conduisent les peuples mettent la même adresse à se défendre de l'industrie des nations qu'à se garantir des souplesses des intrigans qui les entourent. Partout on repousse, partout on est repoussé. Quelques hommes ignorans, bas ou corrompus, ont rempli l'Europe, le monde entier de mille contraintes insoutenables qui se sont de plus en plus étendues. La terre et l'eau ont été cou-

vertes de guérites et de barrières. Le voyageur n'a point de repos, le marchand point de propriété; l'un et l'autre sont exposés à tous les piéges d'une législation artificieuse qui sème les crimes avec les défenses, les peines avec les crimes. On se trouve coupable sans le savoir ni le vouloir; et l'on est arrêté, taxé, dépouillé sans avoir de reproche à se faire. Tel est le commerce en temps de paix. Que reste-t-il à dire des guerres de commerce?

Qu'un peuple confiné dans les glaces de l'ourse arrache le fer aux entrailles de la terre qui lui refuse la subsistance, et qu'il aille le glaive à la main couper les moissons d'un autre peuple, la faim, qui, n'ayant point de lois, n'en peut violer aucune, semble excuser ses hostilités. Il faut bien qu'il vive de carnage, lorsqu'il n'a point de grains. Mais, quand une nation jouit d'un grand commerce, et peut faire subsister plusieurs états du superflu de ses richesses, quel intérêt l'excite à déclarer la guerre à d'autres nations industrieuses, à les empêcher de naviguer et de travailler, en un mot, à leur défendre de vivre, sous peine de mort? Pourquoi s'arroge-t-elle une branche exclusive de commerce, un droit de pêche et de navigation à titre de propriété, comme si la mer devait être divisée en arpens de même que la terre? Sans doute on voit le motif de ces guerres; on sait que la jalousie de commerce n'est qu'une jalousie de puissance. Mais une nation a-t-elle droit d'empêcher le travail qu'elle ne peut faire elle-même,

et d'en condamner une autre à l'oisiveté, parce qu'elle s'y dévoue ?

Des guerres de commerce. Quel mot contre nature ! Le commerce alimente, et la guerre détruit. Le commerce peut bien enfanter et nourrir la guerre ; mais la guerre coupe toutes les veines du commerce. Tout ce qu'une nation gagne sur une autre dans le commerce est un germe de travail et d'émulation pour toutes les deux. Dans la guerre c'est une perte pour l'une et pour l'autre ; car le pillage, et le fer, et le feu, n'engraissent ni les terres ni les hommes. Les guerres de commerce sont d'autant plus funestes que, par l'influence actuelle de la mer sur la terre, et de l'Europe sur les trois autres parties du monde, l'embrasement devient général ; et que les dissensions de deux peuples maritimes répandent la discorde chez tous leurs alliés, et l'inertie dans le parti même de la neutralité.

Toutes les côtes et toutes les mers rougies de sang et couvertes de cadavres ; les foudres de la guerre, tonnant d'un pôle à l'autre, entre l'Afrique, l'Asie et l'Amérique, sur l'Océan qui nous sépare du Nouveau-Monde, sur la vaste étendue de la mer Pacifique, voilà ce qu'on a vu dans les deux dernières guerres, où toutes les puissances de l'Europe ont tour à tour éprouvé des secousses et frappé de grands coups. Cependant la terre se dépeuplait de soldats, et le commerce ne la repeuplait pas ; les campagnes étaient desséchées

par les impôts, et les canaux de la navigation n'arrosaient pas l'agriculture. Les emprunts de l'état ruinaient d'avance la fortune des citoyens par les bénéfices usuraires, pronostics des banqueroutes. Les nations même victorieuses succombaient sous le faix des conquêtes, et, s'emparant de plus de pays qu'elles n'en pouvaient garder ou cultiver, s'anéantissaient pour ainsi dire dans la ruine de leurs ennemis. Les nations neutres, qui voulaient s'enrichir en paix au milieu de cet incendie, recevaient et souffraient des insultes plus flétrissantes que les défaites d'une guerre ouverte.

L'esprit de discorde avait passé des souverains aux peuples. Les citoyens des divers états armaient pour se dépouiller réciproquement. On ne voyait que vaisseaux marchands changés en vaisseaux corsaires. Ceux qui les montaient n'étaient pas poussés par leurs besoins à ce vil métier. Quelques-uns avaient de la fortune, et des salaires avantageux s'offraient de toutes parts aux autres. Une passion effrénée pour le brigandage excitait seule leur perversité. La rencontre d'un navigateur paisible les remplissait d'une joie féroce qui se manifestait par les plus vifs transports. Ils étaient cruels et homicides. Un ennemi plus heureux, plus fort ou plus hardi, pouvait ravir à son tour leur proie, leur liberté, leur vie; mais la vue d'un péril si ordinaire ne ralentissait ni leur avarice ni leur rage. Cette frénésie n'était pas nouvelle. On l'avait connue dans les siècles les plus recu-

lés. Elle s'était perpétuée d'âge en âge. Toujours l'homme, même sans être pressé par l'aiguillon indomptable de la faim, cherche à dévorer l'homme. Cependant la calamité qu'on déplore ici n'était jamais montée au point où nous l'avons vue. L'activité de la piraterie a augmenté à mesure que les mers ont fourni plus d'alimens à son avidité, à son inquiétude.

Les nations ne se convaincront-elles donc jamais de la nécessité de mettre fin à ces barbaries? Un frein qui les arrêterait ne serait-il pas d'une utilité sensible? Pourquoi faut-il que les denrées des deux mondes soient abîmées dans les gouffres de l'Océan avec les bâtimens qui les transportent, ou qu'elles servent d'aliment aux vices et aux débauches de quelques vagabonds sans mœurs et sans principes? Cet aveuglement durera-t-il encore? ou les administrateurs des empires ouvriront-ils enfin les yeux à la lumière? Si quelque jour on réussit à leur faire connaître leurs vrais intérêts, les intérêts essentiels des sociétés dont ils sont les chefs, leur politique ne se bornera pas à purger la mer de forbans; elle s'élèvera jusqu'à laisser un libre cours aux liaisons de leurs sujets respectifs durant ces hostilités meurtrières et destructives qui fatiguent, qui ravagent si souvent le globe.

Ils sont heureusement passés ces temps déplorables où les nations se battaient pour leur mutuel anéantissement. Les troubles qui divisent

aujourd'hui l'Europe n'ont pas un but si funeste. Rarement se proposa-t-on d'autre objet que la réparation de quelque injustice, ou le maintien d'un certain équilibre entre les empires. Sans doute les puissances belligérantes chercheront à se nuire, à s'affaiblir autant qu'il leur sera possible ; mais, si elles ne pouvaient faire que le mal qu'elles recevraient, ne serait-il pas d'une utilité commune qu'on arrêtât ces calamités? Or, c'est ce qui arrive assez constamment lorsque la guerre suspend les opérations du commerce.

Alors un état repousse les productions et l'industrie de l'état ennemi, et voit repousser ses productions et son industrie. C'est des deux côtés une diminution de travail, de gain et de jouissances. L'intervention des peuples neutres dans ces circonstances n'est pas aussi favorable qu'on est peut-être accoutumé à le penser. Outre que leur ministère est nécessairement fort cher, ils cherchent encore à s'élever sur les ruines de ceux qu'ils semblent servir. Ce que leur sol, ce que leurs ateliers peuvent fournir est substitué, autant qu'il est possible, à ce qui sortait du sol et des ateliers des puissances armées, qui souvent ne recouvrent pas à la paix ce que les hostilités leur avaient fait perdre. Il sera donc toujours dans les intérêts bien combinés des nations qui se combattront de continuer sans aucune entrave les échanges qu'elles faisaient avant leurs querelles.

Toutes les vérités se tiennent. Que celle dont

on vient d'établir l'importance dirige la conduite des gouvernemens, et bientôt tomberont ces innombrables barrières qui, dans le temps même de la plus profonde tranquillité, séparent les nations, quels que soient les rapports que la nature ou le hasard aient formés entre elles.

Les démêlés les plus sanglans n'étaient autrefois qu'une explosion passagère après laquelle chaque peuple se reposait sur ses armes brisées ou triomphantes. La paix était la paix. Elle n'est aujourd'hui qu'une guerre sourde. Tout état repousse les productions étrangères, ou par des prohibitions ou par des gênes souvent équivalentes à des prohibitions; tout état refuse les siennes aux conditions qui pourraient les faire rechercher, en étendre la consommation. L'ardeur de se nuire réciproquement s'étend d'un pôle à l'autre. En vain la nature avait réglé que, sous ses sages lois chaque contrée serait opulente, forte et heureuse de la richesse, de la puissance, du bonheur des autres; elles ont, comme de concert, dérangé ce plan d'une bienveillance universelle au détriment de toutes. Leur ambition les a portées à s'isoler; et cette situation solitaire leur a fait désirer une prospérité exclusive. Alors le mal a été rendu pour le mal. On a opposé les artifices aux artifices, les proscriptions aux proscriptions, les fraudes aux fraudes. Les nations se sont énervées en voulant énerver les nations rivales; et il était impossible qu'il en fût autrement. Les rapports

du commerce sont tous très-intimes. Une de ses branches ne peut éprouver quelque contrariété sans que les autres n'en ressentent le contre-coup. Il entrelace les peuples, les fortunes, les échanges. C'est un tout dont les diverses parties s'attirent, se soutiennent et se balancent. Il ressemble au corps humain, dont toutes les parties sont affectées lorsqu'une d'entre elles ne remplit pas les fonctions qui lui étaient destinées.

Voulez-vous terminer les maux que des systèmes mal combinés ont faits à la terre entière? abattez les funestes murs dont les nations se sont entourées. Rétablissez cette heureuse fraternité qui faisait le charme des premiers âges. Que les peuples, dans quelque contrée où le sort les ait placés, à quelque gouvernement qu'ils soient soumis, quelque culte qu'ils professent, communiquent aussi librement entre eux que les habitans d'un hameau avec ceux d'un hameau voisin, avec ceux de la ville la plus prochaine, avec tous ceux du même empire, c'est-à-dire sans droits, sans formalités, sans prédilection.

Alors, mais pas plus tôt, le globe se remplira de productions, et de productions toutes d'une qualité exquise. La manie des impositions, des prohibitions, réduisait chaque état à cultiver des denrées que son sol, que son climat repoussaient, et qui n'étaient jamais ni bonnes ni abondantes. Il donnera une autre direction à ses travaux lorsqu'il pourra satisfaire à ses besoins plus agréable-

ment et à meilleur compte. Toute son activité se tournera vers les objets que la nature lui avait destinés, et qui, étant ce qu'ils doivent être, trouveront un débouché avantageux dans les lieux où une économie éclairée aura déterminé à les négliger.

Alors, mais pas plus tôt, toutes les nations arriveront au degré de prospérité où il leur est permis d'aspirer; elles jouiront de leurs propres richesses et des richesses des autres nations. Les peuples qui avaient eu quelque succès dans le commerce ont cru jusqu'à nos jours que leur voisin ne pourrait faire fleurir le sien qu'aux dépens du leur. Cette persuasion leur avait fait jeter un œil inquiet et soupçonneux sur les efforts qu'il faisait pour améliorer sa situation, les avait poussés à interrompre par les manœuvres d'une cupidité active et injuste des travaux dont ils redoutaient les conséquences. Ils changeront de conduite lorsqu'ils auront compris que l'ordre physique et moral est interverti par l'état actuel des choses; que l'oisiveté d'une contrée nuit à toutes les autres, ou parce qu'elle les condamne à plus de labeurs, ou parce qu'elle les prive de quelques jouissances; que l'industrie étrangère, loin de rétrécir la leur, l'élargira; que plus les biens se multiplieront autour d'eux, plus il leur sera facile d'étendre leurs commodités et leurs échanges; que leurs moissons et leurs ateliers tomberont nécessairement, si les débouchés et les retours doivent leur

manquer ; que les états comme les particuliers ont visiblement intérêt à vendre habituellement au plus haut prix possible, à acheter habituellement au meilleur prix possible, et que ce double avantage ne se peut trouver que dans la plus grande concurrence, dans la plus grande aisance des vendeurs et des acheteurs. C'est l'intérêt de chaque gouvernement ; c'est donc l'intérêt de tous.

Et qu'on ne dise pas que, dans le système d'une liberté générale et illimitée, quelques peuples prendraient un ascendant trop décidé sur les autres. Les nouvelles combinaisons n'ôteront à aucun état ni son sol, ni son génie. Ce que chacun avait d'avantages dans les temps de prohibition, il les conservera sous de meilleurs principes. Leur utilité augmentera même et augmentera beaucoup, parce que ses voisins, jouissant de plus de richesses, étendront de plus en plus leurs consommations.

S'il existait un pays auquel il fût permis d'avoir quelque éloignement pour l'abolition du régime prohibitif, ce serait celui-là sans doute qu'une nature avare a condamné à une éternelle pauvreté. Accoutumé à repousser par des lois somptuaires les délices des contrées plus fortunées, il pourrait craindre qu'une communication absolument libre avec elles ne dérangeât ses maximes, ne corrompît ses mœurs, ne préparât sa ruine. Ces alarmes seraient mal fondées. Hors quelques ins-

stans d'illusion, peut-être tout peuple règlera ses besoins sur ses facultés.

Heureuse donc, et infiniment heureuse la puissance qui la première se débarrassera des entraves, des taxes, des prohibitions qui arrêtent et oppriment partout le commerce! Attirés par la liberté, par la facilité, par la sûreté, par la multiplicité des échanges, les vaisseaux, les productions, les marchandises, les négocians de toutes les contrées de la terre rempliront ses ports. Les causes d'une prospérité si éclatante ne tarderont pas à être pénétrées; et les nations, abdiquant leurs anciennes erreurs, leurs préjugés destructeurs, se hâteront d'adopter des principes si féconds en bons événemens. La révolution sera générale. Partout seront dissipés les nuages. Un jour serein luira sur le globe entier. La nature reprendra les rènes du monde.

Dans ce nouvel ordre de choses, pour lequel les hommes éclairés de toutes les nations font des vœux inutiles depuis si long-temps, les deux continens, les îles qui en sont plus ou moins éloignées, les mers qui les environnent, toutes les régions du globe communiqueront avec autant de liberté, avec autant d'utilité, avec autant de célérité que les provinces d'un même empire fondé sur des lois sages. Les avantages particuliers à une contrée deviendront les avantages de toutes les contrées. Nulle n'éprouvera des besoins; nul n'éprouvera des inquiétudes. L'univers deviendra une

société de frères toujours disposés à se donner des secours réciproques. Cette liaison n'aura pas, il vrai, un principe aussi pur que les âmes élevées le désireraient, mais un intérêt bien entendu remplira le même office qu'une bienveillance universelle.

Dans ce nouvel ordre de choses cessera l'usage des gratifications. C'est une invention trouvée dans les temps modernes pour mettre une nation en état de soutenir dans les marchés étrangers la concurrence des nations à qui leur situation, leur climat ou d'autres avantages permettaient de donner certaines marchandises à meilleur marché. Quoique cet encouragement ne soit accordé que lorsque le prix de la vente n'est pas suffisant pour faire rentrer le capital avec les bénéfices ordinaires, il ne laisse pas d'être un poids énorme pour le fisc, un poids inutile, et même un poids nuisible. Car quelle est la suite nécessaire de cette avidité mercantile ? celle d'arracher les trésors et le travail d'un peuple aux objets qui lui convenaient le mieux, pour tourner ces trésors et ce travail vers des branches d'industrie que la nature ne lui avait pas destinées ; celle de faire prendre par artifice au commerce une direction moins avantageuse que celle qu'il aurait prise lui-même.

Dans ce nouvel ordre de choses, il n'y aura plus de ces traités de commerce que la force ou une politique aveugle n'ont que trop souvent dictés. Par ces pactes ruineux ou déshonorans, une nation s'engageait à recevoir les denrées et

les marchandises d'un peuple étranger, tandis qu'elle repoussait les denrées et les marchandises des autres peuples ; ou à décharger les denrées et les marchandises de l'empire favorisé des droits dont elle accablait les denrées et les marchandises des empires moins privilégiés. Le résultat de ces conventions n'était-il pas de réduire l'état qui les avait accordées à acheter plus chèrement des objets que la concurrence des vendeurs lui aurait fait obtenir à meilleur marché ? N'était-il pas de livrer à des conditions moins favorables un superflu dont la concurrence des acheteurs lui aurait fait obtenir un prix plus avantageux ? Réfléchissez sur les funestes influences qu'a eues ce genre de monopole, et vous serez convaincu de l'avantage de le voir anéanti pour toujours.

De ce nouvel ordre de choses éclora, ou jamais, cette paix universelle qu'un roi guerrier, mais humain, ne croyait pas chimérique. Si un bien si désiré et si peu attendu ne sort pas de ce grand développement de la raison, du moins la société générale des hommes portera-t-elle sur une base plus solide.

VII. Agriculture.

Le commerce, qui sort naturellement de l'agriculture, y revient par sa pente et sa circulation. Ainsi les fleuves retournent à la mer qui les a produits par l'exhalaison de ses eaux en vapeurs, et par la chute de ces vapeurs en eaux. La pluie d'or qu'attirent le transport et la consommation des fruits de la terre retombe enfin sur les cam-

pagnes pour y reproduire tous les alimens de la vie et les matières du commerce. Sans la culture des terres, tout commerce est précaire, parce qu'il manque des premiers fonds, qui sont les productions de la nature. Les nations qui ne sont que maritimes ou commerçantes ont bien les fruits du commerce ; mais l'arbre en appartient aux peuples agricoles. L'agriculture est donc la première et la véritable richesse d'un état.

Aussi est-ce vers cette espèce de richesse qu'à égalité de profits, l'homme un peu éclairé tournerait plus volontiers son activité. Le manufacturier, le commerçant, le capitaliste, sont obligés de confier leur fortune aux vents et aux flots ; ils sont obligés de la confier à des correspondans dont la foi, l'intelligence, la conduite, les facultés sont rarement bien connues ; ils sont obligés d'attendre des années entières le résultat de leurs opérations heureuses ou malheureuses. Leur vie s'écoule dans des inquiétudes dont ceux qui ne les ont pas éprouvées se feraient difficilement une idée juste. Exempt de tant d'agitations, le cultivateur fixé sur son domaine a toujours sous les yeux sa propriété, ses denrées, ses revenus. Il éprouve peu de revers, et n'en éprouve jamais de bien cruels. La sérénité des cieux, l'émail des prairies, la fécondité des champs, charment habituellement ses regards. C'est pour lui que la nature se renouvelle, s'embellit sans interruption. A chaque période de son existence augmente sa prédilection

pour les occupations primitives de notre espèce.

On ne jouissait pas de ce bonheur dans l'enfance du monde. Les premiers habitans du globe n'attendaient une nourriture incertaine que du hasard et de leur adresse. Ils erraient de région en région. Sans cesse occupés de leurs besoins ou de leurs craintes, ils se fuyaient, ils se détruisaient réciproquement. La terre fut fouillée, et les misères d'une vie vagabonde se trouvèrent adoucies. A mesure que l'agriculture s'étendit, les hommes se multiplièrent avec les subsistances. Il se forma des peuples, et de grands peuples. Quelques-uns dédaignèrent les sources de leur prospérité, et ils furent punis de ce fol orgueil par l'invasion. Sur le débris de vastes monarchies engourdies par l'abandon des travaux utiles s'élevèrent de nouveaux états qui, ayant contracté à leur tour l'habitude de se reposer sur leurs esclaves du soin de leur nourriture, ne purent résister à des nations poussées par l'indigence et la barbarie.

Tel fut le sort de Rome. Enorgueillie des dépouilles de l'univers, elle méprisa les occupations champêtres de ses fondateurs, de ses plus illustres citoyens. Des retraites délicieuses couvrirent ses campagnes. On ne vécut plus que des contributions étrangères. Le peuple, corrompu par des largesses continuelles, abandonna le labourage. Toutes les places utiles ou honorables furent achetées par d'abondantes distributions de blé.

La faim donna la loi dans les comices. Tous les ordres de la république ne furent plus gouvernés que par du pain et par des spectacles.

Cependant les terres, qui, dans la plus belle partie de l'Italie, ne servaient qu'à des objets de luxe, étaient cultivées avec quelque soin dans les provinces occidentales de l'empire. Les barbares y portèrent leurs pas sanglans et se les approprièrent toutes. Peu tombèrent aux subalternes; la plupart devinrent la proie des chefs. Ces possessions trop étendues étaient en elles-mêmes un mal, et un très-grand mal. Des partages successifs auraient remédié au désordre. Le gouvernement que les conquérans apportaient du nord, ou qu'ils imaginèrent pour leur sûreté, opposa un obstacle insurmontable à ces divisions. On statua que chaque domaine se perpétuerait dans une seule main. Le droit de primogéniture devint général.

A ce moyen imaginé pour prévenir tout démembrement se joignirent des priviléges qui érigeaient les fiefs en souverainetés presque indépendantes. Ceux qui les régissaient, occupés uniquement de leur conservation ou de leur agrandissement, ne pouvaient guère se livrer au soin de les rendre utiles. L'eussent-ils voulu, ils n'y auraient que très-difficilement réussi. Il était comme impossible que ces petits despotes, nés dans l'abondance, élevés dans l'oisiveté ou dans les plaisirs, enivrés de l'espèce de magnificence et de profusion qui régnait dans ces temps grossiers, portassent dans

les travaux champêtres l'économie, sans laquelle ils ne sauraient prospérer. La cherté des défrichemens tentés autour de leurs châteaux aurait bientôt étouffé le désir de les étendre au loin.

Ce que le seigneur ne pouvait pas, ses sujets le pouvaient moins encore. Ils étaient tous serfs. Rien de ce qui servait à l'exploitation de la terre, rien de ce qu'elle produisait ne leur appartenait. Tout ce qu'ils pouvaient se promettre de leurs soins les plus suivis et les plus heureux, c'était une nourriture toujours mauvaise et souvent insuffisante. Cet état d'abjection étouffait leur volonté, énervait leurs forces. Il est dans la nature de l'esclave de manger le plus et de travailler le moins qu'il lui est possible.

A ce mauvais ordre de choses succéda par degrés un usage un peu moins défavorable à l'agriculture. On pensa que les laboureurs, récompensés de leurs fatigues, deviendraient plus actifs, plus intelligens, et on imagina un arrangement qui rendait leur condition supportable. Le propriétaire continua à fournir les semences, le bétail, tout ce qui était nécessaire pour rendre les champs fertiles; et cependant ceux qui les arrosaient de leurs sueurs en partagèrent le produit. Ces hommes simples eurent un intérêt sensible à rendre les récoltes plus abondantes, et elles ne tardèrent pas à le devenir. En confiant à la terre les modiques épargnes que pouvaient faire ces cultivateurs, la masse des productions aurait aug-

menté : mais c'est un parti auquel on ne put jamais les déterminer. Sans rien ajouter à ce qu'il avait déjà fourni, leur maître aurait eu la moitié des récoltes ; et ce qui leur en serait resté n'aurait pas été suffisant pour les dédommager de cet emploi de leurs fonds particuliers.

La liberté que les croisades et d'autres circonstances firent renaître en Europe leva cet inconvénient. Les nouveaux citoyens devinrent fermiers, et exploitèrent les terres avec leurs propres moyens, en payant une rente fixe au propriétaire. Comme ils étaient assurés d'une jouissance de plusieurs années, ils ne craignirent pas d'employer leurs capitaux à l'amélioration du sol, bien convaincus qu'avant la fin de leur location ils seraient amplement dédommagés de leurs avances. Ces avances se seraient accrues, si les baux avaient été moins courts, si aucun événement n'avait pu les annuler, si des servitudes particulières ou des corvées publiques ne les avaient pas grévés, si la circulation des denrées avait été moins gênée, si le commerce des grains n'avait pas été l'objet de la haine des peuples.

Malgré tant de contrariétés, le nombre des propriétaires se multiplia. Plusieurs des fermiers acquirent assez d'aisance pour acheter la totalité ou une partie des champs qu'ils avaient défrichés. L'industrie, qui faisait de jour en jour des progrès dans les villes, mit plusieurs de leurs bourgeois en état de faire des acquisitions. Les uns et

les autres apportèrent dans leurs nouvelles possessions une économie dont les seigneurs des fiefs ne s'étaient jamais avisés. Cet exemple eut même l'heureux effet d'accoutumer la noblesse à jeter des regards moins dédaigneux sur le premier des arts, sur celui qui fut et sera toujours la meilleure base des institutions politiques.

Vint enfin la découverte des deux Indes, qui multiplia les richesses et les dispersa dans plus de mains. Ce grand événement devait naturellement occasionner dans l'agriculture une révolution plus rapide qu'aucune de celles qui l'avaient précédée. Il n'en fut pas tout-à-fait ainsi. Dans l'Ancien-Monde on ne s'occupait que de guerres d'ambition ou de religion, et dans le Nouveau que de brigandage ou de conquêtes. Lorsque durant un siècle ou deux les nations se furent disputé ou partagé les déserts de cet autre hémisphère, il fallut bien les défricher et nourrir les colons transportés dans ces établissemens. Comme c'étaient des Européens, ils cultivaient pour l'Europe des productions qu'elle n'avait pas, et lui demandaient en retour des alimens auxquels l'habitude les avait naturalisés. A mesure que les colonies se peuplèrent et que leurs productions multiplièrent les navigateurs et les manufacturiers, nos terres durent fournir un surcroît de subsistance pour un surplus de population, une augmentation de denrées indigènes pour des objets étrangers d'échange et de consommation. Les travaux pénibles de la navigation, l'al-

tération des alimens par le transport occasionnant une plus grande déperdition de substances et de fruits, on fut obligé de solliciter, de remuer la terre pour en tirer une surabondance de fécondité. La consommation des denrées de l'Amérique, loin de diminuer celle des productions d'Europe, ne fit que l'accroître et l'étendre sur toutes les mers, dans tous les ports, dans toutes les villes de commerce et d'industrie. Ainsi les nations les plus commerçantes dûrent devenir en même temps les plus agricoles.

L'Angleterre eut les premières idées de ce nouveau système. Elle l'établit et le perfectionna par des honneurs et des prix proposés aux cultivateurs. Une médaille fut frappée et adjugée au duc de Bedfort, avec cette inscription : POUR AVOIR SEMÉ DU GLAND. Triptolème et Cérès ne furent adorés dans l'antiquité qu'à des titres semblables ; et l'on érige encore des temples et des autels à des moines fainéans ! O Dieu de la nature, tu veux donc que les hommes périssent ! Non ; tu as gravé dans les âmes généreuses, dans tous les esprits sublimes, dans le cœur des peuples et des rois éclairés, que le travail est le premier devoir de l'homme, et que le premier travail est celui de la terre. L'éloge de l'agriculture est dans sa récompense, dans la satisfaction de nos besoins. *Si j'avais un homme qui me produisît deux épis de blé au lieu d'un*, disait un monarque, *je le préférerais à tous les génies politiques.* Pourquoi faut-il que ce

roi, que ce mot, ne soient qu'une fiction du philosophe Swif! Mais une nation qui produisit de tels écrivains devait réaliser cette belle sentence. L'Angleterre doubla le produit de sa culture.

L'Europe eut sous les yeux, pendant plus d'un demi-siècle, ce grand exemple, sans en être assez vivement frappée pour le suivre. Ce ne fut guère qu'en 1750 que les Français commencèrent à s'occuper d'idées publiques, à écrire sur des matières solides et d'un intérêt sensible. L'entreprise d'un dictionnaire universel des sciences et des arts mit tous les grands objets sous les yeux, tous les bons esprits en action. L'Esprit des lois parut, et l'horizon du génie fut agrandi. L'Histoire naturelle d'un Pline français, qui surpassa la Grèce et Rome dans l'art de connaître et de peindre la physique, cette histoire, hardie et grande comme son sujet, échauffa l'imagination des lecteurs, et les attacha fortement à des contemplations dont un peuple ne saurait descendre sans retomber dans la barbarie. Alors un assez grand nombre de citoyens furent éclairés sur les vrais besoins de leur patrie. Le gouvernement lui-même parut entrevoir que toutes les richesses sortaient de la terre. Il accorda quelques encouragemens à l'agriculture, mais sans avoir le courage de lever les obstacles qui s'opposaient à ses progrès.

L'autorité ne fit pas jouir le laboureur du bonheur de n'être taxé qu'en proportion de ses facultés. On laissa accumulées sur sa tête ou sur ses

biens une foule de charges publiques qui ne pesaient pas sur les classes de la société moins utiles ou moins nécessaires. Les impôts arbitraires continuèrent à l'inquiéter et à l'écraser. Des répartiteurs jaloux ou avides eurent toujours la faculté d'exercer contre lui leur cupidité ou leur vengeance. Il porta seul un fardeau dont le nom paraissait, bien ou mal à propos, avilissant au reste de la nation. Abruti par cette espèce d'abjection, il ne montra pas autant d'intelligence, ni peut-être autant d'activité que d'autres peuples moins favorisés par le sol ou par le climat; et le ministère ne s'occupa pas assez du soin de lui redonner du ressort, de l'émulation.

Je l'ai entendu, cet administrateur stupide et féroce, et peu s'en faut que, dans l'indignation dont je suis pénétré, je ne le nomme, et que je ne livre sa mémoire à l'exécration de tous les hommes honnêtes et sensés; je l'ai entendu! Il disait que les travaux de la campagne étaient si pénibles, que, si l'on permettait au cultivateur d'acquérir de l'aisance, il abandonnerait sa charrue et laisserait ses terres en friche. Son avis était donc de perpétuer la fatigue par la misère, et de condamner à l'indigence l'homme sans les sueurs duquel il serait mort de faim. Il ordonnait d'engraisser le bœuf, et il retranchait la subsistance du laboureur. Il gouvernait une province, et il ne concevait pas que c'est l'impossibilité d'amasser un peu d'aisance, et non le péril de la fatigue, qui dégoû-

tent le travailleur de son état. Il ignorait que la condition dans laquelle on se presse d'entrer est celle dont on espère de sortir par la richesse, et que, quelque dure que soit la journée de l'agriculteur, l'agriculture trouvera d'autant plus de bras que la récompense de ses peines sera plus sûre et plus abondante. Il n'avait pas vu dans les villes une multitude de professions abréger la vie des ouvriers sans en être moins remplacés. Il ne savait pas que, dans de vastes contrées, des mineurs se résignaient à périr dans les entrailles de la terre, et à y périr avant l'âge de trente ans, à la condition de recueillir de ce sacrifice le vêtement et la nourriture de leurs femmes et de leurs enfans. Il ne lui était jamais venu dans l'esprit que, dans tous les métiers, l'aisance qui permet d'appeler des auxiliaires en adoucit la fatigue, et que d'exclure inhumainement le paysan de la classe des propriétaires, c'était arrêter les progrès du premier des arts, qui ne pouvait devenir florissant tant que celui qui bêchait la terre serait réduit à la bêcher pour autrui. Cet homme d'état n'avait jamais comparé avec ses immenses coteaux le petit quartier de vigne qui appartenait à son vigneron, et connu la différence de la terre cultivée pour soi, et de la terre cultivée pour les autres.

Heureusement pour la France, tous les agens du gouvernement n'ont pas eu des préjugés aussi destructeurs, et plus heureusement encore on y

a souvent surmonté des obstacles qui s'opposaient à l'amélioration des terres et de la culture. L'Allemagne, et le nord ensuite, ont été entraînés par le goût du siècle, que les bons esprits avaient tourné vers ces grands objets. Ces vastes régions ont enfin compris que les contrées les plus étendues étaient sans valeur, si des travaux opiniâtres ne les rendaient utiles ; que défricher un sol, c'était l'agrandir ; et que les campagnes les moins favorisées de la nature pouvaient devenir fécondes par des avances faites avec intelligence. Des productions abondantes et variées ont été la récompense d'une conduite si judicieusement ordonnée. Des peuples qui avaient manqué du nécessaire se sont trouvés en état de fournir des alimens, même aux parties méridionales de l'Europe.

Mais comment des hommes placés sur un terrain si riche ont-ils pu avoir besoin de secours étrangers pour vivre? Peut-être par la raison même que le terrain était excellent. Dans les pays que le sort n'a pas traités favorablement, il a fallu que le cultivateur eût des fonds considérables, se condamnât à des veilles assidues pour arracher des entrailles d'un sol ingrat ou rebelle des moissons un peu abondantes. Il n'a eu pour ainsi dire qu'à gratter la terre sous un ciel plus fortuné, et cet avantage l'a plongé dans la misère et dans l'indolence. Le climat a encore augmenté ces calamités, et les institutions religieuses y ont mis le comble.

Le sabbat, à ne l'envisager même que sous un point de vue politique, est une institution admirable. Il convenait de donner un jour périodique de repos aux hommes pour qu'ils eussent le temps de se redresser, de lever leurs yeux vers le ciel, de jouir avec réflexion de la vie, de méditer sur les événemens passés, de raisonner les opérations actuelles, de combiner un peu l'avenir. Mais, en multipliant ces jours d'inaction, n'a-t-on pas fait pour les individus, pour les sociétés un fléau de ce qui avait été établi pour leur avantage? Un sol que des bras nerveux, que des animaux vigoureux remueraient trois cents jours chaque année ne donnerait-il pas un double produit de celui qui ne les occuperait que cent cinquante? Quel singulier aveuglement! mille fois on a fait couler des ruisseaux de sang pour empêcher le démembrement d'un territoire, mille fois on en a fait couler pour donner plus d'étendue à ce territoire, et les puissances chargées du maintien, du bonheur des empires, ont patiemment souffert qu'un prêtre, et quelquefois un prêtre étranger, envahît successivement le tiers de ce territoire par la diminution équivalente du travail, qui pouvait seul le fertiliser. Ce désordre inconcevable a cessé dans plusieurs états; mais il continue au midi de l'Europe. C'est un des plus grands obstacles à la multiplication de ses subsistances, à l'accroissement de sa population. On y commence cependant à sentir l'importance du

labourage. L'Espagne même s'est remuée; et, faute d'habitans qui voulussent s'en occuper, elle a du moins attiré des laboureurs étrangers dans ses provinces en friche.

Malgré cette émulation presque universelle, on doit convenir que l'agriculture n'a pas fait le même progrès que les autres arts. Depuis la renaissance des lettres, le génie de l'homme a mesuré la terre, calculé le mouvement des astres, pesé l'air. Il a percé les ténèbres qui lui cachaient le système physique et moral du monde. La nature interrogée lui a découvert une infinité de secrets dont toutes les sciences se sont enrichies. Son empire s'est étendu sur mille objets nécessaires au bonheur des peuples. Dans cette fermentation des esprits, la physique expérimentale, qui n'avait que très-imparfaitement éclairé l'ancienne philosophie, a trop rarement tourné ses observations vers la partie du règne végétal la plus importante. On ignore encore les différentes qualités des terres, dont le nombre est infiniment varié; quelles sont les plus propres à chaque production; la quantité, la qualité des semences qu'il convient de leur confier; les temps propices pour les labourer, les ensemencer, les dépouiller; les espèces d'engrais qui doivent augmenter leur fertilité. On n'est pas mieux instruit sur la manière la plus avantageuse de multiplier les troupeaux, de les élever, de les nourrir, de rendre leur toison meilleure. On n'a pas porté un plus

grand jour sur ce qui peut concerner les arbres. Nous n'avons guère sur toutes ces matières de nécessité première que des notions imparfaites, telles qu'une routine tout-à-fait aveugle ou une pratique peu réfléchie ont dû nous les transmettre. L'Europe serait encore plus reculée, sans les méditations de quelques écrivains anglais qui ont réussi à déraciner un assez grand nombre de préjugés, à introduire plusieurs méthodes excellentes. Ce zèle pour le premier des arts s'est communiqué aux laboureurs de leur nation. Fair Child, un d'entre eux, a poussé l'enthousiasme jusqu'à ordonner que la dignité de sa profession serait annuellement célébrée par un discours public. Sa volonté fut exécutée pour la première fois en 1760 dans l'église de Saint-Léonard de Londres; et une cérémonie si utile n'a pas été interrompue depuis cette époque mémorable.

Les auteurs français, qui perfectionnent plus qu'ils ne créent, ont saisi quelques-uns des principes de leurs voisins, et les ont développés avec beaucoup d'ordre, de clarté et de sagesse. Leurs ouvrages ont été d'abord un objet de division chez un peuple borné jusqu'alors, par la nature de son gouvernement, à des discussions frivoles. Ce ridicule est tombé comme tant d'autres, plutôt par inconstance que par réflexion. Les matières d'économie rurale sont devenues à la mode, et le sujet le plus ordinaire des conversations à la cour, à la ville, dans les provinces. Les autres nations,

également accoutumées à haïr et à imiter la France, ont aussitôt tourné leurs veilles vers un sujet si intéressant; et les meilleurs esprits s'en occupent partout aujourd'hui avec un succès plus ou moins marqué.

Il est singulier, et pourtant naturel, que les hommes ne soient revenus au premier des arts qu'après avoir parcouru tous les autres. C'est la marche de l'esprit humain de ne rentrer dans le bon chemin que lorsqu'il s'est épuisé dans les fausses routes. Il va toujours en avant; et comme il est parti de l'agriculture pour suivre la carrière du commerce et du luxe, il fait rapidement le tour du cercle, et se retrouve enfin dans le berceau de tous les arts, où il s'attache par ce même esprit d'intérêt qui l'en avait fait sortir. Tel l'homme avide et curieux qui s'expatrie dans sa jeunesse, las de courir le monde, revient vivre et mourir sous le toit de sa naissance.

Tout, en effet, dépend et résulte de la culture des terres. Elle fait la force intérieure des états, elle y attire les richesses du dehors. Toute puissance qui vient d'ailleurs que de la terre est artificielle et précaire, soit dans le physique, soit dans le moral. L'industrie et le commerce, qui ne s'exercent pas en premier lieu sur l'agriculture d'un pays, sont au pouvoir des nations étrangères qui peuvent ou les disputer par émulation, ou les ôter par envie, soit en établissant la même industrie chez elles, soit en supprimant l'exportation de

leurs matières en nature, ou l'importation de ces matières en œuvre. Mais un état bien défriché, bien cultivé, produit les hommes par les fruits de la terre, et les richesses par les hommes. Ce ne sont pas les dents du dragon qu'il sème pour enfanter des soldats qui se détruisent; c'est le lait de Junon qui peuple le ciel d'une multitude innombrable d'étoiles.

Le gouvernement doit donc sa protection aux campagnes plutôt qu'aux villes. Les unes sont des mères et des nourrices toujours fécondes; les autres ne sont que des filles souvent ingrates et stériles. Les villes ne peuvent guère subsister que du superflu de la population et de la reproduction des campagnes. Les places même et les ports de commerce, qui, par leurs vaisseaux, semblent tenir au monde entier, qui répandent plus de richesses qu'ils n'en possèdent, n'attirent cependant tous les trésors qu'ils versent qu'avec les productions des campagnes qui les environnent. C'est donc à la racine qu'il faut arroser l'arbre. Les villes ne seront florissantes que par la fécondité des champs.

Mais cette fertilité dépend moins encore du sol que de ses habitans. Quelques contrées, quoique situées sous le climat le plus favorable à l'agriculture, produisent moins que d'autres en tout inférieures, parce que le gouvernement y étouffe la nature de mille manières. Partout où la nation est attachée à sa patrie par la propriété, par la

sûreté de ses fonds et de ses revenus, les terres fleurissent et prospèrent. Partout où les priviléges ne seront pas pour les villes, et les corvées pour les campagnes, on verra chaque propriétaire, amoureux de l'héritage de ses pères, l'accroître et l'embellir par une culture assidue, y multiplier ses enfans à proportion de ses biens, et ses biens à proportion de ses enfans.

L'intérêt du gouvernement est donc de favoriser les cultivateurs avant toutes les classes oiseuses de la société. La noblesse n'est qu'une distinction odieuse, quand elle n'est pas fondée sur des services réels et vraiment utiles à l'état, comme celui de défendre la nation contre les invasions de la conquête, et contre les entreprises du despotisme. Elle n'est que d'un secours précaire, et souvent ruineux, quand, après avoir mené une vie molle et licencieuse dans les villes, elle va prêter une faible défense à la patrie sur les flottes et dans les armées; revient à la cour mendier pour récompense de ses lâchetés des places et des honneurs outrageans et onéreux pour les peuples. Le clergé n'est qu'une profession au moins stérile pour la terre, lors même qu'il s'occupe à prier. Mais quand, avec des mœurs scandaleuses, il prêche une doctrine que son exemple et son ignorance rendent doublement incroyable, impraticable; quand, après avoir déshonoré, décrié, renversé la religion par un tissu d'abus, de sophismes, d'injustices et d'usurpations, il veut l'étayer par

la persécution, alors ce corps privilégié, paresseux et turbulent, devient le plus cruel ennemi de l'état et de la nation. Il ne lui reste de sain et de respectable que cette classe de pasteurs, la plus avilie et la plus surchargée, qui, placée parmi les peuples des campagnes, travaille, édifie, conseille, console et soulage une multitude de malheureux.

Les cultivateurs méritent la préférence du gouvernement, même sur les manufactures et les arts, soit mécaniques, soit libéraux. Honorer et protéger les arts de luxe, sans songer aux campagnes, source de l'industrie qui les a créés et les soutient, c'est oublier l'ordre des rapports de la nature et de la société. Favoriser les arts et négliger l'agriculture, c'est ôter les pierres des fondemens d'une pyramide pour en élever le sommet. Les arts mécaniques attirent assez de bras par les richesses qu'ils procurent aux entrepreneurs, par les commodités qu'ils donnent aux ouvriers, par l'aisance, les plaisirs et les commodités qui naissent dans les cités où sont les rendez-vous de l'industrie. C'est le séjour des campagnes qui a besoin d'encouragement pour les travaux les plus pénibles, de dédommagement pour les ennuis et les privations. Le cultivateur est éloigné de tout ce qui peut flatter l'ambition ou charmer la curiosité. Il vit séparé des honneurs et des agrémens de la société. Il ne peut, ni donner à ses enfans une éducation civile sans les perdre de vue,

ni les mettre dans une route de fortune qui les distingue et les avance. Il ne jouit point des sacrifices qu'il fait pour eux lorsqu'ils sont élevés loin de ses yeux. En un mot, il a toutes les peines de la nature : mais en a-t-il les plaisirs, s'il n'est pas soutenu par les soins paternels du gouvernement? Tout est onéreux et humiliant pour lui, jusqu'aux impôts, dont le nom seul rend quelquefois sa condition méprisable à toutes les autres.

Les arts libéraux attachent par le talent même, qui en fait une sorte de passion ; par la considération qu'ils réfléchissent sur ceux qui s'y distinguent. On ne peut admirer les ouvrages qui demandent du génie sans estimer et rechercher les hommes doués de ce don précieux de la nature. Mais l'homme champêtre, s'il ne jouit en paix de ce qu'il possède et qu'il recueille ; s'il ne peut cultiver les vertus de son état, parce qu'on lui en ôte les douceurs ; si les milices, les corvées et les impôts viennent lui arracher son fils, ses bœufs et ses grains, que lui restera-t-il, qu'à maudire le ciel et la terre qui l'affligent ? Il abandonnera son champ et sa patrie.

Un gouvernement sage ne saurait donc, sans se couper les veines, refuser ses premières attentions à l'agriculture. Le moyen le plus prompt et le plus actif de la seconder, c'est de favoriser la multiplication de toutes les espèces de productions par la circulation la plus libre et la plus illimitée.

Une liberté indéfinie dans le commerce des denrées rend en même temps un peuple agricole et commerçant ; elle étend les vues du cultivateur sur le commerce, les vues du négociant sur la culture ; elle lie l'un à l'autre par des rapports suivis et continus. Tous les hommes tiennent ensemble aux campagnes et aux villes. Les provinces se connaissent et se fréquentent. La circulation des denrées amène vraiment l'âge d'or, où les fleuves de lait et de miel coulent dans les campagnes. Toutes les terres sont mises en valeur. Les prés favorisent le labourage par les bestiaux qu'ils engraissent ; la culture des blés encourage celle des vins en fournissant une subsistance toujours assurée à celui qui ne sème ni ne moissonne, mais plante, taille et cueille.

Prenez un système opposé. Entreprenez de régler l'agriculture et la circulation de ses produits par des lois particulières : que de calamités ! L'autorité voudra non-seulement tout voir, tout savoir, mais tout faire, et rien ne se fera. Les hommes seront conduits comme leurs troupeaux et leurs grains ; ils seront ramassés en tas, et dispersés au gré d'un despote, pour être égorgés dans les boucheries de la guerre, ou pour dépérir inutilement sur les flottes et dans les colonies. La vie d'un état en deviendra la mort. Ni les terres, ni les hommes ne pourront prospérer ; et les états marcheront promptement à leur dissolution, à ce démembrement qui est toujours précédé du mas-

sacre des peuples et des tyrans. Que deviendront alors les manufactures ?

VIII. Manufactures.

Les arts naissent de l'agriculture, lorsqu'elle est portée à ce degré d'abondance et de perfection qui laisse aux hommes le loisir d'imaginer et de se procurer des commodités; lorsqu'elle produit une population assez nombreuse pour être employée à d'autres travaux que ceux de la terre. Alors il faut nécessairement qu'un peuple devienne ou soldat, ou navigateur, ou fabricant. Dès que la guerre a émoussé la rudesse et la férocité d'une nation robuste; dès qu'elle a circonscrit à peu près l'étendue d'un empire, les bras qu'elle exerçait aux armes doivent manier la rame, les cordages, le ciseau, la navette, tous les outils, en un mot, du commerce et de l'industrie : car la terre qui nourrissait tant d'hommes sans leur secours n'a pas besoin qu'ils reviennent à la charrue. Comme les arts ont toujours une contrée, un asile où ils s'exercent et fleurissent en paix, il est plus aisé d'aller les y chercher et de les attirer que d'attendre chez soi leur naissance et leurs progrès de la lenteur des siècles et de la faveur du hasard qui préside aux découvertes du génie. Aussi toutes les nations industrieuses de l'Europe ont-elles pris la plus riche partie de leurs arts en Asie. C'est là que l'invention paraît être aussi ancienne que le genre humain.

La beauté, la fécondité du climat y engendra de tout temps, avec l'abondance de tous les fruits,

une population nombreuse. La stabilité des empires y fonda les lois et les arts, enfans du génie et de la paix. La richesse du sol y produisit le luxe, créateur des jouissances de l'industrie. L'Inde et la Chine, la Perse et l'Égypte, possédèrent avec tous les trésors de la nature les plus brillantes inventions de l'art. La guerre y a souvent détruit les monumens du génie : mais ils y renaissent de leurs cendres, de même que les hommes. Semblables à ces essaims laborieux que l'aquilon des hivers fait périr dans les ruches, et qu'on voit se reproduire au printemps avec le même amour du travail et de l'ordre, certains peuples de l'Asie, malgré les invasions et les conquêtes des Tartares, ont toujours conservé les arts du luxe avec ses matériaux.

Ce fut dans un pays successivement conquis par les Scythes, les Romains et les Sarrasins, que les nations de l'Europe, qui n'avaient pu être civilisées ni par le christianisme, ni par les siècles, retrouvèrent les sciences et les arts qu'ils ne cherchaient point. Les croisés épuisèrent leur fanatisme et perdirent leur barbarie à Constantinople. C'est en allant au tombeau de leur dieu, né dans une crèche et mort sur une croix, qu'ils prirent le goût de la magnificence, du faste et des richesses. Ils rapportèrent la pompe asiatique dans les cours de l'Europe. L'Italie, d'où la religion dominait sur les autres contrées, adopta la première une industrie utile à ses temples, aux cérémonies

de son culte, à ces spectacles qui nourrissent la dévotion par les sens, quand elle s'est une fois emparée de l'âme. Rome chrétienne, qui avait emprunté ses rites de l'Orient, devait en tirer ce qui les soutient, l'éclat des richesses.

Venise, qui avait des vaisseaux sous l'étendard de la liberté, ne pouvait manquer d'industrie. Les Italiens élevèrent des manufactures, et furent long-temps en possession de tous les arts, même quand la conquête des deux Indes eut fait déborder en Europe les trésors du monde entier. La Flandre tira ses métiers de l'Italie, l'Angleterre eut les siens de la Flandre, et la France emprunta son industrie de toutes les nations. Elle acheta des Anglais le métier à bas, qui travaille dix fois plus vite que l'aiguille. Les doigts que ce métier faisait reposer se consacrèrent à la dentelle, qu'on déroba aux Flamands. Paris surpassa les tapis de Perse et les tentures de Flandre par ses dessins et ses teintures ; les glaces de Venise, par la transparence et la grandeur. La France apprit à se passer de l'Italie pour une partie de ses soies, et de l'Angleterre pour les draps. L'Allemagne a gardé, avec les mines de fer et de cuivre, la supériorité dans l'art de fondre, de tremper et de travailler ces métaux. Mais l'art de polir et de façonner toutes les matières qui peuvent entrer dans les décorations du luxe et dans les agrémens de la vie semble appartenir aux Français ; soit qu'ils trouvent dans la vanité de plaire les moyens d'y

réussir par tous les dehors brillans, soit qu'en effet la grâce et l'aisance accompagnent partout un peuple vif et gai, qui possède le goût par un instinct naturel.

Toute nation agricole doit avoir des arts pour employer ses matières, et doit augmenter ses productions pour entretenir ses artisans. Si elle ne connaissait que les travaux de la terre, son industrie serait bornée dans ses causes, ses moyens et ses effets. Avec peu de désirs et de besoins elle ferait peu d'efforts, elle emploierait moins de bras, et travaillerait moins de temps. Elle ne saurait accroître ni perfectionner la culture. Si cette nation avait à proportion plus d'arts que de matières, elle tomberait à la merci des étrangers, qui ruineraient ses manufactures en faisant baisser le prix de son luxe et monter le prix de sa subsistance. Mais, quand un peuple agricole réunit l'industrie à la propriété, la culture des productions à l'art de les employer, il a dans lui-même toutes les facultés de son existence et de sa conservation, tous les germes de sa grandeur et de sa prospérité. C'est à ce peuple qu'il est donné de pouvoir tout ce qu'il veut, et de vouloir tout ce qu'il peut.

Rien n'est plus favorable à la liberté que les arts. Elle est leur élément, et ils sont, par leur nature, cosmopolites. Un habile artiste peut travailler dans tous les pays du monde, parce qu'il travaille pour le monde entier. Les talens fuient partout l'esclavage que des soldats trouvent par-

tout. Les protestans, chassés de la France par l'intolérance ecclésiastique, s'ouvrirent un refuge dans tous les états civilisés de l'Europe; et des prêtres, bannis de leur patrie, n'ont eu d'asile nulle part, pas même dans l'Italie, berceau du monachisme et de l'intolérance.

Les arts multiplient les moyens de fortune, et concourent, par une plus grande distribution de richesses, à une meilleure répartition de la propriété. Alors cesse cette inégalité excessive, fruit malheureux de l'oppression, de la tyrannie et de l'engourdissement de toute une nation.

Que d'objets d'instruction et d'admiration dans les manufactures et les ateliers pour l'homme le plus instruit! Il est beau sans doute d'étudier les productions de la nature : mais les différens moyens que les arts emploient soit pour adoucir les maux, soit pour augmenter les agrémens de la vie, ne sont-ils pas encore plus intéressans à connaître? Si vous cherchez le génie, entrez dans les ateliers, et vous l'y trouverez sous mille formes diverses. Si un seul homme avait été l'inventeur du métier à figurer les étoffes, il eût montré plus d'intelligence que Leibnitz ou Newton; et j'ose assurer que, dans les principes mathématiques du dernier, il n'y a aucun problème plus difficile à résoudre que celui d'exécuter une maille à l'aide d'une machine. N'est-il pas honteux de voir les objets dont on est environné se répéter dans une glace, et d'ignorer comment la glace se coule et

se met au tain ; de se garantir des rigueurs du froid par le velours, et de ne pas savoir comment il se fabrique ? Hommes instruits, allez aider de vos lumières ce malheureux artisan condamné à suivre aveuglément sa routine, et soyez sûrs d'en être dédommagés par les secrets qu'il vous confiera.

Le flambeau de l'industrie éclaire à la fois un vaste horizon. Aucun art n'est isolé. La plupart ont des formes, des modes, des instrumens, des élémens qui leur sont communs. La mécanique seule a dû prodigieusement étendre l'étude des mathématiques. Toutes les branches de l'arbre généalogique des sciences se sont développées avec les progrès des arts et des métiers. Les mines, les moulins, les draperies, les teintures ont agrandi la sphère de la physique et de l'histoire naturelle. Le luxe a créé l'art de jouir, qui dépend tout entier des arts libéraux. Dès que l'architecture admet des ornemens au-dehors, elle attire la décoration au-dedans. La sculpture et la peinture travaillent aussitôt à l'embellissement, à l'agrément des édifices. L'art du dessin s'empare des habits et des meubles. Le crayon, fertile en nouveautés, varie à l'infini ses traits et ses nuances sur les étoffes et les porcelaines. Le génie de la pensée et de la parole médite à loisir les chefs-d'œuvre de la poésie et de l'éloquence, ou ces heureux systèmes de la politique et de la philosophie qui rendent aux peuples tous leurs droits, aux souverains toute

leur gloire, celle de régner sur les esprits et sur les cœurs, sur l'opinion et sur la volonté, par la raison et l'équité.

C'est alors que les arts enfantent cet esprit de société qui fait le bonheur de la vie civile, qui délasse des travaux sérieux par des repas, des spectacles, des concerts, des entretiens, par toute sorte de divertissemens agréables. L'aisance donne à toutes les jouissances honnêtes un air de liberté qui lie et mêle les conditions. L'occupation ajoute du prix ou du charme aux plaisirs qui font sa récompense. Chaque citoyen, assuré de sa subsistance par le produit de son industrie, vaque à toutes les occupations agréables ou pénibles de la vie avec ce repos de l'âme qui mène au doux sommeil. Ce n'est pas que la cupidité ne fasse beaucoup de victimes : mais encore moins que la guerre ou que la superstition, fléaux continuels des peuples oisifs.

Après la culture des terres, c'est donc celle des arts qui convient le plus à l'homme. L'une et l'autre font aujourd'hui la force des états policés. Si les arts ont affaibli les hommes, ce sont donc les peuples faibles qui subjuguent les forts ; car la balance de l'Europe est dans les mains des nations artistes.

Depuis que l'Europe est couverte de manufactures, l'esprit et le cœur humain semblent avoir changé de pente. Le désir des richesses est né partout de l'amour du plaisir. On ne voit plus de

peuple qui consente à être pauvre, parce que la pauvreté n'est plus le rempart de la liberté. Faut-il le dire ? les arts tiennent lieu de vertus sur la terre. L'industrie peut enfanter des vices ; mais du moins elle bannit ceux de l'oisiveté, qui sont mille fois plus dangereux. Les lumières étouffant par degrés toute espèce de fanatisme, tandis qu'on travaille par besoin de luxe, on ne s'égorge point par superstition. Le sang humain du moins n'est jamais versé sans une apparence d'intérêt ; et peut-être la guerre ne moissonne-t-elle que ces hommes violens et féroces qui, dans tous les états, naissent ennemis et perturbateurs de l'ordre, sans autre talent, sans autre instinct que celui de détruire. Les arts contiennent cet esprit de dissension en assujettissant l'homme à des travaux assidus et réglés. Ils donnent à toutes les conditions des moyens et des espérances de jouir, même aux plus basses une sorte de considération et d'importance par l'utilité qu'elles rapportent. Tel ouvrier, à l'âge de quarante ans, a plus valu d'argent à l'état qu'une famille entière de serfs cultivateurs n'en rendait autrefois au gouvernement féodal. Une riche manufacture attire plus d'aisance dans un village que vingt châteaux de vieux barons chasseurs ou guerriers n'en rendaient dans une province.

S'il est vrai que dans l'état actuel du monde les peuples les plus industrieux doivent être les plus heureux et les plus puissans, soit que dans

des guerres inévitables ils fournissent par eux-mêmes, ou qu'ils achètent par leurs richesses plus de soldats, de munitions et de forces maritimes ou terrestres ; soit qu'ayant un plus grand intérêt à la paix, ils évitent ou terminent les querelles par des négociations ; soit que dans les défaites ils réparent plus promptement leurs pertes à force de travail ; soit qu'ils jouissent d'un gouvernement plus doux, plus éclairé, malgré les instrumens de corruption et de servitude que la mollesse du luxe prête à la tyrannie : si les arts, en un mot, civilisent les nations, un état doit chercher tous les moyens de faire fleurir les manufactures.

Ces moyens dépendent du climat qui, dit Polybe, forme la figure, la couleur et les mœurs des nations. Le climat le plus tempéré doit être le plus favorable à l'industrie sédentaire. S'il est trop chaud, il s'oppose à l'établissement des manufactures qui demandent le concours de plusieurs hommes réunis au même ouvrage ; il exclut tous les arts qui veulent des fourneaux ou beaucoup de lumière. S'il est trop froid, il ne peut admettre les arts qui cherchent le grand air. Trop loin ou trop près de l'équateur, l'homme est inhabile à différens travaux qui semblent propres à une température douce. Pierre-le-Grand alla vainement chercher dans les états les mieux policés de l'Europe tous les arts qui pouvaient humaniser sa nation : depuis cinquante ans aucun de ces germes de vie n'a pu prendre racine au milieu des

glaces de la Russie. Tous les artistes y sont étrangers, et meurent bientôt avec leur talent et leur travail, s'ils veulent y séjourner. En vain les protestans que Louis XIV persécuta dans sa vieillesse, comme si cet âge était celui des proscriptions, apportèrent les arts et les métiers chez tous les peuples qui les accueillaient; ils ne purent y faire les mêmes ouvrages qu'en France. L'art dépérit ou déclina dans leurs mains également actives et laborieuses, parce qu'il n'était pas échauffé ou éclairé des mêmes rayons du soleil.

A la faveur du climat pour l'encouragement des manufactures doit se réunir l'avantage de la situation politique d'un état. S'il est d'une étendue qui ne lui laisse rien à craindre ou à désirer pour sa stabilité; s'il est voisin de la mer pour l'abord des matières et l'issue des ouvrages entre des puissances à mines de fer pour exercer son industrie, et des états à mines d'or pour les payer; s'il a des nations à droite et à gauche, des ports et des chemins ouverts de toutes parts, cet état aura tous les dehors qui peuvent exciter un peuple à ouvrir des manufactures.

Mais un avantage plus essentiel encore, c'est la fertilité du sol. Si la culture demande trop de bras, elle ne pourra fournir des ouvriers, ou les campagnes se trouveront dépeuplées par les ateliers, et dès-lors la cherté des denrées diminuera le nombre de métiers en haussant le prix des ouvrages.

Au défaut de la fécondité des terres, les manufactures veulent au moins la frugalité des hommes. Une nation qui consommerait beaucoup de subsistances absorberait tout le gain de son industrie. Quand le luxe monte plus vite et plus haut que le travail, il dépérit dans sa source, il flétrit et dessèche le tronc qui lui donne la sève. Quand l'ouvrier veut se nourrir et se vêtir comme le fabriquant qui l'emploie, la fabrique est bientôt ruinée. La frugalité que les républicains observent par vertu, les manufacturiers doivent la garder par avarice. C'est pour cela peut-être que les arts, même de luxe, conviennent mieux aux républiques qu'aux monarchies : car la pauvreté du peuple dans un état monarchique n'est pas toujours un vif aiguillon d'industrie. Le travail de la faim est toujours borné comme elle ; mais le travail de l'ambition croît avec ce vice même.

Le caractère national influe beaucoup sur le progrès des arts de luxe et d'ornement. Un certain peuple est propre à l'invention par la légèreté même qui le porte à la nouveauté. Ce même peuple est propre aux arts par sa vanité, qui le porte à la parure. Une autre nation moins vive a moins de goût pour les choses frivoles, et n'aime pas à changer de mode. Plus mélancolique, elle a plus de pente aux débauches de la table, à l'ivrognerie qui la délivre de ses ennemis. L'une de ces nations doit mieux réussir que sa rivale dans les arts de décoration : elle doit primer sur elle chez

tous les autres peuples qui recherchent les mêmes arts.

Après la nature, c'est le gouvernement qui fait prospérer les fabriques. Si l'industrie favorise la liberté nationale, à son tour la liberté doit favoriser l'industrie. Les priviléges exclusifs sont les ennemis des arts et du commerce, que la concurrence seule peut encourager. C'est encore une espèce de monopole que le droit d'apprentissage et le prix des maîtrises. Cette sorte de privilége qui favorise les corps de métiers, c'est-à-dire de petites communautés aux dépens de la grande, est nuisible à l'état. En ôtant aux gens du peuple la liberté de choisir la profession qui leur convient, on remplit toutes les professions de mauvais ouvriers. Celles qui demandent le plus de talent sont exercées par les mains qui ont le plus d'argent; les plus viles et les moins chères tombent souvent à des gens nés pour exceller dans un art distingué. Les uns et les autres, dans un métier dont ils n'ont pas le goût, négligent l'ouvrage et perdent l'art : les premiers, parce qu'ils sont au-dessous; les seconds, parce qu'ils se sentent au-dessus. Mais l'exemption des maîtrises produit la concurrence des ouvriers, et dès-lors l'abondance et la perfection des ouvrages.

On peut mettre en question s'il est utile de rassembler les manufactures dans les grandes villes, ou de les disperser dans les campagnes ? Le fait a décidé la question. Les arts de première nécessité

sont restés où ils sont nés, dans les lieux qui leur ont fourni de la matière. Les forges sont près des mines, et les toiles près des chanvres ; mais les arts compliqués d'industrie et de luxe ne sauraient habiter les campagnes. Dispersez dans un vaste territoire tous les arts qui concourent à la fabrication de l'horlogerie, et vous perdez Genève avec tous les métiers qui la font vivre. Dispersez dans les différentes provinces de France les soixante mille ouvriers courbés sur des métiers de la fabrique des étoffes de Lyon, et vous anéantirez le goût, qui ne se soutient que par la concurrence d'un grand nombre de rivaux, sans cesse occupés à se surpasser. La perfection des étoffes veut qu'elles se fabriquent dans une ville où l'on peut réunir à la fois les bonnes teintures avec les beaux dessins, l'art de filer les laines et les soies à l'art de tirer l'or et l'argent. S'il faut dix-huit mains pour former une épingle, par combien d'arts et de métiers a dû passer un habit galonné, une veste brodée ? Comment trouver au fond d'une province intérieure et centrale l'attirail immense des arts qui servent à l'ameublement d'un palais, aux fêtes d'une cour ? Reléguez donc, ou retenez dans les campagnes les arts innocens et simples qui vivent isolés. Fabriquez dans les provinces les draps communs qui habillent le peuple. Établissez entre la capitale et les autres villes une dépendance réciproque de besoins ou de commodités, des matières et des ouvrages. Mais encore n'éta-

blissez rien, n'ordonnez rien, laissez agir les hommes qui travaillent. Liberté de commerce, liberté d'industrie : vous aurez des manufactures ; vous aurez une grande population.

Depuis long-temps les génies les plus profonds et les plus hardis dirigent leurs contemplations profondes vers l'origine des choses sans jamais y avoir pu atteindre. Les systèmes se succèdent avec une rapidité qu'on a peine à suivre, et il n'est pas sorti la moindre lumière de tant de recherches. Leurs auteurs sont tous heureux à détruire, aucun ne l'est à édifier ; et les ombres sont aussi épaisses qu'elles pouvaient l'être avant qu'on eût rien tenté pour les dissiper. Les annales du monde ne nous ont pas même transmis la manière dont la terre s'est peuplée. Jamais on ne les voit remonter plus loin que la formation des villes. Mais alors les émigrations étaient à peu près finies ; et les sociétés avaient pris une assiette solide et durable. IX. Population.

Ce silence ouvrant une vaste carrière aux conjectures, beaucoup d'écrivains ont pensé que des hommes libres de choisir avaient dû se fixer d'abord sous les zones les plus tempérées ou les plus fertiles ; et que leurs enfans n'avaient reflué vers les régions glacées, vers les régions stériles que lorsqu'ils s'étaient trouvés trop pressés près de l'équateur.

Une opinion dont au premier coup-d'œil la vraisemblance est si frappante n'a pas cependant

réuni tous les suffrages. Il a paru plus naturel à quelques philosophes de faire descendre la population des montagnes dans la plaine que de l'envoyer de la plaine dans les montagnes. A quoi, demandent-ils, se serait déterminee la jeunesse qu'on aurait poussée d'un climat sain et doux dans un climat dangereux et âpre; d'une vie molle et commode à une vie active et vagabonde, de la plus grande abondance à la plus extrême disette? Ces expatriés ne seraient-ils pas revenus sur leurs pas sans perdre un instant? n'auraient-ils pas massacré sans miséricorde tout ce qui aurait voulu leur fermer l'entrée de leurs anciens foyers?

Un troisième système a tenté de s'élever sur la ruine des deux premiers. Dans cet autre ordre de choses, les hommes n'ont pas autant voyagé qu'on le prétend. La plupart sont restés sous le ciel, sur le sol où le hasard les avait fait naître. Ce n'est qu'assez tard que l'inconstance, que l'ennui de l'uniformité, que l'attrait si puissant des nouveautés leur ont fait chercher d'autres alimens à leur inquiétude.

Laquelle de ces hypothèses qu'on veuille adopter, toujours paraîtra-t-il certain que les hommes dûrent être très-peu nombreux dans les premiers temps. Eh! comment auraient-ils pu se multiplier parmi les convulsions des élémens, au milieu des volcans, dans des régions la plupart submergées, sur une terre encore mal affermie, exposés aux attaques sans cesse renaissantes des bêtes féroces

et de leurs semblables? Ces sauvages n'avaient ni vêtement ni demeure pour résister à l'inclémence des saisons. C'était avec des instrumens de pierre ou de bois qu'il leur fallait fouiller un sol rebelle. Une heureuse expérience ne leur avait pas appris à distinguer les végétaux salutaires des végétaux nuisibles. Leurs fruits, s'ils en avaient, manquaient de saveur et de qualité; les arts les plus nécessaires leur manquaient aussi généralement que ceux de pur agrément. Que d'obstacles à la subsistance, et, par une suite nécessaire, à la population!

Tels furent pourtant les siècles de fer dont on voulut faire l'âge d'or. Une poésie mensongère inventa ou adopta cette fable séduisante, lui prêta ses charmes, et en fit le sujet le plus ordinaire de ses chants harmonieux. La jeunesse, qui se passionne aisément pour les tableaux rians, se prêta facilement à cette illusion. Elle devint chère aux gens vertueux que le mal physique et le mal moral affligent. Ceux dont l'imagination était ardente s'enflammèrent à l'aspect d'une chimère si bien assortie à leur caractère. Partout on aima une époque où la nature avait été plus belle, le ciel plus serein, l'air plus pur, la terre plus fertile; où la félicité de l'homme n'était jamais empoisonnée. Mais il faut à la philosophie un autre aliment que des fictions; elle veut des réalités, elle veut des vérités.

Dans ses principes, l'espèce humaine ne com-

mença à être quelque chose que lorsque ses besoins ou ses réflexions lui eurent enseigné à modifier, à tempérer, et, s'il est permis de le dire, à corriger la nature, à éclaircir les forêts, à dessécher les marais, à diriger le cours des fleuves, à substituer les plantes utiles aux herbes funestes, à trouver des instrumens pour la chasse et pour la pêche, à aiguiser des armes offensives et défensives, à apprivoiser ou à dompter les animaux, à former des sociétés et à leur donner quelque forme de gouvernement.

Tout paraît prouver que ce meilleur ordre s'établit d'abord en Asie. Cette grande partie du globe était moins exposée que les autres aux invasions si répétées et si funestes d'un Océan irrité. Le climat en était plus sain et le sol plus productif. Ces conjectures, tirées de la physique, sont appuyées par le témoignage de l'histoire, qui nous la montre couverte de peuples innombrables dans les siècles les plus reculés. Eût-elle gardé le silence, les monumens antiques qui s'y trouvent, tantôt réunis et tantôt épars, nous l'auraient appris? Les sciences et les arts y jetaient un éclat éblouissant, tandis que le reste de la terre était plongé dans la barbarie. Les hommes avides de connaissances les allaient puiser à cette source respectable; et ceux qui ne pensaient qu'à embellir leur vie, qu'à la rendre plus agréable, avaient recours à ses productions et à ses ateliers. Tant d'avantages l'exposèrent trop souvent au pillage et à l'invasion.

Les meurtres, les dévastations, les disettes, les maladies contagieuses, cette foule de fléaux qui accompagnent le brigandage et la conquête, ne lui firent pourtant éprouver que des calamités passagères. C'est encore, si nous ne nous trompons, la contrée de notre planète la plus riche et la plus peuplée.

Combien l'Afrique fut toujours éloignée de cette éclatante prospérité! Des sables arides, un ciel brûlant, l'insalubrité de l'air, d'autres causes encore en dûrent d'abord écarter les hommes et les empêcher ensuite de s'y multiplier. Toutefois ce serait une erreur et une grande erreur de penser que cette région fût, dans tous les siècles, dans l'état de dégradation où nous la voyons.

A l'orient ses rives et ses terres intérieures comptaient un plus grand nombre d'habitans, avaient des cultures plus animées avant que les Arabes, avant que les Portugais, avant que les discordes civiles eussent tout bouleversé, y eussent tout mis à feu et à sang. Trois à quatre millions d'esclaves que l'avarice européenne a transportés dans ses colonies ont fait de la côte occidentale un désert affreux. La ruine de Carthage replongea dans le néant les arts que cette république commerçante avait fait naître dans la Libye. Alors se fit dans la population un vide qui augmenta sans interruption sous le despotisme atroce des Romains, des Grecs, des Vandales, des Arabes et des Turcs. La tyrannie ou l'anarchie qui écrasent maintenant

ces provinces barbaresques doivent leur interdire jusqu'au moindre espoir d'un rétablissement prochain, et même éloigné. Quoique les ressources naturelles de l'Égypte l'aient préservée de l'opprobre attaché à la piraterie de ses voisins, elle est infiniment moins opulente, infiniment moins peuplée qu'elle ne l'était lorsque son activité, son savoir et sa sagesse servaient de modèle aux nations.

Il faut regarder maintenant comme démontré que le Nouveau-Monde est sorti long-temps après l'Ancien du sein des ondes. L'hémisphère que nous occupons était sain, défriché, embelli peut-être, tandis que l'autre hémisphère était mort sous les eaux, inculte sous les marécages, désert sous les ronces et sous les forêts. Le roi de la nature, l'homme même, n'avait pas encore tout-à-fait perdu la teinte d'une origine récente, lorsque les Européens abordèrent à ces plages naguère submergées. Il était faible, ignorant, et peu multiplié. Aussi n'opposa-t-il qu'une faible résistance aux aventuriers qui lui présentaient des fers. Toutefois le glaive ne fut pas émoussé par la soumission. Contre toute raison et contre tout intérêt, on précipita dans la nuit du tombeau la plupart des malheureux qui erraient sur ce sol sauvage.

Des blancs et des noirs se présentèrent pour remplacer ce qui avait été exterminé sans nécessité. Avec le temps on a vu se former au nord de l'Amérique des sociétés nombreuses, industrieu-

ses, civilisées qui l'ont mille fois dédommagé de quelques pêcheurs, de quelques chasseurs qu'il avait perdus. Un grand archipel où végétaient un petit nombre d'automates plongés dans l'ennui, dans l'insouciance et dans l'inertie, est devenu le théâtre des plus immenses travaux, une source inépuisable de productions et de richesses. Si les contrées méridionales de cette quatrième partie de la terre n'ont pas éprouvé une révolution aussi heureuse, c'est aux vices de l'administration espagnole, c'est aux vices de l'administration portugaise qu'il faut l'attribuer. Que ces deux puissances abjurent leurs erreurs funestes, qu'elles adoptent des maximes judicieuses, et bientôt leur trop vaste empire sortira du néant où leurs fureurs l'avaient plongé, où leur indolence le retient.

Mais l'Europe, cette Europe qui concentre nos affections et nos intérêts, qui fut la patrie de nos pères et qui est la nôtre, eut-elle dans les temps anciens une population supérieure à celle que nous y voyons? On l'a cru jusqu'ici assez généralement sur la foi de quelques historiens crédules, exagérateurs et remplis de contradictions. Pour pouvoir juger du degré de confiance que ces écrivains méritent, examinons si les siècles reculés dont ils parlent étaient plus favorables que les siècles modernes à la multiplication de l'espèce humaine. La sûreté publique y était-elle mieux établie? Les arts y étaient-ils plus florissans? La terre y était-

elle mieux cultivée? Les guerres y étaient-elles plus rares, moins destructives ou moins sanguinaires? D'une pareille discussion, faite sans partialité, sortira nécessairement la solution de ce grand problème.

D'abord, à ces époques éloignées la plupart des institutions politiques étaient très-vicieuses. Des factions continuelles agitaient ces gouvernemens mal ordonnés. Les guerres civiles qui naissaient de ces divisions étaient fréquentes et cruelles. Souvent la moitié du peuple était massacrée par l'autre. Ceux des citoyens qui avaient échappé au parti vainqueur se réfugiaient sur un territoire mal affectionné. De cet asile ils causaient à un ennemi impitoyable tout le dommage qui était possible, jusqu'à ce qu'une nouvelle révolution les mît en état de tirer une vengeance éclatante et complète des maux qu'on leur avait fait souffrir.

Les arts n'avaient pas plus de vigueur que les lois. Le commerce était si borné, qu'il se réduisait à l'échange d'un petit nombre de productions particulières à quelques terroirs, à quelques climats. Les manufactures étaient si peu variées, que les deux sexes s'habillaient également d'une étoffe de laine, qu'on ne faisait même teindre que fort rarement. L'industrie était si peu avancée, qu'il n'existait pas une seule ville qui lui dût son accroissement ou sa prospérité.

Il ne paraîtra guère possible que dans des régions où les jouissances étaient si bornées les terres

fussent exploitées avec vigueur et intelligence. Les cultures devaient être languissantes et peu étendues, même dans le très-petit nombre de cantons où la liberté, la propriété, l'égalité, la sûreté se trouvaient heureusement établies. L'homme qui aurait eu le moins d'éloignement pour le travail ne pouvait rien voir au-delà de sa subsistance et de ses besoins, très-resserrés par l'état des choses. Toutes ses facultés n'avaient pas été encore mises en action. Ses passions dormaient, si on l'ose dire. Elles furent depuis éveillées par cette foule d'objets séduisans qu'offrirent à son orgueil, à son avarice, à sa curiosité, à son inconstance, à tous ses penchans, les arts inventés ou perfectionnés. Alors, et alors seulement on vit se multiplier les denrées, dans l'espoir de les échanger contre des choses qui, dans l'opinion ou dans la réalité, avaient une valeur égale. Ainsi, quand l'imperfection de l'agriculture ancienne, le vice des principes qui lui étaient familiers, la défectuosité des instrumens qu'elle employait; quand aucune de ces connaissances ne nous aurait été transmise par des écrivains contemporains, nous n'en serions pas moins autorisés à penser que la première et la plus importante des sciences fut très-peu avancée dans l'antiquité.

Cette antiquité, dont si souvent on envie le bonheur, fut tourmentée par des guerres, sous tous les points de vue, plus redoutables que celles qui depuis ont affligé l'espèce humaine.

L'Europe était partagée en une infinité de peuplades libres ou asservies. Ces faibles sociétés se touchaient par tous les points. De leur voisinage naissait un sentiment de haine ou de jalousie qui les divisait sans interruption. Si, à l'exemple des grandes puissances, il leur eût fallu rassembler des troupes, former des magasins, pourvoir à l'entretien des armées, la réflexion eût calmé peut-être leurs ressentimens. Mais, comme dans ces petits états chaque citoyen était soldat, qu'on servait sans solde, et que les hostilités ne duraient que peu de jours, l'instant du mécontentement était l'heure de l'attaque. Des guerres si légèrement entreprises ne pouvaient être que fréquentes. Elles étaient aussi fort destructives.

Nos légions modernes ne sont composées que de mercenaires. Rarement, très-rarement le butin leur fut-il permis. Si l'on eût souffert qu'ils se fussent enrichis, qu'ils pussent seulement franchir les bornes du plus étroit nécessaire, la discipline se serait relâchée, ou les drapeaux auraient été abandonnés. Ce système s'est trouvé favorable aux contrées qui servaient de théâtre aux expéditions militaires. Leurs campagnes n'ont pas été ravagées, ni leurs habitations expoliées ou bouleversées. Tout s'éloigna dans les temps anciens de ces maximes de conservation. Des citoyens qui n'etaient poussés sur le territoire ennemi que par l'espoir du pillage, ou par le désir de la vengeance, ne manquaient jamais de se charger de

ses dépouilles et d'y détruire tout ce qui n'était pas de nature à être emporté. A ces dévastations se joignait trop communément un carnage horrible.

Les armées des anciens n'occupaient pas comme les nôtres un espace immense. Leurs bataillons, sur vingt, sur trente, sur cinquante de hauteur, ne présentaient jamais qu'un front étroit. Le choc de ces masses épaisses était terrible. Il n'y avait point de troupe, il n'y avait point d'individu qui ne combattît, et le plus ordinairement on se prenait corps à corps. C'étaient des espèces de duels, toujours longs et toujours opiniâtres. Il fallait vaincre ou périr ; et la destruction d'un des partis, quelquefois la destruction de tous les deux, devenait le résultat d'un principe alors adopté par toutes les nations guerrières. Des batailles il s'était étendu aux siéges. A peine connaissait-on le nom de *capitulation.* Les places ne se rendaient pas, et c'était une nécessité de les emporter d'assaut. Hommes, femmes, enfans, tout se jetait souvent dans les flammes, pour ne pas tomber au pouvoir du vainqueur, pour ne pas orner son char de triomphe, pour ne pas traîner des jours languissans dans l'exil et la servitude.

Tant d'obstacles à la population chez les peuples anciens pourraient paraître compensés par quelques avantages qui leur étaient particuliers. Dans ces siècles reculés, l'Europe était divisée en un nombre infini de petits états. Ces faibles as-

sociations jouissaient la plupart d'une liberté entière. On n'y voyait que peu d'inégalité entre les fortunes et les conditions. D'un si grand rapprochement sortaient des mœurs pures et austères. Une vie simple, une vie active devaient éloigner les maladies qu'enfantent trop souvent le luxe ou la mollesse ; et l'on ignorait jusqu'au nom des deux fléaux qui ont été depuis les plus destructeurs de l'espèce humaine, la petite-vérole, et une autre calamité dont l'autre hémisphère a infesté le nôtre. Malheureusement cette tendance à l'augmentation des sociétés fut rendue inutile par l'introduction de l'esclavage.

Les nations, toutes les nations sans exception, adoptèrent cet usage atroce ; et aucune ne voulut sentir que c'était une brèche irréparable au droit naturel. Un premier attentat conduisit à des attentats sans nombre ; les serfs se multiplièrent, et de simples particuliers se permirent d'en tenir jusqu'à huit ou dix mille dans la servitude. Les fers qui les écrasaient n'étaient pas peut-être leur plus grand supplice. Des maîtres barbares en exigeaient des travaux habituels, durs, humilians, excessifs, pour une nourriture mauvaise et insuffisante. Quelquefois la mort, toujours des châtimens trop rigoureux étaient la punition de la moindre faute. Pour comble de cruauté, pour comble d'aveuglement, les esclaves des deux sexes avaient rarement la permission de communiquer ensemble. La tyrannie était montée au point de

les priver de la seule consolation dont leur sort les rendît susceptibles. Qu'on nous dise maintenant si cet ordre de choses était favorable à la multiplication des hommes.

Préférez-vous les faits aux raisonnemens? Parcourons ensemble les fastes de l'histoire.

Dans les provinces de l'Europe où règnent maintenant les Turcs est située la Grèce. Les nombreuses républiques qu'on vit se former successivement sur ce sol ingrat et borné étaient peuplées, étaient très-peuplées. S'il en eût été autrement, comment auraient-elles établi tant de colonies? comment eussent-elles repoussé les formidables armemens destinés à les asservir? comment la victoire aurait-elle suivi leurs drapeaux partout où il leur convenait de les faire voir? comment seraient-elles parvenues à plus de genres de gloire que n'en ont obtenu les nations les plus célébrées? Regardons donc comme démontré que ce coin du globe eut plus d'habitans, beaucoup plus d'habitans qu'on n'y en trouve aujourd'hui. Mais il doit être permis de penser qu'à l'exception des petits états gouvernés par les lois de Solon, de Lycurgue, et de quelques autres législateurs, le reste du pays occupé depuis plusieurs siècles par les Ottomans devait être fort désert. Il était encore plus ruiné par les courses éternelles des Illyriens, des Gètes et des Thraces, qu'il ne l'a été depuis par les destructives maximes de l'Alcoran.

Le ciel et le sol de l'Italie feraient soupçonner que cette contrée fut habitée et fut florissante avant la plupart des autres. Rome naquit, voulut dominer, manifesta fièrement son ambition, et prit le parti d'affaiblir ou d'exterminer ceux de ses voisins qui pouvaient traverser ses vues.

Lorsqu'un monarque devient conquérant, il assimile ses nouveaux à ses anciens sujets : tous sont égaux à ses yeux. Il n'en est pas ainsi des républiques. Le sort de ceux qui participent à la souveraineté y est généralement heureux ; mais l'infortune devient le partage des provinces subjuguées. Ce sont des victimes toujours immolées à l'avarice ou à l'orgueil de leurs barbares maîtres. L'oppression est augmentée par les délégués à qui on en commet l'administration. Jamais ces rapines ne sont réprouvées par leurs concitoyens, qui jouiront d'une manière ou d'autre de l'abondance que tant de richesses répandront un jour parmi eux. Si les excès s'élèvent à un tel point qu'il paraisse convenable de porter des lois pour les réprimer, c'est communément une calamité de plus. Les brigands qui ne pillaient que pour leur compte pilleront encore pour le compte de leurs juges, pour celui des hommes puissans qui pourront les soustraire à la proscription.

Telle fut la conduite des Romains. De l'Italie entière ils ne voulurent d'abord faire qu'une ville, et pour remplir le vide que ce singulier système avait causé, ils se virent réduits à arracher

des autres régions que la victoire leur donnait une infinité d'hommes libres ou esclaves. Cependant la population ne fut jamais, au-delà des Alpes, ce qu'on se plaît à l'imaginer. Il est prouvé que, dans les temps les plus brillans de la république, beaucoup de terres, même bonnes, restaient incultes. Si ce beau pays dépendait pour sa subsistance journalière des contrées les plus éloignées, c'était moins parce que les hommes y étaient trop multipliés que parce qu'ils y étaient oisifs, et qu'on y avait contracté le funeste usage des distributions gratuites. Ces considérations ne nous empêcheront pas de penser que l'Italie eut à cette époque plus d'habitans qu'elle n'en a aujourd'hui, quoiqu'il s'y soit successivement élevé un nombre considérable de grandes cités dont le nom ne se retrouve pas dans ses premières annales.

On doit croire César quand il affirme que l'ancienne Helvétie avait deux cent quarante milles de long sur cent quatre-vingts milles de large, et qu'elle ne comptait que trois cent soixante mille habitans. Un pays exposé aux plus noirs frimats, rempli de montagnes, couvert de rochers, éloigné des mers et des rivières navigables, réduit à tirer de l'étranger une grande partie de sa subsistance et son vêtement, un tel pays ne pouvait guère se flatter de voir beaucoup augmenter sa population. Cependant, grâce à la sagesse de ses institutions politiques, la Suisse fournit aujourd'hui des soldats à une grande partie de l'Europe,

et ne laisse pas de contenir plus de douze cent mille âmes.

Avant que l'Espagne eût été conquise, rien n'était plus inquiet, plus sauvage que ses habitans. Le suicide y était ordinaire, et le brigandage y était honorable. On ne trouvait de sûreté que dans des châteaux fortifiés ou dans des villes défendues. Ces mœurs agrestes et féroces continuèrent, mais avec quelque modification, après l'invasion des Carthaginois, des Romains, et des barbares qui les remplacèrent. Un tel caractère devait s'opposer à la multiplication des hommes. Aussi ce pays ne connut-il les prospérités auxquelles ses avantages naturels l'appelaient que lorsque les Arabes lui eurent apporté les arts, et l'esprit de société qui en est la suite. Tout alors commença à s'améliorer, et l'état se vit douze millions d'habitans à l'époque remarquable où des provinces trop long-temps ennemies ne formèrent qu'une monarchie. Si le calcul actuel est plus faible de près d'un quart, c'est au mauvais gouvernement, c'est à la découverte du Nouveau-Monde, c'est à l'expulsion des Maures, c'est à l'indolence, c'est au libertinage, c'est à la superstition, c'est à ces causes, et peut-être à quelques autres qu'il faut attribuer ce crime politique.

En voyant le nom des nations que César eut à combattre dans les Gaules, on serait porté à penser que cette région était couverte de peuples innombrables; et l'on serait confirmé dans cette

opinion par le témoignage d'Appien et de Diodore de Sicile. Mais un tel préjugé ne saurait soutenir la discussion la moins sévère. Il est prouvé, par des autorités dignes de toute créance, qu'avant la domination romaine les divisions intestines étaient sanglantes et perpétuelles entre les Gaulois. Il est prouvé que, de tous les arts, celui de la guerre était le seul qu'on leur vît aimer et qu'ils exerçassent. Il est prouvé que leur agriculture était négligée et très-imparfaite. Il est prouvé que le pays était rempli de forêts impénétrables aux rayons de l'astre bienfaisant qui vivifie tout, et que les frimats y étaient d'une rigueur intolérable. Comparez cet ordre de choses avec la tranquillité, l'industrie, la sûreté, l'abondance, la douceur de mœurs et de climat dont jouit la France, et osez dire qu'il y fut compté anciennement vingt-cinq ou vingt-six millions d'âmes qui forment sa population actuelle.

L'espace qui forme aujourd'hui les Provinces-Unies fut long-temps, très-long-temps malsain, et en partie submergé. Le peu qu'il y avait alors d'habitans vivaient de leur chasse et de leur pêche. L'art de préparer le hareng et de le conserver augmenta ce nombre ; mais l'accroissement ne fut remarquable que lorsque le pays eut secoué le joug d'une autorité tyrannique et sanguinaire pour n'appartenir qu'à lui-même. La liberté et la tolérance y ont fait naître ou y ont attiré deux millions d'hommes. C'est trois fois plus que le sol

n'en pourrait nourrir. Il faut que la navigation, que le commerce, que les capitaux placés dans tous les fonds publics de l'Europe suppléent à ce qui lui manque. Telles sont même les richesses des Hollandais, que leur immensité pourrait assurer la subsistance à une population quadruple.

Qu'était la Grande-Bretagne lorsqu'elle fut subjuguée par deux légions romaines? le séjour de quelques sauvages errans ou fixés dans des bourgades assez éloignées les unes des autres. Plusieurs siècles même après la conquête, des marais immenses couvraient la surface de l'île. Elle ne sortit que lentement et tard du néant; mais enfin elle en sortit pour donner un magnifique spectacle au monde. Fière des meilleures lois dont l'histoire ait conservé le souvenir, la nation voulut s'élever à tout; et le succès couronna cette ambition en apparence démesurée. Dans quel pays vit-on jamais en effet une population relativement aussi nombreuse, des champs aussi bien cultivés, des manufactures aussi florissantes, des voies aussi commodes, des canaux aussi multipliés, une aisance aussi universelle? Ces prospérités intérieures préparaient aux Anglais une prépondérance décidée dans toutes les parties du globe. Aucune des plages éloignées qui pouvaient offrir des relations utiles ne fut négligée. On y forma des comptoirs, des colonies ou des empires, selon le besoin et les circonstances. Des agens actifs et intelligens rapprochaient au profit de leur patrie,

par leurs savantes spéculations, ces marchés séparés par des mers immenses. Les puissances rivales ou ennemies qui auraient pu être tentées d'interrompre ces communications étaient contenues par des flottes nombreuses et comme invincibles. Les peuples asservis se sont réjouis naguère de voir la Grande-Bretagne s'écarter des grandes maximes qu'elle avait si constamment et si heureusement suivies; mais cette erreur ne sera que momentanée. L'expérience est habituellement perdue pour les gouvernemens absolus : elle tourne presque toujours à l'avantage des peuples libres.

Consultez César, consultez Tacite, consultez Strabon, et vous jugerez qu'à l'époque où ils écrivaient la Germanie n'avait pas la dixième partie des vingt-sept ou vingt-huit millions d'habitans qu'elle renferme de nos jours. Devenus, avec le temps, un des peuples les plus raisonnables de l'Europe moderne, les Allemands ne formaient dans ces siècles reculés qu'une multitude de faibles tribus privées, absolument privées de toute agriculture, de toute industrie, de tout lien politique, et acharnées sans relâche à leur destruction mutuelle.

Le nord devait être moins peuplé encore. Des régions où l'astre du jour paraît à peine au-dessus de l'horizon; où le cours des ondes est suspendu six mois de l'année; où des neiges entassées couvrent si long-temps un sol souvent stérile; où le

souffle des vents fait éclater le tronc des arbres; où les graines, les plantes, les sources, tout ce qui soutient la vie est mort; où la douleur sort de tous les corps; où le repos, plus funeste que les fatigues excessives, est suivi des pertes les plus cruelles; où les bras que l'enfant tend à sa mère se roidissent, et ses larmes se vitrifient sur ses joues; où la nature..... de telles régions ne dûrent être habitées que très-tard, et ne purent l'être que par des malheureux qui fuyaient l'esclavage ou la tyrannie. Jamais ils ne se multiplièrent sous ce ciel de fer. Sur le globe entier les sociétés nombreuses ont laissé des monumens durables ou des ruines; mais dans le nord il n'est rien resté, rien absolument qui portât l'empreinte de la force ou de l'industrie humaine.

La conquête de la plus belle partie de l'Europe, dans l'espace de trois ou quatre siècles, par les habitans des régions hyperborées, paraît déposer au premier coup-d'œil contre ce qui vient d'être dit. Mais observez que les hordes sauvages qui se portaient du nord au midi n'étaient que le reflux des malheureux que les violences des Romains, que les violences postérieures de Charlemagne avaient réduits à s'expatrier. Observez que c'étaient des nations entières ou presque entières qui, dégoûtées d'un ciel rigoureux et d'un sol aride, cherchaient des climats doux et des champs fertiles. Observez que les brigandages, les atrocités de ces barbares aventuriers grossissaient prodi-

gieusement leur nombre aux yeux d'une multitude énervée et tremblante. Observez que les provinces n'étaient pas défendues par ces places redoutables qui couvrent aujourd'hui si heureusement nos frontières, et qui arrêtent dans leur marche les armées les plus aguerries. Observez que des peuples gouvernés par des eunuques, par des moines ou par des femmes, devaient aller d'eux-mêmes au-devant d'un joug étranger, ou ne faire que de faibles efforts pour s'en garantir. Pesez mûrement des considérations si simples, et ce déluge d'assassins affamés vous paraîtra ce qu'il fut effectivement.

Cependant il s'est élevé depuis quelques années un cri presque universel sur la dépopulation de tous les états. Quelle peut être la cause de ces étranges déclamations? Nous croyons l'entrevoir. Les hommes, en se repoussant pour ainsi dire les uns sur les autres, ont laissé derrière eux des contrées moins habitées; et l'on a pris pour une diminution de citoyens leur différente distribution.

Pendant une longue suite de siècles les empires furent partagés en autant de souverainetés qu'il y avait de seigneurs particuliers. Alors les sujets ou les esclaves de ces petits despotes étaient fixés, et fixés pour toujours sur le territoire qui les avait vus naître. A la chute du système féodal, lorsqu'il n'y eut plus qu'un maître, un roi, une cour, on se porta avec affluence au lieu d'où dé-

coulaient les grâces, les richesses et les honneurs. Telle fut l'origine de ces orgueilleuses capitales où les peuples se sont successivement entassés, et qui sont devenues peu à peu comme l'assemblée générale de chaque nation.

D'autres villes moins monstrueuses, mais pourtant très-considérables, se sont aussi élevées dans chaque province à mesure que l'autorité suprême s'affermissait. Ce sont les tribunaux, les affaires, les arts qui les ont formées, et le goût des commodités, des plaisirs, de la société, qui les a toujours de plus en plus agrandies.

Ces nouveaux établissemens ne pouvaient se faire qu'aux dépens des campagnes. Aussi n'y est-il guère resté d'habitans que ce qu'il en fallait pour l'exploitation des terres et pour les métiers qui en sont inséparables. Les productions n'ont pas souffert de cette révolution. Elles sont devenues même plus abondantes, plus variées et plus agréables, parce qu'on en a demandé davantage et qu'on les a mieux payées; parce que les méthodes et les instrumens ont acquis un degré de simplicité et de perfection qu'ils n'avaient pas; parce que les cultivateurs, encouragés de mille manières, sont devenus plus actifs et plus intelligens.

Gardons-nous cependant de penser que l'Europe moderne soit aussi peuplée qu'elle pourrait l'être. Combien de mauvaises institutions se sont opposées, combien de mauvaises institutions s'opposent encore à un si grand bien!

La population dépend beaucoup de la distribution des biens-fonds. Les familles se multiplient comme les possessions, et, quand elles sont trop vastes, leur étendue démesurée arrête toujours la population. Un grand propriétaire, ne travaillant que pour lui seul, consacre une moitié de ses terres à ses revenus, et l'autre à ses plaisirs. Tout ce qu'il donne à la chasse est doublement perdu pour la culture, parce qu'il nourrit des bêtes dans le terrain des hommes au lieu de nourrir des hommes dans le terrain des bêtes. Il faut des bois dans un pays pour la charpente et le chauffage : mais faut-il tant d'allées dans un parc, et des parterres, des potagers si grands pour un château? Ici le luxe, qui, dans son étalage, alimente les arts, favorise-t-il autant la population des hommes qu'il pourrait la seconder par un meilleur emploi des terres? Trop de grandes terres, et trop peu de petites, premier obstacle à la population.

Second obstacle, les domaines inaliénables du clergé. Lorsque tant de propriétés seront éternelles dans la même main, comment fleurira la population, qui ne peut naître que de l'amélioration des terres par la multiplication des propriétés? Quel intérêt a le bénéficier de faire valoir un fonds qu'il ne doit transmettre à personne, de semer ou de planter pour une postérité qui ne sera pas la sienne? Loin de retrancher sur ses revenus pour augmenter sa terre, ne risquera-t-il

pas de détériorer son bénéfice pour augmenter des rentes qui ne sont pour lui que viagères ?

Les substitutions des biens nobles ne sont pas moins nuisibles à la propagation de l'espèce. Elles diminuent à la fois et la noblesse et les autres conditions. De même que la primogéniture chez les nobles sacrifie plusieurs cadets à l'aîné d'une maison, les substitutions immolent plusieurs familles à une seule. Presque toutes les terres substituées tombent en friche par la négligence d'un propriétaire qui ne s'attache point à des biens dont il ne peut disposer, qu'on ne lui a cédés qu'à regret, et qu'on a donnés d'avance à ses successeurs, qui ne doivent pas être ses héritiers, puisqu'il ne les a pas nommés. Le droit de primogéniture et de substitution est donc une loi qu'on dirait faite à dessein de diminuer la population de l'état.

De ces obstacles, qu'un vice de législation apporte à la multiplication des hommes, en naît un autre, qui est la pauvreté du peuple. Partout où les paysans n'ont point de propriété foncière, leur vie est misérable, et leur sort précaire. Mal assurés d'une subsistance qui dépend de leur santé, comptant peu sur des forces qu'ils sont obligés de vendre, maudissant le jour qui les a vus naître, ils craignent d'enfanter des malheureux. En vain croit-on qu'il naît beaucoup d'enfans à la campagne, quand il en meurt chaque année autant et plus qu'on n'en voit naître. Les travaux des pères et le lait des mères sont perdus pour eux et

pour leurs enfans. Ils ne parviendront pas à la fleur de leur âge, à la maturité qui récompense par des fruits toutes les peines de la culture. Avec un peu de terre la mère pourrait nourrir son enfant et cultiver son champ, tandis que le père augmenterait au-dehors, du prix de son travail, l'aisance de sa famille. Sans propriété, ces trois êtres languissent du peu que gagne un seul, ou l'enfant périt des travaux de sa mère.

Que de maux naissent d'une législation vicieuse ou défectueuse ! Les vices et les fléaux ont une filiation immense ; ils se reproduisent pour tout dévorer, et croissent les uns des autres jusqu'au néant. L'indigence des campagnes produit la multiplication des troupes ; fardeau ruineux par sa nature, destructeur des hommes durant la guerre, et des terres durant la paix. Oui, les soldats ruinent les champs qu'ils ne cultivent pas, parce que chacun d'eux prive l'état d'un laboureur, et le surcharge d'un consommateur oisif ou stérile. Il n'est le défenseur de la patrie, en temps de paix, que par un système funeste qui, sous prétexte de défense, rend tous les peuples agresseurs. Si tous les états voulaient, et ils le pourraient, laisser à la culture les bras qu'ils lui dérobent par la milice, la population, en peu de temps, augmenterait considérablement dans toute l'Europe de laboureurs et d'artisans. Toutes les forces de l'industrie humaine s'emploieraient à seconder les bienfaits de la nature, à vaincre ses difficultés : tout con-

courrait à la création, et non à la destruction.

Les déserts de la Russie seraient défrichés, et les champs de la Pologne ne seraient point ravagés. La vaste domination des Turcs serait cultivée, et la bénédiction de leur prophète se répandrait sur une immense population. Les montagnes arides de la Sierra-Morena seraient fécondées, les landes de l'Aquitaine se purgeraient d'insectes et se couvriraient d'hommes.

Mais le bien général est un doux rêve des âmes débonnaires. O tendre pasteur de Cambrai! ô bon abbé de Saint-Pierre! vos ouvrages sont faits pour peupler les déserts, non pas de solitaires qui fuient les malheurs et les vices du monde, mais de familles heureuses qui chanteraient la magnificence de Dieu sur la terre, comme les astres l'annoncent dans le firmament. C'est dans vos écrits vraiment inspirés, puisque l'humanité est un présent du ciel, que se trouvent la vie et l'humanité. Soyez aimés des rois, et les rois seront aimés des peuples.

Un des moyens de favoriser la population serait de supprimer les maisons religieuses. L'origine en est fort ancienne. Elle remonte au deuxième ou troisième siècle de l'ère chrétienne. Quelques hommes simples, frappés des grandes maximes que le Messie avait enseignées, jugèrent devoir s'enfoncer dans des déserts pour s'y livrer tout entiers à des contemplations divines. La tranquillité dont on les voyait jouir leur donna bientôt des imita-

teurs, d'abord en Orient, et ensuite en Occident. Ces pieux solitaires partageaient leur vie entre la méditation et le travail; ils priaient, et ils labouraient. Les nations, édifiées de ces vertus, ou persuadées par des enthousiastes que la fin du monde n'était pas éloignée, se flattèrent d'obtenir la rémission de leurs crimes, de parvenir à une heureuse immortalité, en consacrant à l'Éternel le premier objet de leurs attachemens; et ils léguèrent leurs possessions aux moines. A cette époque tout changea de face dans les cloîtres.

Lorsque les peuples anciens avaient trop d'enfans, des enfans faibles d'esprit ou de corps, ils ne manquaient guère de les exposer : c'était leur manière de se débarrasser d'une postérité qui pouvait leur devenir un jour onéreuse. Vous frémiriez si l'on vous proposait de ressusciter cet usage heureusement perdu dans la nuit des temps, et vous ne voyez pas qu'il s'en est introduit un aussi barbare parmi vous depuis que les couvens ont entassé richesses sur richesses. Tous les rejetons de votre famille que vous ne croyez pas propres à illustrer votre nom, ou qui diminueraient la fortune du seul que vous destinez à en perpétuer la durée, tous ces rejetons sont ensevelis sans miséricorde dans ces tombeaux où une tyrannie lente, sourde et impitoyable opprime également les deux sexes.

L'opinion fit les moines, l'opinion les détruira. Leurs biens reflueront dans la société pour y engendrer des familles. Toutes les heures perdues

à des prières sans ferveur seront rendues à leur destination primitive. On se souviendra que Dieu dit à l'homme : *Laboure et travaille.* Si les moines défrichèrent autrefois les lieux écartés qu'ils habitaient, ils dépeuplent aujourd'hui les villes, où ils fourmillent; s'ils vécurent de l'aumône, ils ont réduit à l'aumône ceux dont ils la recevaient. Ce désordre est généralement senti ; il touche à son terme.

C'est encore une des causes de la dépopulation de certains états que cette intolérance qui persécute et proscrit toute autre religion que celle du prince. C'est un genre d'oppression et de tyrannie particulier à la politique moderne que celui qui s'exerce sur les pensées et les consciences ; que cette piété cruelle qui, pour des formes extérieures de culte, anéantit en quelque sorte Dieu même en détruisant une multitude de ses adorateurs ; que cette impiété plus barbare encore qui, pour des choses aussi indifférentes que doivent paraître des cérémonies de religion, anéantit une chose aussi essentielle que doivent l'être la vie des hommes et la population des états ; car on n'augmente point le nombre ni la fidélité des sujets en exigeant des sermens contraires à la conscience, en contraignant à des parjures secrets ceux qui s'engagent dans les liens du mariage ou dans les diverses professions du citoyen. L'unité de religion n'est bonne que lorsqu'elle se trouve naturellement établie par la persuasion. Dès que la conviction

cesse, un moyen de rendre aux esprits la tranquillité, c'est de leur laisser la liberté. Lorsqu'elle est égale, pleine et entière pour tous les citoyens, elle ne peut jamais troubler la paix des familles.

Un dernier obstacle à la multiplication des hommes, c'est l'invention assez moderne des rentes viagères. Admirez ici la chaîne des causes. En même temps que le commerce favorise la population par l'industrie de mer et de terre, par tous les objets et les travaux de la navigation, par tous les arts de culture et de fabrique, il diminue cette même population par tous les vices qu'amène le luxe. Quand les richesses ont pris un ascendant général sur les âmes, alors les opinions et les mœurs s'altèrent par le mélange des conditions. Les arts et les talens agréables, en poliçant la société, la corrompent. Les sexes venant à se rapprocher, à se séduire mutuellement, le plus faible entraîne le plus fort dans ses goûts frivoles de parure et d'amusement. La femme devient enfant, et l'homme devient femme. On ne parle, on ne s'occupe que de jouir. Les exercices mâles et robustes qui disciplinaient la jeunesse et la préparaient aux professions graves et périlleuses font place à l'amour des spectacles, où l'on prend toutes les passions qui peuvent efféminer un peuple, quand on n'y voit pas un certain esprit de patriotisme. L'oisiveté gagne dans les conditions aisées; le travail diminue dans les classes occupées. L'accroissement des arts multiplie les modes; les modes augmentent les dé-

penses ; le luxe devient un besoin ; le superflu prend la place du nécessaire ; on s'habille mieux, on vit moins bien ; l'habit se fait aux dépens du corps. L'homme du peuple connaît la débauche avant l'amour, et, se mariant plus tard, a moins d'enfans, ou des enfans plus faibles ; le bourgeois cherche une fortune avant une femme, et perd d'avance l'une et l'autre dans le libertinage. Les gens riches, mariés ou non, vont sans cesse corrompant les femmes de tout état, ou débauchant les filles pauvres. La difficulté de soutenir les dépenses du mariage, et la facilité d'en trouver les plaisirs sans en avoir les peines, multiplient les célibataires dans toutes les classes. L'homme qui renonce à être père de famille consomme son patrimoine ; et, d'accord avec l'état, qui lui en double la rente par des emprunts ruineux, il fond plusieurs générations dans une seule ; il éteint sa postérité, celle des femmes dont il est payé, et celle des filles qu'il paie.

Des puissances qui voyaient la population arrêtée sur leur territoire par la totalité ou par le plus grand nombre des causes qu'on vient d'indiquer, ont cherché à remplir le vide, mais sans jamais remonter à l'origine du malheur qu'elles éprouvaient. Aucun des moyens forcés qu'elles ont employés n'a réussi, aucun ne réussira. Ce seront toujours des peines, ce seront toujours des dépenses perdues. Aspirez-vous réellement à un grand succès, établissez une bonne forme de

gouvernement, une liberté, une sûreté fondées sur des lois sages, et ne craignez pas de manquer de sujets. Les deux sexes ont un besoin égal de s'aimer. Que des institutions vicieuses ne les éloignent pas l'un de l'autre, et le vœu de la nature les rapprochera. Assurés de n'être pas écrasés par un fisc impitoyable, de ne pas donner le jour à des esclaves, ils s'uniront pour être heureux, pour procréer des enfans appelés au même bonheur. Les générations se presseront sans se nuire. La mesure des ressources locales, la mesure des ressources étrangères seront, dans ces contrées fortunées, l'unique limite de la propagation. S'il arrivait que des fléaux destructeurs y moissonnassent une partie, la plus grande partie même des citoyens, on s'en apercevrait à peine dans quelques années. Sans le secours du moindre encouragement, les familles s'y trouveraient aussi multipliées qu'avant ces désastres. Les hommes et les femmes se livreront avec ardeur à leur penchant mutuel lorsqu'ils n'en seront pas impérieusement détournés par la crainte de la misère ou par l'oppression.

x. Impôts.

Sur ce que nous connaissons de l'état des sauvages, il est à présumer que l'avantage de n'être point assujettis par les entraves de nos ridicules vêtemens, la clôture insalubre de nos superbes édifices, et la tyrannie compliquée de nos usages, de nos lois et de nos mœurs, n'est point la compensation d'une vie précaire et des meurtrissures, des combats journaliers pour un coin de forêt,

une caverne, un arc, une flèche, un fruit, un poisson, un oiseau, un quadrupède, la peau d'une bête, ou la possession d'une femme. Que la misanthropie exagère tant qu'il lui plaira les vices de nos cités, elle ne réussira pas à nous dégoûter de ces conventions expresses ou tacites, et de ces vertus artificielles qui font la sécurité et le charme de nos sociétés.

Sans doute il y a parmi nous des assassins; il y a des violateurs d'asile; il y a des monstres que l'avidité, l'indigence et la paresse révoltent contre l'ordre social. Il y a d'autres monstres plus détestables peut-être, qui, possesseurs d'une abondance qui suffirait à deux ou trois mille familles, ne sont occupés que d'en accroître la misère. Je n'en bénirai pas moins la force publique, qui garantit le plus ordinairement ma personne et mes propriétés au moyen des contributions qu'elle me fait payer.

L'impôt peut être défini le sacrifice d'une partie de la propriété pour la défense et la conservation de l'autre. Ce sacrifice n'est pas partout le même; mais, dans les sociétés les mieux ordonnées, il est nécessairement fort considérable.

D'abord tout empire qui a des possessions dignes d'être conservées a besoin de défenseurs, et ces défenseurs doivent être entretenus par le citoyen paisible, qu'ils garantissent de la mort, du pillage ou de l'oppression. Pendant une longue suite de siècles, les armées ne coûtèrent rien ou

coûtèrent peu. Les guerres n'étaient que des excursions : les bras qui cultivaient la terre étaient suffisans pour couvrir des frontières aussi mal attaquées que mal défendues. La manie des conquêtes poussa depuis quelques ambitieux à avoir des troupes toujours sur pied, à leur donner une solde, à les discipliner. Pour ne pas devenir la proie de cette inquiétude, les puissances les plus modérées se virent forcées d'opposer une force égale à celle qui voulait tout subjuguer. Entre les arts, l'art des combats fut celui qui se perfectionna le plus rapidement. Ce ne fut plus la force du corps, ce ne fut plus le courage, ce ne fut plus le fer qui donnèrent la victoire ; le feu devint le moyen décisif des triomphes. Avec les instrumens de destruction se sont successivement multipliés les frais nécessaires pour se garantir de l'oppression ou pour opprimer. Aussi les nations pauvres et barbares ont-elles cessé d'imposer le joug ; elles reçoivent maintenant la loi des nations opulentes et éclairées. Sous ce point de vue, les dépenses prodigieuses qu'exige l'état militaire sont favorables à l'extension, à la perpétuité de la civilisation.

A cette première charge de tout gouvernement sera jointe une seconde, l'administration de la justice civile ou criminelle. Des tribunaux seraient superflus chez des sauvages privés de tous biens, accoutumés à repousser la violence par la violence. Les passions plus ou moins ardentes que

l'inégalité des richesses ne cesse d'allumer parmi les nations agricoles ou artistes exigent l'intervention d'un magistrat qui aït le bras toujours levé pour prévenir ou pour punir les crimes et les usurpations.

Originairement le pouvoir judiciaire accompagnait le pouvoir exécutif. Ce ne fut que lorsque les affaires politiques exigèrent tout le temps du consul romain qu'il lui fut permis de se décharger sur le préteur du soin de terminer les différends particuliers. A la chute de l'empire, ceux qui s'approprièrent ses provinces ressuscitèrent un ancien usage qu'ils trouvaient favorable à leurs intérêts. Ils appelèrent indistinctement à eux toutes les causes de division qui s'élevaient entre leurs sujets. La personne qui intentait un procès appuyait toujours sa requête d'un présent proportionné à l'importance des objets qu'on allait discuter. Celle qui était condamnée devait payer une amende plus ou moins considérable, comme coupable d'avoir blessé l'autorité du prince, d'avoir troublé l'ordre public.

Lorsque les états se furent étendus, et surtout affermis, les chefs dédaignèrent des fonctions qu'ils avaient remplies jusqu'à cette époque, ou des occupations trop multipliées ne leur permirent plus de s'y livrer. Ils se déchargèrent sur un délégué de confiance de cette importante partie de leurs devoirs. Mais, comme c'était toujours à leur profit que se rendaient les arrêts, les vexa-

tions ne discontinuèrent pas, et les sentences continuèrent à être généralement vénales.

Vint enfin le temps où, le domaine des souverains ne suffisant plus aux dépenses nationales, il fallut recourir aux contributions des peuples. Alors il n'y eut plus ni raison ni prétexte pour ruiner les plaideurs, et l'on arrêta que la justice serait gratuitement rendue. Ce fut l'état qui dut payer ses magistrats et qui les paie encore. Cependant les bons principes se sont si fort affaiblis, que nous en sommes presque réduits à regretter l'antique méthode, suivie encore dans la plupart des dominations de l'Asie et de l'Afrique.

Une autre dépense du fisc, c'est l'enseignement public. Il s'étend sur les objets profanes et sur les objets sacrés.

Après la chute de l'empire romain, il n'y eut plus aucune instruction. Un voile impénétrable couvrait l'Europe entière. Quelques lumières y furent apportées de Constantinople, et un petit nombre d'esprits ardens s'en saisirent. Plusieurs d'entre eux s'occupèrent du soin de les répandre, et se firent payer plus ou moins chèrement leurs leçons. Les gouvernemens, imaginant que les ténèbres seraient plus tôt dissipées si l'enseignement devenait gratuit, établirent des écoles dont le fisc faisait tous les frais. Cette munificence n'a pas eu le succès qu'on en attendait. Des instituteurs dont le sort, quelle que fût leur conduite, était assuré, ne devaient pas, ne pouvaient pas

avoir le même zèle que des maîtres qui attendaient uniquement leur fortune des progrès de leurs élèves. Aussi les académies, les universités fondées n'ont-elles rien trouvé d'utile. Elles ont même repoussé les grandes vérités que le temps et les méditations des génies heureux ont données au monde. Toute science s'y réduit aux absurdités qu'on aimait il y a quatre siècles. Ceux qui veulent acquérir de vraies connaissances vont les puiser chez des hommes laborieux que leur intérêt a forcés de suivre le cours des lumières. De pareilles observations, souvent, très-souvent répétées, ont fait imaginer à des esprits élevés au-dessus des préjugés que les états pourraient épargner les sacrifices considérables qu'entraînent les institutions publiques.

Cette manière de penser ne doit pas s'étendre aux ministres de la religion. Il convient d'assurer leur subsistance, pour qu'ils ne soient pas tentés de l'arracher à la multitude par des superstitions, par des pratiques minutieuses qui blesseraient également la vérité, les mœurs et la décence.

Peut-être n'existe-t-il point de gouvernement auquel on puisse reprocher une économie si déplacée. On serait plus porté à accuser l'autorité d'avoir souffert les usurpations du clergé, si l'on ne savait qu'elle n'avait pas le pouvoir de les empêcher. Quelle qu'en soit la raison, les siècles des crises politiques furent les siècles des querelles théologiques. Chaque faction voulait s'étayer de

quelque secte. On combattait avec acharnement ; la victoire était le résultat des efforts combinés des soldats et des prêtres. Les uns et les autres s'appropriaient à l'envi les dépouilles du parti abattu, et telle fut l'origine des grandes propriétés de l'Église.

De longs périodes s'écoulèrent avant qu'on se permît de regarder cet excès de richesse comme un désordre. Le souverain qui aurait osé seulement le blâmer aurait été traduit aux yeux des nations comme l'ennemi de Dieu, et la couronne aurait été précaire sur sa tête. Le temps a changé les opinions. Plusieurs états s'occupent aujourd'hui à limiter le nombre des ecclésiastiques, à concentrer leurs salaires dans de justes bornes, et l'accélération des lumières fait présumer que cet exemple sera suivi un peu plus tôt, un peu plus tard par toutes les autres confédérations.

Tout ce qui peut avancer les prospérités et la splendeur de la société devient une quatrième dépense du trésor public. Les siècles de barbarie ne connurent ni grands chemins, ni ports, ni chaussées, ni canaux, ni rades, ni arts mécaniques ou libéraux. Tout végétait, tout était engourdi. D'heureux hasards tirèrent les peuples d'un trop long sommeil ; mais ils n'auraient peut-être pas tardé à se replonger dans leur léthargie, si une administration éclairée n'eût adouci la rigueur de leurs travaux par de sages établissemens qui rendirent leurs sueurs et moins abondantes

et plus fructueuses. Toutes les nations n'entrèrent pas dans la nouvelle carrière à la même époque. Quelques-unes, soit défaut d'activité, d'intelligence ou de générosité, ne firent point d'efforts, ou n'en firent que de médiocres pour changer leur condition. A la fin, la force des états, sans cesse occupés de leur amélioration, a excité l'émulation des autres. Il n'en est plus aucun qui ne travaille avec plus ou moins de succès à faire naître, à faire germer dans son sein tous les genres d'industrie.

La dernière contribution des peuples a pour objet le maintien de la dignité souveraine. Tout absolue qu'elle est, elle a besoin encore de quelque illusion; et cette espèce de magie fut dans tous les siècles l'ouvrage d'une représentation plus ou moins éblouissante. S'il s'est trouvé des administrateurs qui aient négligé ou méprisé ce faste comme inutile, c'étaient des êtres privilégiés que la nature forme trop rarement pour qu'on puisse tirer quelque induction de leur exemple. Les maîtres des nations seront donc généralement réduits à appeler la magnificence au secours de l'autorité; et ce seront leurs sujets qui en devront supporter la charge dans la proportion de leurs facultés.

Espérer de ramener les souverains à l'ancienne simplicité de leurs pères, ce serait la plus grande des extravagances. Comment se flatter que, les maisons, les parcs, la table, les meubles, l'habillement, les équipages, tout ce qui favorise la

mollesse et la volupté ayant acquis de l'agrément et de la grandeur chez les plus simples particuliers, leurs chefs renonceront à ces jouissances? Le désirassent-ils, leur rang le leur défendrait.

Cependant ces dépenses de bienséance ne sont pas toutes les mêmes. Comme un monarque a une plus grande supériorité sur ses sujets que le premier magistrat d'une république sur ses concitoyens, il lui est permis d'étaler un plus grand luxe. On s'attend naturellement à trouver plus de splendeur à la cour d'un grand roi que dans le palais d'un doge ou d'un bourgmestre. Mais partout il est des limites qu'il est criminel de franchir, et qu'on ne franchit que trop souvent au détriment des intérêts publics les plus essentiels.

Les divers services dont on vient de parler doivent être payés, et ils doivent l'être dans la proportion des talens, de l'assiduité des peines qu'ils exigent. Si le salaire était insuffisant, les places se ressentiraient de la bassesse, de l'incapacité de ceux qui les rempliraient. Si la solde était trop forte, le temps dû au travail serait donné aux plaisirs et à la représentation.

Il fut des pays et des temps où l'on assignait une portion du territoire pour les dépenses communes du corps politique. Le gouvernement, ne pouvant faire valoir lui-même des possessions si étendues, était obligé de confier ce soin à des administrateurs qui les négligeaient ou qui s'en appropriaient le revenu. Cet usage entraînait de plus

grands inconvéniens encore. Ou le domaine du roi était trop considérable pendant la paix, ou il était insuffisant pour les temps de guerre. Dans le premier cas, la liberté de la république était opprimée par le chef de l'état, et dans le second par les étrangers. Il fallut donc recourir aux contributions des citoyens.

Ces fonds furent peu considérables dans les premiers temps. La solde n'était alors qu'un simple dédommagement donné par l'état à ceux que son service détournait des travaux et des soins nécessaires à leur subsistance. La récompense consistait dans cette jouissance délicieuse que nous éprouvons par le sentiment intime de notre vertu, et à la vue des hommages qui lui sont rendus par les autres hommes. Ces richesses morales étaient les plus grands trésors des sociétés naissantes ; c'était une sorte de monnaie qu'il importait, dans l'ordre politique autant que dans l'ordre moral, de ne pas altérer.

L'honneur ne tint guère moins lieu d'impôts dans les beaux jours des Grecs que dans les sociétés naissantes. Ceux qui servaient la patrie ne se croyaient pas en droit de la dévorer. L'imposition mise par Aristide sur toute la Grèce, pour soutenir la guerre contre la Perse, fut si modérée, que les contribuables la nommèrent eux-mêmes *l'heureux sort de la Grèce*. Quel temps et quel pays où les taxes faisaient le bonheur des peuples!

Les Romains marchèrent à la domination sans

presque aucun secours de la part du fisc. L'amour des richesses les eût détournés de la conquête du monde. Le service public fut fait avec désintéressement, après même que les mœurs se furent corrompues.

Sous le gouvernement féodal il n'y eut point d'impôts. Où les aurait-on pris? L'homme et la terre étaient la propriété du maître. C'était une servitude réelle et une servitude personnelle.

Lorsque le jour commença à luire sur l'Europe, les nations s'occupèrent de leur sûreté. Elles fournirent volontairement des contributions pour réprimer les ennemis domestiques et étrangers; mais ces tributs furent modérés, parce que les princes n'étaient pas encore assez absolus pour les détourner au gré de leurs caprices ou au profit de leur ambition.

Le Nouveau-Monde fut découvert, et la passion des conquêtes s'empara de tous les peuples. Cet esprit d'agrandissement ne pouvait se concilier avec la lenteur des assemblées populaires; et les souverains réussirent, sans beaucoup d'efforts, à s'approprier plus de droits qu'ils n'en avaient eu. L'imposition des taxes fut la plus importante de leurs usurpations. C'est celle dont les suites ont été le plus funestes.

On n'a pas craint d'imprimer le sceau de la servitude sur le front des hommes en taxant leur tête. Indépendamment de l'humiliation, est-il rien de plus arbitraire qu'un pareil impôt?

L'asseoira-t-on sur des déclarations? Mais il faudrait entre le monarque et les sujets une conscience morale qui les liât l'un à l'autre par un mutuel amour du bien général, ou du moins une conscience publique qui les rassurât l'un envers l'autre par une communication sincère et réciproque de leurs lumières et de leurs sentimens. Or, comment établir cette conscience publique, qui servirait de flambeau, de guide et de frein dans la marche des gouvernemens?

Percera-t-on dans le sanctuaire des familles, dans le cabinet du citoyen, pour surprendre et mettre au jour ce qu'il ne veut pas révéler, ce qu'il lui importe même souvent de ne pas révéler? Quelle inquisition! quelle violence révoltante! Quand même on parviendrait à connaître les ressources de chaque particulier, ne varient-elles pas d'une année à l'autre avec les produits incertains et précaires de l'industrie? Ne diminuent-elles pas avec la multiplication des enfans, avec le dépérissement des forces par les maladies, par l'âge et par le travail? Les facultés de l'humanité, utiles et laborieuses, ne changent-elles pas avec les vicissitudes que le temps apporte dans tout ce qui dépend de la nature et de la fortune? La taxe personnelle est donc une vexation individuelle sans utilité commune. La capitation est un esclavage affligeant pour l'homme, sans profit pour l'etat.

Après s'être permis l'impôt, qui est la preuve

du despotisme, ou qui y conduit un peu plus tôt, un peu plus tard, on s'est jeté sur les consommations. Les souverains ont affecté de regarder ce nouveau tribut comme volontaire, en quelque sorte, puisque sa quantité dépend des dépenses que tout citoyen est libre d'augmenter ou de diminuer au gré de ses facultés et de ses goûts, la plupart factices.

Mais, si la taxe porte sur les denrées de premier besoin, c'est le comble de la cruauté. Avant toutes les lois sociales, l'homme avait le droit de subsister. L'a-t-il perdu par l'établissement des lois? Survendre au peuple les fruits de la terre, c'est les lui ravir; c'est attaquer le principe de son existence que de le priver par un impôt des moyens de la conserver. En pressurant la subsistance de l'indigent, l'état lui ôte les forces avec les alimens. D'un homme pauvre il fait un mendiant, d'un travailleur un oisif, d'un malheureux un scélérat; c'est-à-dire qu'il conduit un famélique à l'échafaud par la misère.

Si la taxe porte sur des denrées moins nécessaires, que de bras perdus pour l'agriculture et pour les arts sont employés, non pas à garder les boulevards de l'empire, mais à hérisser un royaume d'une infinité de petites barrières; à embarrasser les portes des villes; à infester les chemins et les passages du commerce; à fureter dans les caves, dans les greniers, dans les magasins! Quel état de guerre entre le prince et le peuple, entre le

citoyen et le citoyen! Que de prisons, de galères, de gibets pour une foule de malheureux qui ont été poussés à la fraude, à la contrebande, à la révolte même par l'iniquité des lois fiscales!

L'avidité des souverains s'est étendue des consommations aux marchandises que les états se vendent les uns aux autres. Despotes insatiables, ne comprendrez-vous jamais que, si vous mettez des droits sur ce que vous offrez à l'étranger, il achètera moins cher, il ne donnera que la valeur qui lui sera donnée par les autres nations? Vos sujets fussent-ils seuls propriétaires de la production assujettie aux taxes, ils ne parviendraient pas encore à faire la loi, parce qu'alors on en demanderait en moindre quantité, et que sa surabondance les forcerait à en diminuer le prix pour en trouver la consommation.

L'impôt sur les marchandises que votre empire reçoit de ses voisins n'a pas une base plus raisonnable. Leur prix étant réglé par la concurrence des autres peuples, ce seront vos sujets qui paieront seuls les droits. Peut-être ce renchérissement des productions étrangères en fera-t-il diminuer l'usage? Mais, si l'on vous vend moins, on achètera moins de vous. Le commerce ne donne qu'en proportion de ce qu'il reçoit. Il n'est au fond qu'un échange de valeur pour valeur. Vous ne pouvez donc vous opposer aux cours de ces échanges sans faire tomber le prix de vos productions en rétrécissant leur débit.

Soit que vous mettiez des droits sur les marchandises étrangères ou sur les vôtres, l'industrie de vos sujets en souffrira nécessairement. Il y aura moins de moyens pour la payer, et moins de matières premières pour l'occuper. Plus la masse des reproductions annuelles diminuera, plus la somme des travaux diminuera aussi. Alors toutes les lois que vous pourrez établir contre la mendicité seront impuissantes, parce qu'il faut bien que l'homme vive de ce qu'on lui donne, quand il ne peut pas vivre de ce qu'il gagne.

L'avidité fiscale est allée plus loin encore ; elle a étendu ses mains rapaces sur les maisons, sur les rentes, sur les successions, sur l'industrie, sur les charges, sur les procès, sur toutes les transactions des citoyens, sur une infinité d'autres objets qu'on voudrait pouvoir oublier.

La taxe sur les terres est la plus naturelle et la plus raisonnable des taxes. Les Grecs, les Romains, toutes les régions civilisées de l'antiquité l'adoptèrent, et n'en connurent d'autres que très-rarement. Combien les peuples modernes sont éloignés d'une situation si douce ! Des hommes éclairés et vertueux ont fait les plus grands efforts pour nous ramener à cet ordre primitif de choses ; mais ils avaient oublié que toutes les productions de nos champs réunies dans les greniers du gouvernement ne suffiraient pas aux engagemens et aux dépenses du corps politique. Pardonnons donc à l'administration de chercher ailleurs des

ressources. Qu'elle ait seulement toujours devant les yeux que l'impôt territorial est le plus sûr, le moins pesant, le plus étendu de tous, et qu'il faut tendre par toutes les voies honnêtes à le rendre, s'il se peut, unique.

Un des meilleurs moyens serait que toutes les terres fussent indistinctement également taxées. Le bien public est un trésor commun dans lequel chaque citoyen doit déposer ses tributs, ses services et ses talens. Jamais des noms et des titres ne changeront la nature des hommes et des possessions. Ce serait le comble de la bassesse et de la folie de faire valoir les distinctions qu'on a reçues de ses pères pour se soustraire aux charges de la société. Toute prééminence qui ne tournerait pas au profit général serait destructive; elle ne peut être juste qu'autant qu'elle est un engagement formel de dévouer plus particulièrement sa fortune et sa vie au service de la patrie.

Si de nos jours, pour la première fois, les terres étaient imposées, ne jugerait-on pas nécessairement que la contribution doit être proportionnée à l'étendue et à la fertilité des possessions? Quelqu'un oserait-il alléguer ses places, ses services, ses dignités pour se soustraire aux tributs qu'exige le service public? Qu'ont de commun les taxes avec les rangs, les titres et les conditions? Elles ne touchent qu'aux revenus, et ces revenus sont à l'état dès qu'ils sont nécessaires à sa défense.

La manière dont l'impôt devrait être assis sur

les terres est plus difficile à trouver. Quelques écrivains ont pensé que la dîme ecclésiastique, malheureusement perçue dans la plus grande partie de l'Europe, serait un modèle à suivre. Dans ce système, a-t-on dit, il n'y aurait ni infidélité, ni faveur, ni méprise. Selon que les circonstances exigeraient plus ou moins d'efforts de la part des peuples, le fisc prendrait la quatrième, la cinquième, la sixième partie des productions au moment même de la récolte ; et tout se trouverait consommé sans contrainte, sans surprise, sans défiance et sans vexation.

Mais, dans cette forme de perception, comment se feraient les recouvremens ? Pour des objets si multipliés, si variables et si peu connus, une régie n'exigerait-elle pas des frais énormes ? La ferme ne donnerait-elle pas occasion à des profits trop considérables ? Ainsi, quand cet ordre de choses paraîtrait le plus favorable au citoyen, ne serait-il pas un des plus funestes au gouvernement ? Or, qui peut douter que les intérêts de l'individu ne soient les mêmes que ceux de la société ? Quelqu'un ignorerait-il encore le rapport intime qui est entre le souverain qui demande et les sujets qui donnent ?

D'ailleurs cette imposition, si égale en apparence, serait, dans la réalité, la plus disproportionnée de toutes celles que l'ignorance ait jamais imaginées. Tandis qu'on n'exigerait d'un contribuable que le quart de son revenu, on en prendrait

la moitié, quelquefois davantage, à d'autres qui, pour avoir la même quantité de productions, auraient été obligés, par la nature d'un sol ingrat ou d'une exploitation difficile, à des dépenses infiniment plus considérables.

Ces inconvéniens ont fait rejeter une idée proposée ou appuyée par des hommes peu versés dans l'économie politique, mais, révoltés avec raison de la manière arbitraire dont ils voyaient taxer les terres. Vous prendrez pour règle l'étendue des domaines? Mais ignoreriez-vous qu'il y en a qui peuvent payer beaucoup, qu'il y en a qui ne peuvent payer que peu, qu'il y en a même qui ne peuvent rien payer, parce que ce qui reste au-delà des frais est à peine suffisant pour déterminer l'homme le plus intelligent à les cultiver? Vous ferez représenter les baux? Mais les fermiers et les propriétaires n'agiront-ils pas de concert pour vous tromper? et quels moyens aurez-vous pour découvrir une fraude artificieusement tramée? Vous admettrez les déclarations? Mais, pour une sincère, n'y en aura-t-il pas cent de fausses? et le citoyen d'une probité exacte ne sera-t-il pas la victime du citoyen dénué de principes? Vous aurez recours à une estimation? Mais le préposé du fisc ne se laissera-t-il pas suborner par des contribuables intéressés à le corrompre? Vous laisserez aux habitans de chaque canton le soin des répartitions? C'est sans doute la règle la plus équitable, la plus conforme aux droits de la nature et de la pro-

priété ; et cependant elle doit engendrer nécessairement tant de cabales, tant d'altercations, tant d'animosités, un choc si violent entre les passions qui se heurteront, qu'il n'en saurait résulter cette justice, qui pourrait faire le bonheur public.

Un cadastre qui mesurerait avec soin les terres, qui apprécierait avec équité leur valeur, serait seul capable d'opérer cette heureuse révolution. On n'a que rarement, qu'imparfaitement appliqué un principe si simple et si lumineux. Il faut espérer que cette belle institution, quoique vivement repoussée par le crédit et la corruption, sera perfectionnée dans les états où elle a été adoptée, et qu'elle sera introduite dans les empires où elle n'existe pas encore. Le monarque qui signalera son règne par ce grand bienfait sera béni pendant sa vie; il laissera un nom cher à la postérité ; et sa félicité s'étendra au-delà des siècles, si, comme on n'en peut douter, il existe un Dieu rémunérateur.

Mais que le gouvernement, sous quelque forme qu'il ait été établi ou qu'il subsiste, n'outre jamais la mesure des impositions. Dans leur origine, elles ont rendu, dit-on, les hommes plus actifs, plus sobres, plus intelligens, et ont ainsi contribué à la prospérité des empires. Cette opinion n'est pas sans vraisemblance ; mais il est plus certain encore que, poussées au-delà des limites convenables, les taxes ont arrêté les travaux, étouffé l'industrie, produit le découragement.

Quoique l'homme ait été condamné par la nature à des veilles continuelles pour s'assurer une subsistance, ce soin pressant n'a pas concentré toute son action. Ses désirs se sont étendus beaucoup au-delà; et plus il est entré d'objets dans le plan de son bonheur, plus il a multiplié ses efforts pour les obtenir. A-t-il été réduit par la tyrannie à n'espérer d'un labeur opiniâtre que ce qui était de nécessité première, son mouvement s'est ralenti. Il a rétréci lui-même la sphère de ses besoins. Troublé, aigri, desséché par l'esprit oppresseur du fisc, on l'a vu, ou languissant dans ses déplorables foyers, ou s'expatriant pour chercher une destinée moins malheureuse, ou errant et vagabond sur des provinces désolées. La plupart des sociétés ont, à des époques différentes, souffert ces calamités, présenté ce hideux tableau.

Aussi est-ce une erreur, et une grande erreur de juger de la puissance des empires par le revenu du souverain. Cette base de calcul serait la meilleure qu'on pût établir, si les tributs n'étaient que le thermomètre des facultés des citoyens; mais, lorsque la république est opprimée par le poids ou la variété des impositions, loin que cette richesse soit un signe de prospérité nationale, elle est un principe de dépérissement. Réduits à l'impuissance de fournir des secours extraordinaires à la patrie menacée ou envahie, les peuples subissent un joug étranger, ou reçoivent des lois honteuses et ruineuses. La catastrophe est précipitée lors-

que le fisc a recours aux fermes pour faire ses recouvremens.

La contribution des citoyens au trésor public est un tribut. Ils doivent le présenter eux-mêmes au souverain, qui de son côté en doit diriger sagement l'emploi. Tout agent intermédiaire détruit ces rapports, qui ne sauraient être assez rapprochés. Son influence devient une source inévitable de division et de ravage. C'est sous cet odieux aspect qu'ont toujours été regardés les fermiers des taxes.

Le fermier imagine les impôts. Son talent est de les multiplier. Il les enveloppe de ténèbres pour leur donner l'extension qui lui conviendra. Des juges de son choix appuient ses intérêts. Toutes les avenues du trône lui sont vendues, et il fait à son gré vanter son zèle ou calomnier les peuples mécontens avec raison de ses vexations. Par ces vils artifices il précipite les provinces au dernier terme de dégradation, mais ses coffres regorgent de richesses. Alors on lui vend au plus vil prix les lois, les mœurs, l'honneur, le peu qui reste de sang à la nation. Ce traitant jouit sans honte et sans remords de ces infâmes et criminels avantages jusqu'à ce qu'il ait détruit l'état, le prince, et lui-même.

Les peuples libres n'ont que rarement éprouvé ce sort affreux. Des principes humains et réfléchis leur ont fait préférer une régie presque toujours paternelle pour recevoir les contributions du ci-

toyen. C'est dans les gouvernemens absolus que l'usage tyrannique des fermes s'est concentré. Quelquefois l'autorité a été effrayée des ravages qu'elles faisaient; mais des administrateurs timides, ignorans ou paresseux, ont craint, dans la confusion où étaient les affaires, un bouleversement entier au moindre changement qu'on se permettrait. Pourquoi donc le temps de la maladie ne serait-il pas celui du remède? C'est alors que les esprits sont mieux disposés, que les contradictions sont moindres, que la révolution est plus aisée.

Cependant il ne suffit pas que l'impôt soit réparti avec justice, qu'il soit perçu avec modération; il faut encore qu'il soit proportionné aux besoins du gouvernement; et ces besoins ne sont pas toujours les mêmes. La guerre exigea partout, et dans tous les siècles, des dépenses plus considérables que la paix. Les peuples anciens y fournissaient par les économies qu'ils faisaient dans des temps de calme. Depuis que les avantages de la circulation et les principes de l'industrie ont été mieux développés, la méthode d'accumuler ainsi les métaux a été proscrite. On a préféré avec raison la ressource des impositions extraordinaires. Tout état qui se les interdirait se verrait contraint, pour retarder sa chute, de recourir aux voies pratiquées à Constantinople. Le sultan qui peut tout, excepté augmenter ses revenus, est réduit à livrer l'empire aux vexations de ses délé-

gués pour les dépouiller ensuite eux-mêmes de leurs brigandages.

Pour que les taxes ne soient jamais excessives, il faut qu'elles soient ordonnées, réglées et administrées par les représentans des nations. L'impôt a toujours dépendu de la propriété. N'est pas maître du champ, qui ne l'est pas du fruit. Aussi chez tous les peuples les tributs ne furent-ils établis, dans leur origine, sur les propriétaires, que par eux-mêmes, soit que les terres fussent réparties entre les conquérans, soit que le clergé les eût partagées avec la noblesse, soit qu'elles eussent passé par le commerce et l'industrie entre les mains de la plupart des citoyens. Partout ceux qui les possédaient avaient conservé le droit naturel, inaliénable et sacré, de n'être point taxés sans leur consentement. Otez ce principe, il n'y a plus de monarchie, il n'y a plus de nation, il ne reste qu'un despote et un troupeau d'esclaves.

Peuples, chez qui les rois ordonnent aujourd'hui tout ce qu'ils veulent, relisez votre histoire, vous verrez que vos aïeux s'assemblaient, qu'ils délibéraient toutes les fois qu'il s'agissait d'un subside. Si l'usage en est passé, le droit n'en est pas perdu. Il est écrit dans le ciel, qui a donné la terre à tout le genre humain pour la posséder. Il est écrit sur ce champ que vous avez pris la peine d'enclore pour vous en assurer la jouissance. Il est écrit dans vos cœurs, où la Divinité a imprimé l'amour de la liberté. Cette tête élevée vers

les cieux n'est pas faite à l'image du Créateur pour se courber devant un homme. Aucun n'est plus qu'un autre que par le choix, que de l'aveu de tous. Gens de cour, votre grandeur est dans vos terres, et non pas aux pieds d'un maître. Soyez moins ambitieux, et vous serez plus riches. Allez rendre la justice à vos vassaux, et vous augmenterez votre fortune en augmentant la masse du bonheur commun. Que gagnez-vous à élever l'édifice du despotisme sur les ruines de toute espèce de liberté, de vertu, de sentiment, de propriété? Songez qu'il vous écrasera tous. Autour de ce colosse de terreur, vous n'êtes que des figures de bronze qui représentent les nations enchaînées aux pieds d'une statue.

Si le prince a seul le droit des tributs, quoiqu'il n'ait pas intérêt à surcharger, à vexer les peuples, ils seront surchargés et vexés. Les fantaisies, les profusions, les entreprises du souverain ne connaîtront plus de bornes dès qu'elles ne trouveront plus d'obstacles. Bientôt une politique fausse et cruelle lui persuadera que des sujets riches deviennent toujours insolens; qu'il faut les ruiner pour les asservir, et que la pauvreté est le rempart le plus assuré du trône. Il ira jusqu'à croire que tout est à lui, rien à ses esclaves, et qu'il leur fait grâce de tout ce qu'il leur laisse.

Le gouvernement s'emparera de toutes les avenues et les issues de l'industrie pour la traire à l'entrée et à la sortie, pour l'épuiser dans sa route.

Le commerce n'obtiendra de circulation que par l'entremise et au profit de l'administration fiscale. La culture sera négligée par des mercenaires qui ne peuvent jamais espérer de propriété. La noblesse ne servira et ne combattra que pour une solde. Le magistrat ne jugera que pour des épices et pour des gages. Les négocians mettront leur fortune à couvert pour la transporter hors d'un pays où il n'y a plus de patrie ni de sûreté. La nation, n'étant plus rien, prendra de l'indifférence pour ses rois ; ne verra ses ennemis que dans ses maîtres ; espérera quelquefois un adoucissement de servitude dans un changement de joug ; attendra sa délivrance d'une révolution, et sa tranquillité d'un bouleversement.

« Ce tableau est effrayant, me disait un visir, « et il y a des visirs partout. J'en gémis. Mais, « sans contribution, comment puis-je maintenir « cette force publique dont vous reconnaissez « vous-même et la nécessité et les avantages ? Il « faut qu'elle soit permanente et toujours égale, « sans quoi plus de sécurité pour vos personnes, « vos propriétés, votre industrie. Le bonheur sans « défense n'est qu'un fantôme. Mes dépenses sont « indépendantes de la variété des saisons, de l'in- « clémence des élémens, de tous les accidens. Il « faudra donc que vous y fournissiez, la peste « eût-elle détruit vos troupeaux, l'insecte eût-il « dévoré votre vigne, la grêle eût-elle moissonné « vos champs. Vous paierez, ou je tournerai contre

« vous cette force publique qui a été créée pour « votre sûreté, et que vous devez alimenter. »

Ce système oppresseur ne regardait que les propriétaires des terres. Le visir ne tarda pas à m'apprendre les moyens dont il se servait pour asservir au fisc les autres membres de la confédération.

« C'est principalement dans les villes que les « arts mécaniques et libéraux, d'utilité et d'agré- « ment, de nécessité ou de fantaisie, ont leur « foyer, ou du moins leur activité, leur dévelop- « pement, leur perfection. C'est là que le citoyen « riche, et par conséquent oisif, attiré ou fixé « par les douceurs de la société, cherche à trom- « per son ennui par des besoins factices; c'est là « que, pour y satisfaire, il exerce le pauvre, ou, « ce qui revient au même, l'industrieux. Celui-ci, « à son tour, pour satisfaire aux besoins de pre- « mière nécessité qui ne sont pas long-temps les « seuls qui le tourmentent, cherche à multiplier « les besoins factices de l'homme riche; d'où « naît entre l'un et l'autre une dépendance mu- « tuelle fondée sur leurs intérêts respectifs; l'in- « dustrieux veut travailler, le riche veut jouir. « Si donc je parviens à imposer les besoins de tous « les habitans des villes, industrieux ou oisifs, « c'est-à-dire à renchérir au profit de l'état les « denrées et les marchandises qui y sont consom- « mées par les besoins des uns et des autres, alors « j'aurai soumis à l'impôt toutes les espèces d'in-

« dustrie, et je les aurai amenées à la condition « de l'industrie agricole. J'aurai fait mieux ; et « que ce point surtout ne vous échappe pas. J'au- « rai fait payer le riche pour le pauvre, parce que « celui-ci ne manquera pas de renchérir ses pro- « ductions à proportion du renchérissement de « ses besoins. »

Ah ! visir, je te conjure d'épargner au moins l'air, l'eau, le feu, et même le blé, qui n'est pas moins que ces trois élémens la légitime sacrée de tout homme, sans exception. Sans cette légitime nul ne peut vivre et agir; et sans vie et sans action, point d'industrie.

« J'y penserai. Mais suivez-moi dans les diffé- « rentes combinaisons par lesquelles j'enlace dans « mes filets tous les autres objets de besoin, sur- « tout dans les villes. D'abord, maître des fron- « tières de l'empire, je ne laisse rien venir de « l'étranger; je n'y laisse rien aller qu'en payant « à raison du nombre, du poids et de la valeur. « Par ce moyen celui qui a fabriqué, ou qui en- « voie, me cède une partie de son bénéfice ; et « celui qui reçoit, ou qui consomme, me rend « quelque chose en sus de ce qui revient au mar- « chand ou au fabricant. »

Fort bien, visir : mais en te glissant ainsi entre le vendeur et l'acheteur, entre le fabricant ou le marchand et le consommateur, sans avoir été appelé, sans que ton entremise leur profite, puisqu'au contraire tu l'entretiens à leur détriment,

n'arrive-t-il pas qu'ils cherchent de leur côté, en te trompant d'une ou d'autre manière, à diminuer ou même à te frustrer de ta part?

« Sans doute : mais à quoi me servirait donc la « force publique, si je ne l'employais pas à démê- « ler leur fraude, à m'en garantir et à la châtier? « Si l'on essaie à garder ou à diminuer ma part, « je prends tout, et même quelque chose au-delà. »

J'entends, visir. Et voilà donc encore la guerre et l'exaction établies sur les frontières, aux limites des provinces; et cela pour pressurer cette heureuse industrie, le lien des nations les plus éloignées et des peuples les plus séparés par les mœurs et les religions.

« J'en suis fâché. Mais il faut tout sacrifier à la « force publique, à ce rempart élevé contre la jalou- « sie et la rapacité des voisins. D'ailleurs l'intérêt « de tel ou tel individu ne s'accorde pas toujours « avec l'intérêt du grand nombre. Un effet de la ma- « nœuvre dont vous vous plaignez, c'est de vous « conserver des denrées et des productions dont « le calcul de la personnalité vous priverait par « l'exportation à l'étranger; et je repousse des « marchandises étrangères qui, par la surabon- « dance qu'elles feraient avec les vôtres, rabais- « seraient le prix de celles-ci. »

Je te remercie, visir. Mais pourquoi faut-il que tu aies aussi tes troupes? Ces troupes-là sont bien incommodes. Ne pourrais-tu pas me servir sans me faire la guerre?

« Si vous m'interrompez sans cesse, vous per-
« drez le fil de mes subtiles et merveilleuses opé-
« rations. Après avoir imposé la marchandise à
« l'entrée et à la sortie de l'empire, au passage
« d'une province dans une autre, je suis à la piste
« le conducteur, le voyageur qui parcourt ma
« contrée pour ses affaires, par curiosité; le pay-
« san qui porte à la ville le produit de son champ
« ou de sa basse-cour; et lorsque la soif le pousse
« dans une hôtellerie, au moyen d'une association
« avec le maître...... »

Quoi, visir, le cabaretier est ton associé!

« Assurément. Est-ce qu'il y a quelque chose
« de vil quand il s'agit du maintien de la force
« publique, et par conséquent de la richesse du
« fisc? Au moyen de cette association, je reçois
« une partie du prix de la boisson consommée. »

Mais, visir, comment te trouves-tu l'associé d'un aubergiste, d'un tavernier dans le débit de ses boissons? Serais-tu son pourvoyeur?

« Moi, son pourvoyeur? je m'en suis bien gardé.
« Où serait le bénéfice de vendre le vin que le vi-
« gneron m'aurait donné pour le tribut de son
« industrie? J'entends un peu mieux mes affaires.
« J'ai d'abord avec le vigneron ou propriétaire,
« avec le brasseur, le distillateur de l'eau-de-vie
« une association par laquelle j'obtiens une partie
« du prix qu'ils vendent à l'aubergiste, au caba-
« retier; ensuite j'en ai avec celui-ci une seconde
« par laquelle il me compte à son tour d'une por-

« tion du prix qu'il reçoit du consommateur, sauf « au vendeur à retrouver sur le consommateur la « quotité du prix qui me revient de la consom- « mation. »

Cela est très-beau, il faut en convenir. Mais, visir, comment assistes-tu à tous les marchés de boissons qui se font dans l'empire? Comment n'es-tu pas pillé par ce cabaretier de mauvaise foi dès le temps de Rome, quoique le questeur ne fût pas son collègue? Après ce que tu m'as confié, je ne doute de rien; mais je suis curieux.

« C'est ici que je te paraîtrai impudent, mais « profond. On ne saurait aspirer à toute sorte de « mérite et de gloire. D'abord nul ne peut dé- « placer une pièce de vin, de cidre, de bière, « d'eau-de-vie, soit du lieu de la récolte ou de la « fabrication, soit du cellier, soit de la cave, soit « pour vendre, soit pour envoyer, n'importe à « quelle destination, sans ma permission par « écrit. Je sais par là ce qu'elles deviennent. Si « l'on en rencontre quelqu'une sans ce passe-port, « je m'en empare; et le propriétaire me paie sur- « le-champ, en sus, le triple ou le quadruple de « la valeur. Ensuite les mêmes agens qui circu- « lent nuit et jour de toutes parts pour m'assurer « de la fidélité des propriétaires ou marchands en « gros à tenir leur pacte d'association descendent « tous les jours, plutôt deux fois qu'une, chez « chaque cabaretier ou aubergiste, sondent les « tonneaux, comptent les bouteilles; et pour peu

« qu'on soit soupçonné de quelque escamotage « sur ma part, on est si sévèrement puni, qu'on « n'en est pas tenté davantage. »

Mais, visir, pour te plaire, tes agens ne sont-ils pas autant de petits tyrans subalternes ?

« Je n'en doute pas; et je les en récompense « bien. »

A merveille. Mais, visir, j'ai un scrupule. Ces associations avec le propriétaire, le marchand en gros, le détailleur, ont un peu l'air de celles que le voleur de grand chemin contracterait avec le passant qu'il détrousse.

« Vous n'y pensez pas. Les miennes sont auto-« risées par la loi et par l'institution sacrée de « la force publique. Rien ne vous impose-t-il « donc ? Mais venez maintenant aux portes de la « cité, où je ne suis pas moins admirable. Rien « n'y entre sans verser dans mes mains. Si ce sont « des boissons, elles contribuent, non en raison « du prix, comme dans mes autres arrangemens, « mais en raison de la quantité, et soyez sûr que « je ne suis pas dupe. L'aubergiste ou le citoyen « n'a rien à dire, quoique j'aie d'ailleurs affaire « à lui lors de l'achat et du débit, puisque ce « n'est pas de la même manière. Si ce sont des « comestibles, j'ai mes agens, non-seulement « aux portes, mais aux boucheries, mais dans « les marchés au poisson ; et nul n'essaierait à « me voler sans risquer plus que son vol ne lui « rendrait. Si c'est du bois, des fourrages, du

« papier, il y a moins de précautions à prendre. « Ces marchandises ne se filoutent pas comme « un flacon de vin ; cependant j'ai mes surveillans « sur les routes et les endroits détournés ; et malheur à celui qu'on surprendrait en devoir de « m'échapper ! Vous voyez donc que quiconque « habite les villes, qu'on y subsiste de son industrie, qu'on y emploie son revenu ou une « portion de son lucre à salarier un homme industrieux, personne ne peut consommer sans « payer, et que tous paient plus sur les consommations usuelles et indispensables que sur les « autres. J'ai mis à contribution toute sorte d'industrie sans qu'elle s'en aperçoive. Il en est « cependant quelques-unes avec lesquelles j'ai « essayé de traiter plus directement, parce qu'elles « n'ont pas leur asile ordinaire dans les villes, et « que j'ai imaginé qu'elles me rendraient davantage par une contribution spéciale. Par exemple, « j'ai des agens dans les forges et fourneaux où « l'on fabrique et où l'on pèse le fer qui a tant « d'usages différens ; j'en ai dans les ateliers des « tanneurs où sont manufacturés les cuirs qui « servent à tant de choses. J'en ai chez tous ceux « qui travaillent l'or, l'argent, la vaisselle, les « bijoux ; et vous ne me reprocherez pas ici d'attaquer les objets de première nécessité. A mesure que les tentatives me réussissent, je les « étends. Je me flatte bien d'établir un jour mes « satellites à côté du métier à oudir la toile ; elle

« est d'une utilité si générale! Mais gardez-moi « le secret. Mes spéculations ne s'éventent jamais « qu'à mon détriment. »

Je suis vraiment frappé de ta sagacité, visir, ou de celle de tes sublimes précurseurs. Ils ont creusé des mines d'or par tout. Ils ont fait de ton pays un Pérou, dont les habitans ont eu peut-être le sort de ceux de l'autre continent; mais que t'importe? Le sel et le tabac que tu débites au décuple de leur valeur intrinsèque, quoique, après le pain et l'eau, le sel soit de première nécessité, tu ne m'en as rien dit. Que signifie cette réticence? Aurais-tu senti la contradiction entre cette vente et ton refus de percevoir les autres contributions en nature, sous prétexte de l'embarras de la revente?

« Point du tout. La différence est facile à saisir. « Si je recevais du propriétaire ou du cultivateur « sa portion de contribution en nature, pour la « revendre ensuite, je me trouverais en concur- « rence avec lui dans les marchés. Mes prédéces- « seurs ont été sages en s'en réservant la distri- « bution exclusive. Cela souffrait des difficultés. « Pour amener ces deux fleuves d'or dans le ré- « servoir du fisc, il fallut défendre la culture et « la fabrication nationales du tabac; ce qui ne me « dispense pas de tenir sur la frontière, et même « au-dedans de l'empire une armée contre l'in- « troduction et la concurrence de tout autre tabac « avec le mien. »

Et cela, visir, t'a réussi?

« Pas aussi pleinement que j'aurais désiré, mal-
« gré la sévérité des lois pénales. Pour le sel, la
« difficulté fut encore plus grande ; il faut en con-
« venir et s'en affliger. Mes prédécesseurs commi-
« rent une bévue irréparable. Sous prétexte d'une
« faveur utile, nécessaire à certaines provinces
« maritimes, ou peut-être à l'appât d'une somme,
« forte sans doute, mais momentanée, que d'au-
« tres provinces payèrent pour se pourvoir de sel
« comme elles aviseraient, ils se prêtèrent à des
« exceptions, en conséquence desquelles, dans
« un tiers ou environ de l'étendue de l'empire, ce
« n'est pas moi qui le vends. J'espère bien revenir
« là contre ; mais il faut attendre un moment de
« misère. »

Ainsi, indépendamment des armées que tu nourris sur la frontière contre le tabac et les marchandises de l'étranger, tu en as encore dans l'intérieur, pour que la vente du sel des provinces libres ne concoure pas avec la vente du tien ?

« Il est vrai. Cependant il faut rendre justice
« à nos anciens visirs : ils m'ont laissé une légis-
« lation bien entendue. Par exemple, ceux du
« pays libre qui avoisinent les provinces où je
« vends ne peuvent fabriquer de leur sel que le
« moins qu'il est possible, afin de n'en point avoir
« à vendre à mon préjudice ; et, par une suite de
« la même sagesse, ceux qui doivent acheter de
« moi, et qui, voisins du pays libre, pourraient
« être tentés de s'y approvisionner à meilleur

« marche, sont forcés d'en prendre plus qu'ils « n'en peuvent consommer. »

Et cela est consacré par la loi ?

« Et maintenu par l'auguste force publique. Je « suis autorisé au dénombrement des familles, et « si quelqu'une n'achète pas la quantité de sel « que je présume nécessaire à sa consommation, « elle le paie comme si elle s'en était pourvue. »

Et quiconque sale ses mets avec d'autre sel que le tien s'en trouve mal ?

« Très-mal. Outre la saisie de ce sel d'iniquité, « il lui en coûte plus qu'il ne dépenserait à l'ap- « provisionnement de sa maison pendant plusieurs « années. »

Et le vendeur ?

« Le vendeur ? C'est comme de raison un vo- « leur, un brigand, un malfaiteur, que je réduis « à la besace, s'il a quelque chose, ou que j'envoie « aux galères, s'il n'a rien. »

Mais, visir, tu dois avoir des procès sans fin ?

« J'en ai beaucoup ; mais il y a une cour de « magistrature expresse qui en a l'attribution ex- « clusive. »

Et comment te tires-tu de là ? Par l'intervention de la force publique, ton grand cheval de bataille ?

« Et avec de l'argent. »

Ah ! visir, quelle tête et quel courage ! Quelle tête pour suffire à tant d'objets ! quel courage pour faire face à tant d'ennemis ! Tu as été figuré dans

les livres saints par Ismaël, dont les mains étaient contre tous, et les mains de tous contre lui.

« Hélas ! j'en conviens. Mais telle est l'impor-
« tance de la force publique et l'étendue de ses
« besoins, qu'il a fallu recourir à d'autres res-
« sources. Outre ce que le propriétaire me doit
« annuellement pour les fruits de son fonds, s'il
« se résout à le vendre, l'acquéreur me paiera
« une somme surajoutée au prix convenu avec son
« vendeur. J'ai tarifé tous les pactes humains,
« et nul ne contracte sans me fournir une contri-
« bution proportionnée soit à l'objet, soit à la na-
« ture de la convention. Cet examen suppose des
« agens profonds : aussi en manqué-je souvent.
« Le plaideur ne peut faire un seul pas, soit en
« demandant, soit en défendant, sans me trouver
« sur son chemin ; et vous conviendrez que ce
« tribut est bien innocent ; car on n'est pas en-
« core dégoûté des procès. »

Visir, quand ton énumération ne serait pas à sa fin, laisse-moi respirer. Tu as lassé mon admiration, et je ne sais plus quel doit être le plus grand objet de mon étonnement, ou d'une science perfide, barbare, qui embrasse tout, qui pèse sur tout, ou de la patience avec laquelle on supporte les actes réitérés d'une subtile tyrannie qui n'épargne rien. L'esclave reçoit sa subsistance en échange de sa liberté : ton malheureux contribuable est privé de sa liberté en te fournissant sa subsistance.

Jusqu'à présent je me suis si fréquemment livré aux mouvemens de l'indignation, que j'ai pensé que l'on me pardonnerait une fois d'avoir pris l'arme du ridicule et de l'ironie, qui a si souvent tranché les nœuds les plus importans. Je rentre dans le ton qui me convient, et je dis :

Il faut sans doute dans tout gouvernement une force publique qui agisse intérieurement et extérieurement. Extérieurement, pour défendre la nation en corps contre la jalousie, la cupidité, l'ambition, le mépris et la violence des autres nations ; et cette protection, ou la sécurité qui doit en être l'effet, exige des armées, des flottes, des forteresses, des arsenaux, des alliés faibles à stipendier, des alliés puissans à seconder. Intérieurement, pour garantir le citoyen ami de l'ordre social du trouble, des vexations, de l'injure du méchant qui se laisse égarer par ses passions, son intérêt personnel, ses vices, et qui n'est arrêté que par la menace de la justice et la vigilance de la police.

Nous dirons plus. Il est avantageux au plus grand nombre des citoyens que la force publique encourage l'industrie, aiguillonne le talent, et secoure celui qui, par un zèle inconsidéré, des malheurs imprévus, de fausses spéculations, a perdu sa force individuelle; d'où naît la nécessité des écoles gratuites et des hôpitaux.

Je consens même que le dépositaire est le moteur de la force publique, qu'il est de son devoir

de faire craindre, respecter et chérir, pour en accroître l'énergie, surtout dans les états monarchiques, où elle semble distincte et séparée du reste de la nation, impose par un appareil de dignité, attire par la douceur, et exhorte par les bienfaits.

Tous ces moyens sont dispendieux. Les dépenses supposent un revenu, et le revenu des contributions. Il est juste que ceux qui participent aux avantages de la force publique fournissent à son maintien. Il y a entre le souverain et ses sujets un pacte tacite, mais sacré, par lequel le premier s'engage de secourir d'autant de degrés de cette force qu'on en aura fourni de parts à la masse générale des contributions; et cette justice distributive s'exécuterait toute seule, par la nature même des choses, si la corruption et le vice ne la troublaient sans cesse.

Mais dans toute convention il y a un rapport entre le prix et la valeur de la chose acquise, et ce rapport est nécessairement en *moins* du côté du prix, en *plus* du côté des avantages. Je veux bien acheter une épée pour me défendre contre le voleur; mais si, pour acquérir cette épée, il faut que je vide ma bourse ou que je vende ma maison, j'aime mieux composer avec le voleur.

Or, où est ce rapport, cette proportion des avantages de la force publique, *pour moi, propriétaire*, avec le prix dont je les paie, si chez la nation la plus policée de l'Europe, la moins exposée

aux incursions et aux attaques étrangères, après avoir cédé une portion de ma possession, je suis obligé, lorsque je vais habiter la ville, de suracheter au profit d'une force publique non-seulement les denrées des autres, mais les miennes, quand il me plaît de les consommer ?

Pour moi, cultivateur, si, forcé d'un côté à consommer en nature une portion de mon temps et des moyens de mon industrie pour la construction et la réparation des routes, je suis encore obligé de rendre en argent une portion considérable des productions que ma sueur et mes travaux ont tirées de la terre ?

Pour moi, artisan, qui ne puis travailler sans être nourri, logé, vêtu, éclairé et chauffé, ni me pourvoir de nourriture, d'abri, de vêtement, de lumière et de feu, sans contribuer, puisque tous ces moyens de subsistance sont imposés, si je suis encore obligé de rendre une partie du prix de mon temps et de mon talent à l'imposition qui frappe directement sur les productions de mon industrie ?

Pour moi, marchand, qui ai déjà contribué de mille manières, et par mes consommations personnelles, et par les consommations de mes salariés, et par le surachat des matières premières, si je suis encore obligé de céder une portion du prix de la marchandise que j'envoie, et dont il ne me reviendra peut-être rien du tout, dans le cas de quelques-uns de ces accidens sans nombre dont

la force publique ne s'engage ni de me garantir ni de me dédommager?

Pour nous tous, si, après avoir contribué par chacun de nos besoins, à chaque pas, à chaque mouvement de notre industrie, à la masse commune, d'un côté par une imposition annuelle et générale, la capitation qui n'a aucune base, aucun rapport avec la propriété ni avec l'industrie, nous contribuons encore d'un autre côté par le sel, denrée de première nécessité qu'on porte au décuple de sa valeur intrinsèque et naturelle?

Pour nous tous encore une fois, si nous voyons toutes ces quotes parts exigées pour le maintien de la force publique se fondre entre les mains des concussionnaires qui les perçoivent; et le résidu qui, après des circulations toutes dispendieuses, se rend au trésor du souverain, y être pillé de cent manières diverses, ou dissipé en extravagances?

Nous demanderons quel rapport il y a entre cette multitude bizarre et compliquée de contributions et les avantages que chacun de nous obtient de la force publique, s'il est vrai, comme certains calculateurs politiques le prétendent, que les sommes des contribuables sont égales à celles du revenu des propriétaires ?

Il ne faut chercher la réponse à cette question que dans le cœur du souverain. S'il est de bronze, le problème ne se résoudra point, et le temps amènera, à la suite d'une longue oppression, la

ruine de l'empire. S'il a quelque sensibilité, le problème se résoudra d'une manière utile aux sujets.

Cependant que le chef de la nation ne se flatte pas d'opérer de grands biens, des biens durables, sans un choix judicieux de l'homme chargé d'alimenter la force publique. C'est à ce grand instrument du gouvernement de distribuer et de rendre supportable à chacun le poids énorme des tributs par son équité et par son intelligence, à le répartir selon les degrés relatifs de force ou de faiblesse des contribuables. Sans ces deux qualités, les peuples accablés seront conduits à un désespoir plus ou moins éloigné, plus ou moins redoutable. Avec ces deux qualités, soutenues par l'attente d'un soulagement plus ou moins prochain, ils souffriront avec patience, et se traîneront sous leur fardeau avec quelque courage.

Mais quel est le ministre qui remplira une tâche aussi difficile? Sera-ce celui qui, par une odieuse cupidité, aura ambitionné le maniement des revenus publics, et qui, parvenu à ce poste important à force d'intrigues et de bassesses, aura abandonné le fisc en proie à ses passions, à ses amis, à ses flatteurs, à ses protégés, au détriment de la force publique? Périsse la mémoire d'un tel ministre!

Sera-ce celui qui n'aura vu dans le pouvoir remis en ses mains que l'instrument de ses inimitiés ou de ses aversions personnelles, et le moyen

de réaliser les fantômes de son imagination féroce et désordonnée ; qui traitera comme des absurdités les opérations différentes de la sienne ; qui s'irritera contre des erreurs vraies ou prétendues, comme si c'étaient autant de crimes ; qui méprisera l'apologue des membres et de l'estomac ; qui énervera la partie du corps politique qui lui déplaira par des faveurs exclusivement accordées à celle que son goût, sa fantaisie, son intérêt ou ses préjugés auront préférée ; qui verra l'image du désordre partout où les choses ne seront pas analogues à ses idées bizarres ; qui, dénué de la sagesse nécessaire pour corriger ce qui est défectueux, substituera des chimères à un ordre peut-être imparfait ; et qui, pour corriger de prétendus abus, s'aveuglant sur les suites d'une réforme mal entendue, brisera tout avec un souris dédaigneux? charlatan aussi cruel qu'ignorant, qui, prenant les poisons pour des remèdes, s'écriera *guérison, guérison*, lorsque des convulsions réitérées annonceront la mort prochaine du malade. Périsse la mémoire d'un tel ministre !

Souverains, qui n'êtes à l'abri ni de l'erreur, ni du mensonge, ni de la séduction, si vous avez été assez malheureux pour être asservis par de tels coopérateurs, ne les remplacez ni par l'homme faible et pusillanime qui, bien qu'instruit, doux, modeste, et peut-être incapable d'une grande faute tant qu'il agira par lui-même, se laissera égarer par les autres, tombera dans les piéges qui

lui seront tendus, et manquera du nerf nécessaire soit pour arrêter ou prévenir le mal, soit pour vous résister à vous-même lorsque sa conscience et l'intérêt général l'exigeront.

Ni par l'homme farouche ou dédaigneux ; ni par l'homme trop austère ; encore moins par l'homme impérieux et dur. L'impôt est un joug pesant. Comment le portera-t-on, s'il est aggravé par la manière de le présenter? C'est une coupe amère que tous doivent boire. Si vous la portez brusquement ou maladroitement à la bouche, quelqu'un la renversera.

Ni par l'homme qui ignore la loi, ni par l'homme qui la méprise pour ne s'occuper que du fisc. Il est de l'intérêt du souverain que la propriété et l'industrie soient protégées contre sa propre autorité, contre les entreprises du visir, souvent inconsidérées, quelquefois dangereuses. Un ministre qui sacrifiera tout au fisc remplira les coffres de son maître ; il donnera à la nation et au trône l'éclat d'une puissance formidable ; mais cet éclat passera comme l'éclair. Le désespoir s'établira dans le cœur des sujets. En mettant l'industrie aux abois, il aura tué la poule aux œufs d'or.

Ni par le légiste hérissé de formules et de subtilités juridiques, qui entretiendra une querelle continue entre le fisc et la loi, rendra le fisc trop odieux, et relâchera les liens d'une obeissance pénible, mais nécessaire.

Ni par cet outré philantrope, qui, se livrant à

un patriotisme mal entendu, oubliera le fisc pour se livrer indiscrètement à de séduisantes impulsions de bienfaisance et de popularité ; impulsions toujours louables dans un philosophe, mais auxquelles un ministre ne doit se prêter qu'avec circonspection : car enfin il faut une force publique ; il faut un fisc qui l'alimente.

Écartez surtout le prodigue. Comment l'homme qui a mal géré ses propres affaires administrera-t-il celles d'un grand état? Quoi ! il a dissipé ses fonds, et il sera économe du revenu public? Il a de la probité, de la délicatesse, des lumières même, le désir sincère de bien servir l'état; mais dans une circonstance, et sur un objet de l'importance de celui dont il s'agit, ne vous en fiez qu'aux vertus de tempérament. Combien sont entrés vertueux dans le ministère, et qu'on ne reconnaissait plus, qui ne se reconnaissaient plus eux-mêmes en moins de six mois. Il y a peut-être moins de séductions au pied du trône que dans l'antichambre d'un ministre ; et moins encore au pied du trône et dans l'antichambre des autres ministres qu'à l'entrée du cabinet du ministre de la finance. Mais c'est trop s'arrêter sur les impôts. Il faut parler de ce qu'on a imaginé pour y suppléer, le crédit public.

XI. Crédit public.

En général, ce qu'on nomme crédit n'est qu'un délai donné pour payer. L'usage en fut inconnu dans les premiers âges. Chaque famille se contentait de ce qu'une nature brute, de ce que des tra-

vaux grossiers lui fournissaient. Bientôt commencèrent quelques échanges, mais seulement entre parens, entre voisins. Ces liaisons s'étendirent partout où les progrès de la société multipliaient les besoins ou les délices. Avec le temps il ne fut plus possible d'avoir des denrées avec des denrées. Les métaux les remplacèrent, et devinrent insensiblement la mesure commune de toutes choses. Il arriva que les agens d'un commerce qui devenait tous les jours plus considérable manquèrent de l'argent nécessaire pour leurs spéculations. Alors les marchandises leur furent livrées pour être payées à des époques plus ou moins prochaines; et cette heureuse pratique dure encore et durera toujours.

Le crédit suppose une double confiance; confiance dans la personne qui en a besoin, et confiance dans ses facultés. La première est la plus nécessaire. Il est trop ordinaire qu'un débiteur de mauvaise foi trahisse ses engagemens, quoiqu'il ait assez de fortune pour les remplir, ou qu'il dissipe cette fortune par une conduite imprudente ou peu modérée. Mais l'homme intelligent et juste peut, par des opérations bien combinées, acquérir ou remplacer les moyens qui lui auraient manqué.

Les convenances réciproques de ceux qui voulaient vendre, de ceux qui voulaient acheter, ont donné naissance au crédit qui existe entre les membres d'une société, ou même de plusieurs so-

ciétés. Il diffère du crédit public en ce que ce dernier est le crédit d'une nation considérée comme ne formant qu'un seul corps.

Malgré la rareté de l'or et de l'argent, les gouvernemens anciens ne connurent pas l'usage du crédit public, même à l'époque des plus funestes crises. Les peuples libres et asservis, les peuples éclairés et barbares formaient également durant la paix un trésor qui s'ouvrait dans des temps de troubles. Alors les métaux rentrés dans la circulation excitaient l'industrie, et rendaient en quelque manière légères les calamités inévitables de la guerre.

Durant la féodalité l'on vit régner un esprit à peu près semblable. Les arts n'offraient rien aux grands qui pût exciter leur mollesse ou leur vanité. Une hospitalité sans luxe, une libéralité sans ostentation formaient toute leur dépense. Ils auraient été avilis, s'ils avaient jeté dans le commerce ou placé à intérêt le reste de leurs revenus. L'usage était de l'enfouir. C'était une ressource qu'ils se ménageaient, si leur domaine était ravagé, ou si on les en chassait, événemens très-ordinaires dans ces temps barbares. Les princes se conduisaient comme les grands-vassaux.

L'industrie naquit. Les objets brillans se multiplièrent sous des mains habiles; leur éclat était imposant : on voulut les posséder. La concurrence donna à ces inventions nouvelles une valeur exagérée. Les seigneurs qui auraient voulu s'en pri-

ver étaient censés manquer de dignité. Pour les acquérir, ils renvoyèrent les nobles qui avaient anciennement formé leur cortége, ils rendirent indépendans leurs tenanciers; ils devinrent aussi peu importans que le bourgeois de leurs héritages. Les goûts frivoles qui dominaient impérieusement ces hommes puissans ne tardèrent pas à devenir les goûts des souverains. Cette vaine pompe leur parut un lustre convenable au trône, et ils se hâtèrent d'en embellir leur cour. Plusieurs s'exagérèrent la nécessité de cette représentation éblouissante. Les plus sages furent ceux qui n'y destinèrent pas les fonds nécessaires au maintien du gouvernement. Aucun ne fit des économies. La contagion en plusieurs points s'étendit jusqu'aux états libres. Les républiques en apparence les plus modérées poussèrent la passion pour les édifices superbes presque aussi loin que les monarques les plus magnifiques.

Dans cet ordre de choses, le revenu public égalait à peine les dépenses ordinaires. Les guerres survinrent, et il fallut d'autres moyens. Si, comme l'intérêt des peuples l'aurait exigé, on eût créé des taxes proportionnées aux nouvelles dépenses qu'il fallait faire, rien ne serait sorti du cercle tracé par la raison et par la nature. Les démêlés entre les nations auraient été plus rares, parce que les citoyens des divers états, abjurant leurs caprices ou leurs vengeances, n'auraient pas appelé à grands cris les hostilités; ils auraient été moins



dispendieux, parce que l'impuissance du fisc lui aurait interdit cette multiplication de soldats, d'armées, de munitions, de subsistances qui semblent ne faire qu'un camp de l'Europe entière; ils auraient été courts et très-courts, parce que les sujets, fatigués d'un fardeau devenu accablant, auraient réduit par leurs murmures ou par leurs révoltes les gouvernemens à la nécessité de ne pas pousser les différends plus loin que les circonstances ne l'auraient exigé. Les emprunts ont tout bouleversé.

Les premiers ne jetèrent point l'alarme. Ce ne furent que des avances momentanées que demandait le fisc. Bientôt on le vit réduit à aliéner les taxes pour plusieurs années. Avec le temps, ces anticipations se trouvèrent au-dessous des nécessités, et les engagemens devinrent perpétuels. Les prêteurs, effrayés des immenses dettes que contractait le gouvernement, parurent moins empressés à lui confier leurs richesses. Il fut offert aux hommes dénaturés qui ne tenaient, qui ne voulaient tenir à personne, de doubler leurs jouissances, s'ils voulaient mettre leurs biens à fonds perdu. Après ces rentes viagères parurent ces jeux séduisans qui, sous le nom de *loterie*, tentèrent la cupidité, enflammèrent l'espoir de tous les ordres de citoyens. On nommerait difficilement une ruse qui n'ait été mise en œuvre pour rendre les peuples créanciers de l'administration.

L'immensité des dettes a fait outrer la mesure

des impositions. La plupart des nations contribuent autant pour les dépenses passées que pour les besoins actuels de l'état. Cette surcharge durera, parce que, loin que les sacrifices servent à éteindre les capitaux, ils peuvent à peine faire face aux intérêts. Les générations futures seront donc la victime des engagemens que nous nous sommes permis de contracter. La chaîne d'oppression que nous avons ourdie doit lier nos derniers neveux; elle s'appesantira sur tous les siècles.

Ce furent les républiques d'Italie qui les premières engagèrent leur revenu public. La contagion ne tarda pas à gagner l'Espagne et d'autres contrées. Les progrès ont été plus rapides et plus soutenus en Angleterre, en Hollande et en France, que partout ailleurs. Ces puissances ont trouvé du crédit par la même raison que vous ne prêtez pas à l'homme qui vous demande l'aumône, mais à celui dont le brillant équipage vous éblouit. La confiance est la mère du prêt, et la confiance naît d'elle-même à l'aspect d'un pays où la richesse du sol se multiplie par l'activité d'un peuple industrieux, à la vue de ces ports renommés où se réunissent toutes les productions de l'univers.

Le site de ces trois états a aussi encouragé le prêteur. Son gage, ce ne sont pas seulement les revenus publics, mais encore les revenus particuliers, dans lesquels le fisc trouve au besoin son aliment et ses ressources. Dans les contrées qui, comme l'Allemagne, sont ouvertes de tous côtés,

et n'ont ni barrières, ni défenses naturelles, si l'ennemi qui peut y entrer librement vient à s'y établir ou seulement à y séjourner, aussitôt il lève à son profit les revenus publics, et s'applique même par des contributions une partie des revenus particuliers. Qu'arrive-t-il alors aux créanciers du gouvernement? Ce qui est arrivé à ceux qui ont des rentes dans les Pays-Bas autrichiens, et auxquels ils est dû plus de trente années d'arrérages. Avec l'Angleterre, avec la France, avec la Hollande, toutes trois un peu plus ou un peu moins à l'abri de l'invasion, il n'y a à redouter que les causes d'épuisement, dont l'effet est plus lent, et par conséquent plus éloigné.

Mais ne serait-ce pas à l'indigent d'emprunter, et au riche de prêter? Pourquoi donc les états qui ont le plus de ressources sont-ils les plus endettés? C'est que la folie des nations est la même que celle des particuliers; c'est que, plus ambitieuses, elles se forment plus de besoins; c'est que la confiance qu'elles ont dans leurs facultés les aveugle sur les dépenses qu'elles peuvent faire; c'est qu'il n'y a point d'action contre elles, et qu'elles se sont liquidées lorsqu'elles ont le front de dire, « je ne dois plus rien; » c'est que les sujets ne peuvent pas traduire en justice leur souverain; c'est qu'on n'a point vu et qu'on ne verra peut-être jamais une puissance prendre les armes en faveur de ses concitoyens volés, spoliés par une puissance étrangère; c'est qu'un état s'assujettit pour ainsi dire

ses voisins par des emprunts ; c'est que la Hollande craint à chaque instant que le premier coup de canon qui crèvera le flanc d'un de ses vaisseaux n'acquitte l'Angleterre avec elle ; c'est qu'un édit daté de Versailles peut du soir au matin acquitter sans conséquence la France avec Genève ; c'est que ces motifs, qu'il serait honteux de s'avouer, agissent sourdement dans l'âme et les conseils des rois puissans.

L'usage du crédit public, quoique ruineux pour tous les états, ne l'est pas pour tous au même point. Une nation qui a beaucoup de riches productions, dont le revenu entier est libre ; qui a toujours respecté ses engagemens, qui n'a pas l'ambition des conquêtes, qui se gouverne elle-même ; une telle nation trouvera de l'argent à meilleur marché qu'un empire dont le sol n'est pas abondant, qui est surchargé de dettes, qui entreprend au-delà de ses forces, qui a trompé ses créanciers, qui gémit sous un gouvernement arbitraire. Le prêteur, qui dictera nécessairement la loi, en proportionnera toujours la rigueur aux risques qu'il lui faudra courir. Ainsi un peuple dont les finances sont en désordre tombera rapidement dans les derniers malheurs par le crédit public ; mais le gouvernement le mieux ordonné y trouvera aussi le terme de sa prospérité.

Mais, disent quelques arithméticiens politiques, n'est-il pas utile aux états d'appeler dans leur sein l'argent des autres nations, et les emprunts

publics ne produisent-ils pas cet effet important?

Oui, sans doute, on attire les métaux des étrangers par cette voie, comme on les attirerait en leur vendant une ou plusieurs provinces de l'empire. Peut-être même serait-il moins déraisonnable de leur livrer le sol que de le cultiver uniquement pour eux. Qu'on réfléchisse sérieusement sur les suites d'un pareil système, et l'on trouvera que ce que la balance du commerce aurait pu rendre à la nation sera perdu pour elle; que ses campagnes, son industrie, ses reproductions en tout genre ne seront plus encouragées par le versement annuel des rentes viagères ou perpétuelles payées à des contrées rivales ou ennemies; que le fisc n'aura point de prise sur les travaux, sur les consommations, sur les dépenses des créanciers placés hors de ses frontières. Ou nous nous trompons beaucoup, ou ces considérations avaient échappé aux partisans de l'opinion qui vient d'être discutée.

Mais, si le gouvernement n'empruntait que de ses sujets, tous ces inconvéniens disparaîtraient. Le numéraire ne sortirait pas du territoire. Une portion du revenu passerait seulement d'une classe à l'autre, et l'état ne serait pas appauvri.

Il y a deux sources primitives de tout revenu public et privé, le sol et l'argent. Ces richesses appartiennent à deux différentes classes d'hommes, les propriétaires des terres, et les propriétaires du numéraire.

Le maître d'une campagne a un intérêt évident à la mettre ou à la maintenir dans l'état le plus productif. Il doit y élever les édifices convenables, y distribuer savamment les eaux, y placer des troupeaux nombreux, y multiplier les engrais, y faire toutes les améliorations dont il est susceptible. Que par des impôts excessifs le fisc prive le possesseur des moyens qu'exigent ces dépenses toujours considérables, et l'agriculture tombera nécessairement.

Le maître de l'or doit retirer de ses capitaux un revenu qui lui assure une existence honnête et commode. Si le poids des taxes sur tous les objets d'utilité ou d'agrément le prive de cet avantage, il ne tardera pas à porter ses trésors dans quelque région moins opprimée. Les arts, privés de l'aliment qui les soutenait, périront très-rapidement, et la ruine du commerce suivra celle de l'agriculture.

Or, ce double malheur arrivera infailliblement si les fonds qui devaient encourager ces sources abondantes de la fortune nationale sont détournés de leur destination primitive pour passer dans les mains des créanciers de l'état. Ce sera un gouffre où iront s'ensevelir toutes les prospérités publiques et particulières.

Il serait, n'en doutons pas, dans l'intérêt bien entendu de ces sangsues insatiables que les guérets se couvrissent de moissons, que les manu-



factures fussent florissantes, que les échanges se multipliassent sur le pays devenu le théâtre de leur avarice. Ce sont les seuls moyens qui pourraient donner de la solidité à leurs créances. Mais le vœu général et vague ne fertilisera jamais aucune contrée, n'encouragera jamais aucune branche d'industrie, n'étendra jamais les relations d'aucun peuple.

Mais les papiers publics, nés des emprunts faits par le gouvernement, mettent une nation en état d'augmenter ses jouissances, de multiplier ses entreprises. C'est une richesse artificielle qui, ajoutée aux richesses naturelles, en remplit très-bien les fonctions.

Qu'on y réfléchisse sérieusement, et l'on trouvera que l'argent confié au fisc avait été jusqu'à cette époque employé à entretenir des travaux productifs. Détourné de sa destination primitive, il fut dissipé la première année sans le moindre espoir d'une reproduction prochaine. Le prêteur reçut, il est vrai, un équivalent qui ne tarda pas à rentrer dans la circulation, et même un équivalent supérieur au fonds qu'il avait avancé; mais ce fut le pays qui fournit les capitaux et qui fournit les bénéfices. Les uns et les autres furent seulement retirés de divers emplois pour être appliqués à d'autres. S'il faut convenir que les billets de banque ou d'autres effets d'une nature à peu près semblable accélèrent la circulation et amè-

nent la diminution de l'intérêt, il est plus certain encore que c'est en augmentant le prix des subsistances et de la main d'œuvre.

Mais l'usage du crédit public met une puissance en état de faire la loi aux autres puissances. Elle les dépouille de leur territoire, ou ne leur en laisse la jouissance qu'à des conditions humiliantes et onéreuses.

Dans une société mal ordonnée et tyrannique, il n'y a proprement ni industrie ni richesses. Les individus, se défiant avec raison des exactions et des violences de leur oppresseur, y cachent même très-soigneusement le peu qu'ils peuvent avoir. Un petit nombre de sujets seraient en état de prêter au gouvernement, et aucun ne le voudrait.

Il n'en est pas ainsi des empires où une administration régulière a fait prospérer les arts. Les prêts s'y sont multipliés sous la protection des lois, et la confiance s'est étendue des particuliers aux souverains. Les maîtres du monde, trop assurés de cette ressource, se sont dispensés du soin d'épargner, ont multiplié leurs engagemens, engagé leurs revenus, et surchargé leurs peuples de taxes intolérables. Quand des monarques se heurtent, se battent, s'acharnent les uns contre les autres au milieu de leurs immenses dettes, ne croit-on pas voir, dit un écrivain philosophe, des furieux qui s'escriment avec des bâtons dans l'atelier d'un miroitier ou au milieu des porcelaines?

Le progrès des lumières permet d'espérer que les nations comprendront enfin que leur crédit doit être en général proportionné à leurs facultés respectives, et qu'elles se trouvent toutes ruinées, sans avoir eu l'une sur l'autre d'autres avantages que ceux que leur supériorité naturelle leur aurait donnés. S'il s'en trouvait quelqu'une à qui la nature de son gouvernement eût procuré une confiance que sa population, que ses richesses ne comportaient pas, elle verrait ses finances dans un plus grand désordre encore que celles de ses ennemis ou de ses rivaux. Loin de menacer leur liberté, ce serait la sienne qui serait en péril.

Mais ne peut-il jamais se trouver de circonstances où le gouvernement soit autorisé à ouvrir un emprunt sans s'écarter des éternels principes d'une sage administration?

Loin de nous une pareille idée. La peste ou la famine ont réduit les peuples à l'impossibilité de payer les taxes. La terre, ébranlée jusque dans ses fondemens, a englouti les cités les plus opulentes. La défaite des armées a ouvert à un ennemi irréconciliable les frontières de l'empire. La mer en courroux a détruit les flottes. Des provinces séditieuses se détachent du tronc commun. D'autres calamités non moins désastreuses ont tari toutes les sources de la prospérité publique. Alors la puissance souveraine peut, doit même s'humilier jusqu'à recevoir la loi du prêteur. Hors ces cas très-rares, les moyens employés par un fisc obéré

pour se procurer des ressources pécuniaires sont presque toujours indignes de la majesté du trône.

S'abstenir de former de nouvelles dettes serait un commencement de bonheur pour tous les états; mais cette circonspection ne serait, pour ainsi dire, qu'une demi-sagesse. Il faut diminuer les engagemens, il faut aspirer à les éteindre.

L'économie sera le premier moyen qu'on emploiera. On supprimera les places inutiles. Les appointemens de celles qui seront jugées nécessaires ne seront jamais exorbitans. Le souverain se souviendra que toute grâce accordée à des favoris est un vol fait aux peuples, et que les récompenses même méritées ne doivent pas obérer le fisc. Les dépenses seront régulièrement acquittées; et le fournisseur ne sera pas autorisé à doubler, à tripler ses prix dans la crainte de n'être pas payé, ou de ne l'être que fort tard. On réduira la magnificence du premier magistrat à ce que la bienséance exige; et le luxe des armées sera réprimé avec la sévérité que comporte une discipline exacte. Ce que les prodigalités auraient consommé sera employé à la diminution de la dette nationale. Les remboursemens feront baisser l'intérêt de l'argent, et le trésor public se verra ainsi soulagé, même dans les créances qu'il ne lui aura pas été possible d'amortir. Avec cette conduite constamment soutenue, les états se trouveront à la fin libérés, et le soulagement des sujets sera une suite nécessaire d'une position si nouvelle et si heureuse.

Tout gouvernement qui se conduira sur d'autres principes creusera lui-même sa tombe. La facilité d'avoir beaucoup d'argent à la fois jettera un gouvernement dans toutes sortes d'entreprises injustes, téméraires, dispendieuses; lui fera hypothéquer l'avenir pour le présent, et jouer le présent pour l'avenir. Un emprunt en attirera un autre, et, pour accélérer le dernier, on grossira de plus en plus l'intérêt.

Ce désordre fera passer le fruit du travail dans quelques mains oisives. La facilité de jouir sans rien faire attirera tous les gens riches, tous les hommes vicieux, tous les intrigans dans une capitale, avec un cortége de valets dérobés à la charrue; de filles ravies à l'innocence et au mariage; de sujets de tout sexe voués au luxe, instrumens, victimes, objets ou jouets de la mollesse et des voluptés.

La séduction des dettes publiques se communiquera de plus en plus. Dès qu'on peut moissonner sans labourer, tout le monde se jette dans cette espèce de négoce, qui est tout à la fois lucratif et facile. Les propriétaires et les négocians veulent devenir rentiers. On change son argent en papier d'état, parce que c'est le signe le plus portatif, le moins sujet à l'altération du temps, à l'injure des saisons, à l'avidité des traitans. L'agriculture, le commerce et l'industrie souffrent de la préférence qu'on donne aux signes sur les choses. Comme l'état dépense toujours mal ce qu'il a mal

acquis, à mesure que ses dettes s'accumulent il augmente les impôts pour payer les intérêts. Ainsi toutes les classes actives et fécondes de la société sont dépouillées, épuisées par la classe paresseuse et stérile des rentiers. L'augmentation des impôts fait hausser le prix des denrées, et par là celui de l'industrie. Dès-lors la consommation diminue, parce que l'exportation cesse aussitôt que la marchandise est trop chère pour soutenir la concurrence. Les terres et les manufactures languissent également.

L'impuissance où se trouve l'empire de faire face à ses engagemens le réduit à s'en libérer par la voie la plus destructive de la liberté des citoyens et de la puissance du souverain, par la banqueroute. Alors les édits d'emprunts sont payés en édits de réduction ; alors sont trahis les sermens du monarque et les droits des peuples ; alors est perdue sans retour la base de tous les gouvernemens, la confiance publique ; alors est renversée la fortune de l'homme riche, est arraché au pauvre le fruit de ses longues veilles, qu'il avait confié au fisc pour avoir une subsistance dans sa vieillesse ; alors sont suspendus les travaux, les salaires, et tombent dans une espèce de paralysie une multitude de bras laborieux auxquels il ne reste des mains que pour mendier ; alors les ateliers se vident, les hôpitaux se remplissent comme dans une épidémie ; alors les cœurs sont remplis de rage contre le prince, et tout retentit d'im-

précations contre ses agens ; alors est condamné aux larmes le faible qui peut se résoudre à une vie misérable ; est armé d'un poignard qu'il tourne contre lui-même ou contre son concitoyen, celui à qui la nature a donné une âme impatiente et forte ; alors sont anéantis l'esprit, les mœurs, la santé d'une nation : l'esprit, par l'abattement et la douleur ; les mœurs, par la nécessité des ressources urgentes, toujours criminelles ou malhonnêtes ; la santé, par les mêmes suites qui naîtraient d'une disette générale et subite. Ministres, souverains, comment l'image d'une pareille calamité pourrait-elle vous laisser tranquilles et sans remords ? S'il est un grand juge qui vous attende, comment oserez-vous paraître devant lui ? Quelle sentence en pourrez-vous espérer ? N'en doutez pas, ce sera celle que les malheureux que vous avez faits, et dont il était l'unique vengeur, auront invoquée sur vous : maudits dans ce monde, vous le serez encore dans l'autre. Telle est la fin des emprunts ; jugez par là de leur principe.

XII. Beaux-arts et belles-lettres.

Après avoir examiné les pivots et les colonnes de toute société policée, jetons un coup-d'œil sur les ornemens et sur la décoration de l'édifice : ce sont les beaux-arts et les belles-lettres.

La nature est le modèle des uns et des autres. La voir et la bien voir ; la choisir, la rendre scrupuleusement ; en corriger les défauts ; l'embellir ou en rapprocher les beautés éparses pour en former un tout merveilleux : ce sont autant de

talens infiniment rares. Quelques-uns peuvent naître avec l'homme de génie ; d'autres sont le produit de l'étude et des travaux de plusieurs grands hommes. On est sublime ; mais on manque de goût. On a de l'imagination, de l'invention ; mais on est fougueux, incorrect. Il se passe des siècles avant l'apparition d'un orateur, d'un poëte, d'un peintre, d'un statuaire, en qui le jugement, qui compte ses pas, tempère la chaleur qui veut courir.

C'est principalement l'utilité qui a donné naissance aux lettres, et l'agrément, aux beaux-arts.

On ne connut ni les uns ni les autres dans les premiers âges. Les hommes étaient trop pressés par la faim et par l'inclémence des saisons pour pouvoir se livrer à des contemplations qui n'auraient pas eu pour objet des besoins indispensables. Leur enseigner à coudre des peaux, à construire des cabanes, à forcer des bêtes fauves, à arracher à la terre une subsistance grossière, c'était tout ce que pouvaient se promettre les meilleurs instituteurs. Les génies transcendans, qui depuis ont étonné le monde par leurs conceptions sublimes, n'auraient pas obtenu davantage à cette époque reculée.

Ce siècle de fer ne put durer long-temps. Le désir des commodités étant naturel à l'espèce humaine, les arts utiles dûrent naître, dûrent se perfectionner partout où l'on se trouva dans une situation heureuse. C'était beaucoup, mais ce n'était pas tout. Nous avons une raison, un cœur,

une imagination : il leur faut de l'exercice. Les travaux de l'esprit le leur fournirent ; et le plus parfait des êtres vit enfin toutes ses facultés développées.

On ne niera pas que les lettres et les arts d'agrément n'aient pu être très-anciennement cultivés dans quelques contrées fortunées ; mais toujours paraîtra-t-il certain que dans la Grèce ils furent enfans du sol même. Le Grec, favorisé du plus heureux climat, avait sans cesse sous les yeux le spectacle d'une nature merveilleuse, soit par ses charmes, soit par son horreur ; des fleuves rapides, des montagnes escarpées, d'antiques forêts, des plaines fertiles, de riantes vallées, des coteaux délicieux ; la mer tantôt calme, tantôt agitée, tout ce qui échauffe l'âme, tout ce qui émeut et agrandit l'imagination. Imitateur scrupuleux, il la rendit d'abord telle qu'il la voyait. Bientôt il mit du discernement entre les modèles. Les principales fonctions des membres lui en indiquèrent les vices les plus grossiers, qu'il corrigea. Il en sentit ensuite les moindres imperfections, qu'il corrigea encore ; et ce fut ainsi qu'il s'éleva peu à peu au beau idéal, c'est-à-dire au concept d'un être qui est possible peut-être, mais qui n'existe pas : car la nature ne fait rien de parfait. Rien n'y est régulier, et rien n'y est déplacé. Trop de causes conspirent en même temps au développement, je ne dis pas d'un animal entier, mais des moindres parties semblables d'un animal, pour qu'on y

retrouve de la symétrie. Le beau de la nature consiste dans un enchaînement rigoureux d'imperfections. On peut accuser le tout, mais dans ce tout chaque partie est parfaitement ce qu'elle doit être. L'étude d'une fleur, de la branche d'un arbre, d'une feuille, suffit pour s'en assurer.

Ce fut par cette voie lente et pénible que la peinture et la sculpture arrivèrent à ce degré qui nous étonne dans le Gladiateur, dans l'Antinoüs, dans la Vénus de Médicis. Ajoutez à ces causes heureuses une langue harmonieuse dès son origine; avant la naissance des arts un poëte sublime, un poëte rempli d'images riantes et terribles; l'esprit de la liberté; l'exercice des beaux-arts interdit à l'esclave; le commerce des artistes avec les philosophes; leur émulation soutenue par des travaux, des récompenses et des éloges; la vue continuelle du corps humain dans les bains et dans les gymnases, leçon assidue pour l'artiste, et principe d'un goût délicat dans la nation; les vêtemens larges et fluens, qui ne déformaient aucune partie du corps en la serrant, en la gênant; des temples sans nombre à décorer des statues des dieux et des déesses, et en conséquence un prix inestimable attaché à la beauté qui devait servir de modèle; l'usage de consacrer par des monumens les actions mémorables et les grands hommes.

Homère avait donné le ton à la poésie épique. Les jeux olympiques hâtèrent les progrès de la

poésie lyrique, de la musique et de la tragédie. L'enchaînement des arts les uns avec les autres influa sur l'architecture. L'éloquence prit de la grandeur et du nerf au milieu des intérêts publics.

Le Romain, imitateur des Grecs en tout genre, resta au-dessous de ses modèles : il n'en eut ni la grâce ni l'originalité. A côté de ses beautés réelles on remarqua souvent l'effort d'un copiste habile, et c'était presque une nécessité. Si les chefs-d'œuvre qu'il avait sous les yeux eussent été anéantis, son génie, abandonné à son propre élan et à son énergie naturelle, aurait, après quelques essais, après quelques écarts, poussé très-loin sa carrière; et ses ouvrages auraient eu un caractère de vérité qu'ils ne pouvaient avoir, exécutés moitié d'après nature, moitié d'après les productions d'une école dont l'esprit lui était inconnu. Il était devant ces originaux comme devant l'œuvre du Créateur. On ignore comment il s'est fait.

Cependant un goût sévère présidait à toutes les compositions de Rome. Il guidait également les artistes et les écrivains. Leurs ouvrages étaient l'image ou la copie de la vérité. Le génie de l'invention, le génie de l'exécution ne franchissaient jamais les bornes convenables. Au milieu de l'abondance et des richesses, les grâces étaient dispensées avec sagesse. Tout ce qui était au-delà du beau était habilement retranché.

C'est une expérience de toutes les nations et

de tous les âges, que ce qui est arrivé à sa perfection ne tarde pas à dégénérer. La révolution est plus ou moins rapide, mais toujours infaillible. Chez les Romains elle fut l'ouvrage de quelques écrivains ambitieux qui, ne voyant point de jour à surpasser ou même à égaler leurs prédécesseurs, imaginèrent de s'ouvrir une nouvelle carrière. A des plans fortement conçus, à des idées lumineuses et profondes, à des images pleines de noblesse, à des tours d'une grande énergie, à des expressions assorties à tous les sujets on substitua l'esprit de saillie, des rapports plus singuliers que vrais, un contraste continuel de mots ou de pensées, un style rompu, décousu, plus piquant que naturel; les défauts que produit le désir habituel de briller et de plaire. Les arts furent entraînés dans le même tourbillon; ils furent outrés, maniérés, affectés comme l'éloquence et la poésie. Toutes les productions du génie portèrent le même caractère de dégradation.

Elles en sortirent, mais pour tomber dans une plus fâcheuse encore. Les premiers hommes auxquels il fut donné de cultiver les arts se proposaient de faire des impressions vives et durables. Pour atteindre plus sûrement leur but, ils crurent devoir agrandir tous les objets. Cette erreur, qui était une suite presque nécessaire de leur inexpérience, les poussa à l'exagération. Ce qu'on avait fait d'abord par ignorance fut renouvelé depuis par flatterie. Les empereurs, qui avaient élevé une

puissance illimitée sur les ruines de la liberté romaine, ne voulurent plus être de simples mortels. Pour satisfaire cet extravagant orgueil, il fallut leur donner les attributs de la divinité. Leurs images, leurs statues, leurs palais, tout s'éloigna des vraies proportions, tout devint colossal. Les nations se prosternèrent devant ces idoles, et l'encens brûla sur leurs autels. Les peuples et les artistes entraînèrent les poëtes, les orateurs et les historiens dont la personne eût été exposée, dont les écrits auraient paru des satires, s'ils se fussent renfermés dans les bornes du vrai, du goût et de la décence.

Tel était au midi de l'Europe le déplorable état des arts et des lettres lorsque des hordes barbares, sorties des régions du nord, anéantirent ce qui n'était que corrompu. Ces peuples, après avoir couvert les campagnes d'ossemens, après avoir jonché les provinces de cadavres, se jetèrent, avec la fureur qui leur était naturelle, sur les villes. Ils renversèrent de fond en comble plusieurs de ces superbes cités où était réuni ce que l'industrie, ce que le génie de l'homme avait enfanté de plus parfait, les livres, les tableaux, les statues. Ceux de ces précieux monumens qu'on n'avait pas détruits ou incendiés étaient mutilés ou consacrés aux plus vils usages. Des ruines ou des cendres couvraient obscurément le peu qui avait échappé à la dévastation. Rome même, plusieurs fois saccagée par des brigands féroces, était à la fin de-

venue leur repaire. Cette maîtresse des nations, si long-temps la terreur et l'admiration de l'univers, n'était plus qu'un objet de mépris ou de pitié. Au milieu des décombres de l'empire, quelques malheureux, échappés au glaive ou à la famine, languissaient honteusement esclaves de ces sauvages dont ils avaient ignoré jusqu'au nom, ou qu'ils avaient enchaînés et foulés aux pieds.

L'histoire a conservé le souvenir de plusieurs peuples belliqueux qui, ayant subjugué des nations éclairées, en avaient adopté les mœurs, les lois et les connaissances. A la trop funeste époque qui nous occupe ce furent les vaincus qui s'assimilèrent bassement à leurs barbares vainqueurs. C'est que les lâches qui subissaient un joug étranger avaient beaucoup perdu des lumières et du goût de leurs aïeux : c'est que le peu qui leur en restait n'était pas suffisant pour éclairer un conquérant plongé dans l'ignorance la plus grossière, et que des succès faciles avaient accoutumé à regarder les arts comme une occupation frivole, comme un instrument de servitude.

Des barbares ne pouvaient introduire que des institutions barbares. Des chaumières remplacèrent des palais. Aux études succéda la chasse. Des coutumes nées dans les forêts firent oublier les lois les plus sagement combinées. Des mœurs grossières bannirent l'esprit de société qui avait si heureusement rapproché les hommes. Il restait à peine une ombre de raison pour diriger les ac-

tions les plus indispensables de la vie. Déjà, depuis deux ou trois siècles, la sévérité du christianisme avait étouffé les riantes divinités de Rome et de la Grèce. La nouvelle religion leur avait substitué des images de tristesse et de terreur conformes aux tragiques événemens qui avaient signalé sa naissance et ses progrès. Les impressions profondes qu'elle avait faites étaient devenues successivement toujours plus effrayantes. Rien n'annonçait un ciel plus serein, lorsque les Turcs, que rien n'arrêtait, tournèrent leurs pas sanglans et précipités vers la Grèce.

Cette contrée est aujourd'hui barbare, et très-barbare. Elle gémit dans les fers et dans l'ignorance. Son climat et des ruines sont ce qui lui reste. Nul vestige d'urbanité, d'émulation, d'industrie : plus d'entreprises pour le bien public, plus d'activité pour les productions du génie, plus de ferveur pour la restauration des arts, plus de zèle pour le recouvrement de la liberté. On ne songe ni à la gloire de Thémistocle et d'Alcibiade, ni aux talens de Sophocle et de Démosthènes, ni aux lumières de Lycurgue et de Platon, ni à la politique de Pisistrate et de Périclès, ni aux travaux de Phidias et d'Apelle. Tout a subi le joug du despotisme, tout a péri, et une nuit profonde couvre cette région, autrefois si féconde en merveilles.

Les esclaves qui marchent sur les débris des statues, des colonnes, des palais, des temples,

des amphithéâtres, et qui foulent aveuglément tant de richesses, ont perdu jusqu'au souvenir des grandes choses dont leur patrie fut le théâtre. Ils ont dénaturé les noms de leurs villes, les noms de leurs provinces ; et la capitale de l'Attique, Athènes, n'a pas même conservé le sien. On les voit surpris que le désir d'acquérir des connaissances ramène dans leurs foyers des savans ou des artistes. Devenus insensibles aux restes inappréciables de leur splendeur anéantie, ils désireraient au monde entier la même indifférence. Pour visiter ces lieux intéressans, il faut en acheter chèrement la permission, courir de grands risques, et s'appuyer encore de l'autorité.

Ces peuples, quoiqu'en proie durant dix ou douze siècles, dans l'intérieur de leur empire, à des guerres civiles, à des guerres religieuses, à des guerres scolastiques, et au-dehors exposés à des combats sanglans, à des invasions destructives, à des pertes continuelles, conservaient encore quelque goût et quelques lumières, lorsque les disciples de Mahomet, qui, armés du glaive et de l'Alcoran, avaient rapidement subjugué toutes les parties d'une si grande domination, s'emparèrent de la capitale même.

A cette époque les beaux-arts retournèrent avec les lettres de la Grèce en Italie par la Méditerranée, qui faisait commercer l'Asie avec l'Europe. Les Huns, sous le nom de *Goths*, les avaient chassés de Rome à Constantinople ; ces mêmes Huns,

sous le nom de *Turcs*, les repoussèrent de Constantinople à Rome. Cette ville, dont le destin était de dominer par la force ou par la ruse, accueillit et ressuscita les arts ensevelis sous des tombeaux antiques.

Des murailles, des colonnes, des statues, des vases sortirent de la poussière des siècles et des ruines de l'Italie pour servir de modèle à la régénération des beaux-arts. Le génie qui préside au dessin éleva trois arts à la fois; je veux dire l'architecture, où la commodité même ordonna les proportions de la symétrie, qui contribue au plaisir des yeux; la sculpture, qui flatte les rois et récompense les grands hommes; la peinture, qui perpétue le souvenir des belles actions et les soupirs des âmes tendres. L'Italie seule eut plus de villes superbes, plus de magnifiques édifices que tout le reste de l'Europe. Rome, Florence et Venise enfantèrent trois écoles de peintres originaux : tant le génie appartient à l'imagination, et l'imagination au climat! Si l'Italie eût possédé les trésors du Mexique et les productions de l'Asie, combien les arts se seraient encore plus enrichis de la découverte des deux Indes!

Les lettres refleurirent comme les arts dans cette région fortunée. L'esprit d'imitation emprunta d'abord sans choix les grâces de l'antiquité. L'usage en amena le goût. Le génie italien, trop fécond pour ne pas créer, mêla ses hardiesses, ses caprices même aux règles et aux exemples de ses an-

ciens maîtres, les fictions de la féerie à celle de la fable. Les mœurs du siècle et le caractère national imprimèrent leur teinte aux ouvrages de l'imagination. Pétrarque avait peint cette beauté virginale et céleste qui servit de modèle aux héroïnes de la chevalerie. Armide fut l'emblème de la coquetterie qui régnait alors en Italie. Par la chaleur de son imagination, par la magie de son style, par le piquant de ses détails, par la variété de ses images, par une peinture exquise des passions, l'Arioste fit oublier ce que ses fables pouvaient avoir de monstrueux, ses contes de décousu, ses écarts de bizarre, son brusque passage du sérieux au comique le plus révoltant. On n'avait jamais eu l'idée d'un pareil poëme, et vraisemblablement il ne sera jamais égalé. Les Italiens cultivèrent aussi avec succès les autres branches plus ou moins brillantes de la littérature; mais, si nous ne nous trompons, ils ne s'y élevèrent pas au même degré de perfection que dans la poésie.

L'Espagne n'eut pas seulement une supériorité décidée dans la guerre et dans la politique, un siècle ou deux, comme on le croit trop communément. Sa langue fut long-temps dominante dans la plus belle partie de l'Europe. Les nations qui se piquaient le plus de politesse n'aimaient, n'imitaient de productions dramatiques que les siennes. Ses histoires, ses romans, ses vers, ses nouvelles, ses ouvrages de morale faisaient partout les délices des esprits les plus cultivés. Quelle qu'en



soit la raison, ses artistes n'égalaient pas ses écrivains, et l'Inquisition, les universités éloignèrent toujours de son sein les connaissances utiles, y perpétuèrent, à sa perte et à sa honte, les erreurs les plus grossières des temps les plus barbares.

Les expéditions de Charles VIII, de Louis XII, de François Ier au-delà des Alpes, valurent à la France quelques semences d'une assez bonne littérature. Ces germes de lumière furent malheureusement noyés dans les torrens de sang que firent verser les querelles théologiques. On les recueillit, pour ainsi dire, dans le carnage, et le temps vint où ils devaient éclore, fructifier, acquérir même une maturité qu'ils n'avaient pas eue depuis les beaux siècles d'Alexandre et d'Auguste.

Les auteurs distingués des nations alors éclairées étaient accusés ou d'affectation, ou d'exagération, ou de confusion. On leur reprochait généralement de s'être écarté des grands principes, et d'avoir pris trop souvent la manière pour le beau. Aucune de ces taches ne ternit les ouvrages immortels qui illustrèrent le règne de Louis XIV. Un goût sévère présida à ces grandes compositions. Toutes, sans en excepter celles qui roulaient sur des matières d'érudition ou de philosophie, portèrent l'empreinte d'une élégance et d'une noblesse soutenues. Elles devinrent des modèles de décence, de grâce, d'ordre et de précision.

Ainsi qu'en Italie, on vit en France le génie s'emparer à la fois de toutes les facultés de l'homme.

Il respira dans le marbre et sur la toile, dans les édifices et les jardins publics comme dans l'éloquence et la poésie. Tout lui fut soumis, et les arts ingénieux qui dépendent de la main, et ceux qui sont uniquement du domaine de la pensée. Tout sentit son empreinte. Les couleurs visibles de la nature vinrent animer les ouvrages de l'imagination, et les passions humaines vivifièrent les dessins du crayon. L'homme donna de l'esprit à la matière, et du corps à l'esprit. Mais, qu'on l'observe bien, ce fut dans un moment où l'amour de la gloire échauffait une nation grande et puissante par la situation et l'étendue de son empire. L'honneur, qui l'élevait à ses propres yeux, qui la caractérisait alors aux yeux de toute l'Europe, l'honneur était son âme, son instinct, et lui tenait lieu de cette liberté qui avait créé tous les arts du génie dans les républiques d'Athènes et de Rome, qui les avait fait revivre dans celle de Florence, qui les forçait de germer sur les bords nébuleux et froids de la Tamise.

L'exercice de la raison et de la liberté, qui de tout temps enfanta tant d'hommes singuliers en Angleterre, devait y produire et y produisit des écrivains qui ne ressemblaient en rien à ceux des autres nations. Ils se frayèrent souvent des routes nouvelles; mais leurs hardiesses ne furent pas toujours heureuses. Long-temps on les vit confondre le naturel avec le trivial, et mêler aux idées les plus sublimes les images les plus dégoûtantes.

Ce ne fut que tard que leur goût égala leur génie; et alors rien ne surpassa, n'égala peut-être leurs compositions. Quelques branches de littérature qu'ils avaient trop négligées les occupèrent à cette époque; et ils s'y élevèrent à la même hauteur à laquelle ils étaient parvenus dans les sciences exactes. C'est à acclimater les beaux-arts dans leur île, avec les encouragemens qui leur sont propres, que les Anglais travaillent maintenant. Et les succès qu'ils ont eus sont les garans assurés de ceux qui les attendent.

Lorsque les muses exilées de l'Orient se réfugièrent dans notre Occident, l'Allemagne était dans l'anarchie. Des troubles intérieurs, des guerres étrangères troublèrent depuis sans interruption cette vaste contrée. Cependant le bruit des armes ne fut pas le seul ni peut-être le plus grand obstacle à la renaissance, au progrès des lumières. La noblesse dédaignait les lettres. Ceux qui par état auraient dû les cultiver languissaient dans l'obscurité et dans la misère. Il n'y avait ni honneur, ni récompense, ni encouragement pour aucun talent. Aussi les efforts de la nation se bornaient-ils à compiler laborieusement les opinions, bonnes ou mauvaises des anciens et des modernes; à décider par des autorités accumulées sans choix les questions qui n'auraient dû être soumises qu'au raisonnement; à entasser volumes sur volumes pour éclaircir des questions d'état et de droit public qu'on embrouillait de jour en jour

davantage. Peut-être aucune production d'une région si fertile en bons esprits n'avait-elle jamais franchi ses frontières.

Vers l'au 1685 la France repoussa de son sein les calvinistes. Un grand nombre d'entre eux portèrent leur industrie en Allemagne. Les plus éclairés s'insinuèrent dans les cours ou chez les grands, et y firent aimer leur politesse, la douceur de leurs mœurs et leurs connaissances. La régénération des beaux-arts et des belles-lettres devait arriver, ce semble, à cette époque remarquable. Il n'en fut pas ainsi. Tout ce qui avait de la naissance, du crédit ou des prétentions, se passionna exclusivement pour la langue, pour le goût, pour les productions qu'on leur apportait. A l'oubli où étaient restés jusqu'alors les écrivains nationaux se joignit un mépris marqué.

Un dédain si éclatant jeta les Allemands dans un découragement qui dura plus d'un demi-siècle. Ils sont à la fin sortis de ce long assoupissement, et ont produit plus d'ouvrages originaux qu'aucun peuple n'en avait peut-être jamais enfanté dans le même espace de temps. Les sages formés à l'école des grands maîtres désireraient souvent dans ces productions une meilleure ordonnance, un plus beau choix de nature, moins d'abondance, plus d'atticisme ou plus de grâce; mais pouvait-on attendre cette perfection d'auteurs vieillis ou nourris dans la poussière d'un collége, et entièrement séparés du monde? Ce qui

peut manquer de goût à la plupart d'entre eux, ils l'acquerront près des souverains qui les ont rapprochés d'eux par des places honorables dans la société, où ils commencent à être accueillis. Si la privation d'un centre commun, d'une espèce de métropole doit leur donner quelque désavantage, cet inconvénient sera plus que compensé par une manière de penser et d'écrire franche, fière, indépendante, qui se trouve rarement dans les empires où tous les talens sont réunis dans la même cité.

Ce ne fut pas dans un idiome qui leur fut propre que les nations dont on vient de parler essayèrent d'abord les facultés de leur imagination, de leur cœur, ou de leur raison. Les Romains, qui, comme les Grecs, connaissaient l'influence du dialecte sur les mœurs, avaient recherché à étendre le leur avec leurs armes; et ils étaient parvenus à le faire adopter partout où ils avaient établi leur domination. A l'exception de quelques hommes obscurs qui s'étaient réfugiés dans les montagnes inaccessibles, l'Europe presque entière parlait latin. Mais l'invasion des barbares ne tarda pas à le dénaturer. Aux sons tendres et harmonieux d'un idiome poli par le génie et par des organes délicats ces peuples guerriers et chasseurs mêlèrent les accens rudes, les expressions grossières qu'ils apportaient de leurs sombres forêts, de leur âpre climat. Bientôt il y eut autant de jargons divers qu'il y avait de gouvernemens. A la

renaissance des lettres, ces jargons devaient prendre naturellement un ton plus élevé, une prononciation plus agréable. Cette amélioration ne se fit que très-lentement, parce que tous ceux qui se sentaient quelque talent pour écrire, dédaignant un langage sans grâce, sans force, sans aménité, employèrent bien ou mal dans leurs productions le langage des anciens Romains.

Ce furent les Italiens qui secouèrent les premiers ce joug humiliant. Leur langue, avec du son, de l'accent et du nombre, a pris tous les caractères de la poésie et tous les charmes de la musique. Ces deux arts l'ont consacrée aux délices de l'harmonie, comme son plus doux organe.

La langue espagnole est grave, noble, et mesurée. Ces brillans avantages lui donnèrent autrefois un grand éclat. Les exagérations, les bizarreries, les extravagances qui s'emparèrent de toutes ses compositions le lui firent perdre. Qu'elle retrouve des écrivains tels que Cervantes et Mariana, et elle s'élèvera de nouveau aux grandes idées, aux sublimes vérités où l'appelle la fierté naturelle du peuple qui la parle.

La langue française règne dans la prose. Si ce n'est pas le langage des dieux, c'est celui de la raison et de la vérité. La prose parle surtout à l'esprit dans la philosophie, l'étude constante de ces âmes privilégiées de la nature qui semblent placées entre les rois et les peuples pour instruire et

diriger les hommes. Dans un temps où la liberté n'a plus de tribunes ni d'amphithéâtres pour agiter de vastes assemblées, une langue qui se multiplie dans les livres, qui se fait lire chez toutes les nations, qui sert d'interprète commun à toutes les autres langues, et d'instrumens à toutes sortes d'idées; une langue anoblie, épurée, adoucie, et surtout fixée par le génie des écrivains et la politesse des courtisans, devient enfin universelle et dominante.

Voulez-vous de l'énergie, de l'audace, de l'enthousiasme, lisez les poëtes de la Grande-Bretagne. Cherchez-vous des idées lumineuses, fortes et profondes, méditez ses prosateurs. Le caractère méditatif et pourtant impétueux de la nation est imprimé dans ses écrits, toujours plus abondans en choses qu'en paroles. Entre les peuples modernes, les Anglais sont les seuls qui aient dit, les seuls qui aient pu dire *la majesté du peuple;* et ce mot consacre une langue.

L'Europe crut long-temps l'idiome allemand rude, pauvre, confus, incapable de consacrer les productions de l'esprit. Ce préjugé des étrangers était passé aux nationaux eux-mêmes, qui ne le croyaient propre qu'à exprimer les besoins les plus ordinaires de la vie. A la fin des génies hardis firent d'heureux efforts pour le polir; et ils prouvèrent qu'une langue, quelle que soit son imperfection originaire, parvient à tout rendre, quand la nature forme des hommes capables de

la soumettre à leurs pensées. Par leurs travaux, elle a acquis ce qui pouvait lui manquer de clarté, d'élégance, de précision, d'harmonie et de noblesse. L'étude en deviendra plus familière aux peuples éclairés, lorsque les caractères gothiques cesseront d'être employés dans l'impression de ses ouvrages.

Les langues ne pouvaient se cultiver et se polir jusqu'à un certain degré sans que les arts de toute espèce ne suivissent ce degré de perfection. Aussi leurs monumens sont-ils tellement multipliés en Europe, que la barbarie des siècles et des peuples à venir aura de la peine à les détruire entièrement.

Cependant, comme l'espèce humaine n'est qu'une matière de fermentations et de révolutions, il ne faut qu'un génie ardent, un enthousiaste, pour mettre de nouveau la terre en combustion. Les peuples de l'orient ou du nord, soumis au despotisme, sont encore tout prêts à répandre leurs ténèbres et leurs chaînes dans toute l'Europe. Ne suffirait-il pas d'une irruption des Turcs ou des Africains en Italie pour y renverser les temples et les palais, pour y confondre dans une ruine générale les idoles de la religion avec les chefs-d'œuvre des arts? Et nous aurions d'autant moins de courage pour défendre ces ouvrages de notre luxe que nous y sommes plus attachés. Une ville qui a coûté deux siècles à décorer est brûlée et saccagée en un jour. Un Tartare bri-

sera peut-être d'un seul coup de hache cette statue de Voltaire que Pigalle n'aura pas achevée en dix ans; et nous travaillons encore pour l'immortalité, vains atomes poussés les uns par les autres dans la nuit d'où nous venons ! Peuples, artistes ou soldats, qu'êtes-vous entre les mains de la nature, que le jouet de ses lois, destinés tour à tour à mettre de la poussière en œuvre, et cette œuvre en poussière ?

Mais c'est par les arts que l'homme jouit de son existence, et qu'il se survit à lui-même. Les siècles d'ignorance ne sortent jamais du néant. Il n'en reste pas plus de trace après qu'avant leur époque. On ne peut dire le lieu et le temps où ils s'écoulèrent, ni graver sur la terre d'un peuple barbare, C'EST ICI QU'IL FUT, puisqu'il ne laisse pas même des ruines pour annales. L'invention seule donne à l'homme de la puissance sur la matière et sur le temps. Le génie d'Homère a rendu les caractères de la langue grecque ineffaçables. L'harmonie et la raison ont mis l'éloquence de Cicéron au-dessus de tous les orateurs sacrés. Les pontifes eux-mêmes, amollis, éclairés par la lumière et le charme des arts, en les admirant et les protégeant, ont aidé l'esprit humain à briser les chaînes de la superstition. Le commerce a hâté les progrès de l'art par le luxe des richesses. Tous les efforts de l'esprit et de la main se sont réunis pour embellir et perfectionner la condition de l'espèce humaine. L'industrie et l'invention, avec les jouis-

sances du Nouveau-Monde, ont pénétré jusqu'au cercle polaire, et les beaux-arts tâchent de forcer la nature à Pétersbourg.

Les orateurs, les poëtes, les historiens, les peintres, les statuaires, sont faits pour être les amis des grands hommes. Hérauts de leur renommée pendant qu'ils vivent, ils en sont les conservateurs éternels quand ils ne sont plus. En les portant à l'immortalité ils y vont eux-mêmes. C'est par les uns et par les autres que les nations se distinguent entre les nations contemporaines. Après les avoir illustrées, les arts les enrichissent encore quand elles sont devenues indigentes. C'est Rome l'ancienne qui nourrit aujourd'hui la moderne Rome. Peuples qu'ils honorent dans le présent et dans l'avenir, honorez-les, si vous n'êtes pas des ingrats. Vous passerez, mais leurs productions ne passeront pas. Le flambeau qui vous éclaire, le génie s'éteindra parmi vous, si vous le négligez; et, après avoir marché pendant quelques siècles dans les ténèbres, vous tomberez dans l'abîme de l'oubli qui a englouti tant de nations qui vous ont précédés, non parce qu'elles ont manqué de vertus, mais d'une voix sacrée qui les célébrât.

Gardez-vous surtout d'ajouter la persécution à l'indifférence. C'est bien assez qu'un écrivain brave le ressentiment du magistrat intolérant, du prêtre fanatique, du grand seigneur ombrageux, de toutes les conditions entêtées de leurs préro-

gatives, sans être encore exposé aux sévérités du gouvernement. Infliger au philosophe une peine infamante et capitale, c'est le condamner à la pusillanimité ou au silence ; c'est étouffer le génie ou le bannir ; c'est arrêter l'instruction nationale et le progrès des lumières.

Ces réflexions sont, dira-t-on, d'un homme qui a bien résolu de parler sans ménagement des personnes et des choses ; des personnes, à qui l'on n'ose guère s'adresser avec franchise ; des choses, sur lesquelles un écrivain doué d'un peu de sens ne pense ni ne s'exprime comme le vulgaire, et qui ne serait pas fâché d'échapper à la proscription. Cela se peut ; et quel mal y aurait-il à cela? Cependant, quoi qu'il en puisse arriver, jamais je ne trahirai l'honorable cause de la liberté. Si je n'en recueillais que des malheurs, ce que je ne crois ni ne redoute, tant pis pour l'auteur de mon infortune. Pour un instant de ma durée dont il aurait disposé avec injustice et avec violence, il resterait détesté pendant sa vie. Son nom passerait aux siècles à venir couvert d'ignominie ; et cette sentence cruelle serait indépendante du peu de valeur, du peu de mérite de mes productions.

XIII. Philosophie.

Les arts utiles naissent des besoins mêmes de la société dans l'enfance de l'esprit humain. Les lettres sont les fruits de sa jeunesse. Filles de l'imagination qui aime la parure, elles ornent tout ce qu'elles touchent. Quand on s'est long-temps exercé sur les plaisirs des sens, la raison vient

avec la maturité des empires donner aux nations une certaine gravité. C'est l'âge des sciences exactes.

Aucun monument ne nous instruit de l'état où étaient ces connaissances dans les siècles les plus reculés. Il est raisonnable de penser qu'elles n'existaient pas encore, ou qu'elles se réduisaient à fort peu de chose. A cette époque il n'y avait point de lois, ou il n'y en avait que d'extrêmement imparfaites. Or, c'est uniquement des lois que peut naître la sécurité, qui engendre la curiosité, mère de la science.

Tout ce qu'il était permis de savoir alors en philosophie était regardé comme partie de la religion, dont les prêtres étaient partout les seuls dépositaires. Ils enveloppaient leur doctrine de symboles et d'allégories pour la rendre plus incompréhensible et plus vénérable aux peuples. Si, par une faveur particulière, ils initiaient quelque étranger à leurs mystères, c'était toujours sous la condition formelle du secret le plus inviolable.

Ces hommes si révérés, et auxquels on accordait une foi entière, eussent-ils été tous laborieux et tous intelligens, ils n'auraient encore que peu avancé les lumières. Ce n'est que lorsqu'un grand nombre d'individus ont tourné leurs méditations vers le même objet, ce n'est que lorsqu'ils l'ont envisagé sous toutes les faces qu'il parvient à être connu.

Ajoutez qu'il n'existait point alors de communication entre le peu d'hommes qui auraient voulu s'adonner aux sciences; que les connaissances de leurs concitoyens comme celles des étrangers étaient perdues pour eux; que la ressource des voyages qui aurait pu les éclairer était lente, difficile et dangereuse : pesez bien ces observations, et vous resterez convaincu qu'après une longue suite de générations le globe n'était guère plus instruit qu'à son origine.

Les Grecs élevèrent l'espèce humaine à une dignité inconnue jusqu'à eux. Il se peut que la Phénicie leur ait enseigné la navigation et l'écriture. Il se peut qu'ils aient emprunté de la Syrie leurs divinités et la manière de les honorer. Il se peut que les Chaldéens aient été leurs guides en astronomie. Il se peut que la philosophie leur soit venue de l'Égypte. Ces conjectures de plus d'un écrivain reçoivent une grande force des fréquentes courses que les plus sages de cette nation faisaient dans ces contrées, alors les moins barbares du globe. Une vérité incontestable, c'est que, si cette brillante et ingénieuse nation eut des maîtres, elle les surpassa bientôt au point d'en faire perdre le souvenir.

Ce furent l'éloquence, la poésie, l'histoire, la peinture, la sculpture, l'architecture, tous les objets relatifs aux lettres et aux beaux-arts qui occupèrent d'abord les Grecs; et ils s'y placèrent à une hauteur où aucun peuple n'a pu depuis

atteindre. Avec le temps leur attention se porta aux sciences naturelles. A cette époque heureuse tout paraissait favorable au développement de leurs facultés.

La Grèce n'avait plus à craindre d'être ravagée ou d'être envahie par les barbares. Les guerres que se faisaient quelquefois ses habitans n'étaient plus destructives de la société, et n'exposaient plus personne à la perte de sa liberté ou de sa fortune; la modération était telle, qu'un vainqueur ne se serait pas permis d'abattre un trophée que ses ennemis auraient élevé pour perpétuer sa honte et leur gloire. Tout était rempli d'asiles si généralement respectés, que le parti le plus fort, quelque aigri qu'il fût, n'osait attaquer le plus faible dans ces sanctuaires.

Une sécurité entière n'était pas le seul avantage dont jouissait la Grèce. Elle comptait beaucoup d'esclaves, et peu d'hommes libres. Les mains d'aucun de ces citoyens n'étaient avilies par des occupations mécaniques. Tous se livraient aux plaisirs de l'esprit, auxquels leur fortuné climat les portait et les rendait propres. Ils étaient d'autant plus encouragés aux grandes compositions, que celui qui les produisait marchait l'égal du premier magistrat, du premier capitaine de la république.

Ce n'était pas tout; la Grèce était partagée en une infinité de petits états. Chacune de ces faibles associations avait ses savans, ses philosophes, ses

artistes qui se disputaient la prééminence. Il régnait une grande jalousie entre elles, et cette rivalité accélérait encore le développement des talens et des lumières. Quels efforts ne fallait-il pas pour arracher des suffrages qui s'accordaient si difficilement!

Nous ne savons pas avec certitude ce que tant de moyens de succès avaient produit. La plupart des ouvrages qui roulaient sur les sciences naturelles ont été ensevelis dans la nuit des temps. La barbarie en a mutilé plusieurs. Égarés par une connaissance imparfaite de la langue ou par d'infidèles versions, nous jugeons trop légèrement ce qu'un heureux hasard nous a conservé. Peut-être nos descendans réformeront-ils nos jugemens, comme nous-mêmes nous avons été forcés de voir de vraies lumières où nos pères n'avaient vu que des ténèbres.

Cependant on ne s'éloignera pas de la vraisemblance en pensant que les Grecs ne furent pas fort avancés dans les sciences exactes. C'était une carrière nouvelle, ou presque nouvelle. On n'y marchait que d'un pas incertain et lent. Les bonnes méthodes n'étaient pas trouvées. Les faits manquaient. L'utilité de ces connaissances était trop éloignée pour frapper la multitude, et le gouvernement ne faisait point la dépense qui aurait pu hâter leurs progrès. Mais les écarts mêmes de ceux qui s'y livraient furent utiles à leurs successeurs. Ce n'est guère qu'après avoir parcouru l'immense

cercle des erreurs qu'on parvient à la vérité.

La conquête de la Grèce par les Romains n'aurait pas dû, ce semble, y arrêter le cours des lumières. Aux orages qui l'avaient trop souvent fatiguée succéda une paix de trois ou quatre siècles; et cette paix ne paraissait pas l'ouvrage de la servitude. Sous le règne des consuls, et mieux encore sous celui des empereurs, la soumission de ces faibles républiques fut plutôt une mouvance qui assurait la tranquillité qu'un asservissement à charge aux particuliers, et préjudiciable à la société. La plupart des villes se gouvernaient par leurs anciennes lois, et aucune ne gémissait sous ces braves et nombreuses légions qui contenaient, qui dépouillaient les autres provinces. Mais tel était le sentiment de la liberté dans ce peuple, qu'il se regarda comme dégradé aussitôt qu'il se vit dans la dépendance. Les idées de gloire qui l'avaient mû si vivement s'enfuirent loin de lui. Parmi ses citoyens éclairés plusieurs tombèrent dans une inaction entière. D'autres qui avaient conservé un peu d'énergie tentèrent de former ailleurs des écoles. Les plus ambitieux se rendirent chez leurs vainqueurs, dans l'espoir d'y établir les sciences.

Les premiers Romains furent des brigands obscurs et de hardis esclaves qui étaient parvenus à briser leurs chaînes. Un territoire trop resserré ne suffisant pas à la subsistance de ces aventuriers, ils franchirent leurs limites pour avoir

des vivres. Le pillage les conduisit à la conquête. Des voisins moins inquiets ou moins belliqueux devinrent successivement leurs sujets, et avec le temps l'Italie entière reconnut leur domination. Ce fut l'ouvrage de plusieurs siècles. Durant un si long période, Rome ne fut pas constamment heureuse; et plus d'une fois des ennemis victorieux conduisirent leurs armées au pied de ses murailles. Ce ne fut qu'après avoir risqué sa liberté qu'elle acquit l'empire. A ces époques orageuses, les membres de la république étaient tous soldats, et n'étaient que soldats. Ils ne connurent que l'art de la guerre.

Les idées de ces hommes remuans dûrent s'étendre lorsqu'ils eurent asservi les îles de la Méditerranée, les Gaules, l'Espagne, l'Afrique et l'Asie; lorsque l'univers fut en quelque sorte devenu romain. Tranquilles sur leur conservation, ne trouvant même à un agrandissement déjà excessif que des obstacles faciles à surmonter, ils aspirèrent à une autre célébrité que celle que leur avaient donnée leurs exploits. Instruits par les Grecs, ils excellèrent dans l'éloquence, qui menait à tout dans leur république; ils excellèrent dans la poésie, qui les rendait agréables à leurs concitoyens devenus leurs maîtres; ils excellèrent dans l'histoire par le désir si naturel de faire passer leurs hauts faits à la postérité la plus reculée. Mais peu d'entre eux s'occupèrent des propriétés des corps célestes, du mouvement des planètes, de la nature des élé-

mens, de tout ce qu'on appelle sciences exactes; et aucun ne parvint à s'y faire un nom. Toujours occupés de guerres ou d'intrigues, unis pour conquérir la terre, ou divisés pour la partager, tourmentés du choix ou de l'expulsion des tyrans, ils ne connurent jamais ce repos favorable et nécessaire au développement de l'esprit humain.

Les meilleurs esprits se tournèrent vers la morale, que Socrate avait comme tirée du ciel, que Platon, son disciple favori, avait si fort embellie, et qui s'était partagée en sectes sous leurs successeurs. Toutes eurent des partisans à Rome; mais celle des stoïciens, mieux assortie aux circonstances, et peut-être au caractère national, eut le plus de vogue. Ce fut celle aussi dont la durée se prolongea davantage : elle ne s'éteignit qu'avec l'empire.

Une suite rarement interrompue de despotes imbécilles ou cruels, des dissensions fréquentes, l'indiscipline et la férocité des armées, des impôts ruineux, les brigandages multipliés des agens du gouvernement, un mépris décidé pour les peuples assujettis, l'abandon d'une capitale à laquelle le préjugé attachait le destin du monde; toutes ces causes, et d'autres peut-être, avaient préparé la révolution. Le plus étendu, le plus puissant, le plus majestueux des corps politiques que les hommes eussent jamais formés, s'affaiblit, chancela, et finit par tomber sous les coups redoublés d'une foule de nations inconnues jusqu'à cette époque

remarquable. L'Italie, les Gaules, l'Espagne, toutes les provinces qui en Europe portaient le joug des Césars deviennent la proie de ces barbares, qui anéantissent le peu de connaissances qu'un gouvernement faible, corrompu et sanguinaire, n'avait pu détruire. On ne devine pas comment ces ténèbres auraient pu être un jour dissipées, si le germe des sciences ne se fût heureusement conservé à Alexandrie.

Cette grande cité fut bâtie par le héros de la Macédoine. A la mort du conquérant, elle passa avec le reste de l'Égypte sous le pouvoir de Ptolomée, un de ses meilleurs lieutenans. Le nouveau souverain aimait les sciences ; ses descendans les aimèrent aussi, et ils jugèrent que les encouragemens qu'on leur accorderait donneraient de l'éclat à une domination encore assez obscure. Les naturels du pays n'avaient jamais eu les connaissances qui leur avaient été attribuées, ou la trace s'en était perdue ; et ce fut une nécessité de les demander à des étrangers. Les Grecs étaient alors les seuls éclairés ; et l'on appela ceux d'entre eux qui avaient le plus de réputation.

Si ces hommes célèbres n'avaient pas beaucoup avancé les lumières dans leur patrie, c'est que les secours leur avaient manqué. Mais, dès qu'ils purent compter sur une existence commode et agréable ; dès qu'ils jouirent de l'estime, de la familiarité même de leurs bienfaiteurs ; dès qu'ils furent en possession de vastes édifices pour tenir

leurs assemblées, de manuscrits nombreux, de relations exactes, de magnifiques observatoires, de tous les moyens nécessaires pour multiplier leurs expériences, alors on les vit se livrer aux plus profondes méditations, et ce ne fut pas sans fruit. Ils avancèrent la plupart des sciences; ils firent même d'importantes découvertes dans quelques-unes. De cette école sortit Euclide, cet Euclide qui posa les fondemens de toutes les connaissances mathématiques, et qui est encore notre instituteur; de cette école sortit aussi Ptolomée, ce Ptolomée dont les systèmes ont subjugué tous les esprits durant quatorze siècles.

Malheureusement cette grande fermentation dura trop peu. Ce n'est guère que sous un ciel temperé que le génie acquiert toute sa force. Près du pôle, il parvient rarement à son entier développement, et au voisinage de l'équateur la chaleur lui ôte beaucoup de son énergie. Aussi les Égyptiens profitèrent-ils peu des leçons qu'on leur donnait, et les Grecs eux-mêmes ne tardèrent pas à dégénérer. Après deux cents ans de travaux créateurs, tout se borna à enseigner, à éclaircir, à commenter ce qui avait été découvert dans de meilleurs temps. Alexandrie n'était plus qu'un dépôt important lorsque les Arabes brûlèrent cette bibliothèque si renommée. *Si ces livres sont conformes à l'Alcoran*, dit le barbare Omar, *ils sont inutiles; s'ils lui sont contraires, ils sont pernicieux*. Avec ce précieux trésor disparurent les scien-

ces et ceux qui les cultivaient encore. Il ne resta plus rien d'une école qui avait subsisté deux ou trois siècles avec gloire, et six ou sept avec utilité.

Mais quels étaient donc ces Arabes si ennemis de toute lumière ? Ce fut un peuple jusqu'alors obscur, habitant d'une contrée aride, dénué de discipline et d'art, qui, sortant tout à coup de ses sables, subjugua en moins d'un siècle la moitié de l'Asie, toutes les côtes de l'Afrique; une partie de l'Europe vit couler sous ses lois le Gange et le Tage, et du centre de sa domination donna des ordres pour attaquer la Chine et conquérir la France. L'univers entier était menacé de ses fers, lorsque la politesse, la galanterie, la magnificence, s'introduisirent à la cour des califes, et passèrent de la capitale dans les provinces.

Ces mœurs nouvelles avaient disposé les conquérans à de nouveaux goûts. Ils regrettèrent ce qu'ils avaient perdu, et allèrent chercher à Alexandrie même le peu de connaissances qui pouvaient avoir échappé à leur première férocité. On leur vit aussi exiger d'un empereur de Constantinople qu'ils avaient vaincu une collection des meilleurs ouvrages qui avaient anciennement illustré la Grèce. Soit orgueil, soit attachement à d'anciens usages, les Arabes n'apprenaient jamais d'idiome étranger; et ce fut une nécessité de faire parler le leur aux écrits qu'ils adoptaient. Dans ces versions, confiées à des Juifs et à des chrétiens, disparurent les grâces des originaux, qui n'avaient que

l'agrément pour but, et fut trop souvent altéré le sens de ceux qui roulaient sur des matières de doctrine.

Dans le nombre de tant d'excellens modèles, plusieurs n'étaient pas à l'usage des disciples de Mahomet, et un génie particulier les écarta des autres. A quoi leur aurait servi l'éloquence sous un gouvernement où quelques versets de l'Alcoran terminaient les différends particuliers, où les intérêts publics n'étaient jamais discutés, où la volonté d'un seul était la loi suprême? Leur indifférence pour les anciennes révolutions, leur mépris pour les peuples contemporains, leur donnaient du dégoût pour l'histoire. Ce que leurs poésies pouvaient avoir de grâce, de fraîcheur et de volupté, était défiguré par des plans extravagans, des idées bizarres et de folles images. Dans la carrière des lettres, leur plus grand succès fut dans les apologues et dans les contes. L'invention en était presque toujours heureuse, et la morale ordinairement piquante.

La religion des Arabes n'était pas favorable aux beaux-arts. Elle avait proscrit la peinture et la sculpture, comme deux sources intarissables d'idolâtrie. Aussi leurs maisons, aussi leurs temples n'offraient-ils ni tableaux, ni bas-reliefs, ni statues. Ils se passionnèrent pour l'architecture, qui ne fut pas chez eux, comme elle aurait dû l'être, une imitation belle et simple des proportions de la nature. Leur caprice leur tint lieu de règle. On

leur vit plutôt l'ambition d'étonner que le désir de plaire, et la hardiesse remplaça le goût. Des difficultés vaincues, des ornemens prodigués, c'était tout le mérite qu'ils voulaient ou qu'ils savaient donner à leurs plus majestueux édifices, et jamais leurs meilleurs artistes ne s'écartèrent du mauvais système qu'ils s'étaient formé.

Les sciences ouvrirent à cette nation un champ plus vaste que les lettres et les arts. Elle ne fit, il est vrai, que se traîner sur les pas des anciens dans la métaphysique, dans la géométrie et dans la physique; mais elle avança la médecine et l'astronomie; elle créa même l'algèbre et la chimie. Malheureusement un tour d'esprit particulier lui fit mêler à la plupart de ses découvertes des bizarreries qui en diminuaient l'utilité. Elle défigura sa médecine par je ne sais quelles sympathies chimériques; sa chimie, par une vaine et trompeuse recherche de la pierre philosophale; son astronomie, par l'art imposteur de lire dans le mouvement des astres le destin de l'homme et les profondeurs de l'avenir.

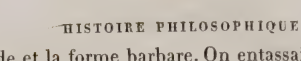
Les vraies et les fausses lumières qui avaient rendu les Arabes si célèbres durant quatre ou cinq siècles sortaient toutes également de trois académies qu'ils avaient formées en Asie, en Afrique et en Europe, à Bagdad, au Caire, et à Cordoue. Les deux premières tombèrent au déclin de la puissance des califes; mais la troisième soutint plus long-temps sa réputation. Ce fut même dans

l'Espagne mahométane que les chrétiens du rit romain qui cherchaient à sortir de leur ignorance allèrent se régénérer.

Les disciples auraient pu tirer quelques connaissances utiles de ceux qu'ils prenaient pour maîtres ; mais les lumières manquaient pour faire un bon choix. On n'emprunta guère de cette école que la philosophie d'Aristote, les diverses interprétations qu'elle avait reçues, et une aveugle confiance à tout ce que ce grand homme avait dit ou qu'on lui avait fait dire.

Aristote fut certainement un des plus vastes génies de l'antiquité. Son attention se porta sur beaucoup d'objets, et il répandit un jour pur sur la plupart. Mais sa logique est trop compliquée, sa métaphysique surchargée de subtilités, et sa physique remplie de ce merveilleux que les Grecs adoptaient si facilement. Trop souvent les mots y prennent la place des choses. Aux vices des ouvrages ajoutez qu'ils avaient été encore défigurés par des traductions données sur des originaux imparfaits, et par des ignorans incapables d'entendre et d'interpréter ce qui en avait été conservé.

Cependant les Arabes s'étaient passionnés pour une doctrine qui manquait également de clarté, de base et d'utilité. De leur idiome elle passa en latin, devint de plus en plus ténébreuse ou contradictoire, et n'en parut que plus admirable à ses nouveaux sectateurs. Entre les mains des scolastiques ce fut une science dont le fond était ab-



surde et la forme barbare. On entassait subtilités sur subtilités, sophismes sur sophismes, plutôt pour disputer que dans la vue de rien éclaircir. Jamais des questions plus vaines, plus oiseuses, plus bizarres, n'avaient dégradé l'espèce humaine. La nature n'était plus consultée, la raison n'était plus interrogée. Dans les écoles, dans les tribunaux, dans les temples, dans les conciles, tout se décidait par l'autorité d'Aristote. Lui seul était écouté. A ce nom tous les fronts se prosternaient. Ce que l'oracle n'avait pas dit passait pour futile; ce qu'il avait prononcé ou qu'on supposait qu'il avait prononcé, pour incontestable. Ce délire ne fut pas particulier à quelques individus, à quelques années; il subjugua tous les peuples, il s'étendit à une longue suite de générations.

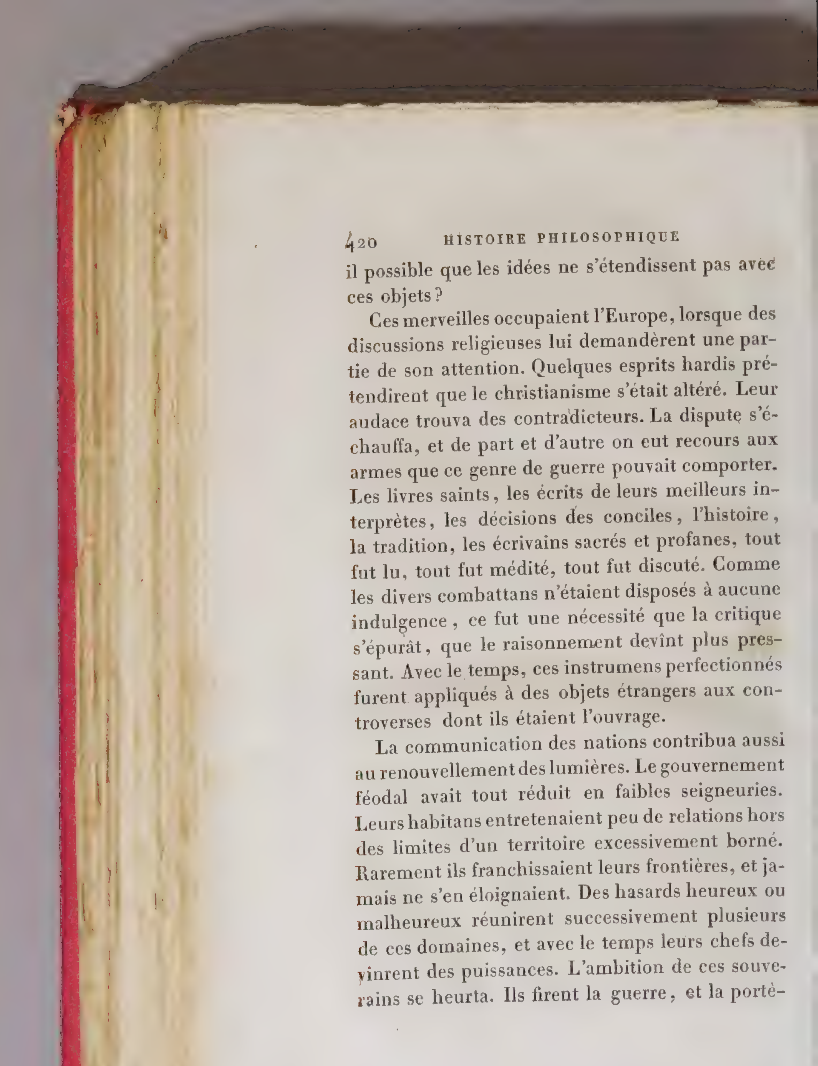
Le mal paraissait incurable. Loin de rougir de leur aveuglement, ceux dont la profession était de répandre la lumière tiraient vanité de leur abrutissement. Ils pensaient que rien au-delà de ce qu'ils croyaient savoir n'était digne de leur attention, et ils avaient persuadé cette funeste erreur à la multitude.

Un premier événement commença à ouvrir les yeux. L'empire grec était bouleversé par les cruautés de ses souverains, par le fanatisme de ses prêtres, par les progrès des Ottomans. Quelques-uns de ses sages vinrent chercher successivement en Italie une tranquillité que leur patrie leur refusait. Leur nombre augmenta beaucoup à l'époque mé-

morable où le trop heureux Mahomet s'empara de Constantinople. Par goût et par besoin, ces étrangers ouvrirent des écoles où se formèrent des élèves dignes de les avoir eus pour maîtres.

L'imprimerie ne tarda pas à suivre. Elle fut très-anciennement connue à la Chine; mais, chez cette nation asiatique, ce n'était qu'une espèce de gravure dont les planches ne pouvaient servir qu'à un seul ouvrage. Le mérite de nos lettres mobiles, c'est qu'elles se prêtent aisément à toutes les combinaisons, et qu'après avoir été employées à l'impression d'un livre, elles peuvent l'être également à l'impression de cent autres. Jusqu'à une si belle découverte, les originaux les plus précieux avaient été rares, chers, et défigurés. Cet art nouveau diminua infiniment le prix des productions du génie, en arrêta les altérations, et les fit passer dans beaucoup plus de mains, surtout dans des mains plus propres à les faire fructifier.

La découverte du Nouveau-Monde fut encore une source de fermentation. On la regarda avec raison comme le plus grand des événemens arrivés depuis l'origine des choses. L'homme vit avec étonnement que la moitié du globe avait jusqu'alors échappé à son intelligence et à ses regards. C'étaient, dans le nouvel hémisphère, d'autres mers, d'autres climats, d'autres hommes, une autre nature; c'étaient un physique et un moral inconnus. Quel vaste champ aux contemplations! Était-



il possible que les idées ne s'étendissent pas avec ces objets?

Ces merveilles occupaient l'Europe, lorsque des discussions religieuses lui demandèrent une partie de son attention. Quelques esprits hardis prétendirent que le christianisme s'était altéré. Leur audace trouva des contradicteurs. La dispute s'échauffa, et de part et d'autre on eut recours aux armes que ce genre de guerre pouvait comporter. Les livres saints, les écrits de leurs meilleurs interprètes, les décisions des conciles, l'histoire, la tradition, les écrivains sacrés et profanes, tout fut lu, tout fut médité, tout fut discuté. Comme les divers combattans n'étaient disposés à aucune indulgence, ce fut une nécessité que la critique s'épurât, que le raisonnement devînt plus pressant. Avec le temps, ces instrumens perfectionnés furent appliqués à des objets étrangers aux controverses dont ils étaient l'ouvrage.

La communication des nations contribua aussi au renouvellement des lumières. Le gouvernement féodal avait tout réduit en faibles seigneuries. Leurs habitans entretenaient peu de relations hors des limites d'un territoire excessivement borné. Rarement ils franchissaient leurs frontières, et jamais ne s'en éloignaient. Des hasards heureux ou malheureux réunirent successivement plusieurs de ces domaines, et avec le temps leurs chefs devinrent des puissances. L'ambition de ces souverains se heurta. Ils firent la guerre, et la portè-

rent souvent dans des contrées éloignées. Alors les peuples commencèrent à se mieux connaître, et firent quelquefois un échange avantageux de leurs instructions. La rivalité qui s'établit entre eux fut un germe d'émulation qui tourna au profit des sciences.

Leurs progrès ne furent pas toutefois aussi rapides que le pouvait faire espérer la vive fermentation que tant de causes différentes avaient dû produire dans les esprits. Il se fit pourtant des découvertes intéressantes, mais imparfaites, mais défigurées par d'anciens préjugés, mais isolées. On manquait d'un foyer commun où tant de rayons épars se réunîssent. Cette chaîne nécessaire fut l'ouvrage de Bacon.

Ce grand homme ne fut pas effrayé du chaos où les sciences étaient tombées. Il comprit qu'avec de l'ordre on parviendrait à tout débrouiller. La marche qu'il suivit fut de rassembler toutes ses connaissances, et de ne jamais s'occuper d'une nouvelle recherche sans avoir reconnu les rapports qu'elle pouvait avoir avec celles qui l'auraient précédée. De cette manière il démêla les différences de celles qui étaient distinctes, et saisit les liaisons de celles qui étaient unies.

Bacon s'occupa ensuite du soin de rassembler toutes les vérités trouvées avant lui dans chaque science, et toutes les erreurs qui l'avaient défigurée. De là il s'éleva jusqu'à désigner les choses qu'il fallait chercher à y découvrir, jusqu'à pré-

voir les succès qu'aurait la postérité dans cette immense carrière, jusqu'à prescrire les méthodes et les instrumens qui conduiraient à ce haut degré de gloire.

L'écueil dont il eut le plus à cœur de garantir les générations futures, ce fut celui des systèmes prématurés. Il ne nia pas qu'on ne pût arriver un jour à l'origine des choses; mais il assura que ce ne serait jamais qu'après avoir multiplié, rassemblé, comparé les faits durant des siècles. Vouloir tout à coup monter aux causes premières pour redescendre aux effets particuliers, c'était, disait-il, se condamner à des erreurs inévitables, à des ténèbres éternelles.

Une doctrine accompagnée de tant de circonspection ne devait pas faire des enthousiastes. A mesure que les nations se sont éclairées, elles ont de plus en plus applaudi à des principes si profonds et si lumineux; mais leur origine fut assez obscure. Admirés de quelques sages, ils demeurèrent inconnus à la multitude de ceux qui par état cultivaient les lettres. Pour faire dans les esprits une révolution plus désirée que prévue, il fallait un génie ardent, audacieux et indépendant; il fallait Descartes.

A l'époque où parut cet homme à jamais célèbre, la raison n'avait recouvré aucun des droits qu'elle avait très-anciennement perdus. C'était toujours sous les drapeaux d'Aristote que combattaient les écoles les plus opposées; c'était toujours

sur son autorité, bien ou mal conçue, qu'elles fondaient leurs opinions. Cette servitude révolta Descartes. Il s'indigna des chaînes qui s'étaient appesanties sur ses semblables, et osa soupçonner que ce n'étaient pas celles de la vérité. Le doute le conduisit à l'examen. Des discussions sérieuses lui firent voir que les siècles avaient marché d'illusion en illusion, et qu'ils continueraient à se nourrir de mensonges, si le joug qu'ils portaient n'était pas brisé. L'entreprise lui parut digne de ses forces et de son courage. Il n'en fut détourné ni par les persécutions que pouvaient lui susciter l'intérêt, l'envie, la superstition ; ni par la résistance opiniâtre que devaient lui opposer des préjugés trop enracinés. Le succès répondit à ses espérances. On le vit réussir à faire rougir les nations de leur aveugle crédulité, à les convaincre qu'il ne fallait regarder comme vrai que ce qui serait avoué par l'évidence même, à leur persuader que ce qui ne portait pas ce beau caractère devait être rangé parmi les idées fausses ou incertaines. Tous les fantômes adorés pendant si longtemps se dissipèrent devant lui.

Malheureusement, après avoir enterré une science absurde, Descartes s'écarta et s'écarta sans retour des sages voies qu'il avait lui-même si bien tracées. Au lieu d'étudier la nature, de la suivre pas à pas, de l'observer laborieusement, il se livra tout entier à la fougue d'un esprit fécond, et n'enfanta que des chimères. Mais tel est l'ascen-

dant d'une imagination ardente, qu'on fut généralement séduit par le système brillant qu'elle avait conçu. L'orgueil humain fut flatté de ne voir dans l'univers qu'une machine formée selon les lois de la mécanique, où tout semblait facile à expliquer. En vain l'auteur de ces nouveautés hardies avait communiqué une impulsion extraordinaire à tous les esprits; en vain il avait donné l'exemple de compter les grands noms pour rien; en vain il avait fourni les moyens de confondre ses propres erreurs : ces armes restèrent sans force dans des mains d'ailleurs exercées à tous les genres de combat. L'Europe, devenue cartésienne, resta cartésienne jusqu'au temps où parut Newton.

Il était réservé à ce premier des hommes de lier solidement la nature terrestre à la nature céleste, et de faire sortir d'une si grande combinaison le vrai système du monde. Avant lui on avait tenté d'élever cet édifice immense ; mais les plus habiles et les plus heureux architectes avaient bâti sur le sable. Leur ouvrage s'était écroulé au premier vent. Le sien eut une base inébranlable. Il porta sur une suite de démonstrations qui subjuguèrent d'abord tous les esprits capables de les suivre, et avec le temps toutes les nations. Il serait téméraire de prédire que la postérité n'ajoutera rien aux découvertes du génie le plus créateur et le plus sage qui ait jamais existé. Tout ce qu'on peut assurer, c'est que ses principes sont pour toujours à l'abri des révolutions.

Tandis que Bacon, Descartes, Newton travaillaient avec plus ou moins de succès à l'avancement des sciences en général, plusieurs de leurs contemporains reculaient les bornes de quelques-unes en particulier. Copernic, Ticho-Brahé, Kepler, Galilée, Toricelli, Hervey, Leibnitz et Locke furent ceux qu'on remarqua davantage; mais d'autres laissèrent aussi un nom fameux. Ils ont eu des successeurs. Le nombre en augmente tous les jours, et il accroîtra encore. Trop longtemps on s'est occupé des tyrans qui ont opprimé la terre, des conquérans qui l'ont ravagée, des fanatiques qui l'ont trompée. L'attention est accordée maintenant aux esprits sublimes qui ont ennobli l'espèce humaine, et les hommages s'arrêtent sur les philosophes.

La philosophie est un des plus grands biens que le ciel pût accorder aux mortels. C'est elle qui les lie, les éclaire et les soulage. Elle leur donne tout, sans en exiger aucun culte. Elle leur demande, non pas le sacrifice de leurs passions, mais un emploi juste, utile et modéré de leurs facultés. Fille de la nature, dispensatrice de ses dons, interprète de ses droits, elle consacre ses lumières et ses travaux à leur usage. Elle les rend meilleurs pour qu'ils soient plus heureux. Elle ne hait que la tyrannie et l'imposture, parce qu'elles foulent le monde. Elle ne veut point régner; mais elle exige que ceux qui règnent aiment à ne jouir que de la félicité publique. Elle fuit le bruit et le nom

des sectes ; mais elle les tolère toutes. Les aveugles et les méchans la calomnient ; les uns ont peur de voir, les autres d'être vus : ingrats qui s'élèvent contre une mère tendre quand elle veut les guérir des erreurs et des vices qui font les calamités du genre humain.

XIV. Morale.

Depuis trop long-temps on cherche à dégrader l'homme. Ses détracteurs en ont fait un monstre. Dans leur humeur, ils l'ont accablé d'outrages. La coupable satisfaction de le rabaisser a seule conduit leurs noirs crayons. Qui es-tu donc, toi qui oses insulter ainsi ton semblable ? Quel sein te donna le jour ? Est-ce au fond de ton cœur que tu puisas tant de blasphèmes ? Si ton orgueil eût été moins aveugle ou ton caractère moins féroce, barbare ! tu n'aurais vu qu'un être toujours faible, souvent séduit par l'erreur, quelquefois égaré par l'imagination, mais sorti des mains de la nature avec des penchans honnêtes.

L'homme naît avec un germe de vertu, quoiqu'il ne naisse pas vertueux. Il ne parvient à cet état sublime qu'après s'être étudié lui-même, qu'après avoir connu ses devoirs, qu'après avoir contracté l'habitude de les remplir. La science qui conduit à ce haut degré de perfection s'appelle *morale*. C'est la règle des actions ; et, si l'on peut s'exprimer ainsi, l'art de la vertu. On doit des encouragemens, on doit des éloges à tous les travaux entrepris pour écarter les maux qui nous assiégent, pour augmenter la masse de nos jouis-

sances, pour embellir le songe de notre vie, pour élever, pour perfectionner, pour illustrer notre espèce. Bénis, et bénis soient à jamais ceux dont les veilles ou le génie ont procuré au genre humain quelqu'un de ces avantages! Mais la première couronne sera pour le sage dont les écrits touchans et lumineux auront eu un but plus noble, celui de nous rendre meilleurs.

Quelques écrivains ont osé nier toute distinction morale, toute distinction entre le vice et la vertu. Dans leur aveuglement ou leur corruption, ils ont réduit l'espèce humaine à la condition animale, et déclaré leurs semblables incapables, absolument incapables de tout sentiment pervers, de tout sentiment honnête. Ce qu'on a pu alléguer de plus convaincant pour les tirer de leur prévention n'a fait que les y affermir, qu'augmenter leur haine ou leur mépris pour l'être malheureux qu'ils voulaient précipiter dans le dernier degré d'avilissement. Ils ont continué à penser, ils ont continué à écrire que les faits vrais ou faux entassés pour combattre leur système n'étaient qu'une comédie ridicule dont le dénoûment était sans intérêt pour eux. Puisque l'entêtement de nos détracteurs à résisté à la force des argumens dirigés contre eux, il ne reste qu'à les renvoyer à leur propre cœur.

Hommes jusqu'ici aveuglés, réfléchissez sur les sensations que vous éprouvez à la vue d'un grand crime, à la vue d'un fait héroïque. Avec quelle

horreur vous détournez les yeux de l'un! avec quel transport vous célébrez l'autre! Et ces impressions vous les recevrez même par l'histoire, même au théâtre, même dans la conversation. Un témoignage encore plus imposant sera celui de votre conscience. Sondez-la. Voyez ce que vous y trouverez de remords après être descendus à une de ces actions qu'il faut regarder comme vicieuses, parce qu'elles sont l'objet du blâme universel; voyez ce que vous y trouverez de satisfaction après vous être élevés à une de ces actions qu'il faut regarder comme vertueuses, parce qu'elles sont accompagnées de l'approbation générale. Quelle que soit votre insensibilité naturelle ou artificielle, vous aurez des doutes, et du doute à la conviction il n'y a souvent qu'un pas.

De cette dangereuse école est sortie une doctrine beaucoup moins perverse, mais qui, réduisant tout à l'intérêt personnel, peut paraître encore exclusive de toute morale. On ne niera pas que l'homme ne soit trop souvent occupé de lui, et de lui seul; qu'il ne le soit même quelquefois lorsqu'il se croit ou qu'on lui suppose des sentimens plus nobles : l'amour-propre est si ingénieux à se déguiser! il est si habile à en imposer! Cependant je ne me persuaderai jamais que ses facultés soient uniquement mises en action par ce ressort.

Où est donc l'intérêt personnel de cet homme généreux qui répand des larmes déchirantes sur

les cendres d'un ami vertueux qui ne se soutenait que par son appui, qui ne subsistait que de ses bienfaits? Où est l'intérêt personnel de cette tendre mère qui, après avoir prodigué une santé chancelante à son enfant malade, tombe dans une langueur qui la conduit après lui au tombeau? Où est l'intérêt personnel de ce lecteur qui se passionne pour des faits héroïques arrivés dans des pays et dans des temps si éloignés de notre âge et de nos contrées? Où est l'intérêt personnel de cet ennemi qui rend le témoignage le plus éclatant aux vertus et aux exploits d'un rival qu'il haïssait mortellement, ou dont il était mortellement haï? Où est l'intérêt personnel.... parcourez vous-même les situations où votre âme peut être remuée par les biens et par les maux qui lui sont étrangers, et vous resterez convaincu des rapports de l'homme avec l'homme, et par conséquent de la nécessité, de l'existence d'une morale. On n'aura plus qu'à dissiper les nuages répandus sur son origine.

Ceux qui ont voulu la faire sortir des dogmes sacrés n'ont pas aperçu que, la religion ne devant considérer les hommes que dans leur rapport avec la divinité, il fallait chercher une autre base aux rapports que les hommes avaient entre eux. S'il y a une morale universelle, elle ne saurait être l'effet d'une cause particulière. Elle a été la même dans les temps passés, elle sera la même dans les siècles à venir. Elle ne peut donc avoir pour fon-

dement des opinions qui depuis le commencement du monde et d'un pôle à l'autre ont toujours varié. Les Grecs ont eu des dieux méchans; les Romains ont eu des dieux méchans; l'adorateur stupide du fétiche adore un démon plutôt qu'un dieu. Chaque peuple se fit des dieux, et se les fit comme il lui plut, les uns bienfaisans, et les autres cruels; les uns débauchés, et les autres de mœurs austères. On dirait que chaque peuple a voulu déifier ses passions et ses maximes. Au milieu de cette fluctuation sans cesse renaissante de cultes et de solennités, les liens propres à unir le genre humain ont toujours été inaltérables; et les esprits réfléchis se sont de plus en plus convaincus que la morale ne pouvait pas être le fruit d'une doctrine passagère et contradictoire. Si les ministres des autels ont paru penser autrement, c'est que par cette prétention ils devenaient les maîtres de régler toutes les actions de leurs sectateurs; ils disposaient de toutes les volontés et de toutes les fortunes; ils s'assuraient au nom du ciel le gouvernement arbitraire de la terre.

Quelques philosophes ont voulu faire dériver les distinctions morales de l'éducation, et de l'éducation seule. L'avantage qu'en pouvait tirer la société les fit, disent-ils, d'abord inventer; et une politique éclairée leur donna ensuite tout l'appui qui était en son pouvoir. La vigilance assidue des familles et de la police leur assura succes-

sivement une consistance devenue avec le temps inébranlable.

On ne niera pas que l'enfance ne se prête aux impressions qu'il plaît à ses instituteurs d'ordonner. C'est une cire molle où tout se trace, où tout se grave aisément. Dans ces têtes sorties récemment des mains de la nature, à côté des vérités les plus importantes se trouvent placées les erreurs les plus dangereuses; mais la sagesse et la folie s'y sont également établies comme préjugés. Le prestige ne se dissipe ni dans une fougueuse jeunesse qui ne réfléchit sur rien, ni dans l'âge mûr tout entier à l'ambition, ni dans les derniers ans, triste époque de décadence et d'entêtement. Les peuples, autant ou plus que les individus, persévèrent dans leurs opinions premières. Après des instructions et des instructions, après des siècles et des siècles encore, c'est le même aveuglement, ce sont les mêmes ténèbres.

Mais les illusions ont été partout ou presque partout différentes. Elles ont varié d'un pôle à l'autre selon le climat, le caractère et l'intérêt des nations. Comment donc confondre des préjugés si discordans avec les idées morales dont l'universalité ne saurait être contestée!

Dans la nécessité d'abandonner le système qui donnait tout à l'éducation, on a cherché les notions du juste et de l'injuste dans les lois.

L'esprit humain s'est quelquefois élevé si haut, qu'il pouvait parvenir, ce semble, à trouver une

excellente législation. Cependant cet ouvrage si nécessaire n'a jamais été exécuté. Parcourez tous les lieux et tous les siècles, vous n'y trouverez que des règlemens dictés par la superstition et par l'ignorance pour l'intérêt d'un odieux despote, ou pour les besoins du moment. Sans sortir de notre Europe, les républiques de la Grèce vous offriront une jurisprudence aussi variable que l'esprit de leurs habitans. Rome fut trois cents ans sans lois, en prit d'étrangères, s'en dégoûta, voulut en avoir qui lui fussent propres, les modifia, les changea, les multiplia sans interruption jusqu'à son entière ruine. Des barbares s'élevèrent sur ses débris; et la force tint lieu de justice jusqu'à ce que les papes, à qui l'opinion donnait un empire absolu, eussent entrepris de tout régler par leurs décrétales. Les caprices d'une féodalité alors généralement établie se joignirent bientôt au code ecclésiastique; et il résulta de ce singulier mélange le plus monstrueux assemblage dont l'histoire ait conservé le souvenir. Depuis la renaissance des lettres, plusieurs bons esprit ont travaillé à débrouiller un chaos qui retardait si essentiellement la félicité publique. Leurs veilles n'ont pas été heureuses. Nos institutions civiles, nos institutions criminelles sont encore un labyrinthe dont les plus intègres, les plus laborieux, les plus éclairés des magistrats n'ont pas retrouvé le fil.

Assurez maintenant, si vous l'osez, que c'est

dans ces lois confuses, changeantes, contradictoires, qu'on interprète de cent manières, qui sont abondonnées et reprises suivant l'interêt de l'homme puissant, qui donne pour vrai ce qui est faux à deux lieues d'elles, qui n'ont jamais qu'une force locale : assurez que c'est dans ce dépôt qu'est consigné le titre auguste et primordial des sociétés, une morale pure, universelle et sacrée.

Au tribunal de la philosophie et de la raison, la morale est une science, dont l'objet est la conservation et le bonheur commun de l'espèce humaine. C'est à ce double but que ses règles doivent se rapporter. Leur principe physique, constant et éternel, est dans l'homme même, dans la similitude d'organisation d'un homme à un autre; similitude d'organisation qui entraîne celle des mêmes besoins, des mêmes plaisirs, des mêmes peines, de la même force, de la même faiblesse; source de la nécessité de la société, ou d'une lutte commune contre les dangers communs et naissans du sein de la nature même, qui menace l'homme de cent côtés différens. Voilà l'origine des liens particuliers et des vertus domestiques; voilà l'origine des liens généraux et des vertus publiques; voilà la source de la notion d'une utilité personnelle et générale; voilà la source de tous les pactes individuels et de toutes les lois.

Si, comme quelques enthousiastes l'ont prétendu, les obligations qu'impose la morale se

réduisaient à la solitude, à l'oisiveté, au célibat, à l'abdication de soi-même, à mille petits sacrifices inutiles à la société, la morale intéresserait assez peu les peuples. Mais elle lie les hommes les uns aux autres; elle établit entre eux une heureuse fraternité; elle rend particulier à chacun d'eux le bonheur de tous : sous ce point de vue, elle est le germe d'une prospérité universelle, et digne par conséquent de nos plus profonds hommages.

Beaucoup d'écrivains ont cherché les premiers principes de la morale dans les sentimens d'amitié, de tendresse, de compassion, d'honneur, de bienfaisance, parce qu'ils les trouvaient gravés dans le cœur humain. Mais n'y trouvaient-ils pas aussi la haine, la jalousie, la vengeance, l'orgueil, l'amour de la domination? Pourquoi donc ont-ils plutôt fondé la morale sur les premiers sentimens que sur les derniers? C'est qu'ils ont compris que les uns tournaient au profit commun de la société, et que les autres lui seraient funestes. Ces philosophes ont senti la nécessité de la morale; ils ont entrevu ce qu'elle devait être; mais ils n'en ont pas saisi le premier principe, le principe fondamental. En effet, les mêmes sentimens qu'ils adoptent pour fondement de la morale, parce qu'ils leur paraissent utiles au bien général, abandonnés à eux-mêmes, pourraient être très-nuisibles. Comment se déterminer à punir le coupable, si l'on n'écoutait que la com-

passion? Comment se défendre des partialités, si l'on ne prenait conseil que de l'amitié? Comment ne pas favoriser la paresse, si l'on ne consultait que la bienfaisance? Toutes ces vertus ont un terme au-delà duquel elles dégénèrent en vices; et ce terme est marqué par les règles invariables de la justice par essence, ou, ce qui revient au même, par l'intérêt commun des hommes réunis en société, et par l'objet constant de cette réunion.

Est-ce pour lui-même qu'on érige en vertu le courage? Non : c'est à cause de l'utilité dont il est pour la société. La preuve en est qu'on le punit comme vice dans l'homme qui s'en sert pour troubler l'ordre public. Pourquoi la crapule est-elle un vice? parce que chaque citoyen est tenu de concourir à l'utilité commune, et qu'il a besoin, pour remplir cette obligation, du libre exercice de ses facultés. Pourquoi certaines actions sont-elles plus blâmables dans un magistrat ou un général que dans un particulier? c'est qu'il en résulte de plus grands inconvéniens pour la société.

Les obligations de l'homme isolé me sont inconnues. Je n'en vois ni l'origine ni le terme. Puisqu'il vit seul, il a droit de ne vivre que pour lui seul. Nul être n'est en droit d'exiger de lui des secours qu'il n'implore pas. C'est tout le contraire pour celui qui vit dans l'état social. Il n'est rien par lui-même. C'est ce qui l'entoure qui le sou-

tient. Ses possessions, ses jouissances, ses forces, et jusqu'à son existence, il doit tout au corps politique auquel il appartient.

Les maux de la société deviennent les maux du citoyen. Il court risque d'être écrasé, quelque partie de l'édifice qui s'écroule. L'injustice qu'il commet le menace d'une injustice semblable. S'il se livre au crime, d'autres pourront devenir criminels à son préjudice. Il doit donc tendre constamment au bien général, puisque c'est de cette prospérité que dépend la sienne.

Qu'un seul s'occupe de ses intérêts sans s'embarrasser de l'intérêt public; qu'il s'exempte du devoir commun sous prétexte que les actions d'un particulier ne peuvent pas avoir une influence marquée sur l'ordre général, d'autres auront des volontés aussi personnelles. Alors tous les membres de la république seront à leur tour bourreaux et victimes. Chacun nuira, et recevra des dommages; chacun dépouillera, et sera dépouillé; chacun frappera, et sera frappé. Ce sera un état de guerre de tous contre tous. L'état sera perdu, et les citoyens seront perdus avec l'état.

Les premiers hommes qui se réunirent ne saisirent pas d'abord sans doute l'ensemble de ces vérités. Pénétrés du sentiment de leur force, c'est d'elle vraisemblablement qu'ils voulurent tout obtenir. Des calamités répétées les avertirent avec le temps de la nécessité des conventions. Les obligations réciproques s'accrurent à mesure que le

besoin s'en fit sentir. Ainsi ce fut avec la société que commença le devoir.

Le devoir peut donc être défini l'obligation rigoureuse de faire ce qui convient à la société. Il renferme la pratique de toutes les vertus, puisqu'il n'en est aucune qui ne soit utile au corps politique ; il exclut tous les vices, puisqu'il n'en est aucun qui ne lui soit nuisible.

Ce serait raisonner pitoyablement que de se croire en droit de mépriser avec quelques cœurs pervers toutes les vertus, sous prétexte qu'elles ne sont que des institutions de convenance. Malheureux ! tu vivrais dans cette société qui ne peut subsister sans elles ; tu jouirais des avantages qui en sont le fruit, et tu te croirais dispensé de les pratiquer, même de les estimer ! Eh ! quel pourrait être leur objet, si elles étaient sans relation avec les hommes ? Eût-on accordé ce beau nom à des actes purement stériles ? C'est leur nécessité qui en fait l'essence et le mérite.

Le maintien de l'ordre, encore une fois, constitue donc toute la morale. Ses principes sont constans et uniformes : mais leur application varie quelquefois à raison du climat et de la situation locale ou politique des peuples. En général la polygamie est plus naturelle aux pays chauds qu'aux pays froids. Cependant les circonstances du temps, dérogeant à la loi du climat, peuvent ordonner la monogamie dans une île d'Afrique, et permettre la polygamie au Kamtschatka, si

l'une est un moyen d'arrêter l'excès de la population à Madagascar, et l'autre d'en hâter les progrès sur les côtes de la mer Glaciale. Mais rien ne peut autoriser l'adultère et la fornication dans ces deux zones, quand les conventions ont établi les lois du mariage, ou de la propriété dans l'usage des femmes.

Il en est de même pour les terres et pour les biens. Ce qui est larcin dans un état où la propriété se trouve justement répartie devient usufruit dans un état où les biens sont en commun. Ainsi le vol et l'adultère n'étaient pas permis à Sparte ; mais le droit public y permettait ce qu'on regarde ailleurs comme vol et comme adultère. Ce n'était pas la femme et le bien d'autrui qu'on prenait alors : mais la femme et le bien de tous, quand les lois accordaient pour récompense à l'adresse ce qu'elle pouvait se procurer.

Partout on connaît le juste et l'injuste : mais on n'a pas attaché universellement ces idées aux mêmes actions. Dans les pays chauds où le climat ne demande point de vêtemens, les nudités n'offensent point la pudeur : mais l'abus, quel qu'il soit, du commerce des sexes, les attentats précoces sur la virginité sont des crimes qui doivent révolter. Dans l'Inde, où tout fait une vertu de l'acte même de la génération, c'est une cruauté d'égorger la vache qui nourrit l'homme de son lait, de détruire les animaux dont la vie n'est point nuisible ni la mort utile à l'espèce humaine.

L'Iroquois ou le Huron qui tuent leur père d'un coup de massue plutôt que de l'exposer à mourir de faim, ou sur le bûcher de l'ennemi, croient faire un acte de piété filiale en obéissant aux dernières volontés de ce père qui leur demande la mort comme une grâce. Les moyens les plus opposés en apparence tendent tous également au même but, au maintien, à la prospérité du corps politique.

Voilà cette morale universelle qui, tenant à la nature de l'homme, tient à la nature des sociétés : cette morale, qui peut bien varier dans ses applications, mais jamais dans son essence, cette morale enfin à laquelle toutes les lois doivent se rapporter, se subordonner. D'après cette règle commune de toutes nos actions publiques et privées, voyons s'il y a jamais eu. s'il peut y avoir de bonnes mœurs en Europe.

Nous vivons sous trois codes : le code naturel, le code civil, le code religieux. Il est évident que, tant que ces trois sortes de législation seront contradictoires entre elles, il est impossible qu'on soit vertueux. Il faudra tantôt fouler aux pieds la nature pour obéir aux institutions sociales, et les institutions sociales pour se conformer aux préceptes de la religion. Qu'en arrivera-t-il ? C'est qu'alternativement infracteurs de ces différentes autorités, nous n'en respecterons aucune, et que nous ne serons ni hommes, ni citoyens, ni pieux.

Les bonnes mœurs exigeraient donc une ré-

forme préliminaire qui réduisît les codes à l'identité. La religion ne devrait nous défendre ou nous prescrire que ce qui nous serait prescrit ou défendu par la loi civile, et les lois civiles et religieuses se modeler sur la loi naturelle, qui a été, qui est, et qui sera toujours la plus forte. D'où l'on voit que le vrai législateur est encore à naître; que ce ne fut ni Moïse, ni Solon, ni Numa, ni Mahomet, ni même Confucius; que ce n'est pas seulement dans Athènes, mais par toute la terre qu'on a prescrit aux hommes, non la meilleure législation qu'on pouvait leur donner, mais la meilleure qu'ils pouvaient recevoir; et qu'à ne considérer que la morale, ils seraient peut-être moins éloignes du bien, s'ils étaient restés sous l'état simple et innocent de certains sauvages : car rien n'est si difficile que de déraciner des préjugés invétérés et sanctifiés. Pour celui qui projette un grand édifice, il vaut mieux une aire unie qu'une aire couverte de mauvais matériaux entassés sans méthode et sans plan, et malheureusement liés par les cimens les plus durables, ceux du temps, de l'usage et de l'autorité souveraine et des prêtres. Alors le sage ne travaille qu'avec timidité, court plus de risque, et perd plus de temps à démolir qu'à construire.

Depuis l'invasion des barbares dans cette partie du monde, presque tous les gouvernemens n'ont eu pour base que l'intérêt d'un seul homme ou d'un seul corps, au préjudice de la société géné-

rale. Fondés sur la conquête, ouvrage de la force, ils n'ont varié que dans la manière d'asservir les peuples. D'abord la guerre en fit des victimes vouées au glaive de leurs ennemis ou de leurs maîtres. Que de siècles s'écoulèrent dans le sang et le carnage des nations, c'est-à-dire dans la distribution des empires, avant que les conditions de la paix eussent divinisé cet état de guerre intestine qu'on appela société ou gouvernement !

Quand le gouvernement féodal eut à jamais exclu ceux qui labouraient la terre du droit de la posséder ; quand, par une collusion sacrilége entre l'autel et le trône, on eut associé Dieu à l'épée, que faisait la morale de l'Évangile, qu'enhardir la tyrannie par l'obéissance passive, que cimenter l'esclavage par le mépris des sciences, qu'ajouter enfin à la crainte des grands la crainte des démons ? Et qu'étaient les mœurs avec de telles lois ? Ce qu'elles sont de nos jours en Pologne, où le peuple, sans terres et sans armes, se laisse hacher par les Russes, enrôler par les Prussiens ; et, n'ayant ni vigueur ni sentiment, croit qu'il suffit d'être chrétien, et reste neutre entre ses voisins et ses Palatins.

A un semblable état d'anarchie, où les mœurs ne prirent ni caractère ni stabilité, succéda l'épidémie des guerres saintes, où les nations se pervertirent et se dégradèrent en se communiquant la contagion des vices avec celle du fanatisme. On changea de mœurs pour avoir changé de climat.

Toutes les passions s'allumèrent et s'exaltèrent entre les tombeaux de Jésus et de Mahomet. On rapporta de la Palestine un germe de luxe et de faste, un goût ardent pour les épiceries de l'Orient, un esprit romanesque qui poliça la noblesse sans rendre le peuple plus heureux, ni dès-lors plus vertueux : car s'il n'y a point de bonheur sans vertu, jamais aussi la vertu ne se soutiendra sans un fonds de bonheur.

Environ deux siècles après la dépopulation de l'Europe en Asie arriva sa transmigration en Amérique. Cette révolution substitua le chaos au néant, et mêla parmi nous les vices et les productions de tous les climats. La morale ne se perfectionna pas davantage, parce qu'on égorgea par avarice au lieu de massacrer par religion. Les nations qui avaient le plus acquis dans le Nouveau-Monde semblèrent recueillir en même temps toute la stupidité, la férocité, l'ignorance de l'Ancien. Elles devinrent l'égout des vices et des maladies, pauvres et sales dans l'or, débauchées avec des temples et des prêtres, fainéantes et superstitieuses avec toutes les sources du commerce et les facilités de s'éclairer. Mais aussi l'amour des richesses corrompit toutes les autres nations.

Que ce soit la guerre ou le commerce qui introduise de grandes richesses dans un état, elles sont l'objet de l'ambition publique. Ce sont d'abord les hommes les plus puissans qui s'en emparent. Alors, comme les richesses se trouvent dans

les mains qui tiennent le timon des affaires, elles se confondent dans l'esprit du peuple avec les honneurs; et le citoyen vertueux, qui n'aspirait aux emplois que pour l'amour de la gloire, aspire, sans le savoir, à l'honneur pour le lucre. On ne conquiert pas, on n'acquiert pas des terres et des trésors sans vouloir en jouir, et l'on ne jouit des richesses que par la volupté ou l'ostentation du luxe. Par ce double usage elles corrompent et le citoyen qui les possède, et le peuple qu'elles fascinent. Dès qu'on ne travaille que par l'attrait du gain, et non par l'amour du devoir, on préfère les conditions les plus lucratives aux plus honorables. C'est alors qu'on voit l'honneur de profession se détourner, s'obscurcir, et se perdre dans les routes de l'opulence.

A l'avantage de la fausse considération où parviennent les richesses se joignent les commodités naturelles de l'opulence, nouvelle source de corruption. L'homme en place veut attirer chez lui. Ce n'est pas assez des honneurs qu'il reçoit en public; il lui faut des admirateurs, ou de son esprit, ou de son luxe, ou de sa table. Si les richesses corrompent en conduisant aux honneurs, combien plus encore en répandant le goût des plaisirs! La misère vend la chasteté; la paresse vend la liberté; le prince vend la magistrature, et les magistrats vendent la justice; la cour vend les places, et les hommes en place vendent le peuple au prince, qui le revend à ses voisins par des trai-

tés de guerre ou de subside, de paix ou d'échange. Mais, dans ce trafic sordide qu'introduit l'amour des richesses, l'altération la plus sensible est celle qui se fait dans les mœurs des femmes.

Il n'y a point de vice qui naisse d'autant de vices et qui en produise un plus grand nombre que l'incontinence d'un sexe dont la pudeur et la modestie sont le véritable apanage et la plus belle parure. Je n'entends point par incontinence la promiscuité des femmes : le sage Caton la conseille dans sa République ; ni leur pluralité, le présent des contrées ardentes et voluptueuses de l'Orient ; ni la liberté, soit indéfinie, soit limitée, que l'usage leur accorde en certains pays de se prêter aux désirs de plusieurs hommes. C'est chez quelques peuples un des devoirs de l'hospitalité ; chez d'autres un moyen de perfectionner l'espèce humaine ; ailleurs une offrande faite aux dieux, un acte de piété consacré par la religion. J'appelle incontinence tout commerce entre les deux sexes interdit par les lois de l'état.

Pourquoi ce délit, si pardonnable en lui-même, cette action si indifférente par sa nature, si peu libre par son attrait, a-t-elle une influence si pernicieuse sur la moralité des femmes? C'est, je crois, la suite de l'importance que nous y avons attachée. Quel sera le frein d'une femme déshonorée à ses yeux et aux yeux de ses concitoyens? Quel appui les autres vertus trouveront-elles au fond de son âme, lorsque rien ne peut plus ag-

graver sa honte? Le mépris de l'opinion publique, un des plus grands efforts de la sagesse, se sépare rarement dans un être faible et timide du mépris de soi-même. On n'a point cet héroïsme avec la conscience du vice. Celle qui ne se respecte plus cesse bientôt d'être sensible au blâme et à la louange; et, sans l'effroi de ces deux respectables fantômes, j'ignore quelle sera la règle de sa conduite. Il n'y a plus que la fureur du plaisir qui puisse la dédommager du sacrifice qu'elle a fait. Elle le sent, elle se le dit; et, affranchie de la contrainte de la considération publique, elle s'y livre sans réserve.

La femme se détermine beaucoup plus difficilement que l'homme; mais, lorsqu'elle a pris son parti, elle est bien plus déterminée : elle ne rougit plus lorsqu'une fois elle a cessé de rougir. Que ne foulera-t-elle pas aux pieds lorsqu'elle aura triomphé de sa vertu? Que pensera-t-elle de cette dignité, de cette décence, de cette délicatesse de sentimens qui, dans ses jours de candeur, dictait ses propos, composait son maintien, ordonnait de sa parure? Ce ne seront plus que de l'enfantillage, de la pusillanimité, le petit manége d'une fausse innocente, qui a des parens à contenter et un époux à séduire : mais d'autres temps, d'autres mœurs.

Quelle que soit sa perversité, ce n'est point aux grands attentats qu'elle se portera. Sa faiblesse ne lui laisse pas le courage de l'atrocité; mais l'ha-

bituelle hypocrisie de son rôle, si elle n'a pas tout-à-fait levé le masque, jettera une teinte de fausseté sur son caractère. Ce que l'homme ose par la force, elle le tentera et l'obtiendra par la ruse. La femme corrompue propage la corruption. Elle la propage par le mauvais exemple, par des conseils insidieux, quelquefois par le ridicule. Elle a débuté par la coquetterie qui s'adressait à tous les hommes; elle a continué par la galanterie, si volage dans ses goûts, qu'il est plus facile de trouver une femme qui n'ait point eu de passions que d'en trouver une qui n'ait été passionnée qu'une fois; et elle finit par compter autant d'amans que de connaissances, qu'elle rappelle, qu'elle éloigne, qu'elle rappelle encore, selon le besoin qu'elle en a, et la nature des intrigues de toute espèce dans lesquelles elle se précipite. C'est là ce qu'elle entend par avoir su jouir de ses belles années et profiter de ses charmes. C'est une d'entre elles, qui s'était rendue profonde dans cet art, qui disait en mourant qu'elle ne regrettait que les peines qu'elle s'était données pour tromper les hommes, et que les plus honnêtes étaient les meilleures dupes.

Sous l'empire de ces mœurs, l'amour conjugal est dédaigné; et ce dédain affaiblit le sentiment de la tendresse maternelle, s'il ne l'éteint pas. Les devoirs les plus sacrés et les plus doux deviennent importuns; et lorsqu'on les a négligés ou rompus, la nature ne les renoue plus. La femme qui se laisse

approcher d'un autre que de son mari n'aime plus sa famille et n'en est plus respectée. Les nœuds du sang se relâchent. Les naissances sont incertaines; et le fils ne reconnaît plus son père, ni le père son fils.

Oui, je le soutiens, les liaisons de la galanterie consomment la dépravation des mœurs et la caractérisent plus fortement que la prostitution publique. La religion est perdue lorsque le prêtre mène une vie scandaleuse; pareillement la vertu n'a plus d'asile lorsque le sanctuaire du mariage est profané. La pudeur est sous la sauvegarde du sexe timide. Qui est-ce qui rougira où la femme ne rougit plus? Ce n'est pas la prostitution qui multiplie les adultères; c'est la galanterie qui étend la prostitution. Les moralistes anciens, qui plaignaient les malheureuses victimes du libertinage, prononçaient sans ménagement contre les épouses infidèles; et ce n'était pas sans raison. Si l'on parvient à rejeter toute la honte du vice sur la classe des femmes communes, les autres ne tarderont pas à s'honorer d'un commerce restreint, bien qu'il soit d'autant plus criminel qu'il est plus volontaire et plus illicite. On ne distinguera plus la femme honnête et vertueuse de la femme tendre; l'on établira une distinction frivole entre la femme galante et la courtisanne; entre le vice gratuit et le vice réduit par la misère à exiger un salaire; et ces subtilités décèleront une dépravation systématique. O temps heureux et gros-

siers de nos pères, où il n'y avait que des femmes honnêtes ou malhonnêtes; où toutes celles qui n'étaient pas honnêtes étaient malhonnêtes; et où le vice constant ne s'excusait pas par sa durée!

Mais enfin quelle est la source de ces passions délicates formées par l'esprit, le sentiment, la sympathie des caractères? La manière dont elles se terminent toujours marque bien que ces belles expressions ne sont employées que pour abréger le combat et justifier la défaite. Également à l'usage des femmes réservées et des femmes dissolues, elles sont devenues presque ridicules.

Quel est le résultat de cette galanterie nationale? Un libertinage précoce, qui ruine la santé des jeunes gens avant la maturité de l'âge, et fane la beauté des femmes à la fleur de leurs années; une race d'hommes sans instruction, sans force et sans courage, incapables de servir la patrie; des magistrats sans dignité et sans principes; la préférence de l'esprit au bon sens, de l'agrément au devoir, de la politesse au sentiment de l'humanité, de l'art de plaire aux talens, à la vertu; des hommes personnels substitués à des hommes officieux; des offres sans réalité; des connaissances sans nombre et point d'amis; des maîtresses et point d'épouses; des amans et plus d'époux; des séparations; des divorces; des enfans sans éducation; des fortunes dérangées; des mères jalouses et des femmes vaporeuses; les maladies des

nerfs; des vieillesses chagrines et des morts prématurées.

Les femmes galantes échappent difficilement au péril du temps critique. Le dépit d'un abandon qui les menace achève de vicier le sang et les humeurs dans un moment où le calme qui naît de la conscience d'une vie honnête serait salutaire. Il est affreux de chercher inutilement en soi les consolations de la vertu, lorsque les maux de la nature viennent nous assaillir.

Ne parlez donc plus de morale chez les nations modernes; et si vous voulez trouver la cause de cette dégradation, cherchez-la dans son vrai principe.

L'or ne devient point l'idole d'un peuple, et la vertu ne tombe point dans l'avilissement, si la mauvaise constitution du gouvernement ne provoque cette corruption. Malheureusement, il la provoquera toujours, s'il est organisé de manière que l'intérêt momentané d'un seul ou d'un petit nombre puisse impunément prévaloir sur l'intérêt commun et invariable de tous; il la provoquera toujours, si les dépositaires de l'autorité peuvent en faire un usage arbitraire, se placer au-dessus de toutes les règles de la justice, faire servir leur puissance à la spoliation, et la spoliation à prolonger les abus de leur puissance. Les bonnes lois se maintiennent par les bonnes mœurs; mais les bonnes mœurs s'établissent par les bonnes lois. Les hommes sont ce que le gouvernement les fait.

Pour les modifier, il est toujours armé d'une force irrésistible, celle de l'opinion publique ; et le gouvernement deviendra toujours corrupteur, quand par sa nature il sera corrompu. Voilà le mot. Les nations de l'Europe auront de bonnes mœurs lorsqu'elles auront de bons gouvernemens. Finissons. Mais auparavant jetons un coup-d'œil rapide sur le bien et sur le mal qu'a produits la découverte des deux Indes.

XV. Réflexions sur le bien et le mal que la découverte du Nouveau-Monde a fait à l'Europe.

Ce grand événement a perfectionné la construction des vaisseaux, la navigation, la géographie, l'astronomie, la médecine, l'histoire naturelle, quelques autres connaissances ; et ces avantages n'ont été accompagnés d'aucun inconvénient connu.

Il a procuré à quelques empires de vastes domaines qui ont donné aux états fondateurs de l'éclat, de la puissance et des richesses. Mais que n'en a-t-il pas coûté pour mettre en valeur, pour gouverner ou pour défendre ces possessions lointaines ! Lorsque ces colonies seront arrivées au degré de culture, de lumière et de population qui leur convient, ne se détacheront-elles pas d'une patrie qui avait fondé sa splendeur sur leur prospérité ? Quelle sera l'époque de cette révolution ? On l'ignore ; mais il faut qu'elle se fasse.

L'Europe doit au Nouveau-Monde quelques commodités, quelques voluptés. Mais, avant d'avoir obtenu ces jouissances, étions-nous moins sains, moins robustes, moins intelligens, moins heu-

reux? Ces frivoles avantages si cruellement obtenus, si inégalement partagés, si opiniâtrément disputés, valent-ils une goutte du sang qu'on a versé et qu'on versera? Sont-ils à comparer à la vie d'un seul homme? Combien n'en a-t-on pas sacrifié, n'en sacrifie-t-on pas, n'en sacrifiera-t-on pas dans la suite pour fournir à des besoins chimériques, dont ni l'autorité ni la raison ne nous délivreront jamais!

Les voyages sur toutes les mers ont affaibli la morgue nationale; inspiré la tolérance civile et religieuse; ramené le lien de la confraternité originelle; inspiré les vrais principes d'une morale universelle fondée sur l'identité des besoins, des peines, des plaisirs, de tous les rapports communs aux hommes sous toutes les latitudes; amené la pratique de la bienfaisance avec tout individu qui la réclame, quelles que soient ses mœurs, sa contrée, ses lois et sa religion. Mais en même temps les esprits ont été tournés vers les spéculations lucratives. Le sentiment de la gloire s'est affaibli. On a préféré la richesse à la célébrité; et tout ce qui tendait à l'élévation a penché visiblement vers sa décadence.

Le Nouveau-Monde a multiplié parmi nous les métaux. Un désir vif de les obtenir a occasionné un grand mouvement sur le globe; mais le mouvement n'est pas le bonheur. De qui l'or et l'argent ont-ils amélioré le sort? Les nations qui les arrachent des entrailles de la terre ne croupissent-

elles pas dans l'ignorance, la superstition, la paresse, l'orgueil, ces vices les plus difficiles à déraciner lorsqu'ils ont jeté de profondes racines? N'ont-elles pas perdu leur agriculture et leurs ateliers? Leur existence n'est-elle pas précaire? Si le peuple industrieux et propriétaire d'un sol fertile s'avisait un jour de dire à l'autre peuple: Il y a trop long-temps que je fais un mauvais trafic avec vous, et je ne veux plus donner la chose pour le signe; cette loi somptuaire ne serait-elle pas une sentence de mort contre la région qui n'a que des richesses de convention? à moins que, dans son désespoir, celle-ci ne fermât ses mines pour ouvrir des sillons.

Les autres puissances de l'Europe pourraient bien n'avoir pas retiré plus d'avantage des trésors de l'Amérique. Si la répartition en a été égale ou proportionnée entre elles, aucune n'a diminué d'aisance, aucune n'a augmenté de force. Les rapports qui existaient dans les temps anciens existent encore. Supposons que quelque nation soit parvenue à acquérir une plus grande quantité de ces métaux que les nations rivales; ou elle les enfouira, ou elle les jettera dans la circulation. Dans le premier cas, ce n'est que la propriété stérile d'une masse d'or superflue. Le second ne lui donnera qu'une supériorité momentanée, parce qu'avec le temps, et bientôt, toutes les choses vénales auront un prix proportionné à l'abondance des signes qui les représentent.

Voilà donc les maux attachés même aux avantages que nous devons à la découverte des deux Indes. Mais de combien de calamités, qui sont sans compensation, la conquête de ces régions n'a-t-elle pas été suivie ?

En les dépeuplant pour une longue suite de siècles, les dévastateurs n'ont-ils rien perdu eux-mêmes ? Si tout le sang qui a coulé dans ces contrées se fût rendu dans un réservoir commun ; si les cadavres eussent été entassés dans la même plaine, le sang, les cadavres des Européens n'y auraient-ils pas occupé un grand espace ? Le vide que ces émigrans avaient laissé a-t-il pu être promptement rempli sur leur terre natale, infectée d'un poison honteux et cruel du Nouveau-Monde, qui attaque jusqu'aux germes de la reproduction ?

Depuis les audacieuses tentatives de Colomb et de Gama, il s'est établi dans nos contrées un fanatisme jusqu'alors inconnu ; c'est celui des découvertes. On a parcouru et l'on continue à parcourir tous les climats vers l'un et vers l'autre pôle pour y trouver quelques continens à envahir, quelques îles à ravager, quelques peuples à dépouiller, à subjuguer, à massacrer. Celui qui éteindrait cette fureur ne mériterait-il pas d'être compté parmi les bienfaiteurs du genre humain ?

La vie sédentaire est la seule favorable à la population ; celui qui voyage ne laisse point de postérité. La milice de terre avait créé une multitude

de célibataires. La milice de mer l'a presque doublée ; avec cette différence que les derniers sont exterminés par les maladies des vaisseaux, par les naufrages, par la fatigue, par les mauvaises nourritures et par les changemens de climat. Un soldat peut rentrer dans quelques-unes des professions utiles à la société. Un matelot est matelot pour toujours. Hors de service, il n'en revient à son pays que le besoin d'un hôpital de plus.

Les expéditions de long cours ont enfanté une nouvelle espèce de sauvages nomades. Je veux parler de ces hommes qui parcourent tant de contrées, qu'ils finissent par n'appartenir à aucune ; qui prennent des femmes où ils en trouvent, et ne les prennent que pour un besoin animal : de ces amphibies qui vivent à la surface des eaux ; qui ne descendent à terre que pour un moment ; pour qui toute plage habitable est égale ; qui n'ont vraiment ni pères, ni mères, ni enfans, ni frères, ni parens, ni amis, ni concitoyens ; en qui les liens les plus doux et les plus sacrés sont éteints ; qui quittent leur pays sans regret ; qui n'y rentrent qu'avec l'impatience d'en sortir, et à qui l'habitude d'un élément terrible donne un caractère féroce. Leur probité n'est pas à l'épreuve du passage de la ligne, et ils acquièrent des richesses en échange de leur vertu et de leur santé.

Cette soif insatiable de l'or a donné naissance au plus infâme, au plus atroce de tous les commerces, celui des esclaves. On parle des crimes

contre-nature, et l'on ne cite pas celui-là comme le plus exécrable. La plupart des nations de l'Europe s'en sont souillées, et un vil intérêt a étouffé dans leur cœur tous les sentimens qu'on doit à son semblable. Mais, sans ces bras, des contrées dont l'acquisition a coûté si cher resteraient incultes. Et! laissez-les en friche, s'il faut que, pour les mettre en valeur, l'homme soit réduit à la condition de la brute, et dans celui qui achète, et dans celui qui vend, et dans celui qui est vendu.

Comptera-t-on pour rien la complication que les établissemens dans les deux Indes ont mise dans la machine du gouvernement? Avant cette époque, les mains propres à tenir les rênes des empires étaient infiniment rares. Une administration plus embarrassée a exigé un génie plus vaste et des connaissances plus profondes. Les soins de souveraineté partagés entre les citoyens placés au pied du trône et les sujets fixés sous l'équateur ou près du pôle ont été insuffisans pour les uns et pour les autres. Tout est tombé dans la confusion. Les divers états ont langui sous le joug de l'oppression, et des guerres interminables ou sans cesse renouvelées ont fatigué et ensanglanté le globe.

Arrêtons-nous ici, et plaçons-nous au temps où l'Amérique et l'Inde étaient inconnues. Je m'adresse au plus cruel des Européens, et je lui dis : Il existe des régions qui te fourniront de riches métaux, des vêtemens agréables, des mets déli-

cieux. Mais lis cette histoire, et vois à quel prix la découverte t'en est promise. Veux-tu, ne veux-tu pas qu'elle se fasse ? Croit-on qu'il y eût un être assez infernal pour répondre : JE LE VEUX ? Eh bien ! il n'y aura pas dans l'avenir un seul instant où ma question n'ait la même force.

Peuples, je vous ai entretenus de vos plus grands intérêts. J'ai mis sous vos yeux les bienfaits de la nature et les fruits de l'industrie. Trop souvent malheureux les uns par les autres, vous avez dû sentir que l'avarice jalouse et l'ambitieux orgueil repoussent loin de votre commune patrie le bonheur qui se présente à vous entre la paix et le commerce. Je l'ai appelé ce bonheur que l'on éloigne. La voix de mon cœur s'est élevée en faveur de tous les hommes, sans distinction de secte ni de contrée. Ils ont été tous égaux à mes yeux par le rapport des mêmes besoins et des mêmes misères, comme ils le sont aux yeux de l'Être suprême par le rapport de leur faiblesse à sa puissance.

Je n'ai pas ignoré qu'assujettis à des maîtres, votre sort doit être surtout leur ouvrage, et qu'en vous parlant de vos maux, c'était leur reprocher leurs erreurs ou leurs crimes. Cette réflexion n'a pas abattu mon courage. Je n'ai pas cru que le saint respect que l'on doit à l'humanité pût jamais ne pas s'accorder avec le respect dû à ses protecteurs naturels. Je me suis transporté en idée dans le conseil des puissances. J'ai parlé sans déguise-

ment et sans crainte, et je n'ai pas à me reprocher d'avoir trahi la grande cause que j'osais plaider. J'ai dit aux souverains quels étaient leurs devoirs et vos droits. Je leur ai retracé les funestes effets du pouvoir inhumain qui opprime, ou du pouvoir indolent et faible qui laisse opprimer. Je les ai environnés des tableaux de vos malheurs, et leur cœur a dû tressaillir. Je les ai avertis que, s'ils en détournaient les yeux, ces fidèles et effrayantes peintures seraient gravées sur le marbre de leur tombe, et accuseraient leur cendre que la postérité foulerait aux pieds.

Mais le talent n'est pas toujours égal au zèle. Il m'eût fallu sans doute beaucoup plus de cette pénétration qui aperçoit les moyens, et de cette éloquence qui persuade les vérités. Quelquefois peut-être mon âme a élevé mon génie; mais je me suis senti le plus souvent accablé de mon sujet et de ma faiblesse.

Puissent des écrivains plus favorisés de la nature achever par leurs chefs-d'œuvre ce que mes essais ont commencé! Puisse, sous les auspices de la philosophie, s'étendre un jour d'un bout du monde à l'autre cette chaîne d'union et de bienfaisance qui doit rapprocher toutes les nations policées! Puissent-elles ne plus porter aux nations sauvages l'exemple des vices et de l'oppression! Je ne me flatte pas qu'à l'époque de cette heureuse révolution mon nom vive encore. Ce faible ouvrage, qui n'aura que le mérite d'en avoir pro-



duit de meilleurs, sera sans doute oublié. Mais au moins je pourrai me dire que j'ai contribué autant qu'il a été en moi au bonheur de mes semblables, et préparé peut-être de loin l'amélioration de leur sort. Cette douce pensée me tiendra lieu de gloire. Elle sera le charme de ma vieillesse, et la consolation de mes derniers instans.

FIN DU DIXIÈME VOLUME.

TABLE DES INDICATIONS.

LIVRE DIX-NEUVIÈME

ET DERNIER.

FIN DE LA TABLE.



